



Supplément « Sans visa »

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-HUITIÈME ANNÉE - N° 14443 - 6 F

SAMEDI 6 JUILLET 1991

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNÉ

France-Iran : difficile « normalisation »

SELON toute vraisemblance, M. François Mitterrand se rendra dans l'automne à Téhéran. Au regard des multiples conflits qui ont troublé les relations franco-iraniennes depuis onze ans, l'événement est de taille. Des années durant, la France a figuré en bonne place parmi ces « petits Satans » voués aux destins de la révolution islamique. Elle fut la cible privilégiée de groupuscules pro-iraniens aussi efficaces que fanatiques. Deuxième fournisseur d'armes de l'Irak - derrière l'Union soviétique - pendant les huit ans de la première guerre du Golfe, la France, vue de Téhéran, appartenait au camp de l'ennemi.

De Jean-Paul Kauffmann aux victimes de l'attentat de la rue de Rennes, en 1988, longue est la liste de ceux qui ont souffert de cet affrontement entre Paris et Téhéran. Actes de terrorisme, guerre des ambassades, prises d'otages, ruptures diplomatiques, querelles financières : sur le champ de cette bataille, les fronts étaient nombreux.

MAIS, au fil des ans, ce régime qui abritait l'un des plus foyers du terrorisme international, qui jurait de mettre à bas tout régime infidèle aux préceptes de l'islam, qui pendait régulièrement le chef de l'Etat français en effigie - aux côtés du rival irakien Saddam Hussein et des dirigeants américains - a su opérer un revirement spectaculaire.

Aujourd'hui, sous la houlette du président Rafsanjani, la République islamique ne cache plus sa volonté d'ouverture vers l'Occident. Ne vient-on pas d'entendre lors d'un récent séminaire à Paris le ministre iranien du pétrole inviter les industriels français à venir hardiment investir dans son pays ? Il est vrai que la deuxième guerre du Golfe fut une bénédiction pour l'Iran, qui a su exploiter au mieux son habile neutralité. Donnant la mesure de leur pragmatisme - de leur cynisme ? - les héritiers de Khomeiny ont achevé de transformer leur Etat terroriste en une nation « fréquitable ».

RESTE que la « réconciliation » entre Paris et Téhéran n'est pas totalement scellée. Chaque nouvel épisode franco-iranien rappelle que rien n'est jamais définitivement acquis lorsque l'on traite avec des Perses, maîtres du surcroît. Ces derniers sont passés maîtres dans l'art de « piéger » leurs interlocuteurs au moment où ils s'y attendent le moins. La « normalisation » définitive entre la France et l'Iran suppose un apurement des comptes. Or, si grande soit l'apparente volonté commune de parvenir à un accord, le demi-échec de la visite du ministre iranien des affaires étrangères, M. Ali Akbar Velayat, repart de Paris sans avoir mis un point final au contentieux financier, incite à la prudence.

D'autant que la petite surprise réservée cette semaine à M. Dumas par son homologue iranien n'a rien d'anodin. Le chef de la diplomatie de Téhéran a tout bonnement demandé que son pays - qui pourtant ne dispose d'aucune centrale en état de marche - puisse reprendre ses enlèvements d'uranium enrichi dans le cadre de sa participation à Eurodif. C'en était vraiment trop pour la France, si bien disposée qu'elle soit envers la République islamique.

MO147 - 0706 0 - 6.00 F

Tout en libérant les soldats fédéraux faits prisonniers

La Slovénie refuse de se plier à l'ultimatum de Belgrade

La Slovénie a consenti, vendredi 5 juillet, à libérer les soldats de l'armée fédérale faits prisonniers au cours de ces derniers jours et à lever son blocus des bases militaires fédérales. Elle a en revanche refusé de se plier à l'ultimatum de la présidence collégiale de l'Etat, qui avait sommé, jeudi, Ljubljana de remettre notamment le contrôle des postes frontières aux autorités fédérales avant le 8 juillet, et d'ordonner à la défense territoriale slovène de regagner ses casernes. A Prague, les trente-cinq pays membres de la CSCE ont décidé d'envoyer deux missions d'observation en Yougoslavie. A La Haye, les ministres des affaires étrangères des Douze ont décidé, vendredi, de dépêcher la « troika » européenne pour veiller au fragile cessez-le-feu.

Les « mères courage » de Ljubljana

LJUBLJANA

de notre envoyé spécial

« L'armée yougoslave n'existe plus ! Je ne veux pas que mon fils meure pour rien ! Rendez-le-moi ! » Deux ou trois centaines de mères serbes ou croates en colère, jeudi 4 juillet, sous le soleil humide de Ljubljana, capitale sécessionniste. Scène de désespoir, scène d'espoir aussi. Elles sont venues de Belgrade, de Zagreb et d'ailleurs. En autobus, avec un peu d'argent, quelques provisions et une obsession : retrouver leurs fils encastrés quelque part dans la région sous l'uniforme fédéral. L'uniforme ennemi pour les Slovènes. Parfois, elles n'ont plus de nouvelles depuis des semaines, et la télévision, qui dramatise les événements, ajoute à leur angoisse.

Devant ce convoi de parents éplorés, les barrières, les mini-champs de mines et les fortifications enchevêtrées de poids lourds qui jalonnent encore toutes les voies d'accès à la « République indépendante de Slovénie », se sont écartés. Le maire de Ljubljana, accompagné d'une centaine de ses administrés, est venu les accueillir, les reconforter, utiliser leur présence pour sa cause, peut-être. Après tout, la Slovénie est en un état de guerre avec le pouvoir central, et toute occasion de propagande est bonne à prendre.

Certes, le phénomène des parents serbes, croates ou macédoniens qui s'en vont assiéger les casernes pour réclamer la libération anticipée de leurs enfants est encore limité. Mais des manifestations ont eu lieu dans ce sens devant les Parlements de Serbie et de Macédoine. Dans le climat de confusion et de haute tension qui sévit aujourd'hui en Yougoslavie, le mouvement ne passe pas inaperçu.

Depuis quelques mois déjà, la Slovénie et la Croatie n'envoient plus qu'un nombre limité de conscrits à l'armée fédérale.

PATRICE CLAUDE
Lire la suite page 3

L'ingérence

par André Fontaine

Avec le temps, les mentalités changent. Que reste-t-il de « l'inadmissibilité de l'ingérence dans les affaires internes des Etats » proclamée à l'unanimité, moins l'abstention britannique, en 1965, par l'Assemblée générale des Nations unies, et réaffirmée, en 1981, par la même instance en des termes si catégoriques que les Occidentaux, cette fois, avaient voté contre ?

Le Conseil de sécurité, reflétant l'émotion de l'opinion mondiale devant la tragédie kurde, a admis le 5 avril, à la demande de la France, l'existence d'un « droit d'ingérence » lorsque la violation des droits de l'homme à l'intérieur d'un Etat constitue « une menace à la paix et à la sécurité internationales ».

On songe à présent à l'invoquer à propos du Soudan. Mais il est déjà tellement entré dans les habitudes que James Baker, en bon shérif du « nouvel ordre mondial » en gestation, a jugé opportun, quitte à dire aujourd'hui le contraire, de manifester sans ambages son opposition à un éclatement de la Yougoslavie. La Communauté européenne, qui, sur le moment, lui avait emboîté le pas, n'a pas hésité à obliger les intéressés à désigner un président de la République en le menaçant de leur couper les crédits. Mais ce président n'a aucun pouvoir.

Personne ne commande plus à personne. La CEE était un peu trop vite gargarisée du succès de son initiative.

Lire la suite page 4

Lourd déficit de la balance des paiements

Les Français investissent beaucoup à l'étranger ; les étrangers boudent la France.
page 14

Fin de la bataille de Saida

Beyrouth a imposé ses conditions aux Palestiniens.
page 6

Le Tour de France part de Lyon

Vingt-deux équipes dans la course qui commence samedi 6 juillet.
page 10

« Sur le vif » et le sommaire complet se trouvent page 20

Pour soutenir M. Mitterrand et M^{me} Cresson

Les socialistes veulent apaiser leurs querelles

Le comité directeur du Parti socialiste, qui se réunit samedi 6 et dimanche 7 juillet, doit convoquer pour la fin de l'année un congrès extraordinaire, qui aura pour objet l'adoption du nouveau « projet » du parti. Les socialistes espèrent remédier à l'impression de confusion et de perte de maîtrise qu'ils donnent, depuis quelques semaines, dans l'exercice du pouvoir et qui se traduit par une chute spectaculaire de la popularité de M. Mitterrand et de M^{me} Cresson.



Vivre avec ses ambiguïtés

par Patrick Jarreau

Le Parti socialiste peut-il venir au secours du président de la République et du gouvernement ? La question prête à sourire si l'on considère l'image que les socialistes donnent d'eux-mêmes depuis le congrès de Rennes, il y a un peu plus d'un an, image aggravée par les « affaires », dont certains ont touché directement le parti en mettant en cause son système de financement. Pourtant, au moment où M. François Mitterrand et M^{me} Edith Cresson subissent, selon les sondages, une chute de popularité sans précédent, la préparation d'un congrès du PS centré sur la redéfinition de son « projet » politique peut modifier les termes du débat entre la majorité et les oppositions.

Voulu « fracassant » par M. Mitterrand il y a quelques semaines, ce débat donne soudain des signes de décrépitude du côté de M^{me} Cresson. Informée par M. Charles Pasqua des propositions que ce dernier entend soumettre au Sénat en matière de contrôle de l'immigration, le premier ministre a adressé au sénateur des Hauts-de-Seine et ancien ministre de l'Intérieur une réponse fort civile, dans laquelle elle reconnaît implicitement à son correspondant le mérite d'une démarche responsable, évitant la polémique et soucieuse de l'intérêt national.

M. Pasqua s'était démarqué aussi nettement qu'il pouvait se le permettre de l'attitude adoptée par M. Jacques Chirac lors de ses déclarations d'Orléans.

Lire la suite page 8

Potion amère pour FR 3

Près de cinq cents emplois seront supprimés dans la chaîne publique

par Pierre-Angel Gay

Après l'annonce il y a une semaine de 377 suppressions d'emplois à Antenne 2, le directeur général de FR 3, M^{me} Dominique Alduy, devait remettre, vendredi 5 juillet, aux représentants du personnel les documents préparatoires au comité d'entreprise du 23 juillet. D'ici à 1992, 486 postes seront supprimés, sur un total de 3 600 emplois. C'est donc près de 900 emplois qui disparaîtront dans la télévision publique pour contribuer à son redressement.

Par son importance - près de 16 % de l'effectif total des deux chaînes - la saignée est d'une ampleur comparable à celle infligée à la Société française de production (SFP) l'an dernier et rappelle celles que connaissent plusieurs télévisions publiques européennes.

En Grande-Bretagne, la BBC se voit contrainte de se séparer de 3 000 de ses 28 000 salariés ; en Italie, la RAI annonce une réduction de 800 emplois en quatre ans ; en Espagne, la TVE plonge dans le rouge.

Le caractère européen de la crise n'exclut en rien l'imprévoyance et l'impéritie de tous les dirigeants de la télévision publique et des gouvernements depuis dix ans. Elle n'enlève rien non plus au sentiment largement justifié des personnels d'avoir à payer les pots cassés par d'autres. Elle laisse entière, enfin, la question de la survie à terme de deux chaînes frappées par une telle hémorragie.

Mais elle explique sans doute, en partie, la prudence observée jusqu'ici par les syndicats. A Antenne 2, quatre d'entre eux ne viennent-ils pas de conclure un accord ponctuel avec la direction, permettant au directeur

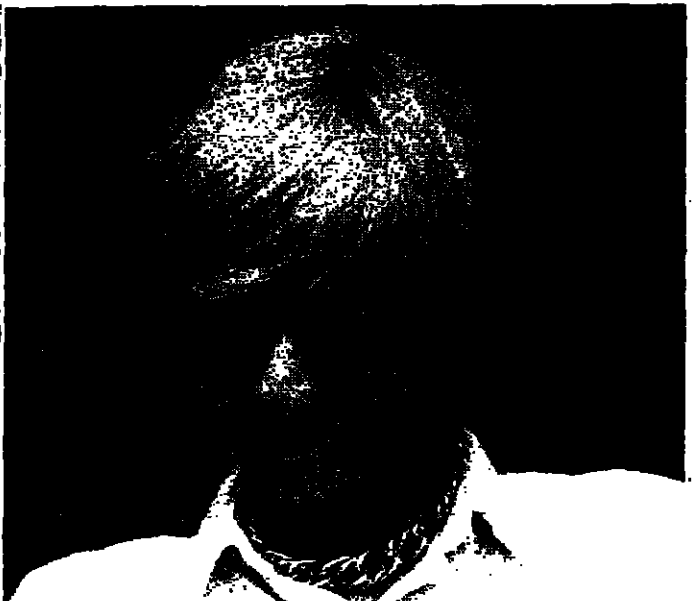
général, M. Eric Giully, de se féliciter à bon compte de cette « étape importante dans le dialogue social » ?

Mais une radicalisation deviendrait inévitable si le président commun d'Antenne 2 et FR 3, M. Hervé Bourges, n'arrivait pas à convaincre du bien-fondé de ses remèdes et des chances de réussite de son plan de redressement.

« La télévision publique n'est pas une fin en soi »
par Hervé Bourges

Le PDG d'Antenne 2 et FR 3 justifie son plan stratégique de redressement des deux chaînes et fixe cinq objectifs prioritaires à « la télévision pour tous ».

Lire page 12



Cet été, Sagan s'amuse avec Les Faux-fuyants chez Juilliard

« Un divertissement ironique, percutant, où l'on voit le fantôme de Proust escortant Mme de Cambremer effleurer de son petit doigt la machine à écrire de Françoise Sagan. »
FRANÇOISE GIROUD « LE JOURNAL DU DIMANCHE »

DÉBATS

Coopération

Découvrir l'Amérique latine

par Régis Debray et Alain Touraine

COMME l'Espagne et d'autres pays avaient eu, de leur côté, un Comité du Bient-être de la Révolution française, la France a constitué un Comité national du cinquième centenaire de la découverte des deux mondes (1492), présidé par Michel Vauzelle. Excellente initiative, sous les meilleurs auspices. Membres l'un et l'autre de ce comité, il nous apparaît nécessaire non seulement de poser en commun la question : « Pour quoi faire, cette célébration ? », mais aussi de suggérer une réponse.

Si, au-delà des pieux discours trop vite évaporés, on saisissait cette occasion pour découvrir l'Amérique latine, puisque aujourd'hui nous lui tournons le dos ? On ne s'intéresse à ce continent que quand il nous procure des émotions, qui valent bien une obole. Aujourd'hui, nos émotions les plus fortes viennent d'ailleurs, et l'Amérique latine s'éloigne dans un brouillard d'oubli émergeant à peine quelques images de bidonvilles, de laboratoires de cocaïne et de généraux harnachés.

L'Amérique latine est parfois un problème, elle n'est jamais reconnue comme acteur ; son histoire semble n'être que celle des autres, de la colonisation qui l'a bouleversée et créée à la dette extérieure qui l'épuise. Nos relations avec le continent latino-américain sont devenues presque inexistantes. Pas de projets politiques, peu d'investissements, une œuvre de diffusion de la culture française plus que de relations culturelles.

Et pourtant, l'Amérique latine

bouge. Pendant plus d'un demi-siècle, de 1900 à 1980, elle a connu une croissance économique plus forte que l'Europe ou les États-Unis, et ce continent, qui était rural, est devenu urbain tandis qu'y explosait l'éducation. Mais la crise brutale qui a frappé le continent pendant les années 80 n'est qu'un aspect particulier de ce que nous aussi appelons la crise.

L'Amérique latine et chacun de ses pays ont une histoire, faite de dépendance et de nationalisme, d'intégration sociale mais aussi d'exclusion, de laïcisation et de révoltes religieuses, d'analphabétisme et de création littéraire et intellectuelle. Histoire faite de beaucoup d'échecs, de quelques réussites, de profondes transformations. Histoire assez dramatique et assez vivante pour interdire qu'un pays dit développé s'apitoie sur un continent dit sous-développé ou le méprise. La France des années 30 et de la guerre était plus pauvre que beaucoup de pays latino-américains d'aujourd'hui, agitée d'aussi graves convulsions, blessée par des chutes aussi douloureuses.

Il est temps de comprendre qu'au-delà de nos différences nous avons beaucoup de problèmes communs, soit dans l'ordre économique, soit dans l'ordre politique, et que ce que nous appelons notre culture, et qui n'est pas un fonds de commerce, consiste des deux côtés de l'Atlantique à saisir l'universel à travers la diversité des histoires, des expériences, des mouvements sociaux et politiques. La France risque de se

replier sur elle-même et sur son environnement immédiat. Elle connaît insuffisamment le monde arabe ou le Sud-Est asiatique ; mais cette ignorance est moins acceptable encore quand elle concerne un monde aussi proche que l'Amérique latine, dont nous ne sommes séparés par aucune barrière linguistique ou politique. Loin de nous la vanité de proposer une politique française pour l'Amérique latine. Mais faut-il, parce que nous n'en avons pas ou plus, passer par pertes et profits nos relations anciennes avec ce continent ? Ne pourrait-on faire simplement en sorte que notre parole s'échange avec la sienne, que nous sachions écouter ces hommes et ces femmes autant que leur parler ?

Un lieu de travail en commun

C'est donc par la connaissance de l'autre et surtout par la réflexion et l'imagination développées en commun qu'il faut entreprendre cette nouvelle découverte de l'Amérique latine. Nous proposons de donner une forme concrète et symbolique à la fois à cette reconnaissance de l'Amérique latine : la création d'un Institut franco-latino-américain d'étude du monde contemporain qui serait un lieu de travail en commun où des économistes comme des écologistes, des politiciens comme des écrivains, des sociologues comme des historiens, travailleraient ensemble, sous le regard et face à la parole de l'autre. Pas seulement pour mieux comprendre leurs relations

mais pour réfléchir ensemble sur les problèmes de chacun et sur les interrogations du monde entier.

Cet institut serait codirigé par un Français et un Latino-Américain, et la France, en prenant l'initiative de sa création, lui donnerait aussi, en signe de confiance en l'avenir du continent, les moyens de s'affirmer pendant les premières années. Cet institut serait situé en Amérique latine, avec une antenne à Paris. La France pourrait sauter plus particulièrement sa sœur chilienne en installant cet institut à Santiago-du-Chili, ville où se trouve depuis longtemps la principale institution internationale du continent, la CEPAL.

L'esprit de cette création ne serait aucunement d'aider l'Amérique latine mais de nous aider mutuellement, car la connaissance de l'autre est aujourd'hui inséparable, pour tous les pays comme pour tous les individus, de la connaissance de soi et de la capacité d'agir.

Que la commémoration du cinquième centenaire d'une conquête qui créa finalement, à travers injustices et violences, un monde nouveau où se mêlent les descendants des colonisateurs, des indiens, des esclaves arrachés à l'Afrique et des immigrants venus de l'Europe ou d'ailleurs ne se limite pas au déplacement de quelques troupes théâtrales ou de collections de musée ; qu'elle permette enfin d'aller à la rencontre de l'Amérique latine, autant de sa mémoire que de ses projets.

Europe

La chenille et le papillon

par Alain Lamassoure

MALGRÉ la satisfaction béate dans laquelle s'est achevé le conseil européen de Luxembourg, la vérité oblige à reconnaître que l'exercice de l'union politique européenne est mal engagé. L'objectif est ambitieux et légitime : transformer l'actuelle communauté économique en véritable union politique de type fédéral pour permettre à l'Europe des Douze de prendre en main son destin, défendre elle-même ses intérêts vitaux, peser de son vrai poids dans les relations économiques et politiques internationales. A mi-chemin des travaux des conférences intergouvernementales, nous en sommes encore loin.

Deux idées simples ont été oubliées en route.

La première est que la démocratie postule que ceux qui décident sont responsables devant ceux à qui s'appliquent leurs décisions. Cela repose sur un système institutionnel simple autour d'un pouvoir législatif, d'un pouvoir exécutif et d'un pouvoir judiciaire. Cette logique élémentaire est absente des travaux de la conférence, où les experts ne parlent qu'aux experts pour leur propre délectation. Les juristes du conseil demandent naturellement le renforcement de leur institution. Ceux de la Commission préparent pour leur paroisse. Pour apaiser le Parlement européen, on augmentera un peu ses attributions. Les Parlements nationaux s'émeuvent ? On créera un congrès pour les représenter, ainsi qu'une assemblée des régions d'Europe pour faire droit au puissant lobby régional. Puisque les ministres de la défense sont habitués à l'UEO, on développera aussi celle-ci. Les ministres des finances prennent ombre de la création d'une banque centrale européenne ? Un « gouvernement économique » parallèle leur sera confié. Malheureusement, l'addition des composantes institutionnelles ne fait pas une démocratie.

Prendons le pouvoir législatif. Si une loi européenne lui paraît mal conçue, à qui s'en prendra le citoyen ? A la commission qui l'aura proposée ? Au gouvernement économique ? Au congrès ? Au Parlement européen ? Et au-delà des quatre-vingt-cinq membres français du Parlement européen s'adressera-t-il, alors que ceux-ci sont élus sur des listes nationales sans aucune référence territoriale ? C'est le règne de l'irresponsabilité.

S'agit-il maintenant du pouvoir exécutif ? A la suite de ses déboires lors de la crise du Golfe, la Commission va être dotée d'une compétence en matière de politique étrangère et de sécurité. Mais non pas d'une autorité responsable de son exécution. On en restera donc à la formule de la « troika », en vertu de laquelle, pour le semestre en cours, la Communauté est représentée par trois États qui, additionnés, représentent moins de 10 % de sa population totale. Ce n'est pas faire injure aux gouvernements correspondants que

de douter de la crédibilité internationale d'un tel atout. Concrètement, cela veut dire qu'en cas de crise comparable à celle du Golfe, une fois de plus la France devra agir en dehors du cadre communautaire : qui pourra lui en faire grief ?

Une maison pour douze

Deuxième évidence oubliée. Fille de la guerre froide, la communauté d'Europe de l'Ouest ne peut pas rester la même après la chute du rideau de fer.

Les Douze continuent pourtant de bâtir une maison pour douze, dans l'ignorance superbe du reste de l'Europe, du Nord, du Centre et de l'Est. Et cependant la pression des nouvelles démocraties européennes pour adhérer à notre Communauté sera aussi irrésistible dans les années 90 que l'a été celle de l'Espagne et du Portugal il y a dix ans. Or les institutions européennes actuelles, initialement conçues pour un marché commun à six, sont déjà mal adaptées à une communauté économique à douze : elles seraient inopérantes pour une vraie union politique de vingt-quatre États.

Ainsi, pour ne prendre qu'un exemple : à vingt-quatre, un conseil des ministres statuant à l'unanimité n'a plus de sens. Il devient un organe parlementaire, la Chambre des États d'un régime fédéral. Si une telle révolution institutionnelle paraît impossible aujourd'hui, à tout le moins faut-il éviter de favoriser une évolution contraire. Bref, on s'ingéniera à rajouter des pattes à la chenille, quand il faudrait la transformer en papillon.

Après comme avant, les Français seront incapables de savoir qui décide de quoi en leur nom au niveau européen, et de sanctionner ou récompenser des acteurs anonymes. Après comme avant, l'Europe restera sans visage, sans porte-parole crédible face à l'Amérique de George Bush, à l'URSS de Mikhaïl Gorbatchev ou de Boris Eltsine, aux émirats possibles de Saddam Hussein, voire de Ceausescu, qui peuvent renaitre à tout moment aux lisières de notre continent. Après comme avant, l'absence d'une véritable entité politique européenne constituera l'alibi des diplomates étrangers, mais aussi des entreprises japonaises ou des candidats à l'immigration, pour jouer de nos différences. Après comme avant, faute d'autorité financière européenne, notre politique monétaire sera alignée sur celle de la Bundesbank.

Et tandis que 71 % des Européens sont favorables à une défense européenne commune, après comme avant la politique de défense du Vieux Continent sera conçue à Washington plus qu'à Bruxelles ou à Paris. Il est grand temps de revoir la copie.

Alain Lamassoure est député UDF des Pyrénées-Atlantiques, député au Parlement européen.

La culture au service du politique

par Michel Darmon et Pierre Kahn

DU 28 avril au 5 mai s'est tenue à Jérusalem la Foire internationale du livre, manifestation de grand prestige qui a réuni les éditeurs de trente-huit pays devant les lecteurs israéliens et les grands consommateurs de livres au monde. L'important stand français, dont l'entrée reproduisait l'arche des vieilles bouches du métro parisien, réservait une surprise : le catalogue spécialement édité pour la Foire par le service culturel de l'ambassade de France portait en titre : « L'édition française et le monde arabe ».

On a bien lu. Parmi tous les titres possibles en la circonstance (par exemple « L'édition française et le judaïsme », titre qui aurait justifié l'extraordinaire floraison de livres consacrés au judaïsme par les éditeurs français, ou « L'édition française et le Proche-Orient » ou bien d'autres encore), l'ambassade de France a choisi le titre le plus inconvénient en ce lieu.

De nombreux livres favorables à

l'O.L.P. garnissaient les rayons, la nationalité israélienne de certains auteurs n'excluant rien. André Neher, l'un des plus grands penseurs juifs contemporains, n'aurait jamais pu imaginer de son vivant qu'à la Foire de Vichy, l'arrêt du de l'Université en 1940, son livre sur une France qui inscrait sa parole dans un catalogue où la judéité ne comptait pas. A la réflexion, témoin lucide qu'il était de la dérive anti-israélienne de l'appareil français, il aurait pu, hélas, l'imprimer. L'écrivain druze israélien Naim Araydi, qui a fait de l'hébreu sa langue littéraire et qui a été traduit en français, appréciera lui aussi.

Passons sur les explications contradictoires qui furent données par les autorités françaises. Cette provocation, car c'en est une, est lourde de signification politique. Les représentants de la France n'oseraient pas se livrer à une provocation symétrique en terre d'Islam, et on se souviendra du soin récent pris par la France en

Arabie saoudite pour dissuader les croix rouges de ses ambulances pour interdire à ses soldats la consommation d'alcool.

En Israël, l'action culturelle française est souvent et depuis trop longtemps l'otage d'une certaine politique arabe, la plus maximaliste en faveur de l'O.L.P. A Paris, l'Institut du monde arabe, sous la présidence de M. Pissani, sert d'outil de propagande à l'O.L.P., aux frais du contribuable français, puisque les pays arabes, aussi riches soient-ils, ne paient pas leur part. Les instances de la francophonie de même, à l'inspiration des gouvernements français de droite comme de gauche, se sont mises lors des deux derniers sommets en tribune pro-O.L.P. Autre exemple de cette parodie : les entraves mises par le Quai d'Orsay aux voyages d'étude que des élèves de grandes écoles voulaient faire en Israël.

L'utilisation du culturel à des fins politiques a le champ libre en France en raison du rattachement au Quai

d'Orsay, de la direction des affaires culturelles. Elle constitue dans l'ordre intellectuel la plus grande des perversions. Un homme de culture à la tête de ces affaires s'y résisterait. Il n'accepterait pas de voir son pays, porteur d'une culture ouverte et de haute tradition, se laisser prendre par des gesticulations d'un Racine ou son roi ne seraient pas permis.

En témoignent ces contributions magnifiques de la pensée et de l'écriture que sont *Esther* et *Athalie*, pièces d'une absolue fidélité à l'aventure juive, intégrées dans le monde français par les parutions humanistes et leur irremplaçable valeur éducative. Et pourtant la prédominance catholique maintenait un cadre contraignant ; mais, au travers et au-delà de ces contraintes, Racine et le roi, son maître, avaient su décider qu'à l'égard de cette aventure juive dans ses espérances, ses angoisses et ses triomphes aucun acte de réserve ou de mesquinerie ne serait toléré. On ne peut pas laisser la France être suïssée dans ses actes de haut espoir culturel par des mains aussi étrangères de la vision splendide de Racine et du roi. Puissent ces inspirations puisées dans la tradition française servir d'aiguillon pour un retour à l'ampleur humaine dans ce pays.

Michel Darmon et Pierre Kahn sont respectivement président et membre du comité d'orientation de France Israël, Alliance Générale Koenig.

COURRIER

Sujets d'économie

Un rapide coup d'œil sur les deux sujets d'économie de terminale B, dans la région parisienne : dès le début, il est question de « décade ». De quoi s'agit-il ? Il faut, lorsque l'on est ignorant, consulter plusieurs dictionnaires pour enfin trouver cette définition : « Chacune des neuf valeurs qui divisent une distribution statistique en dix parties d'effectifs égaux ». Limpide, non ?

Un peu plus loin dans la même courte phrase d'un éminent spécialiste, trois mots me laissent perplexes : « corrélat », « divortialité » et « symétrisation », pour expliquer, je suppose, que l'entrée des femmes dans le monde du travail a eu pour conséquence d'accroître le nombre de divorces et de mettre hommes et femmes sur un pied d'égalité ou presque.

Mais pourquoi faire simple lorsque l'on peut faire compliqué ?

JOSEPH PALETOU

Médon (Hauts-de-Seine)

Un autre réfugié

Je suis surpris de voir qu'à l'occasion de l'affaire Diouri, on n'a pas, sans erreur, rappelé l'hospitalité accordée par la France à un autre réfugié politique.

C'était en 1978 sous une autre présidence et il s'agissait de recevoir l'ayatollah Khomeiny. Il fut installé à Neauphle-le-Château, pourvu de téléphones et de télé, et au vu et au su du gouvernement ignora toute obligation de réserve. Pour couronner le tout

on lui prisa obligeamment un avion d'Air France pour rentrer à Téhéran.

Tout cela alors que ses sentiments intégristes et fanatiques étaient connus par le Quai d'Orsay. On connaît la suite.

ALAIN VIDAL-NAQUET

Cortona (Italie)

Revaloriser le corps enseignant

« Sans un corps enseignant revalorisé et plus nombreux, rien n'aurait été possible », écrit le ministre de l'éducation nationale dans le *Monde* du 27 juin 1991. Il eût été plus juste d'écrire : « Rien n'est possible ».

Dans le département d'anglais de mon université, certes septentrionale, sur l'ensemble des postes de professeurs et maître de conférences créés ou vacants quatre, soit plus du quart du potentiel enseignant, déjà notablement insuffisant, aucun ne sera pourvu à la rentrée 1991. Les faits parlent d'eux-mêmes.

J'ajoute que je ne vois pas de véritable revalorisation des carrières de maître de conférences. Pour bénéficier des primes liées aux « contrats pédagogiques », il faut faire un nombre d'heures supplémentaires tel qu'il rend pratiquement impossible toute recherche et va à l'encontre des objectifs avancés par le ministère de l'éducation nationale.

T. VICHY
professeur à l'université de Valenciennes et de Hainaut-Cambrésis

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société :
« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »,
Société anonyme des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président
François Huguet, directeur général
Philippe Dupuis, directeur commercial
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-72-73
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. 40-62-72-73 : Société filiale du journal Le Monde et Régie Presse Sp.

Le Monde TÉLÉMATIQUE

Composant 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

Imprimé au Monde
12, rue de Valenciennes
95011 Clichy-la-Garenne

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-25-26
Télécopieur : (1) 40-62-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : (1) 49-80-30-10
Tél. : 261.311 F

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-62-25-33

ABONNEMENTS
1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-80-32-90

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE-LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS voie normale y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINTEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT PP Paris RP

DURÉE CHOISIE
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____

Veuillez pour l'obligation d'écriture tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lesourne, gérant
directeur de la publication
Bruno Frappet
directeur de la rédaction
Jacques Giliu
directeur de la gestion
Marcel Lucbert
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jacques Arnalric
Jean-Marie Colombari
Robert Solé
(indiqués au directeur de la rédaction)

Thomas Forenzi
Philippe Harman
Jacques-François Simon

Daniel Vernet
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :
Hubert Beauve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauve (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)
André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-62-25-26
Tél. : 208.806 F
ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-26
Télécopieur : 49-80-30-10

كتاب الشهر

ÉTRANGER

Le retour en Yougoslavie de la « troïka » européenne

Les chefs de la diplomatie des Douze réunis, vendredi matin 5 juillet, à La Haye pour tenter de relancer la dynamique de paix en Yougoslavie ont décidé de dépêcher une nouvelle fois dans le pays la « troïka » européenne. Celle-ci comprend les ministres des affaires étrangères des Pays-Bas, de l'Italie et du Luxembourg.

Avant cette réunion, les Pays-Bas, qui assurent la présidence de la CEE, avaient clairement fait savoir qu'avant toute chose, et notamment avant de parler d'une éventuelle reconnaissance de l'indépendance des deux Républiques (en cas d'intervention militaire), il convenait de tout faire pour maintenir le cessez-le-feu et rouvrir le dialogue entre toutes les parties yougoslaves. Selon le ministre belge des affaires étrangères,

M. Mark Eyskens, la « troïka » partira dès que possible. Plusieurs ministres de la CEE se sont dits favorables à un embargo sur les ventes d'armes à la Yougoslavie.

L'Italie a, de son côté, pris l'initiative d'organiser à Budapest, samedi 6 juillet, une rencontre des chefs de la diplomatie de trois pays ayant des frontières communes avec la Slovénie et la Croatie : l'Italie, la Hongrie et l'Autriche. Ce dernier pays s'est déjà clairement prononcé en faveur de Ljubljana et Zagreb face au pouvoir fédéral.

Le premier ministre slovène, M. Lojze Peterle, était attendu vendredi à Bruxelles pour des entretiens avec des responsables de la Commission européenne. Selon un représentant de la Slovénie dans la capitale

belge, il « va demander que la CEE considère la situation en Slovénie de façon un peu plus réaliste ». Le président, M. Milan Kucan, a par ailleurs estimé, dans un entretien au quotidien *Sud deutsche Zeitung*, que l'insistance de la CEE à préserver l'unité de la Yougoslavie avait poussé « les cercles centralistes, militaires et hégémoniques » à recourir à la force.

Pour M. Mark Eyskens, la CEE devra reconnaître l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie si les violences continuent en Yougoslavie, mais cette reconnaissance est pour le moment « prématurée », a-t-il déclaré. « Personnellement, a-t-il ajouté, je ne crois plus en la possibilité de sauver la fédération yougoslave. » Le gouvernement tchécoslovaque a appelé les parties impliquées dans la crise à

« réaliser par des moyens légaux et pacifiques » l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, dans une déclaration remise jeudi à Prague à l'ambassadeur yougoslave en Tchécoslovaquie. Le texte du communiqué, adopté le jour même en conseil des ministres, ne fait aucune mention de l'intégrité territoriale ni de l'unité de la Yougoslavie, à la différence des précédentes prises de position des autorités du pays, favorables jusqu'à présent à un seul Etat.

En Allemagne, le chancelier Helmut Kohl a sévèrement condamné les nouvelles menaces d'intervention de l'armée yougoslave. « Le retour de l'armée dans les casernes est une priorité absolue, a-t-il déclaré. Le peuple yougoslave doit décider lui-même librement de son avenir. »

« Une Europe libre doit se tenir à ses côtés », a également estimé M. Kohl. En France, le bureau politique de l'UPF (Union pour la France) s'est étonné du « silence du chef de l'Etat et du gouvernement français. Tout se passe comme si la France n'avait pas pris la mesure des conséquences de l'effondrement du communisme dans l'Etat européen et du désir profond des populations d'accéder à des conditions politiques différentes qui se heurtent à la résistance des régimes autoritaires encore en place ».

M. Xavier Deniau, membre de la commission des affaires étrangères à l'Assemblée nationale, a demandé à M. Roland Dumas de « définir clairement la politique et les intentions de la France ». — (AFP, Reuter.)

Tout en acceptant deux des points de l'ultimatum

La Slovénie rejette la plupart des conditions posées par Belgrade

La Slovénie a annoncé, vendredi matin 5 juillet, qu'elle acceptait de libérer les soldats de l'armée fédérale faits prisonniers au cours des combats de ces derniers jours et de lever le blocus des bases militaires. Elle répond ainsi favorablement à deux des huit points de l'ultimatum, lancé,

« par la voie pacifique », a déclaré le dirigeant de la Macédoine, M. Vasil Tupurkovski, qui a été mandaté par la présidence pour superviser l'application des décisions prises : « Nous devons absolument nous entendre avec les responsables slovènes sur la question des frontières. » Il a fait remar-

que le dirigeant macédonien a, par ailleurs, déclaré que la réunion de jeudi avait démontré « d'une manière définitive que la communication normale entre la présidence — en tant que commandant en chef des forces armées — et le haut commandement militaire avait été rétablie ».

M. Markovic « n'était pas au courant »

Il est à peu près certain à présent que l'armée a échappé pendant plusieurs jours au pouvoir politique civil. Le premier ministre fédéral, M. Ante Markovic, a reconnu, au cours d'une conférence de presse jeudi à Belgrade, que le gouvernement « n'était pas au courant de la décision de l'état-major de l'armée d'utiliser la force » en Slovénie. « Nous n'avons pas été consultés », a-t-il ajouté en précisant que l'armée est, en fait, « sous la juridiction de la présidence fédérale ». Celle-ci ne s'était constituée formellement que le 4 juillet, avec, à sa tête, le Croate Stipe Mesic. Il se confirme ainsi que l'armée était jusqu'à cette date livrée à ses propres généraux. M. Markovic a dit avoir entendu « en même temps que les autres citoyens yougoslaves », mardi 2 juillet, le discours menaçant du chef d'état-major, le général Blagoje Adzic, qui avait promis d'écraser la résistance slovène.

Des discussions sont apparues également au sein de l'armée, entre « modérés » et « durs ». Les déclarations à Belgrade d'un porte-parole de l'armée et un communiqué publié à Ljubljana par le corps d'armée local témoignent de désaccords parmi les militaires. Au moment où le colonel Milan Gvero affirmait dans la capitale fédérale que « l'armée n'est pas partie en guerre contre la Slovénie ou le peuple slovène, ni l'envisage de le faire », le communiqué de Ljubljana mettait en garde les Slovènes contre une éventuelle « opération de guerre de très grande ampleur ».

On continue enfin de s'interroger, à Belgrade, sur les raisons de l'effacement du ministre de la défense, le général Veljko Kadijevic, qui passe pour un modéré. Le général Adzic avait annoncé, mardi, que le général Kadijevic allait s'adresser à la nation, mais le ministre ne s'était toujours pas exprimé jeudi en début de soirée. — (Reuter, AP, AFP.)

En une semaine de combats

49 tués et 280 blessés en Slovénie

Quarante-neuf personnes ont été tuées et deux cent quatre-vingts autres blessées après une semaine de combats en Slovénie, selon un communiqué de la Croix-Rouge slovène, publié jeudi 4 juillet. La Croix-Rouge indique que deux mille trente militaires, cent vingt-neuf policiers et deux civils ont été faits prisonniers par les forces slovènes. Le ministère de l'intérieur de Ljubljana estime, pour sa part, que plus de deux mille trois cents soldats et officiers fédéraux se sont rendus aux autorités slovènes ou ont été capturés.

Par ailleurs, des affrontements entre Serbes et Croates ont fait au moins quatre morts en Croatie. Deux « terroristes » serbes ont été tués, lors de l'attaque, jeudi 4 juillet, du poste de police croate de Kozin-Brod, à 100 kilomètres de Zagreb, et deux membres de la garde nationale croate, qui effectuaient une patrouille, ont été abattus par des chars près d'Osejek, chef-lieu de la Slavonie.

Enfin, un officier de l'armée fédérale a trouvé la mort au cours de l'attaque, jeudi 4 juillet, d'un poste d'observation de l'armée à Vipolzna, non loin de Trieste. — (AFP.)

La déclaration de la présidence collégiale

A l'issue de sa réunion, jeudi 4 juillet à Belgrade, la présidence collégiale yougoslave — organe suprême fédéral qui assume théoriquement le commandement de l'armée — a publié la déclaration suivante, en huit points, sur la crise slovène :

« En se fondant sur le fait que la situation en République de Slovénie reste encore très complexe et extrêmement tendue, et que les décisions prises le 1^{er} juillet par la présidence n'ont pas été appliquées, la présidence de Yougoslavie a décidé :

- 1) De rétablir immédiatement, et au plus tard le 7 juillet à minuit, la situation qui prévalait antérieurement à la frontière de la Yougoslavie.
- 2) De commencer immédiatement la levée générale du blocus visant les unités de l'armée et de l'achèvement d'ici au 5 juillet 1991 à midi.
- 3) Tous les équipements et installations de l'armée yougos-

lave et du ministère de l'intérieur, ainsi que d'autres installations dépendant des organes fédéraux et de la République de Slovénie, doivent être restitués d'ici au 5 juillet midi.

4) Les formations armées de la défense territoriale et toutes les autres formations armées de la République de Slovénie doivent rentrer immédiatement dans leurs casernes, au plus tard le 4 juillet à minuit.

5) Il faut assurer immédiatement la liberté des communications sur les routes et l'espace aérien.

6) Libérer tous les prisonniers avant le 4 juillet à minuit.

7) Respecter totalement le cessez-le-feu.

8) La présidence a chargé MM. Vasil Tupurkovski et Bogic Bogicevic (qui représentent respectivement la Macédoine et la Bosnie-Herzégovine à la présidence collégiale) de suivre l'application de ces directives. L'application de ces décisions permettra le retour à une vie normale et la reprise du travail en République de Slovénie. — (Reuter.)

dré). La Croix-Rouge slovène a précisé que la République sécessionniste allait établir une liaison ferroviaire spéciale, à partir de Ljubljana, pour reconduire ces prisonniers (environ 2 000 hommes) jusqu'aux frontières de la Croatie.

Jeudi soir, la Slovénie avait catégoriquement rejeté les conditions posées par la présidence fédérale. « Nous n'accepterons aucun ultimatum, nous n'avons pas commencé la guerre, les ultimatums conduisent à de nouveaux ultimatums (...), il ne peut être question de dialogue sous la menace », déclarait à la télévision le président slovène, M. Milan Kucan.

Le contrôle des postes-frontières

Pour sa part, le ministre de l'intérieur, M. Jelko Kacin, estimait que « la Yougoslavie n'avait désormais plus de frontières avec l'Autriche et l'Italie » et qu'il était « aussi impossible de revenir à l'état antérieur aux frontières que de ressusciter un mort ». Belgrade réclame, rappelle-t-elle, que les frontières nord de la Yougoslavie soient de nouveau placées sous contrôle fédéral avant le 7 juillet à minuit. Depuis le 25 juin, elles sont gardées par des douaniers et la défense territoriale slovènes.

Le représentant de la Slovénie à la présidence collégiale, M. Janez Dravoski, avait boycotté la réunion de jeudi, arguant qu'il avait « mieux à faire ». La plus haute instance de la Fédération cherche à résoudre la crise

Les « mères courage » de Ljubljana

Suite de la première page

Les désertions se sont multipliées, et le moral de l'encadrement, déjà mis à mal par la désorganisation et par la résistance imprévue opposée ces jours-ci par les forces territoriales slovènes, en est sûrement atteint. Si l'armée de terre fédérale compte environ 160 000 hommes, plus de

matum adressé par Belgrade. Au parc de Tivoli, à l'ombre des chênes centenaires, la Croix-Rouge slovène distribue boissons fraîches et saucisses chaudes aux « mères courage » de Serbie et de Croatie. Zorica Jovanovic, cinquante-trois ans, employée ; Nevenka Kovacevic, quarante-neuf ans, comptable ; Marija

niste. Ces hommes-là ont été endoctrinés depuis longtemps ; ils ont été élevés dans l'amour de la patrie yougoslave, et ils n'accepteront pas facilement d'en voir arracher un morceau, fût-il slovène.

Pour le conserver, ils n'hésiteront pas à tirer, à faire tirer et à engager toutes leurs forces — y compris les appels — dans la bataille. Ils l'ont déjà fait. Ils le feront.

L'ultimatum ignoré

Déjà, dans certaines casernes, on fait croire aux innocents bédouins que la bataille, la vraie, si elle doit être déclenchée, sera comme une promenade. Mais les mamans de Serbie, elles, sont informées. Elles savent qu'il y a déjà eu plusieurs dizaines de morts, plusieurs centaines de blessés et que les prisonniers aux mains de la garde territoriale slovène sont déjà, selon la Croix-Rouge, plus de deux mille. Elles savent aussi que les Slovènes sont décidés à aller très loin, à payer le poids de sang nécessaire à l'aboutissement de leur projet, mais elles ne savent pas encore que les prisonniers devaient être libérés vendredi, en fin de matinée.

Jeudi soir, tandis que résonnaient les douze coups de minuit au beffroi de Ljubljana, les gardes territoriaux étaient là en faction aux carrefours avec leurs kalachnikovs en bandoulière. Les barrages étaient à nouveau renforcés, le premier point de l'ultimatum fédéral ignoré. « Non ! avait rétorqué un peu plus tôt un officier supérieur de l'armée aux mères de Serbie, vos fils ne rentreront pas tout de suite dans leurs foyers ; nous avons une guerre ici ! »

PATRICE CLAUDE



80 000 d'entre eux sont des appelés de toutes les Républiques.

En Slovénie, un calme précaire s'est installé, jeudi, sur l'ensemble de la République. A l'aéroport de Brnik, près de Ljubljana, la demi-douzaine de chars d'assaut que les fédéraux avaient mis en place sur le tarmac pour en interdire l'accès aux Slovènes, ont été chargés sur des camions et ramenés à leur base. L'opération s'est déroulée dans l'ordre, sous l'œil inquisiteur des caméras de la presse internationale. Triomphante, mais avec une relative modération, la garde territoriale slovène a repris possession des lieux et teste prudemment le terrain à la recherche des mines éventuellement « oubliées » par l'armée en retraite.

La même histoire

Dans la capitale slovène, l'atmosphère revient lentement à la normale. Aux carrefours, les gardes en uniforme gris clair, plus déboussés et bedonnants que jamais, ont cessé d'inquiéter les passants pour un oui ou pour un non. Il fait beau. Dans les quartiers piétonniers du centre, les terrasses à bière se repeuplent peu à peu, les vieillards ressortent leurs bicyclettes, les filles leurs plus jolies robes. Les magasins sont fermés, les écoles aussi, mais tout semble aller bien. Les fédéraux se sont retirés dans leurs casernes. Le cessez-le-feu semble tenir la route. Le flot de circulation urbaine s'épaissit un peu. En ce début d'après-midi 4 juillet à Ljubljana la rebelle, personne, pas même les mille et quelques journalistes internationaux qui empiètent les hôtels de la ville, ne sait encore que la situation va se tendre à nouveau sous le coup de l'ulti-

VENDREDI A CARACTERES



MARGUERITE
DURAS
L'AMANT DE LA
CHINE DU NORD

roman
nrf

GALLIMARD

EUROPE

La crise en Yougoslavie et les initiatives diplomatiques

Les Croates vivent dans la hantise d'une intervention de l'armée fédérale

ZAGREB

de notre envoyée spéciale

Le matin, rien ne va plus : la guerre est imminente... A midi, l'espoir revient : une solution est en vue. Le soir, la peur l'emporte : un nouvel élément incite au pessimisme. La Croatie vit dans l'attente, au rythme des communications, des initiatives diplomatiques et des mouvements de troupes.

A Zagreb, la vie continue néanmoins. Avec ses allures austro-hongroises, ses passants bien mis, ses terrasses bondées, ses échoppes opulentes, la capitale croate n'a rien d'une ville en état de guerre. Editions spéciales obligent, les vendeurs de journaux sont un peu plus nombreux que d'habitude sur la place de la République. Pour le reste, en apparence, rien n'a changé, hormis l'annulation du Festival de théâtre et autres manifestations culturelles.

Mais, derrière les façades, radios et télévisions fonctionnent en permanence et, sur les terrasses, les rumeurs enflent. Selon la dernière situation restée calme pendant les deux à trois jours à venir, puis se dégradera à nouveau.

Les Croates, qui se sont proclamés indépendants le même jour que les Slovènes, vivent dans la crainte d'une intervention de l'armée fédérale. Ils ne les voient pas dans les rues, rarement sur les routes, mais les troupes sont là, dans les casernes, sur tout le territoire. A l'ouest, en Slovénie, d'où elles reviennent petit à petit. A l'est, à la limite de la Serbie, où trois colonnes de chars sont arrivées de Belgrade mercredi, dans les villes et les villages de la Krajina et de la Slavonie, les deux régions du sud et de l'est de la Croatie, peuplées majoritairement de Serbes, en proie à des troubles permanents.

Depuis deux jours, les accrochages se multiplient dans ces zones aux mains, dit-on à Zagreb, des *Tcheitniks*, les terroristes serbes, qui luttent depuis que la

République a fait sécession. « Ils cherchent à créer le prétexte pour que l'armée fédérale, qui n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres, intervienne », estime un Croate de Zagreb. Lui-même a des amis serbes. Les mariages mixtes sont fréquents et, dans la capitale, où ils sont cent vingt mille (pour un million d'habitants), les Serbes sont intégrés à la population croate. Du moins pour la plupart.

Les vieilles haines resurgissent

« J'ai très peur, j'ai renvoyé ma femme et mes enfants en Bosnie », raconte le père - serbe - de la seule église orthodoxe de Zagreb, qui dit avoir reçu des menaces de mort. Ses fidèles - serbes - ont déserté l'église de peur d'un attentat.

« Il meurt, mais je vais le traquer quand même », continue Ana, l'étudiante croate qui rapporte ses propos - il dit qu'il ne déteste pas les Croates parce qu'il est prêtre, mais que les autres Serbes, s'ils pouvaient tuer les Croates, ils le feraient. Ce n'est pas vrai. Mon « petit ami » est serbe. Il dit aussi que, chaque jour, lorsqu'il traverse la place de la République, il entend dire du mal des Serbes. Ana est sortie de l'église fâchée. Après cette mauvaise rencontre, il fallait, selon elle, aller voir immédiatement un prêtre catholique qui rétablirait la vérité.

Il y a en fait, pour les Croates de Zagreb, deux sortes de Serbes : ceux qui vivent en ville et qui sont tout à fait « fréquents », et ceux des campagnes où se sont réveillées les vieilles haines tuées pendant quarante-cinq années de communisme. « Chez les gens éduqués, il n'y a pas de problème », résume Ana. Reste à savoir si, en cas de conflit, les problèmes ne surgiraient pas aussi chez ces « gens éduqués ». Car, que ce soit au gouvernement, dans les médias ou dans le monde politique, la propagande nationaliste est omniprésente.

MARIE-PIERRE SUBTIL

La CSCE décide l'envoi de deux missions

PRAGUE

de notre correspondant

La réunion d'urgence des trente-cinq pays de la CSCE (Conférence pour la sécurité et la coopération en Europe), qui s'est tenue à Prague mercredi 3 et jeudi 4 juillet, a décidé l'envoi d'une « mission chargée de superviser le cessez-le-feu » en Yougoslavie, ainsi que d'une « mission de bons offices pour contribuer à la reprise du dialogue politique » entre les parties impliquées dans la crise.

La décision définitive est intervenue vendredi à 3 heures du matin après trente-six heures de négociations. L'idée de ces deux missions avait été avancée par les Pays-Bas, qui assurent, depuis le 1^{er} juillet, la présidence de la CEE. Un appel au cessez-le-feu avait été adopté mercredi, deux heures après le début des travaux, ouverts par le président tchécoslovaque Václav Havel.

La mission chargée de supervi-

ser le cessez-le-feu, qui s'organisera « à l'invitation des autorités yougoslaves et en pleine coopération avec elles », est en fait une mission d'observation, bien que le terme « d'observateurs » ait été supprimé, à la demande de Belgrade, du texte adopté la nuit précédente par les hauts fonctionnaires de la CSCE. Ce projet doit être mis en œuvre par les ministres des affaires étrangères de la CEE, qui se réunissent vendredi à la Haye. Les modalités de cette mission de paix font déjà l'objet de tractations menées à Belgrade avec de hauts fonctionnaires de la trinité (Luxembourg, Pays-Bas, Portugal).

Aucune échéance prévue

La participation à cette mission sera toutefois élargie à d'autres pays hors CEE détenant déjà une expérience dans ce domaine, comme la Suisse et la Suède, à l'exclusion néanmoins des pays voisins de la Yougoslavie.

En revanche, la « mission de bons offices », dont le projet avait été avancé par la CEE dans la matinée de jeudi, a été plus facilement acceptée par Belgrade, les conditions étant beaucoup moins contraignantes. Selon la recommandation des trente-cinq pays, la mission ne se fera « qu'à la demande et qu'avec l'accord de Belgrade ». Cette dernière clause a été demandée par la délégation soviétique qui, très réticente au début, a proposé des « amendements mineurs acceptables par tous afin de ne pas créer de précédent général » pouvant conduire à une ingérence dans les affaires internes d'un pays de la CSCE. A indiqué son chef, M. Youri Djorabin, en annonçant la nouvelle à la presse.

La composition et les modalités d'envoi seront mises au point par le président du comité d'urgence des hauts fonctionnaires, dénommé actuellement par l'Allemagne, en consultation avec les autorités de Belgrade, a précisé M. Derjabin. Selon M. Egon Lansky, le porte-

parole du ministère tchécoslovaque des affaires étrangères, où se déroulent la réunion, la délégation yougoslave a accepté les propositions soviétiques et assure les participants que son gouvernement inviterait cette mission, car « elle sera très utile » pour résoudre la crise. Toutefois, le texte ne permet en aucun cas de contraindre Belgrade à tenir parole et ne prévoit non plus aucune échéance.

Le ministre italien des affaires étrangères, Gianni De Michelis, qui accompagnait le président Francesco Cossiga en visite d'Etat en Tchécoslovaquie, était venu dans l'après-midi soutenir les initiatives de la CEE devant les délégués de la réunion. A cette occasion, il avait, dans son allocution, « conjuré » à plusieurs reprises les participants d'adopter une « décision qui peut avoir un impact décisif sur une situation encore ouverte et incertaine en Yougoslavie ».

MARTIN PLICHTA

L'ingérence

compétences aux litiges intérieurs aux Etats : aujourd'hui, personne ne paraît mettre en doute la légitimité d'une telle ingérence, même si les chances d'aboutir sont loin d'être évidentes.

Une création artificielle ?

Il est de bon ton de découvrir à présent que la Yougoslavie est une « création artificielle » des vainqueurs de 1918, acharnés, comme jadis Richelieu, à « abaisser la maison d'Autriche ». Mais les nations résultent plus souvent de « créations artificielles » avec recours à la force, que de la génération spontanée. Et la résistance de Tito à Hitler, puis à Staline, son dynamisme à la tête des « non-alignés », son idéologie « autogestionnaire » avaient valu à la Yougoslavie un grand prestige, dont beaucoup de ses habitants étaient fiers. Reste qu'elle n'a réellement existé que lorsque se trouvait à sa tête un pouvoir assez fort pour neutraliser toute contestation, autrement dit un chef charismatique, comme le roi Alexandre ou Tito, appuyé sur l'hémisphère ouest. C'est tout juste si Alexandre Besmernykh, le nouveau chef de la diplomatie du Kremlin, a émis l'avis que le maintien de l'alliance atlantique serait peut-être, à terme, « superflu ».

qu'elle prétend rassembler se tiennent à l'écart des négociations engagées sur un nouveau « traité d'union ». Qu'en un mot il n'existe plus de « traité d'union ».

Est-ce à dire que le type d'« ingérence » européenne qui vient de se manifester dans le cas de la Yougoslavie serait concevable dans le cas de l'Union soviétique ? On entend d'ici les cris d'orfraie qu'une question aussi sacrilège ne manquera pas de provoquer au Kremlin. Peut-être, cependant, l'inconcevable d'aujourd'hui apparaîtra-t-il plus tard comme le recours le plus raisonnable. Gorbatchev n'a pas hésité, après tout, à opérer un virage à 180 degrés sur le terrain de la réunification allemande, dont il disait, il n'y a pas si longtemps, qu'on en reparlerait dans cent ans.

En tout cas, il n'a pas paru scandalisé lorsque James Baker a tranquillement parlé à Berlin, vingt-quatre heures avant de rencontrer ses collègues de la CSCE, « d'entendre la communauté transatlantique à l'Europe centrale et orientale et à l'Union soviétique ». C'est tout juste si Alexandre Besmernykh, le nouveau chef de la diplomatie du Kremlin, a émis l'avis que le maintien de l'alliance atlantique serait peut-être, à terme, « superflu ».

Lénine doit se retourner dans sa

tombe, lui qui n'avait cessé de considérer qu'une lutte implacable était engagée entre l'impérialisme et le communisme, dont l'un des deux devrait nécessairement sortir vainqueur. Il est vrai que dans une conversation, rarement citée, avec H.G. Wells, l'un des pères britanniques de la science-fiction, il lui était arrivé de dire que tout changerait si l'humanité se lançait à la conquête de l'espace. Le fait est que nous y sommes, et que le duel entre les Etats-Unis et l'URSS pour cette conquête a largement contribué au désastre économique que connaît aujourd'hui l'URSS.

A la veille de la réunion du G7, à laquelle il s'apprête à présenter une énorme demande de crédits, le diable est donc condamné à se faire ermite. Il sera d'autant plus convaincant qu'il se montrera plus disposé à aller jusqu'au bout du processus qu'il a déclenché il y a maintenant six ans, et à laisser les peuples de ses Républiques déterminer librement leur destin. Ne risque-t-il pas, à défaut, de se trouver débordé, comme aujourd'hui le pouvoir yougoslave, et de devoir accepter, sinon solliciter, pour s'en sortir la croissance « ingérence » de plus puissants que lui ?

ANDRÉ FONTAINE

DIPLOMATIE

Avec un retard de huit mois

Reprise à Vienne des négociations sur le désarmement conventionnel

VIENNE

de notre correspondant

Les vingt-deux pays participant aux négociations sur le désarmement conventionnel en Europe (CFE) - les seize pays de l'OTAN et les six anciens membres du Pacte de Varsovie dissous - ont entamé jeudi 4 juillet à Vienne avec un retard de huit mois les travaux de la deuxième phase des pourparlers consacrés à la limitation des effectifs des forces nationales.

Le début des travaux, prévu immédiatement après la signature du premier traité de désarmement conventionnel en novembre dernier à Paris, a été retardé par une longue querelle entre l'Union soviétique et les autres signataires sur l'interprétation de ce traité. Ce différend a été réglé le 14 juin.

Peut-être, dans un autre contexte, le système aurait-il pu perdurer. Dans celui d'une crise économique grave, sur la toile de fond de l'effondrement du communisme et du retour en force de la démocratie, il était fatal que les populations des Républiques riches du Nord se lassent de subvenir aux besoins de leurs frères pauvres du Sud, dont elles dénoncent sans complexe, quitte à les expliquer par les habitudes de résistance passive prises au temps des Turcs, la paresse et l'inefficacité, et dont font le prétexte, en les qualifiant de « modes de vie », un mot d'effroi - les sépare, en fin de compte.

De la Yougoslavie à l'URSS

A la vérité, la question du devoir d'ingérence ne se pose pas seulement lorsqu'un Etat viole les droits fondamentaux, mais aussi lorsqu'il est incapable d'exercer son pouvoir, ce qui expose d'ailleurs à la tentation d'en abuser. La Yougoslavie n'est pas seule dans ce cas. A une tout autre échelle, c'est aussi celui de l'URSS.

Il y a, bien sûr, de grandes différences, quand ce ne serait que parce qu'elle est l'héritière d'un grand empire, alors que la Yougoslavie n'a guère plus de soixante-dix ans d'âge. Les Russes ont gouverné l'empire en question depuis des siècles. Ils y sont toujours majoritaires, y compris dans telle République réputée musulmane. L'usage de leur langue est quasi général. Aucune de ces caractéristiques ne s'applique aux Serbes. Ces derniers, de surcroît, continuent dans leur majorité de faire confiance à leurs dirigeants communistes et de préconiser, sous leur houlette, une Yougoslavie aussi unitaire que possible. Alors que la République russe, dont le président a abjuré le marxisme, entend ne pas s'opposer aux aspirations séparatistes des Baltes ou des Caucasiens.

Il n'empêche qu'en URSS aussi des incidents sanglants se sont déroulés. Que le spectre de la guerre civile ou de la « libération » - Gorbatchev lui-même l'a dit - y est ouvertement évoqué. Que le détenteur du pouvoir suprême est fortement critiqué, au point que six des quinze Républiques

dernier. Trois propositions ont été mises sur la table de négociations jeudi à Vienne. Deux ont été présentées, conformément à la nouvelle réalité politique en Europe, par divers Etats à titre individuel et indépendamment de leur ancienne appartenance à une alliance militaire.

Une proposition mise au point par la Grande-Bretagne, la Pologne et la Hongrie recommande une procédure en trois phases pour limiter les forces nationales prévoyant un échange d'informations sur les effectifs actuels, la définition des forces militaires à limiter et la fixation par chacun des pays des plafonds qu'ils envisagent.

L'Allemagne, la Grande-Bretagne, la France, les Pays-Bas, la Pologne, la Hongrie et la Tchécoslovaquie sont co-auteurs d'une

proposition sur la structure du prochain traité, énumérant les différents chapitres du futur texte. Enfin, l'OTAN a présenté une proposition portant sur la fixation des plafonds nationaux - et sur d'éventuelles réductions - des forces basées à terre de chaque pays participant aux négociations en vue « d'assurer un équilibre des forces conventionnelles en Europe à un niveau plus bas ». L'Allemagne s'est déjà engagée, dans la première phase des négociations, à limiter ses effectifs à 370 000 hommes, engagement inscrit dans le traité 2 + 4.

La négociation sur la limitation des effectifs nationaux devrait aboutir à un accord d'ici la réunion « de suivi » de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE), prévue en 1992 à Helsinki.

WALTARU BARYLI

ans de rupture, cette évolution a été rendue possible par l'engagement de Tchernomyr de respecter les accords d'Helsinki et la liberté de culte. - (AFP, Reuters)

Signature d'un traité de coopération entre le Maroc et l'Espagne. - Le premier ministre marocain, M. Azizeddine Laraki, et le chef du gouvernement espagnol, M. Felipe Gonzalez ont signé, jeudi 4 juillet à Rabat, un traité d'amitié, de bon voisinage et de coopération. La cérémonie était présidée par le roi Juan Carlos et par Hassan II. Ce traité, le premier que l'Espagne signe avec un pays arabe, évoque notamment « le respect de la liberté internationale par les deux pays, leur attachement à la non-intervention dans les affaires intérieures » et « leur engagement à régler pacifiquement leurs différends ». - (AFP)

La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale à Bruxelles. - La commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale, présidée par M. Michel Vauzelle, s'est rendue, pour la première fois, jeudi 4 juillet, à Bruxelles où elle a rencontré plu-

URSS

M. Eltsine souhaite que le Mouvement des réformes démocratiques se transforme en « parti »

MOSCOU

de notre envoyée spéciale

Deux jours après M. Gorbatchev, M. Boris Eltsine a à son tour, à sa suite, lancé le lancement du Mouvement des réformes démocratiques en URSS (le Monde du 3 juillet), mais en le commentant de façon diamétralement opposée. Alors que le président soviétique se félicitait, selon son porte-parole, que les neuf signataires aient appelé à créer un « mouvement » auquel pourraient participer des membres du Parti communiste, le président de Russie a estimé qu'il « doit se transformer en parti » et que les communistes qui le rejoignent « doivent quitter » le PCUS.

Le clivage entre ces deux positions était déjà avoué parmi les neuf pères fondateurs du mouvement, au nombre desquels se trouvent, a souligné M. Eltsine, deux de ses « plus proches collaborateurs » : le premier ministre de Russie, M. Ivan Silasov, et le vice-président de Russie, le colonel Alexandre Routsikov. Ce dernier, qui crée un « Parti des communistes de Russie pour la démocratisation », a annoncé pour sa part jeudi que son parti se joindra au nouveau parti démocratique pansoviétique si sa création était décidée lors de la conférence prévue en septembre par les initiateurs du Mouvement des réformes démocratiques. Cela signifie qu'une scission pourrait intervenir d'abord au sein du Parti communiste de Russie, à la direction ultra-orthodoxe mais dont les membres font plus de la moitié des effectifs du PC de l'Union soviétique.

Le PCUS, dont le comité central tient un plénum le 25 juillet prochain et dont le congrès devrait être avancé à fin 1991-début 1992, selon ses dirigeants, risque alors d'être à la remorque des remaniements opérés sous la direction d'un proche de Boris Eltsine. Ce dernier a lui-même quitté le PCUS au congrès de juillet dernier en annonçant qu'en tant que président, il restera au-dessus des partis.

Scission prévisible du PCUS

Une position que M. Gorbatchev ne s'est pas encore décidé à adopter. Mais la scission prévisible du PCUS - en deux vagues, trois partis ou plus - devrait l'encourager à démissionner enfin de son poste de secrétaire général. C'est ce que souhaite son conseiller fidèle, M. Alexandre Iakovlev, signataire de l'appel des neuf, cheville ouvrière de cette initiative et partisan jusqu'ici de son maintien en tant que mouvement. M. Iakovlev a déjà évoqué son départ du Parti communiste et, pour la première fois mercredi, reconnu dans les *Izvestia* que la démocratisation du PCUS avait échoué. Après la démission, le même jour (le Monde du 3 juillet), de M. Chirnadze, directeur du PCUS, M. Iakovlev et le très important Arkadi Voliski, « patron des patrons » soviétiques, restent les deux seuls gorbatchéviens qui parmi les neuf soient encore membres du Parti communiste. Les manœuvres politiques en cours pourraient faire que ce ne soit pas pour très longtemps.

S. S.

هكزان الأصل

ASIE

CAMBODGE : bien qu'en perte de vitesse

Les Khmers rouges ont étendu leurs opérations jusqu'aux abords de la frontière vietnamienne

Alors que les récentes négociations de Pattaya sur le retour à la paix au Cambodge ont permis d'aboutir à un accord de principe sur un cessez-le-feu, les activités des Khmers rouges s'étendent désormais à l'est du pays, près de la frontière vietnamienne. Une des provinces les plus riches, celle de Kompong Cham, tente néanmoins de reconstruire son potentiel économique.

KOMPONG-CHAM de notre envoyé spécial

Le mois dernier, des Khmers rouges ont abattu un groupe de quatre-vingt-dix Vietnamiens dans l'est de la province de Kompong Cham, non loin de la frontière vietnamienne. Des bûcherons qui vivaient sur la frontière. Ils travaillaient pour nous. Ce n'était pas des militaires et ils n'étaient pas armés», rapporte le lieutenant-colonel It Saem, commandant adjoint de la province. Selon d'autres sources, il s'agissait bien d'une unité vietnamienne chargée de protéger les bûcherons et qui aurait commis une grave imprudence.

L'affaire est exceptionnelle, mais elle confirme que, si les combats importants ont lieu surtout à l'autre extrémité du pays, sur la frontière thaïlandaise, les Khmers rouges sont présents un peu partout dans les campagnes, et surtout dans les forêts. « Dans l'ensemble, estime le lieutenant-colonel, nous n'avons pas de grands problèmes de sécurité. Mais il y a des incidents, surtout dans le nord de la province. Les Khmers rouges n'ont pas de bases fixes. De nuit, nous n'autorisons pas la circulation routière car nous n'avons pas les moyens de leur protéger. L'important est que les Khmers rouges n'entraînent pas la vie économique. »

Prélèvements de taxes

A l'hôpital du chef-lieu, qui porte le même nom que la province et se situe sur la rive droite du Mékong, à 150 kilomètres au nord de Phnom-Penh, un jeune soldat vient d'être amputé d'une jambe après avoir sauté sur une mine. Un autre a été blessé par balle. La chirurgie de guerre représente cependant moins du tiers des opérations.

« Leur nombre a légèrement baissé depuis le début de l'année. Nous en effectuons deux à trois par jour. Les accidents de la circulation sont les plus nombreux », explique le directeur de l'établissement, un médecin, dont plusieurs parents - comme c'est le cas de la plupart des citoyens - ont été tués par les Khmers rouges entre 1973 et 1978. Car la ville est tombée entre les mains des troupes de M. Pol Pot dix-huit mois avant Phnom-Penh.

La division 920 des Khmers rouges - ils en ont vingt-quatre à vingt-six dans le pays - opère entre le Mékong et la frontière vietnamienne. Elle compte, selon le lieutenant-colonel, entre 400 et 500 combattants. Une autre, la 785, circule à l'est du fleuve et compterait 200 à 300 hommes. En ajoutant deux à trois régiments autonomes, les Khmers rouges disposeraient d'un million d'hommes dans la province.

Il s'agissent, même dans les régions les plus reculées, à une action politique. « Ils ont bombardé quelques-unes de nos bases ou mortier ou à la roquette. Ils ont pénétré dans des villages, brûlé des habitations, tiré sur les gens, y compris après le cessez-le-feu du 1^{er} mai. Mais les assassinats systématiques de chefs de village n'ont plus lieu. La situation est nettement meilleure qu'il y a deux ans. »

L'officier reconnaît toutefois que

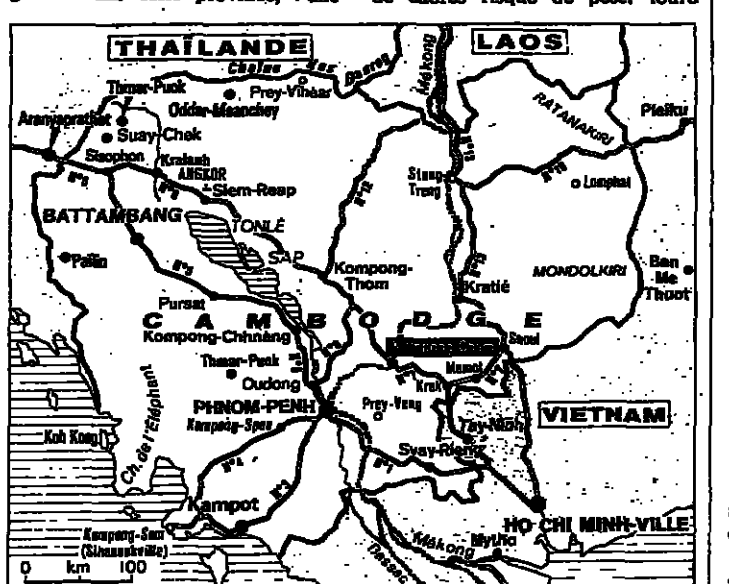
les Khmers rouges prélèvent des taxes. De quelle manière? « Cela dépend de leurs besoins. Parfois ils réclament des batteries pour leurs transmissions. Ils prélèvent du riz quand ils en manquent, de l'argent s'ils en ont besoin. Dans les zones excisées, ils imposent l'exploitation du bois ou de l'hévéa, la pêche, les produits agricoles. » Selon les services de renseignements de Phnom-Penh, ils ont récemment reçu renforts et armes. Ils collaborent également avec de petits groupes de partisans du prince Sihanouk et de M. Son Sann, les deux factions non communistes de la coalition en lutte contre Phnom-Penh.

Il n'y a donc pas vraiment de guerre dans cette province, l'une

ment en voie de restauration. Mais de nombreuses constructions demeurent soit ébranlées, soit partiellement détruites, ce qui a entraîné des tâches de ciment qui ont servi à boucher les trous d'obus ou de balles de mitrailleuse.

Comme à Phnom-Penh, faute de carburant, l'électricité manque, et cette agglomération de 40 000 âmes s'assoupit avec la tombée soudaine de la nuit tropicale. En revanche, de jour, le marché central est animé et la construction ou la rénovation de nombreuses villas laissent à penser que des gens se sont enrichis.

Mais ici, comme ailleurs au Cambodge, le manque dramatique de cadres risque de peser lourd



des moins pauvres et des plus peuplées du Cambodge. Mais les Khmers rouges y font encore partie du paysage, comme en témoignent les postes de garde sur la route parsemée de nids de poule entre Phnom-Penh et Kompong Cham. Dans une région qui est l'un de leurs repaires traditionnels, ils disposent de voies de passage pratiquement impossibles à contrôler. Mais, ce qui frappe le plus, c'est l'ampleur des ruines causées par plus de vingt ans de conflit.

La province comptait, en 1970, plus de deux millions d'habitants, dont 200 000 saïgonaux et vietnamiens dans ses vastes plantations, soit presque le tiers de la population du pays à l'époque. Le dernier recensement fait état de 1,2 millions d'habitants, soit 15% de la population actuelle. Avant 1970, en comptant les petits planteurs qui fournissaient les usines de Chup, Mimot, Chhmon-Lou ou Krot, 400 000 hectares étaient plantés en hévéa. Aujourd'hui, selon M. Tith Ream, président du Comité populaire de la province, on n'exploite plus que 30 000 des 40 000 hectares des grandes plantations.

Manque de cadres

Les forêts ont également été ravagées par les défoliations et par les raids de 25-32 américains dans la zone frontalière du Vietnam. Si la culture du riz a bien repris - elle couvre 170 000 hectares contre 190 000 autrefois - le rendement est très médiocre (1,7 tonnes à l'hectare). « Les destructions chimiques en sont la cause. Nous échangeons certains produits contre du riz avec des provinces voisines », explique M. Ream. Les signes de malnutrition sont néanmoins de moins en moins fréquents.

La ville de Kompong-Cham n'a pas été touchée par le moindre combat depuis la fuite des Khmers rouges devant les Vietnamiens voilà plus de onze ans. La construction d'un grand hôtel sur le Mékong se termine et l'hôpital provincial se dote d'un nouveau bâtiment. L'université est égale-

pendant encore au moins une génération. « En 1979, nous n'avions pas un médecin dans toute la province. Quatre ans plus tard, nous en avions deux. Nous avons fait appel à tous ceux qui avaient une formation, mais nous avons opéré une mauvaise sélection. Aujourd'hui, nous avons une cinquantaine de médecins, mais nos districts manquent d'assistants et d'infirmiers », raconte le directeur de l'hôpital. En attendant, une équipe de MSF donne un coup de main à l'hôpital et des Australiens en font de même au centre pédiatrique voisin.

Fragile reprise

« Les ouvriers qualifiés des petites usines de Kompong-Cham et tout le personnel administratif compétent ont été massacrés par les Polpotistes. Puis ces derniers ont procédé, à partir de 1978, à la purge de leurs propres cadres quand Pol Pot s'est retiré contre le commandement de l'est », affirme M. Ream. Effectivement, ceux qui ont pu s'enfuir au Vietnam à l'époque forment aujourd'hui le personnel du régime de Phnom-Penh. C'est le cas notamment de M. Chea Sim, « numéro un » du régime, et du premier ministre Hun Sen, dont le frère aîné est d'ailleurs secrétaire du Parti populaire révolutionnaire (PPRR, communiste) de la province.

Le tout donne l'impression d'une fragile reprise, sans plus. Sur les petits lacs qui longent le Mékong, la pêche est redevenue une ressource complémentaire que se partagent Cambodgiens et Vietnamiens. La culture traditionnelle des haricots blancs et verts est également d'un certain rapport. Une école pédagogique forme des enseignants et le taux d'alphabétisation est estimé, par les autorités locales, à 70%. Le bouddhisme a retrouvé sa vivacité depuis que la religion est redevenue plus libre. Et, depuis quelques années du moins, la grande majorité de la population de cette province ne vit plus dans la guerre.

JEAN-CLAUDE POMONTI

INDE : précisions sur l'auteur de l'assassinat de Rajiv Gandhi. - La jeune femme qui a assassiné l'ancien premier ministre Rajiv Gandhi le 21 mai dernier était membre du groupe terroriste des Tigres de libération de l'Eelam Tamoul (LTTE), ont indiqué jeudi 4 juillet des sources officielles à New-Delhi. La jeune femme, nommée Dhanu, a été tuée lors de l'attentat par la bombe qu'elle portait sur elle. - (AFP)

SRI-LANKA : suicide d'un chef terroriste. - L'homme le plus recherché du Sri-Lanka, soupçonné d'avoir organisé un attentat contre le quartier général de l'armée à Colombo le 21 juin dernier, s'est donné la mort - en avalant du cyanure - au moment où la police s'apprêtait à l'arrêter. Il s'agit de Nadarajah Varathan, trente-deux ans, spécialiste des explosifs de l'Organisation des Tigres pour la libération de l'Eelam tamoul (LTTE), le principal groupe séparatiste tamoul de l'île. - (AFP)

AFGHANISTAN

« Nous sommes prêts à avoir des discussions directes avec les Soviétiques »

nous déclare le commandant Massoud, l'un des principaux chefs de la rébellion

Les combats se poursuivent en Afghanistan entre l'armée et les moudjahidins, notamment dans le Nord, près de la frontière soviétique, fief de l'un des chefs historiques de la rébellion, le commandant Ahmad Shah Massoud. De passage à Peshawar, au Pakistan, celui-ci fait le point de la situation militaire et diplomatique dans son pays.

PESHAWAR correspondance

Massoud est fier. Sa « victoire » militaire à Khajaghar (le Monde du 25 juin) apparaît comme un nouveau pied de nez aux dirigeants de Kaboul et, au-delà, à ceux de Moscou. « Elle est très importante pour nos futures activités dans le Nord », affirme le commandant rebelle, bien déterminé à poursuivre sa lutte islamique et anticomuniste. Qu'importe si le monde se désintéresse des moudjahidins!

A Khajaghar, les choses ne furent pourtant pas si simples pour Ahmad Shah Massoud, un des chefs historiques de la résistance intérieure afghane. Située à 10 kilomètres seulement de la frontière avec le Tadjikistan soviétique, la localité avait été transformée par le gouvernement de Kaboul en centre administratif et militaire de la province de Takhar, après la chute de la ville de Taloqan en 1988.

Entre le quartier général de la « division 55 » à Khajaghar même

et les différentes bases de miliciens et de gardes-frontières dans la région, le régime comptait quelque douze mille défenseurs. Le 15 mai, le commandant Massoud et plusieurs milliers de moudjahidins s'emparèrent de la localité. C'en est trop pour Kaboul. L'indomptable « lion du Panshir » a dépassé les bornes. Des bombardements aériens intenses, qui touchent même par erreur un village du Tadjikistan, contraignent bientôt les maquisards à un « repli tactique » sur les hauteurs alentour.

Mais Massoud n'a pas dit son dernier mot et Khajaghar est reprise par les moudjahidins le 21 juin. Aujourd'hui, Massoud ne cache pas sa satisfaction : « Le régime a perdu non seulement un de ses principaux quartiers généraux du Nord, mais aussi un centre pour deux organisations de gauche alliées (Saza et Sabza) qui comptaient de nombreux miliciens dans la région. »

Le rôle de l'ONU

L'opération de Khajaghar, moins de deux mois après la conquête de Khost par son « ami » Jalaluddin Haqqani, a galvanisé le commandant rebelle, même si l'on se doute que le gouvernement n'en restera pas là. « Les opérations des moudjahidins n'ont pas atteint leur plein régime : nous espérons lancer de nouveaux combats et remporter des victoires lorsque les cols seront praticables et que les fournitures d'armes et de munitions atteindront les champs de bataille. »

Mais Massoud, un Tadjik de

trente-huit ans, se montre ouvert à la négociation, non pas avec Kaboul, mais avec l'ancien occupant soviétique : « Les moudjahidins sont prêts à des discussions directes avec les Russes. » Saluant le rôle « appréciable » des Nations unies, il ajoute cependant que « les efforts [de l'Organisation] ne porteront aucun fruit tant que Najib [le président Najibullah] restera au pouvoir ou même s'il partage le pouvoir. »

Les initiatives de l'ONU sont également freinées par les clivages au sein d'une opposition éclatée en une multitude de groupes ethniques, politiques et religieux. Massoud minimise les difficultés posées par le manque de cohésion des différentes factions de la guérilla. « Dieu merci, l'unité dans les rangs moudjahidins, en particulier sur le terrain, se présente mieux que jamais. »

Et cela grâce aux efforts des principaux commandants de l'intérieur, qui sont moins sujets aux « influences étrangères » que les partis politiques de Peshawar. « Les moudjahidins ont leur liberté d'action en Afghanistan : certains groupes ont toujours été opposés à toutes sortes de dépendances », affirme-t-il, tout en omettant d'évoquer ses relations avec les autorités pakistanaises.

Massoud avait créé la surprise en se rendant à Peshawar en octobre dernier, pour la première fois depuis le début du conflit afghan en 1978. On dit aujourd'hui qu'il n'aurait pas reçu toutes les armes alors promises.

GAD SUTHERLAND

AMÉRIQUES

COLOMBIE

Nouvelles révélations sur les activités du cartel de la drogue

Le gouvernement colombien a décrété jeudi 4 juillet la levée de l'état de siège, en vigueur depuis sept ans, au lendemain de l'annonce par le cartel de Medellín du démantèlement de son organisation militaire. Quatre autres lieutenants de Pablo Escobar se sont rendus à la police.

BOGOTÁ

de notre envoyé spécial

L'administration américaine a remis aux autorités de Bogotà les documents ayant les charges contre les trafiquants de drogue colombiens aux Etats-Unis. En tête de liste : les frères Ochoa et Pablo Escobar. L'information a été confirmée par l'ambassade américaine, mais le ministre de la justice, M. Giraldo, a déclaré ne pas être au courant. Il est vrai que les relations entre les Etats-Unis et la Colombie ne sont pas au beau fixe en ce moment.

Le gouvernement de Bogotà n'apprécie guère les « témoignages » d'anciens narco-passeurs au service de la justice américaine, dont, fait-il, les journaux de Bogotà font état. Et le Tiempo a publié, jeudi 4 juillet, un long entretien avec un certain Max Mermelstein, un ingénieur de quarante-cinq ans, informateur des services anti-droque américains de la DEA après avoir travaillé pendant six ans pour le cartel de Medellín, considéré aux Etats-Unis comme un « témoin capital » contre Pablo Escobar et ses consorts.

Mermelstein, trafiquant « retourné » et actuellement protégé par Washington, aurait, dit-il, été chargé par Escobar de « liqui-

der » Barry Seal, un agent de la DEA infiltré dans son organisation. Seal a été assassiné à Baton Rouge en Louisiane le 19 février 1986 par des tueurs « au service du cartel » selon Mermelstein, qui affirme, en ce qui le concerne, « ne pas avoir obéi à Escobar ». Max Mermelstein a été arrêté quelques jours après ce crime.

A l'en croire, il avait beaucoup de responsabilités : l'organisation du transport de la marchandise, le contrôle de la distribution de cocaïne aux Etats-Unis et même le blanchiment des dollars. Il affirme que les capos ont beaucoup investi « dans les diamants » et qu'ils ont encore de solides comptes en banque « à Panama, en Suisse et au Luxembourg ». « Trois milliards de dollars pour Escobar et deux milliards pour les Ochoa », précise-t-il. Il précise enfin que le cartel refusait de travailler avec la mafia italienne et que les Cubains étaient mal vus car « ils n'ont pas de parole ». Quant aux truands américains « on ne sait jamais de quel bord ils sont ».

Les « extraditables » (bras armé du cartel de Medellín) qui ont annoncé mercredi le démantèlement de leur appareil militaire, ont aussi lancé de graves accusations contre des chefs de la police colombienne. Dans un communiqué identifié par le logo représentant trois hommes enchaînés et

leur credo « Nous préférons une tombe en Colombie à une prison aux Etats-Unis », les extraditables affirment que les généraux Maza Marquez, chef du DAS, la police politique, Padilla, directeur de la police nationale, et le colonel Oscar Paez, patron d'une unité spéciale de la police, « ont défendu publiquement les frères Rodriguez Orejuela » patrons du cartel concurrent, celui de Cali. S'ils promettent d'abandonner le terrorisme, les extraditables, à l'évidence, n'ont pas renoncé à régler leurs comptes.

MARCEL NIEDERGANG

CUBA : libération d'un ressortissant chilien emprisonné depuis onze ans pour espionnage. - Les autorités cubaines ont annoncé, jeudi 4 juillet à Santiago, la remise en liberté de Juan Carlos Prado Araya, un Chilien emprisonné depuis onze ans à Cuba, où il avait été condamné à vingt ans de prison pour espionnage au profit du général Pinochet. M. Vierra Gallo, président de la Chambre des députés cubaine, a qualifié cette libération de « grand geste envers le Chili ». Interrompues depuis le coup d'Etat du général Pinochet en 1974, les relations diplomatiques entre les deux pays sont en voie de rétablissement. - (AFP)

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR depuis 1854 PRIVE

SCIENCES PO PARIS

• Stages intensifs d'été du 24 juillet au 29 août

• Sessions annuelles et semestrielles

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Molière 45 85 59 35

Centre Autouil 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

POLO RALPH LAUREN

NOUS SOMMES HEUREUX DE VOUS INVITER AUX

Soldes

HOMME, FEMME

ET DÉCORATION POUR LA MAISON

2, PLACE DE LA MADELEINE 75008 PARIS

Tél. : (1) 44.77.53.50

Le Monde

RADIO TELEVISION COMMUNICATION

Demain votre supplément

AFRIQUE

ALGÉRIE : en présentant son programme devant l'Assemblée

Le premier ministre a dressé un sombre tableau de la situation économique

Le premier ministre, M. Sid Ahmed Ghazali, a présenté, jeudi 4 juillet, son programme devant l'Assemblée nationale. A cette occasion, il a réaffirmé sa volonté de mener à son terme le processus démocratique et de ne permettre à aucune partie, quelle qu'elle soit, de s'opposer à la réalisation d'un tel dessein ou de le dévoyer. D'autre part, MM. Abassi Madani et Ali Benhadi, les deux dirigeants du Front islamique du salut (FIS), arrêtés dimanche dernier, ont été déférés devant le juge d'instruction du tribunal militaire de Blida et placés sous mandat de dépôt après enregistrement de leurs dépositions.

ALGER

de notre correspondant

M. Ghazali aime le parler vrai. Jeudi, il l'a pratiqué devant les députés, leur rappelant qu'il y a quelques années, étant ministre des finances, il avait déposé à la tribune de l'Assemblée les chiffres justifiant la situation économique d'un pays. Rien de ce qu'il a dit n'a vraiment surpris. Mais, condensé en un discours d'investiture, son propos a pris la valeur d'un avertissement solennel. Comme si le premier ministre voulait prévenir ses auditeurs contre d'éventuelles illusions, suscitées par l'apparent retour au calme.

« La priorité des priorités, a dit

M. Ghazali, consiste à permettre au peuple algérien d'être, dans les délais les plus brefs, et dans des conditions impeccables, la première Assemblée nationale dans le cadre du pluralisme. » Une fois exposé ce « préalable », et après un hommage à l'armée pour son intervention en faveur de la démocratie, le premier ministre est entré dans le vif du sujet. M. Ghazali veut continuer les réformes amorcées par son prédécesseur, M. Mouloud Hamrouche. Il est en faveur des « lois du marché » et de la « compétitivité », mais il espère pouvoir en tempérer la logique en maintenant mieux, grâce à la « solidarité nationale », l'impact qu'elles ont sur « les acteurs les plus faibles ».

Inflation galopante

En 1990, selon les chiffres en sa possession, le premier ministre estime que le niveau de vie des Algériens a baissé de 8 %. Le taux d'inflation a bondi de 9,3 % en 1989 à 16,7 % l'année suivante. Encore M. Ghazali ne se fait-il pas trop d'illusions sur la valeur de ces données puisqu'il admet que l'indice des prix, calculé par l'Office national de la statistique (ONS), « est significativement biaisé par rapport à la structure de la consommation ». Autrement dit, le taux d'inflation réel est vraisemblablement supérieur. En juin, la Chambre de commerce l'avait évalué aux alentours de 43 %.

Selon le premier ministre, le taux moyen d'utilisation des capacités de production, qui était de 62 % en 1990, « a encore régressé au cours du premier semestre 1991 ». L'outil de production connaît « un

essoufflement progressif », la dette à moyen et long terme frôle les 24 milliards de dollars, « comme en 1989 », et les réserves de la banque centrale ont « atteint un niveau qui constitue une des sources de préoccupation les plus graves et les plus immédiates pour le gouvernement ». Autant de problèmes qui avec « l'augmentation de la misère, du chômage et de la disparité des revenus » ont induit une « précarité extrême de catégories de plus en plus nombreuses de citoyens ». Le nombre de chômeurs « recensés », qui augmente de 200 000 personnes par an, atteint 1 200 000.

Le premier ministre a dû admettre qu'il lui serait difficile de satisfaire les besoins en financement susceptibles de relancer l'investissement productif comme d'assurer les échéances les plus urgentes. « Mon gouvernement dispose de quelques semaines pour trouver une solution à cette question, c'est-à-dire mobiliser des ressources financières nouvelles qui rétablissent durablement la balance des paiements », a-t-il précisé.

Attentisme des bailleurs de fonds

Preuve de la gravité de la crise : le réajustement de la dette n'est plus à priori rejeté. Jusqu'ici, la question était tabou. M. Ghazali se montre plus souple que son prédécesseur sur le sujet. Ce réajustement fait partie de la panoplie des solutions possibles puisque le premier ministre indique que cette « solution difficile en soi peut devenir mensurière si l'on n'y va que contraint et forcé, c'est-à-dire trop tard ».

En la matière, la décision dépend

dra beaucoup des crédits dont pourra bénéficier l'Algérie. Les besoins sont urgents - les échéances du mois de juin sont traditionnellement difficiles à couvrir - mais les prêteurs sont circonspects. Selon M. Ghazali, « la tentative de déstabilisation politique que le pays vient de vivre a eu pour impact négatif de détourner - temporairement, nous l'espérons - les bailleurs de fonds de l'Algérie et d'enrayer leur attention qui dure depuis plus de deux ans. Il nous faut donc recréer et surtout renforcer la crédibilité de l'Algérie à l'extérieur ».

C'est bien dans cette direction que les choses se négocient, prenant en compte autant la réalité économique que les risques politiques qui feraient courir aux pays riverains de la Méditerranée une Algérie en crise durable. Au terme d'une longue négociation commencée sous le gouvernement précédent, Alger vient ainsi de bénéficier d'un crédit du FMI de 404 millions de dollars. La Banque mondiale s'apprête, pour sa part, à verser 350 millions de dollars, tandis que l'Italie devrait rapidement débloquer 1,2 milliard de dollars, qui représente la première tranche d'un crédit de 2,4 milliards de dollars.

Le Crédit lyonnais est, quant à lui, toujours chargé de rechercher un financement d'un montant de 1 milliard de dollars, somme que pourrait aussi accorder la Communauté européenne qui vient d'être sollicitée. A la demande pressante de la France, de l'Espagne et de l'Italie, plus intéressées que d'autres à ce que l'Algérie ne bascule pas dans le chaos économique, Bruxelles pourrait rapidement faire un geste significatif.

GEORGES MARION

Le sort de l'opposant marocain

La Suisse refuse d'accueillir M. Diouri

BERNE

de notre correspondant

La Suisse a rejeté, jeudi 4 juillet, la demande de séjour temporaire présentée, en début de semaine, par M. Abdelmoumen Diouri, expulsé, le 20 juin, de France vers le Gabon. Dans une lettre adressée à son avocat, M. Mourad Oussedik, l'Office fédéral des étrangers invoque quatre raisons pour justifier ce refus : l'opposant marocain n'a pas de liens particuliers avec la Suisse ; sa présence pourrait poser des problèmes de sécurité intérieure ; sa sécurité serait difficile à assurer ; il ne disposerait pas de documents d'identité et de voyage lui permettant, à tout moment, de quitter le territoire helvétique.

Un porte-parole du département fédéral de la justice a précisé que, parmi les critères dont l'Office tient généralement compte dans des cas analogues, figurent la présence en Suisse de membres de la famille du requérant ou des motifs professionnels. Pour ce qui concerne la sécurité de M. Diouri, on évoque l'assassinat, près de Genève, en avril 1990, de l'opposant iranien, M. Kazeran Radjavi. Malgré l'appui donné par Paris à la requête de M. Diouri, les autorités helvétiques ont préféré ne pas s'embarasser de ce que d'aucuns ont qualifié de « cadeau empoisonné ». Apparemment, les démarches de diverses organisations humanitaires en faveur de l'opposant marocain n'ont guère impressionné Berne. Le 2 juillet encore, la section suisse d'Amnesty International était intervenue auprès de M. Flavio Cotti, président de la confédération, pour que M. Diouri, considéré comme « en danger de mort », soit autorisé à séjourner en Suisse.

On rappelle dans les mêmes milieux que l'ancien président algérien, M. Ahmed Ben Bella, avait

pu s'installer dans le canton de Vaud et bénéficier, pendant plusieurs années, de l'hospitalité helvétique après ses « déboires » en France. La famille de M. Diouri et son avocat ont déploré, dans un communiqué, ce refus qu'ils jugent « contraire à l'hospitalité qui a fait la réputation » de la Suisse. Ils y voient « le résultat de tout le montage calomnieux, opéré par le ministre de l'intérieur français » auquel l'opposant marocain « se trouve dans l'impossibilité de répondre ».

JEAN-CLAUDE BUHRER

Cambrilage de la librairie l'Harmattan, la maison d'édition de M. Abdelmoumen Diouri. - Les locaux de la librairie l'Harmattan, à Paris, ont été cambriolés dans la nuit du mercredi 3 au jeudi 4 juillet. L'Harmattan est l'éditeur de M. Abdelmoumen Diouri, l'écrivain marocain expulsé de France vers le Gabon le 20 juin dernier.

La Mauritanie se désiste de la présidence de l'UMA au profit du Maroc

Le ministère marocain des affaires étrangères a annoncé, mercredi 3 juillet, qu'après consultations entre les dirigeants des cinq pays membres de l'Union du Maghreb arabe (UMA), « il a été convenu que le royaume du Maroc assure, en la personne du roi Hassan II, la présidence de l'actuelle session de l'UMA qui commence le 7 juillet et s'achève le 31 décembre, la présidence de la prochaine session devant être assurée par la Mauritanie ». Le communiqué ne donne pas d'explication à cette décision.

L'annonce que la Mauritanie cédait son tour d'assurer la présidence de l'UMA s'explique par la situation intérieure de ce pays. Le processus de démocratisation engagé par le régime militaire de Nounkchost a provoqué des troubles et doit être marqué, le 12 juillet, par l'organisation d'un référendum constitutionnel. Mais, de son côté, le Maroc doit se consacrer, dans les mois à venir, à la préparation d'un référendum d'autodétermination au Sahara occidental. Il paraît donc douteux qu'un sommet de l'UMA (Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie) puisse se réunir prochainement. (AFP)

MADAGASCAR

L'appel à la grève a été massivement suivi

Le mot d'ordre de grève de quarante-huit heures lancé par l'opposition a été massivement suivi, jeudi 4 juillet. Le mouvement a gagné l'ensemble du secteur des transports publics, paralysant presque totalement l'Antananarivo. Air Madagascar avait annulé tous ses vols. Les dockers de Toamasina, principal port du pays, ont aussi cessé le travail. Des milliers de fonctionnaires ont manifesté dans les rues de la capitale pour soutenir l'opposition, en discussion avec le Mouvement militant pour le socialisme malgache (MMSM), qui rassemble les partis de la majorité présidentielle.

« Nous sommes favorables au dialogue entre toutes les parties y compris avec le MMSM », a expliqué, à Paris, le porte-parole du « gouvernement provisoire », récemment formé par l'opposition, M. Aubert Rabenoro. « Mais nous maintenons notre préférence, à savoir la démission du président Ratsiraka, qui s'est disqualifié en refusant la tenue d'une conférence nationale ». Selon lui, « il ne faut pas que le pouvoir en place compte sur un essoufflement du mouvement ».

quinze ans, vingt-sept Sahraouis ont été libérés au cours des deux dernières semaines, vient d'annoncer Amnesty International. Empri-sonnés à Qat' al-M'gouna ou à Lazoune, ces Sahraouis, que le Maroc avait toujours nié détenir, se sont plaints de leurs conditions de détention. (AFP)

RECTIFICATION.-A Djibouti, M. Ismail Omar Guelleh est chef de cabinet du président de la République et non pas ministre de l'intérieur, comme nous l'avons écrit par erreur dans le Monde du 3 juillet. Le portefeuille de l'intérieur a été confié à M. Ahmed Boulaleh Barreh.

PROCHE-ORIENT

LIBAN : fin de la bataille de Saïda

Le gouvernement de Beyrouth a imposé ses conditions aux Palestiniens

Après quelques échanges de tirs au cours de la nuit, l'armée libanaise a occupé, dans la matinée de vendredi 5 juillet, la dernière position palestinienne à l'est de Saïda. Les combattants de l'OLP s'étaient retrés quelques heures auparavant vers les camps de réfugiés de la région, conformément aux dispositions que le gouvernement de Beyrouth a imposées à la centrale palestinienne, jeudi, à la suite de brèves discussions.

BEYROUTH

de notre correspondant

Les Palestiniens se sont pliés aux conditions de l'Etat libanais. Ils ont admis d'avoir à se retirer

dans leurs deux camps près de Saïda et d'y regrouper leurs armes en attendant de les remettre à l'armée ou de les évacuer à l'étranger, avant le 30 septembre ; théoriquement ils pourraient aussi les entreposer ailleurs au Liban, dans des camps du Nord ou de la Bekaa, dans les zones où l'autorité de l'Etat n'a pas encore été restaurée. L'OLP, à la suite d'une réunion de son comité exécutif à Tunis, a donc finalement notifié au gouvernement libanais son agrément.

Jeudi, à l'issue d'une quatrième journée de combats au cours de laquelle cependant les affrontements avaient fait place à de simples escarmouches, et alors qu'il ne restait à l'armée libanaise que deux positions à enlever, un des membres du Comité ministériel libanais, M. Abdallah El Amine, annonçait qu'il avait été décidé de

poursuivre pacifiquement le déploiement de l'armée, conformément au plan du gouvernement, de manière à écarter tout conflit et à normaliser les relations libano-palestiniennes.

Armes inutilisées

Son interlocuteur palestinien, M. Ziad Wehbe, pour sa part, parlait d'« accord », mais, à Beyrouth, on évite d'employer ce mot pour signifier qu'il n'y avait pas matière à discussion. « Nous avons accepté le déploiement, et il n'y a aucun problème entre nous et l'armée », a-t-il souligné. Nos armes seront rassemblées et placées sous la tutelle de l'armée, en attendant d'être transportées hors de la région afin de faciliter la tâche de la troupe et d'éviter tout prétexte à

l'ennemi israélien (...) Les camps sont en sécurité. Nous sommes rassurés par le rôle national de l'armée. Nous avons des garanties de la part de nos amis au sein de l'Etat et dans les autres régions libanaises ».

Quels que soient les termes utilisés par le représentant palestinien, il apparaît que l'OLP a cédé aux exigences du gouvernement de Beyrouth, sans obtenir d'autre contrepartie qu'une promesse de voir assurés les droits civils et sociaux des Palestiniens vivant au Liban. Des permis de travail leur seront délivrés. Mais la centrale palestinienne n'a pas obtenu l'ouverture d'un véritable dialogue sur le plan politique - et encore moins « militaire ». A propos de la capacité de l'armée libanaise à assurer la protection des Palestiniens vis-à-vis des Israéliens, le

ministre de la défense, M. Michel Murr, a fait valoir qu'en tout état de cause les armes palestiniennes n'étaient guère utiles et que si c'était l'armée libanaise qui était agressée, et non plus des combattants palestiniens, l'Etat libanais pourrait au moins se prévaloir du droit international.

La bataille de Saïda, qui constitue un tournant dans les rapports libano-palestiniens, aura fait quarante-cinq morts et cent soixante blessés ; cent quarante et un prisonniers aux mains de l'armée devraient être traduits devant les tribunaux libanais, alors que les Palestiniens étaient « intouchables » autrefois.

LUCIEN GEORGE

IRAK : pour la première fois

Rencontre entre les chefs de l'opposition kurde et l'état-major des alliés

L'état-major des forces alliées basées dans le nord de l'Irak a rencontré, mercredi 3 juillet, pour la première fois, les chefs du Front du Kurdistan pour discuter « de l'avenir de la zone de sécurité » dans cette région, a-t-on appris de source militaire américaine à Zakho. Le commandant du contingent américain, le général américain John Shalikashvili, accompagné des chefs des contingents britannique, français et italien s'est entretenu à Al-Amadiyah (à l'est de Zakho) avec les principaux dirigeants kurdes, MM. Massoud Barzani et Jalal Talabani, chefs du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) et de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), ainsi qu'avec les leaders des six autres partis qui forment le Front du Kurdistan.

Selon le porte-parole, les deux parties ont évoqué l'éventualité du maintien d'une « force militaire résiduelle » pour assurer la protection des Kurdes d'Irak. Elles ont, en outre, exprimé leur « satisfaction de la coopération » qui existe actuellement entre elles. Le projet d'installation en Turquie d'une force de « réaction » rapide en remplacement de celle déployée dans la « zone de sécurité » a fait

l'objet de demandes adressées par les alliés à la Turquie, il y a environ deux semaines. Ankara se contente toujours de déclarer que ces propositions sont « actuellement à l'étude ».

Négociations avec Bagdad

La réunion de mercredi intervient alors que les chefs kurdes se préparent à reprendre les négociations avec le gouvernement de Bagdad en vue d'un accord sur l'autonomie du Kurdistan. Un premier projet d'accord a récemment été rejeté par une partie de l'opposition kurde (le Monde du 2 juillet).

Par ailleurs, le Parlement irakien a adopté, jeudi, une loi sur le multipartisme qui autorise l'existence de formations d'opposition tout en les maintenant dans un carcan. Ainsi, notamment, seul le parti Baas (au pouvoir) aura le droit d'avoir des activités au sein de l'armée et des forces de sécurité. La loi, votée à l'unanimité, stipule également que les nouveaux partis politiques doivent

défendre la souveraineté et l'unité de l'Irak et « être fiers » du bilan de la révolution de 1968, qui a amené le Baas au pouvoir. Cette loi doit être maintenant ratifiée par le Conseil de commandement de la révolution, instance suprême du pouvoir. (AFP, Reuters)

EN BREF

ZAIRE : la Ligne des droits de l'homme dénonce la violence policière. - Le président de la Ligue zairoise des droits de l'homme, M. Bwana Kabue, a dénoncé, jeudi 4 juillet, « la violence policière contre les militants de certaines partis politiques et contre les étudiants ». Il a accusé le président Mobutu de « manipuler » le processus de démocratisation en cours et s'est inquiété de la violence de l'armée, qui a renforcé ses moyens en faisant notamment appel à des « mercenaires sud-africains ». (AFP)

MAROC : libération de vingt-sept prisonniers sahraouis. - Détenus au secret, certains depuis

M. Arafat se déclare « à peu près satisfait »

TUNIS

de notre correspondant

M. Yasser Arafat est bien obligé de faire contre mauvaise fortune bon cœur. Rencontre, jeudi 4 juillet, quelques journalistes dans l'un de ses bureaux à Tunis, il a tenu à se montrer satisfait de l'accord libano-palestinien intervenu quelques heures plus tôt. Cet accord, a déclaré M. Arafat, « satisfait à peu près » les deux parties et, d'ailleurs, « l'OLP avait décidé depuis plusieurs mois de faciliter le déploiement de l'armée libanaise puisqu'il est normal que le gouvernement de Beyrouth contrôle son territoire ».

Le président de l'OLP est passé vite sur les affrontements de ces derniers jours : « Nous ne les avons pas recherchés mais au contraire tenté de les éviter ». De même n'a-t-il pas commenté les dispositions relatives au désarmement des Palestiniens, qui doivent remettre leurs armes lourdes alors qu'initialement ils demandaient à les conserver. « La présence militaire palestinienne sera désormais à l'intérieur des camps », s'est-il borné à souligner. En revanche, M. Arafat s'est montré très satisfait des facilités de travail qui seront désormais accordées à la communauté palestinienne au Liban. « C'est un signe très positif », a-t-il dit.

Mais pour que « la souveraineté libanaise soit conforme à la légitimité », se pose le problème de l'application de la résolution 425 des Nations unies sur le retrait israélien du sud du Liban, a fait observer le chef de l'OLP. « La balle est donc maintenant dans le camp israélien », a-t-il ajouté. D'ailleurs, le gouvernement de Beyrouth a reçu des assurances que lorsque l'armée libanaise étendra sa présence au sud, les Etats-Unis feront pression pour que les Israéliens se retirent à leur tour. M. Arafat a rencontré les journalistes après s'être entretenu pour la seconde fois en moins d'une semaine avec le pacifiste israélien M. Abbie Nathan, « un homme qui, comme nous, a beaucoup souffert et avec qui j'ai promis de travailler ainsi qu'avec tous les honnêtes gens en Israël pour la paix ».

Affirmant que c'est « avec fierté » qu'il se retrouvera en prison, à son retour en Israël, pour avoir rencontré le président de l'OLP (il a déjà été incarcéré pour cette raison), M. Nathan a estimé que « lorsque Israël voudra la paix, celle-ci sera rapidement réalisée si l'on parle avec Yasser Arafat ». Selon lui, 70 % des Israéliens « veulent vivre en paix avec leurs voisins, [qui] sont en premier lieu les Palestiniens ».

MICHEL DEURÉ

مجلس الشعب

Pour « inverser le mouvement » de l'immigration

M. Pasqua propose des quotas d'étrangers par nationalité et par profession

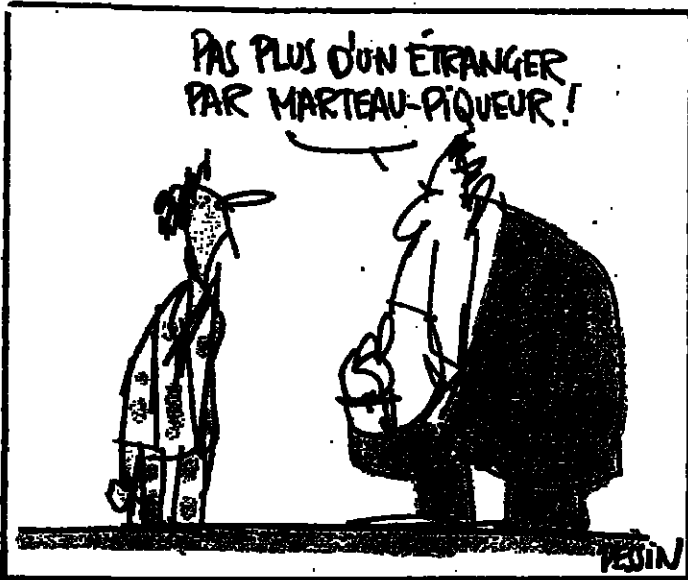
M. Charles Pasqua, président du groupe RPR du Sénat, a présenté, jeudi 4 juillet, quatre propositions de loi relatives à l'immigration.

M. Pasqua a tiré les leçons des « événements graves qui se sont produits dans certaines banlieues ». « Tous les jours, assure-t-il, il existe un risque supplémentaire de voir la cohésion sociale de notre pays voler en éclats à la suite de la radicalisation de l'opinion publique » sur les questions liées à l'immigration, dont il convient, ajoute-t-il, « d'inverser le mouvement ».

Pour tenter de rattraper le « temps perdu, depuis 1988, à force d'irrésolution et d'hésitation », M. Pasqua a écrit au premier ministre, M. Edith Cresson, mercredi 3 juillet, afin de lui demander de prendre des mesures d'ordre réglementaire « susceptibles de remédier à cette crise ». Parmi les suggestions du sénateur des Hauts-de-Seine figurent notamment la création d'un office de l'immigration, ainsi que la création d'un corps d'officiers de l'immigration qui seraient les seuls habilités dans les consulats, à accorder des visas, et qui auraient également pour mission, en relation avec les autorités locales, à lutter contre « les circuits de la clandestinité ».

Le président du groupe RPR du Sénat a également présenté, jeudi 4 juillet, quatre propositions de loi qui ont pour objectif un encadrement strict de l'immigration et de ses sources.

M. Pasqua propose ainsi une réforme du droit d'asile, pour stopper l'afflux de réfugiés économiques, qui comprend le refus du bénéfice de l'asile à tout étranger ayant transité ou séjourné sur le territoire d'un pays où sont respectés les droits de l'homme, et la fin « des privilèges dont bénéficie le demandeur d'asile », par ailleurs assigné à résidence jusqu'à ce qu'il ait été statué sur sa demande et qui serait placé, de fait, dans l'impossibilité d'exercer une profes-



sion. Pour pallier les carences de l'Etat, M. Pasqua est aussi favorable à l'accroissement des pouvoirs des responsables des collectivités locales, et particulièrement de ceux des maires. Les deux dernières propositions de loi ont pour objectif d'une part la réforme du regroupement familial, pour éviter « l'installation dans les communes d'importantes communautés d'immigrés sans que les responsables locaux aient été consultés », et d'autre part l'organisation du certificat d'hébergement par les communes.

Le président du groupe RPR,

qui assure que « prétendre que la France n'a pas besoin d'immigrants est un non-sens » et que « selon les périodes, notre pays doit pouvoir faire appel à des non-nationaux susceptibles d'occuper des emplois non pourvus », est enfin favorable à une politique de l'immigration « décidée et non plus subie ou imposée ». M. Pasqua, inspiré de l'exemple des Etats-Unis, propose donc la mise en œuvre d'une politique, contrôlée par le Parlement, de quotas « par nationalité et par profession » des étrangers « admissibles » sur le territoire national.

M. Le Pen et la « logique de guerre ». La situation d'« envahissement probable de nos territoires par des foules étrangères pourrait déboucher sur une logique de guerre », a déclaré, jeudi 4 juillet, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, qui participait, à Londres, à une réunion de travail du groupe technique des

Droites européennes du Parlement de Strasbourg. M. Le Pen a ajouté que les problèmes pourraient être si graves qu'ils « justifiaient le recours aux forces armées ». La visite du dirigeant d'extrême droite à Londres a provoqué de vives réactions chez certains membres du Parti travailliste qui ont demandé son expulsion.

En Seine-Maritime

Trois membres du PCF condamnés pour fraude électorale

ROUEN

de notre correspondant

Le tribunal correctionnel de Rouen (Seine-Maritime) a condamné, jeudi 4 juillet, à des peines de prison avec sursis et cinq ans de privation de droits civiques trois militants du PCF responsables de bureaux de vote au Petit-Quevilly pour des fraudes électorales commises lors du scrutin cantonal de septembre 1988. M. Monique Léger, conseillère municipale du Petit-Quevilly, secrétaire fédérale du PCF de Seine-Maritime, a été condamnée à six mois de prison avec sursis, M. Josiane Saunier et Annie Lhommet à trois mois de la même peine. Le tribunal a en outre prononcé contre ces trois personnes cinq années de privation de droits civiques, 1 500 F d'amende et 1 F de dommages-intérêts accordé au maire du Petit-Quevilly, partie civile.

Le conseil régional de Rhône-Alpes adopte le plan sur l'autonomie des lycées

LYON

de notre bureau régional

La majorité (UDF-RPR non-inscrits) du conseil régional de Rhône-Alpes a adopté, jeudi 4 juillet, le « plan pour les lycées » proposé par son président (UDF-PR), M. Charles Millon. Ce vote conclut une opération, intitulée « Permis de réussir », lancée en avril dernier. Elle a fait l'objet d'une très large campagne publicitaire auprès des Rhônalpins, et d'un référendum auquel étaient conviés les quarante-deux mille élus de la région : 26,74 % d'entre eux y avaient participé (le Monde du 25 juin).

Si le Parti communiste a toujours maintenu son opposition à ce plan, qui vise à l'autonomie des lycées, tout comme le Front national s'est cantonné dans l'abstention, l'attitude du Parti socialiste a sensible-

ment évolué. Il a d'abord dénoncé la « dangereuse mascarade » de l'initiative de M. Millon. Mais celui-ci s'est appuyé sur les déclarations du président de la République et du premier ministre, appelant à la mobilisation pour la formation en alternance, luss de son « Permis de réussir », et il avait obtenu une audience auprès de M. Edith Cresson, fixée à la veille de la session du conseil régional.

La rencontre, qui pouvait cautionner la démarche de M. Millon, a été reportée. Jeudi, en ouverture de la session, le préfet de région a déclaré que le gouvernement prenait acte des propositions. Les socialistes ont déposé des amendements qui ont été retenus par l'exécutif. Finalement, ils ont voté certaines dispositions du texte, et se sont abstenus sur d'autres.

BRUNO CAUSSE

Nouveaux incidents à Avignon

Le mouvement des enfants d'anciens harkis touche dix-huit départements

Les manifestations de mécontentement organisées par les enfants d'anciens harkis s'étendaient, jeudi soir 4 juillet, à dix-huit départements. La tension restait particulièrement forte à Avignon (Vaucluse), où une centaine de jeunes gens ont dressé un barrage auquel ils ont mis le feu, vers 22 h 30, sur une

rocade, après une entrevue décevante de leurs délégués avec le maire socialiste.

A Saint-Laurent-des-Arbres (Gard), le maire « divers droite » a adressé au ministre de l'Intérieur un télégramme jugeant « urgent d'arrêter l'occupation par les fils de harkis de la RN 580 ».

Un peu moins seuls à Saint-Laurent-des-Arbres

BAGNOLS-SUR-CÈZE

correspondance

La situation était toujours bloquée, vendredi matin 5 juillet, à Saint-Laurent-des-Arbres, soixante-douze heures après la mise en place d'un barrage à un important carrefour de la RN 580, reliant Bagnols-sur-Cèze à Avignon. Les élus de la majorité du conseil municipal envisageaient de barrer en signe de protestation l'autoroute A9 ou la voie ferrée Lyon-Nîmes.

Cela fait pourtant vingt-neuf ans que cette bourgade cossue de mille six cent quatre-vingt-quatre habitants vit avec ses familles d'anciens harkis. Pour elles, cela fait vingt-neuf ans de solitude.

En 1962, quand les harkis débarquent d'Algérie, on les installe en pleine nature, à égale distance (3 kilomètres) du centre de Saint-Laurent et de la commune de Laudun. Dans un ancien camp militaire, celui du 7^e génie d'Avignon, transformé en centre d'internement des membres de l'OAS. Les miradors sont encore en place. « On nous a parqués dans des camps entourés de barbelés, dans des

baïsses en contreplaque, loin des villes, sans doute afin que notre « arabitude » ne contaminât pas la population », écrit Abdelkader Aïnine, le président de Trait d'union harkis.

A partir de 1975, les enfants de ces familles commencent à « bouger » et en 1978 l'une des premières associations de rapatriés de confession islamique, conduite par Abdoumed Laradji, organise une prise d'otage en séquestrant à la mairie de Saint-Laurent-des-Arbres le directeur du camp, le commandant Langlet. Il faut que les gendarmes d'élite du CIGN s'approprient à donner l'assaut pour qu'il soit libéré et que le gouvernement giscardien annonce un « plan » en faveur de la communauté. Quatre mois plus tard, ce sont quatre ouvriers algériens salariés chez Pechiney, dans une usine des environs, qui sont pris en otages, mais les enfants des anciens harkis n'obtiennent rien de concret des autorités.

Aujourd'hui, le camp est fermé, la communauté a été relogée à proximité, mais elle reste marginalisée : 80 % des jeunes sont au chômage. Quand Abdelkader Aïnine, titulaire d'une maîtrise de

biologie obtenue à l'université de Montpellier, va offrir ses services au centre de recherches de Marcoule, on lui répond : « Laissez votre adresse, on vous écrit... »

En juillet 1989, un déviant abat d'un coup de fusil Aïssa Badaine. Ses compagnons barrent la RN 580 pour la première fois. Le gouvernement rocardien annonce un « plan d'intégration ». Deux ans plus tard, du 7 au 12 juin dernier, les jeunes de la troisième génération occupent à leur tour la mairie. Leur chef est un agent forestier de Salon-de-Provence, Hocène Arfi. C'est lui qui vient de revenir à Saint-Laurent, après les incidents de Narbonne, en compagnie d'un petit groupe de jeunes très déterminés. Il ne fait pas l'unanimité parmi les siens, mais la plupart des familles d'anciens harkis n'hésiteront pas à le rejoindre si les forces de l'ordre interviennent brutalement. Même s'ils barrent une chaussée désespérément vide à cause des déviations organisées par la gendarmerie, les enfants de harkis de Saint-Laurent, depuis quelques jours, se sentent peut-être, pour la première fois, un peu moins seuls.

A. B.

Anomalies dans la gestion d'une association paramunicipale

Perquisition à la mairie de Grenoble

GRENOBLE

correspondance

Agissant sur commission rogatoire délivrée par M. Charles Clero-Renaud, juge d'instruction au parquet de Grenoble, des inspecteurs de la section financière de la police judiciaire de Grenoble ont procédé, jeudi 4 juillet, à une perquisition à l'hôtel de ville de Grenoble. Deux personnes appartenant aux services administratifs de la mairie, ont été placées en garde à vue.

Cette intervention judiciaire s'inscrit dans le cadre de l'information ouverte à la suite de la plainte contre X déposée, en avril dernier, par M. François Parameille, adjoint au maire de Grenoble, actuellement chargé du logement. Présidente d'une association paramunicipale, créée en 1974 sous l'ancienne municipalité, initialement pour gérer l'animation au bénéfice des personnes âgées, M. Parameille avait déposé cette plainte « par précaution », après avoir découvert de « petits dysfonctionnements ». Un compte, sur lequel auraient transité des fonds de l'ordre de 1,85 million de francs, destinés à alimenter des journaux de quartier, aurait notamment été ouvert sans son accord.

Vendredi 5 juillet, M. Jean-Pierre Saul Guibert, adjoint au maire, a affirmé que « certaines personnes essayaient de régler des comptes avec le maire, M. Alain Carignon » (en congé du RPR), cherchant à donner une suite judiciaire à une affaire qui aurait pu connaître un règlement administratif. Selon ses dires, trois jours avant la perquisition, la ville aurait en effet été officiellement informée du projet de notification, par la cour régionale des comptes, d'une demande de régularisation et d'approbation de l'ensemble des comptes de l'association.

N. C.

ISTH ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PRÉPAS

• HEC • ESCP • ESCAE

Entretien individuel d'admission • Stages intensifs

SUCCÈS CONFIRMÉS

Centre Auteuil 42 24 10 72

PLUS QU'UN INSTITUT, UNE INSTITUTION

M. Pons s'indigne des propos du premier ministre contre les députés

Le président du groupe RPR de l'Assemblée nationale, M. Bernard Pons, n'a pas apprécié les propos de M. Edith Cresson sur les députés, relatés dans un entretien publié dans l'hebdomadaire Paris-Match (le Monde du 5 juillet). Le premier ministre avait déclaré : « J'ai parfois envie d'éclater de rire quand je vois ces messieurs, après un déjeuner probablement trop copieux, se mettre à hurler et, pour certains, à dormir. Ils donnent une très mauvaise image de la politique ».

Dans une lettre adressée, jeudi 4 juillet, au président de l'Assemblée nationale, M. Pons lui demande de rappeler le premier ministre à « une attitude plus responsable » à l'égard des députés et à une « meilleure maîtrise de [ses] assertions ».

M. Pierre Mazeaud (RPR, Haute-Savoie), l'un des membres les plus assidus de l'Assemblée nationale, s'est emporté, jeudi soir, en séance, contre de tels propos, qui, « dans la bouche de Madame le premier ministre, sont tout à fait scandaleux » et témoignent, selon lui, « d'un mépris du gouvernement à l'égard du Parlement ».

□ Economies budgétaires. — Aucune motion de censure n'ayant été déposée sur le projet de loi portant diverses dispositions d'ordre économique et financier, pour lequel le premier ministre avait engagé la responsabilité de son gouvernement, ce texte a été considéré comme adopté, de façon définitive, jeudi 4 juillet, par l'Assemblée nationale.

Exclu du groupe centriste

M. Vignoble est « trop miterrandiste pour être socialiste »

LILLE

de notre correspondant

« Gérard Vignoble s'est, par son vote, délibérément placé en dehors de l'UDC ». Ce constat, établi mercredi 3 juillet par M. Pierre Méhaignerie, président du groupe UDC de l'Assemblée nationale, après le vote par ce député du Nord de la loi sur la réforme hospitalière, renvoie comme en écho à un autre, dressé celui-là par les anciens amis socialistes de l'intéressé : « Gérard Vignoble s'est mis lui-même en dehors des socialistes ». C'était en 1988, à la veille des élections législatives.

Le maire de Wasquehal, qui avait emporté cette mairie en 1977 à la faveur d'une triangulaire, avait décidé de se présenter aux législatives sans l'aval de sa formation, le Parti socialiste, et même contre le candidat officiel investi, M. Alain Faugard, maire de Wattrelos, dont il avait été le suppléant en 1981. Il entendait ainsi jouer la partition de l'ouverture à l'inverse, comme il l'expliquait alors en prenant comme suppléant un élu centriste, enfant de Roubaix, M. Michel Baudry. Ce « ticket d'ouverture » était le bon puisque M. Vignoble fut élu avec 57,53 % des voix. Celui qui se présente comme « trop miterrandiste pour être socialiste » s'apparente au groupe de l'Union du centre, puis un an plus tard, en juin 1989, il adhéra au CDS.

M. Vignoble avait été exclu une première fois du Parti socialiste, en 1984, pour avoir enfreint la discipline de groupe dans un vote sur le métro de la Communauté urbaine de Lille, et il ne cachait pas son opposition hargneuse vis-à-vis du « système Mauroy ». Il est resté

dans les rangs centristes quand M. Bruno Durieux, lui-même centriste, est entré, en octobre 1990, au gouvernement. Il apporte son soutien au ministre de la santé et ce n'est sans doute pas un hasard s'il se retrouve une nouvelle fois, à propos de la réforme hospitalière, en marge.

« Oui, explique-t-il dans un entretien accordé à Nord-Eclair, j'ai enfreint la discipline de groupe. Mais je reste dans la ligne de l'UDC. Je le rappelle, j'ai voté la motion de censure contre le gouvernement. Je ne comprends pas cette mesure d'avertissement. J'ai quitté un parti autoritaire (le PS) et je pensais que l'UDC avait une vocation à mieux comprendre les réalités ».

Double transfuge, M. Vignoble ? Non, assure-t-il : « Il y en a marre de voir des gens qui sont forcément contre quand ils sont dans l'opposition, et forcément pour quand ils sont dans la majorité. Les Français attendent des réponses constructives. Pour ma part, je ne serai pas systématiquement contre parce que c'est le gouvernement Cresson. Je continue à suivre une ligne d'ouverture, même si c'est parfois compliqué ».

JEAN-RENÉ LORE

□ Rectificatif. — Dans notre article sur l'exclusion de MM. Vignoble et Jegou du groupe centriste (le Monde du 5 juillet), deux erreurs malencontreuses nous ont fait écrire que le projet de réforme hospitalière avait été adopté « mercredi 3 juin par le groupe socialiste ». Il faut lire évidemment : mercredi 3 juillet par l'Assemblée nationale. Et c'est bien le 3 juillet, non le 3 avril, comme il était écrit quelques lignes plus loin, que les députés socialistes ont salué ce résultat.

POLITIQUE

Les sondages défavorables et la préparation du congrès extraordinaire du PS

Baisse de popularité confirmée pour M^{me} Cresson et M. Mitterrand

L'alerte a été donnée la semaine dernière par BVA : la popularité de M^{me} Edith Cresson est en chute libre et elle entraîne à la baisse celle de M. François Mitterrand. Une nouvelle vague de sondages confirme cette évolution. D'après une enquête de la SOFRES, réalisée du 22 au 25 juin auprès de mille personnes et publiée dans le *Figaro Magazine* du 5 juillet, le pourcentage des Français faisant « tout à fait confiance » ou « plutôt confiance » au premier ministre chute de onze points par rapport au mois précédent, pendant que celui des Français qui ne lui font pas confiance augmente de quinze points. Pour le président de la République, ces chiffres sont respectivement de moins six et de plus cinq.

Le résultat est particulièrement inquiétant pour M^{me} Cresson, puisque moins de deux mois après son arrivée à Matignon il y a plus de Français qui ne lui font pas confiance (50 %) que de Français à lui faire confiance (38 %). M. Laurent Fabius, lui, avait pu

attendre dix-huit mois après sa nomination pour se trouver dans une situation comparable, et Michel Rocard ne l'a jamais connue.

Cela se répercute sur la cote de M. Mitterrand, qui obtient autant d'opinions favorables que d'opinions défavorables (48 %). C'est la première fois depuis mars 1986 qu'il n'y a pas plus de Français à lui accorder leur confiance qu'à lui la refuser.

Alors que cette enquête a été réalisée après les déclarations de M. Jacques Chirac sur « le bruit et l'odeur » provoquées par certains étrangers, 44 % des personnes interrogées souhaitent voir jouer au président du RPR « un rôle important au cours des mois et des années à venir ». En gagnant cinq points, il s'installe en haut de l'échelle des personnalités de droite, juste derrière M^{me} Simone Veil, qui perd cinq points, tandis que, parmi les personnalités de gauche, M. Jack Lang, dont la cote reste stationnaire, est désormais en tête devant M. Jacques Delors, en chute de quatre points.

Les élections régionales

Huit membres du comité central du FN seront têtes de liste en Ile-de-France

Huit membres du comité central du Front national, dont cinq dirigeants appartenant au bureau politique, conduiront les listes présentées par le parti d'extrême droite dans chacun des huit départements d'Ile-de-France aux élections régionales de mars 1992. La commission des investitures s'est réunie une nouvelle fois, lundi 1er juillet à Paris, pour la désignation des têtes de liste qui, à quelques exceptions près, est maintenant achevée (le Monde du 29 mai).

A Paris, M. Serge Martinez, président-directeur général de l'hebdomadaire *Minute-La France*, coopté au comité central par M. Jean-Marie Le Pen, sera tête de liste. Ce choix confirme le « parachutage » du président du Front national dans les Alpes-Maritimes.

Dans les trois départements de la couronne immédiate de Paris, les listes seront conduites par M. Jean-Yves Le Gallou, président du groupe du Front national au conseil régional, conseiller municipal de Colombes, membre du bureau politique, dans les Hauts-de-Seine; par M. Roger Holeindre,

conseiller municipal de Sevran, président du Cercle national des combattants, membre du BP, en Seine-Saint-Denis; et par M. Jean-Pierre Schenard, conseiller municipal de Chennay, membre du bureau politique, dans le Val-de-Marne.

En Seine-et-Marne, la liste sera confiée à M. Jean-François Jalkh, conseiller municipal de Melun, membre du bureau politique; et dans l'Eure-et-Loire à M. Michel de Rostolan, conseiller municipal de Saint-Gervais-les-Bains, président du Cercle Renaissance qui anime le comité de soutien présidentiel de M. Le Pen. M^{me} Martine Lehideux, députée européenne, membre du BP, présidente du Cercle national des femmes d'Europe et candidate malheureuse à Chatou aux municipales de 1989, devrait conduire la liste dans les Yvelines, tandis que M^{me} Yves de Coingouren, élu au comité central au dernier congrès (Nice, 1990), dirigera celle du Val-d'Oise, où un nouveau secrétaire départemental, M. Jean-Michel Dubois, conseiller régional et membre du comité central, vient d'être nommé.

O. B.

Démission d'un conseiller général Front national de Marseille

MARSEILLE

de notre correspondant régional

M. Jean Roussel, conseiller général (FN) du deuxième canton de Marseille, a démissionné de son mandat, mercredi 3 juillet, pour protester contre le fait que la majorité socialiste-communiste du conseil général des Bouches-du-Rhône refuse de le désigner comme député dans les conseils d'administration des collèges de son canton. M. Roussel, élu en 1985, avait d'abord siégé, sans problème, dans ces conseils pendant trois ans. Mais lors d'un vote, le 10 octobre 1988, un élu socialiste avait été désigné à sa place. Il avait alors déposé un recours devant le tribunal administratif qui, le 20 mars 1990, avait annulé la délibération du conseil

général en estimant qu'elle constituait une « discrimination fondée exclusivement sur des motifs politiques ». Il l'avait déclaré contraire à l'article 6 de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen ainsi qu'au préambule de la Constitution de 1958.

Le conseil général avait alors adopté une nouvelle délibération pour renouveler l'ensemble de ses députés à partir d'une liste bloquée dont M. Roussel ainsi qu'un nouvel élu FN du canton de Salon-de-Provence, M. Philippe Adam, avaient été écartés. Saisi, une nouvelle fois, le tribunal administratif avait encore abondé, en mars dernier, dans le sens du conseiller général FN sans que la majorité de l'assemblée départementale modifie sa position.

GUY PORTE

Après la relaxe de M. Le Pen sur « Durafour crématore »

Le parquet général de Versailles se pourvoit en cassation

Le parquet général de Versailles s'est pourvu en cassation, jeudi 4 juillet, contre l'arrêt de relaxe rendu, mardi, au bénéfice de M. Jean-Marie Le Pen, à propos du jeu de mots « Durafour crématore » fait par le président du Front national (le Monde du 4 juillet). La cour d'appel de Versailles avait estimé qu'il convenait d'analyser cette expression comme « un calembour proféré en période prélectorale contre un adversaire politique qui n'avait pas caché sa volonté d'éliminer un parti opposant, en l'espèce le FN ». Cette « formule » avait été utilisée par

M. Le Pen à l'université d'été de son parti au cap d'Agde (Hérault) en septembre 1988.

Pour la cour, « l'expression incriminée », utilisée « en fin de repas », ne pouvait donner à penser à l'auto-dénigrement que M. Durafour, ministre de la fonction publique à l'époque, pouvait « la ressentir comme une atteinte liée à l'évocation de crimes nazis ». En première instance, M. Le Pen, qui était poursuivi pour « injure publique envers un ministre », avait été condamné à 10 000 F d'amende par le tribunal de Nanterre, le 7 mars.

Vivre avec ses ambiguïtés

Suite de la première page

Le 30 juin encore, au « Grand Jury RTL-le Monde », le président du groupe RPR du Sénat mettait en garde contre tout ce qui pourrait encourager des affrontements nationaux, aussi il est naturel que M^{me} Cresson cherche à souligner cette différence et à en tirer bénéfice.

Au-delà de cette préoccupation tactique, cependant, la réaction de M^{me} Cresson va dans le sens des réflexions de certains socialistes, qui se demandent si, face à la progression des comportements xénophobes encouragés par le Front national, le moment ne viendra pas où la gauche devra chercher des alliés à droite pour défendre les principes élémentaires de la morale publique. Les points gagnés par M. Chirac, dans les sondages, à la suite de ses propos sur les immigrés, montrent que le danger est réel et que son évocation n'est pas simplement un artifice électoral destiné à redorer le blason de la gauche.

Au sein du PS, toutefois, si personne ne doute de la nécessité de combattre l'extrême droite et la diffusion de ses thèmes, l'accord est loin de se faire sur la méthode à suivre. Entre ceux qui dénoncent le « national-populisme » de M. Jean-Marie Le Pen et ceux qui le qualifient de « fasciste », entre ceux qui pensent qu'il faut lutter contre le nationalisme et ceux qui veulent le reprendre à leur compte; entre ceux qui demandent toujours la priorité à l'intégration et ceux qui se laissent tenter par l'exception; le choix d'une stratégie reste à faire. Le moindre risque n'est pas de voir l'em-

porter, dans les mois qui viennent, le parti du « dédain », qui consisterait à offrir en pâture aux électeurs sous influence léniniste un châtiment d'immigrés illégaux.

Le Parti socialiste, désorienté, a besoin de mettre de l'ordre dans ses idées. M. Pierre Mauroy ne dit pas autre chose depuis trois ans que, premier secrétaire, il propose, sous diverses formes, un congrès idéologique. Cette fois, il le tient. Quelque nom que le comité directeur, qui se réunit samedi 6 et dimanche 7 juillet, décide finalement de donner à l'instance qui sera convoquée pour la fin de cette année, les socialistes vont être invités à réfléchir et à discuter, à l'automne, de leur conception de la société française et des perspectives qu'ils lui proposent.

Les sujets de conflit évacués

Bon gré, mal gré, tous les dirigeants du parti en sont venus à admettre qu'il n'y avait rien de mieux à faire pour ramener vers lui l'intérêt des électeurs, supposés depuis il conserve une cote de sympathie positive. Aussi, chacun d'eux, à présent, une réunion du comité directeur du genre « baba cool », les sujets de conflit étant soigneusement évacués pour laisser place à l'impression d'unité et de sérénité que les responsables entendent laisser au terme de ces deux jours.

Même M. Jean Poperen, pourtant assis assise de remarques acerbes sur l'action du premier secrétaire et de prédictions alarmistes sur l'état du

parti - le ministre des relations avec le Parlement n'écrit pas, il y a peu, l'hypothèse de l'« éclatement » du PS - se déclare, dans un entretien publié jeudi 4 juillet par le *Progrès de Lyon*, « en accord avec le compromis qui paraît se dessiner sur la date du congrès » et croit pouvoir espérer des « décisions sages » du comité directeur.

Autant dire que M. André Laignel, jospiniste parfois considéré comme un candidat possible au poste de premier secrétaire dans une configuration d'affrontement avec M. Laurent Fabius, est à contretemps lorsque, dans le *Nouvel Observateur* (daté 4-10 juillet), il évoque la constitution d'une majorité afin de « dissiper les ambiguïtés qui font, aujourd'hui, tant de mal au PS ». L'accord sur le congrès implique, au contraire, que le Parti socialiste vive avec ses ambiguïtés.

Les listes des élections régionales

A contretemps aussi, M. Jean-Luc Mélenchon, l'un des animateurs de la Nouvelle Ecole socialiste, ironise, dans son bulletin *A gauche*, sur « le lango du congrès, qui avance, puis qui recule ». « C'est l'air qu'avait pu jouer l'orchestre de Titanic, écrit le sénateur de l'Essonne, mais toute la gauche est à bord, et ça manque de canots de sauvetage. » M. Laignel et M. Mélenchon ont raison, néanmoins, sur un point : M. Mauroy aum réussi à harmoniser le jeu des différents courants du PS, mais il ne sera pas parvenu à les obliger à se redéfinir sur une stratégie à long terme.

Or, comme le montre un sondage fait par l'Institut CSA auprès de trois cents sympathisants du PS, les 14 et 15 juin, pour le magazine de M. Poperen *Vu de gauche*, qui en publie les résultats dans son deuxième numéro, les électeurs socialistes ont, majoritairement, un jugement négatif sur les courants, qui ne sont rien d'autre, pour 61 % d'entre eux, que des « écuries présidentielles », 30 %

seulement y voyant des « courants de pensée ». Cet état de fait ne détourne que 45 % des sympathisants de leur parti, mais 49 % d'entre eux prévoient que si ces affrontements prenaient trop d'importance, leur confiance dans le PS serait remise en cause.

Les courants seront priés de se monter discrets ce week-end. Alors que M. Jean-Claude Petitdemange, rocardien, membre du secrétariat national chargé des élections, devait rendre compte au comité directeur de la préparation des listes de candidats pour les élections régionales, cette question pourrait être, finalement, laissée de côté. M. Mauroy ne souhaitait pas qu'elle puisse « polluer » la réunion. Il est vrai que la ratification des listes incombe à une convention nationale, convoquée pour la fin septembre, mais leur constitution se heurte, dans plusieurs départements, à de sérieuses difficultés.

M. Petitdemange et son adjoint, M. Gérard Le Gall, jospiniste, estiment que ces difficultés sont moindres qu'en 1986, la proportionnelle des mandats au congrès de Rennes fournissant une règle commode de répartition des candidatures, mais les fabuleux affirmant que cette règle a plusieurs inconvénients, dont celui de minorer leur représentation parmi les candidats éligibles.

Les fédérations socialistes, sommées par la direction nationale de régler elles-mêmes les problèmes qui se présentent, vont disposer de trois suppléments pour s'y employer. Il leur est demandé, notamment, de mieux respecter le quota de candidats - 30 % - inscrit dans les statuts. Au terme de cette période, un marchandage national sera possible pour régler les cas en suspens. D'ici là, les courants sont invités à prendre des vacances.

PATRICK JARREAU

POINT DE VUE

Fracassons le franc !

par Julien Dray

La France ressemble à une scène de théâtre sur laquelle on continuerait à jouer un vieux classique, toujours le même. Depuis la nomination de M^{me} Cresson, seul le texte a changé. Le chœur chante « marchons, marchons ! » et fait du sur-place.

La France, dont le discours économique, se veut le plus dynamique, est certainement le pays où l'immobilisme est le plus grand. « Ce n'est pas notre faute », nous dit-on, voyez ailleurs... » « Ailleurs », c'est l'environnement international. Il est médiocre, c'est vrai. La France y est plus sensible que jamais depuis quelques années (cela explique bien des choses sur l'engagement dans la guerre du Golfe). Le ministère des finances nous explique sans se lasser que sa politique de désinflation compétitive est justement le seul moyen d'élargir nos marges de manœuvre.

Le conflit des mineurs de Carmaux

Les socialistes tarnais prennent leurs distances avec le gouvernement

ALBI

de notre correspondant

Dans le conflit des mineurs de la Découverte, à Carmaux, en lutte depuis une semaine contre la suppression de trois cent vingt-cinq emplois pour six cent neuf restant sur ce site, les élus socialistes locaux ont décidé de se « désolidariser des pouvoirs publics et de leur attitude ». Un communiqué coïné par la majorité du conseil général, les maires de Carmaux et Albi, le député de la circonscription et le premier secrétaire fédéral du PS, indique que « les élus socialistes ne peuvent en aucune façon (...) accepter que le gouvernement n'ait pas, dans le cadre des négociations engagées avec les syndicats, des solutions plus adaptées ».

La réaction des socialistes s'explique, notamment, par les quelque dix mille « OUI à la Découverte et à l'exploitation charbonnière de Carmaux » qui avaient répondu, les 28 et 29 juin, de la consultation populaire organisée dans les neuf communes minières du secteur.

JEAN-PIERRE BARJOU

La lutte contre l'inflation est un succès. Le pays est redevenu vertueux. Il a du mérite, compte tenu de l'héritage qui lui avait été légué et du comportement plus relâché de ses principaux partenaires, y compris l'Allemagne, ces dernières années. Cet effort constant permet, nous dit-on, de renforcer notre monnaie. Si l'on regarde l'évolution des cours des devises, c'est vrai. Si l'on s'arrête à la tenue des taux d'intérêt, c'est faux. Il est tout de même paradoxal de constater que tous les grands pays industrialisés ont amorcé une baisse de leurs taux d'intérêt, sauf l'Allemagne qui ne le souhaite pas et la France qui ne le peut pas.

Gestions aventureuses

Toute éventuelle baisse des taux, explique le ministère des finances, mettrait en péril notre monnaie. C'est donc qu'elle reste plus fragile qu'on nous l'a dit. Elle tient debout, mais en s'appuyant sur des béquilles. Fracassons la théorie du franc fort !

Car cet aspect des choses serait secondaire si la politique monétaire ne pesait pas désorormais sur la croissance... et donc sur l'emploi. Je dis bien sur l'emploi et non pas sur les succès nés de l'emploi, l'intérêt, l'UC, l'SVP et le reste. C'est au regard de ces déséquilibres sociaux que la volonté affichée par le premier ministre de revenir à une politique industrielle dynamique et au développement de l'outil est essentielle.

Premier objectif : les PME-PMI. À juste titre, car c'est là que se créent les emplois. C'est là que notre appareil industriel est insuffisant. Comment renforcer les fonds propres de ces entreprises pour leur permettre de se développer ? L'idée de rendre progressif l'impôt sur les sociétés, en clair d'exonérer le premier ou les deux premiers millions de bénéfices a été abandonnée. C'est une erreur, dès lors qu'en contrepartie de ce « cadeau » fiscal ces entreprises auraient pris l'engagement de consacrer les sommes ainsi dégagées à l'investissement ou à leurs fonds propres.

De surcroît, le système d'accès au crédit pénalise les entreprises moyennes les plus dynamiques au profit des grandes. Dès lors que la gauche, après avoir nationalisé le crédit en 1982, a été incapable de modifier le comportement du système financier, il est vain d'espérer qu'elle y parviendra aujourd'hui. Comme d'ailleurs, nous

nous trouvons dans l'incapacité de baisser le coût de l'argent, la seule solution, certes boiteuse, reste l'octroi de prêts bonifiés. Encore faut-il se donner des moyens de contrôle pour éviter des gestions aventureuses, ou des détournements d'objectifs (comme dans le cas des crédits-impôts-recherche).

S'agissant de commerce extérieur, allons là où on ne nous attend pas ! Avec les groupes français et européens, jetons les bases d'une offensive industrielle sur les marchés d'Asie du Sud-Est, La Corée, Taiwan ou le Vietnam constituant non seulement des débouchés, mais aussi des lieux d'investissements à privilégier. Les réserves énergétiques et la culture industrielle et commerciale de cette région en font un partenaire à ne pas négliger pour les décennies à venir. Porter l'offensive là sera toujours plus efficace que les lignes Maginot protectionnistes.

Reste « le fer de lance de l'industrie française », comme on disait naguère, le secteur public et nationalisé. Il est quasiment figé depuis 1988, en vertu d'une règle que l'univers, sans doute, nous envie : le NI-NI. Les pouvoirs publics coincés dans un cul-de-sac budgétaire pourtant prévisible dès la préparation de la loi de finances 1991 - les prévisions économiques étaient tellement optimistes ! - auraient, nous dit-on, quelques difficultés à financer cet outil. On en riera si l'enjeu n'était pas essentiel ! Car c'est faux. L'Etat ne manque pas de moyens.

Fermété de l'Etat

Il détent 100 % du capital de nombreuses entreprises. À quoi rime ce contrôle total dès lors que l'exemplarité sociale de ces entreprises a été abandonnée au profit de leur autonomie de gestion ? Puisque le crédit nationalisé ne sert à rien, puisque les entreprises nationalisées font ce qu'elles veulent, rendons le Crédit lyonnais, la BNP, l'UAP, Pâchiny ou Rhône-Poulenc aux lois du marché. Des privatisations intelligentes, ponctuelles, contrôlées permettraient à l'Etat de dégager plus de 50 milliards de francs et d'irriguer l'industrie, sans servir les « amis » de la logique Belledur.

Profitions-en ainsi pour définir des stratégies européennes de rapprochement. Dans le même temps, pour attirer une concurrence qui n'obéit plus aux lois pures du marché, allions les banques aux assurances et octroyons

aux groupes industriels porteurs de projets à long terme des actionnaires plaçant des investissements longs. C'est un coup d'arrêt donné à l'orientation des fonds collectés par les « zinzins » vers les seuls programmes de spéculation immobilière et les plus-values à long terme. L'économie réelle ne restera jamais à la remorque de l'économie financière. Rendons au marché ce qui de fait lui appartient pour mieux défendre le bien public là où c'est utile.

Pretons le cas de la distribution d'eau, de l'énergie ou de la gestion des transports. Des monopoles « naturels », en somme des monopoles de fait, historiquement nécessaires et consolidés par le temps, peuvent être remis en cause. Des concessions de services publics, dont l'intérêt consistait à optimiser la satisfaction de la collectivité, se sont transformées en rente perpétuelle, réinvestie au gré du temps et des spéculations sans logique collective, industrielle ou financière. Cassons-les ! Et avec les groupes qui sont concernés, reconstruisons les schémas d'aménagement et de développement régionaux, dans la mixité, privé-public, des financements et des décisions. Cette logique de l'efficacité de la décision publique, la rationalisation des choix budgétaires dans les années 80 voulait l'imposer. Réaménageons-la, en redéfinissant des circuits courts d'action.

D'une manière générale, il est nécessaire de moderniser l'action de l'Etat vers les entreprises. En rupture avec les logiques bureaucratiques existantes. Entreprises publiques ou privées, des modes de contractualisation peuvent être institués et des systèmes d'incitation mis en œuvre (fiscalité, politique des marchés publics, financement de la recherche...). L'Etat peut faire, faire faire, aider ou sanctionner ! Avant de l'afficher dans les banlieues, l'Etat peut affirmer la fermeté de son action dans le champ économique et industriel.

Puôt que de s'accrocher à la théorie, incertaine, du franc fort, ce gouvernement ferait mieux d'aller là où on l'attend - l'emploi, donc le social - en passant par là où on ne l'attend pas.

La gestion socialiste de l'économie ne peut rester, aux yeux de l'histoire, comme la sacralisation du principe des grands équilibres. Qui plus est, lorsque le franc s'effondre sur l'emploi !

Julien Dray est député socialiste de l'Essonne.

كتاب النحل

Selon un rapport parlementaire

La prise en charge des personnes âgées dépendantes doit être améliorée d'urgence

La commission des affaires culturelles, familiales et sociales de l'Assemblée nationale a rendu public, jeudi 4 juillet, les travaux de la mission d'information sur les personnes âgées dépendantes conduite par M. Jean-Claude Boulard, député PS de la Sarthe. Ce rapport aborde en priorité les conditions financières d'amélioration de la prise en charge.

Plutôt que créer de toutes pièces un nouveau système de prise en charge, les auteurs du rapport, rassemblant les diverses sensibilités politiques représentées au Parlement, se sont mis d'accord, à l'unanimité, pour améliorer et adapter les dispositifs existants.

En un siècle, l'espérance de vie a doublé pour passer de quarante à quatre-vingt ans. Même s'il est très difficile d'estimer le nombre de personnes qui seront dépendantes dans dix ans, il existe au moins une certitude aux yeux des rapporteurs : « celle de l'insuffisance grave des moyens mis en œuvre pour faire face aux situations actuelles de dépendance ».

Ces moyens sont jugés insuffisants, inadéquats et incohérents. Insuffisants en ce qu'ils concernent les services de soins infirmiers à domicile, les sections de cure médicale ou les places en établissement de long séjour. Inadéquats, par exemple, le coût du séjour est nul pour le bénéficiaire lorsqu'il est admis en établissement psychiatrique, mais important quand il va en long séjour, d'où la tendance à mettre des per-

sonnes dépendantes en psychiatrie (on estime à 11 000 le nombre de placements non justifiés sur un total de 45 000).

Inadaptés et incohérents : la séparation entre le secteur sanitaire et le secteur social entraîne des effets pervers, et la séparation entre les payeurs (collectivités, caisses...) et les décideurs empêche une prise en charge globale de la personne et crée des situations aberrantes.

La mission d'information a « la conviction qu'il existe une urgence absolue à ce qu'un dispositif intervienne avant la fin de l'année 1991 afin d'améliorer les conditions d'exercice de la solidarité à l'égard des personnes âgées dépendantes ».

Elle propose de doubler l'effort que le gouvernement a consenti récemment pour répondre aux besoins en places médicalisées. Au lieu de 45 000 places supplémentaires, 90 000 places seraient créées en trois ans.

Une nouvelle allocation

Elle suggère également de modulariser les forfaits soins en fonction de l'état de la personne, et non plus en fonction de la nature juridique de l'établissement d'accueil, ce qui permettrait de décloisonner les secteurs sanitaire et social et de préciser le contenu des forfaits.

Les auteurs du rapport évaluent à 3 milliards de francs le coût de ces mesures et estiment qu'il pourrait être couvert par l'introduction d'un forfait d'hébergement à la charge des personnes dépendantes accueillies dans les services de psychiatrie et bénéficiant de pensions de retraite; par la reconversion de

lits de médecine ou de chirurgie excédentaires et par l'augmentation de 0,5 % de la cotisation d'assurance maladie des retraités.

Pour améliorer les conditions de prise en charge sociale de la dépendance à domicile comme en hébergement, la mission propose de créer une allocation « autonomie et dépendance » en « unifiliant » l'aide ménagère et l'allocation compensatrice (allocation attribuée aux handicapés pour compenser les dépenses supplémentaires dues au handicap dès lors que l'incapacité permanente est au moins de 50 % et que l'état nécessite l'aide effective d'une tierce personne pour les actes essentiels de la vie courante). L'allocation « autonomie et dépendance », modulée et plafonnée, serait attribuée par une commission départementale, où les financiers seraient majoritaires, distincte des COTOREP (organismes fixant l'allocation compensatrice attribuée aux handicapés en général). Relevant de la solidarité et non du secteur social, cette allocation ne sera pas soumise à l'obligation alimentaire (obligation pour les descendants de venir en aide financièrement à leurs parents), mais pourrait être récupérée, dans une certaine limite, sur la succession lors du décès de la personne dépendante.

Pour financer cette nouvelle allocation et ne pas alourdir la charge des conseils généraux, la mission propose la mise en œuvre d'un fonds de financement de la dépendance sociale alimenté par les contributions actuelles des départements, de la caisse nationale et des régimes complémentaires à l'aide ménagère - en tout 14 milliards - ainsi que par des

fonds venant de la solidarité nationale : « Conformément aux engagements pris, l'Etat verserait le produit de la non-déductibilité de la contribution sociale généralisée, soit 3 milliards de francs. Il pourrait apporter un complément en majorant la CSG de 0,2 %, ce qui fournirait 6 milliards supplémentaires à partir de 1993. » Ce sont 23 milliards de francs qui pourraient être ainsi affectés au financement de l'allocation « autonomie et dépendance ».

Le rapport de la mission insiste par ailleurs sur la nécessité de diversifier les formules d'accueil des personnes âgées dépendantes. Il propose de renforcer les actions de soutien à domicile, ce qui suppose de prendre en compte les familles rurales, jusqu'à présent discriminées socialement et fiscalement lorsqu'elles prennent en charge leurs parents. Se penchant sur les conditions d'hébergement, les rapporteurs soulignent la nécessité d'introduire un véritable droit de représentation des familles dans les établissements de façon à ce qu'elles puissent contrôler la bonne marche de l'établissement. Ils demandent également la rédaction de chartes des droits des personnes âgées de façon à ce que la dignité de ces dernières ne soit plus lésée, comme cela arrive trop fréquemment. Enfin ils insistent sur la nécessaire coordination des services d'accueil des personnes âgées dépendantes et sur une politique de prévention : briser l'isolement constitue encore le meilleur remède contre la dépendance mentale.

CHRISTIANE CHOMBEAU

La nouvelle affiche Benetton

Lancement réussi

Un jeune prêtre en soutane noire, une religieuse en cornette blanche s'embrassant tendrement... La scène va se passer en octobre prochain sur les murs de Paris. Jouant à nouveau sur la juxtaposition des couleurs blanche et noire, la marque de vêtements Benetton, qui avait déjà mis en scène une mère noire allaitant un enfant blanc, affiche sa prochaine campagne de publicité.

Le Père Di Falco, porte-parole de l'épiscopat français, en a assez de voir les moines, les prêtres, les religieuses jouer les « guignols » sur les affiches ou dans les spots télé. « Lâchez-

nous les baskets », a-t-il lancé jeudi 4 juillet.

« Nous n'avons voulu que parler d'amour », expliquent, faussement naïfs, les créateurs de cette nouvelle publicité. Benetton ne pouvait ignorer qu'une telle affiche, au parfum de provocation, allait susciter des réactions dans l'Eglise. Le Père Di Falco, pressé de dire tout le mal qu'il en pensait, devait savoir, lui aussi, qu'en commentant l'affiche il allait donner le coup de pouce espéré au lancement d'une campagne. Bien joué.

H. T.

DÉFENSE

Un colloque sur les transferts de technologies militaires

Les moyens de maîtriser le commerce des armes divisent les experts

Comment freiner des exportateurs d'armes qui veulent à la fois rentabiliser leur production et conserver une influence politique sur leur clientèle dans le monde? Comment raisonner les importateurs, qui avancent des besoins de sécurité excessifs à satisfaire au nom de la conception qu'ils se font de leur souveraineté nationale? Voilà deux modes de comportement qu'il s'agit de réformer, aujourd'hui, si l'on ne veut pas voir la planète exploser sous une prolifération débridée des armements.

Telle a été la réflexion soumise, mercredi 3 et jeudi 4 juillet, à l'appréciation d'experts français et étrangers réunis à Paris sur l'invitation de la Fondation pour les études de défense nationale (FEDN), l'Institut français des relations internationales (IFRI), avec le concours du Monde. A quelques exceptions près, tous les participants à ce colloque sur le contrôle des ventes d'armes, dites de haute technologie, ont été d'accord sur un principe : la nécessité d'une maîtrise de ce commerce international. Ils se sont divisés à partir du moment où il s'est agi de déterminer quoi, qui et comment contrôler sans que cette opération puisse apparaître comme une « manipulation » des pays producteurs, ceux du Nord, vis-à-vis des Etats-clients, souvent des pays du Sud.

Pas de « Sainte-Alliance »

Résumant le point de vue de nombreux intervenants répartis en commissions, le général Maurice Schmitt, ancien chef d'état-major des armées, qui a supervisé l'action de « Daguet » en Irak, a remarqué que les pays vendeurs se préoccupent de limiter la prolifération lorsqu'ils cherchent à limiter les risques contre eux-mêmes. Cela ne les empêche pas de moderniser leur propre panoplie et, de ce fait, ils relancent entre eux une course quantitative et qualitative à la prolifération. Dès lors, qui va décider, s'est inquiété un participant égyptien, qu'un pays a ou n'a pas besoin de tel ou tel autre armement pour sa sécurité? « Qui, sont les puissances rationnelles, a-t-il demandé, celles qui jugent, et les puissances supposées irrationnelles, et sur quels critères? »

Les pays du Nord ne sont pas innocents dans la prolifération qu'ils entendent désormais contrôler. « Il faut exclure toute hégémonie », s'est écrié le professeur Pierre Dabiez, soutenu par M. Xavier de Villepin, sénateur (centriste) représentant les Français de l'étranger, pour qui « les acheteurs n'aiment pas beaucoup les impositions venues d'en haut », dès lors qu'elles seraient perçues par les pays du Sud comme des règles discriminatoires à leur désavantage.

C'est le cas du traité de non-prolifération nucléaire, à en croire le professeur Serge Sur. En principe, ce traité, que la France va signer, est révisable en 1995. « Il y aura sans doute un prix à payer, car beaucoup d'Etats considèrent que la non-prolifération dans ce domaine est discriminatoire, et il se pourrait, pronostique-t-il, que les pays du Sud demandent des garanties en échange pour le renouveler, par exemple une limitation des essais nucléaires, voire leur abandon ».

Si les intérêts des vendeurs d'armes et de leurs acheteurs ne convergent pas, a observé le général Jean Saulnier, ancien chef d'état-major des armées, quelle est l'autorité dans le monde qui va juger des besoins de sécurité de chacun et à quel niveau situer un contrôle qui ne peut être uniforme? Les participants au colloque ont donc examiné tous les cas de figure, depuis la conclusion d'accords régionaux (au risque de disposer d'un « kaléidoscope » empêchant d'établir des règles communes), jusqu'à la signature d'un « code universel de bonne conduite » (trop ambitieux et difficile à faire respecter), en passant par « une stratégie des petits pas » (plus réaliste) qui instaurerait davantage de transparence dans les transactions.

De ce point de vue, c'est sans doute aux Nations unies, et d'abord aux cinq membres permanents du Conseil de sécurité, de montrer la voie, à la condition de ne pas constituer un cartel ou une « Sainte-Alliance » qui lancerait des décrets aux autres.

M. Joxe précise les responsabilités de M. Mellick

Par décret paru au Journal officiel du jeudi 4 juillet, le secrétaire d'Etat à la défense, M. Jacques Mellick, se voit plus particulièrement confier, parmi ses attributions, toutes les affaires concernant les relations sociales et humaines au sein des armées, la condition des militaires et des personnels civils, la restructuration des services administratifs et des établissements industriels au ministère de la défense. Il est chargé de traiter des missions d'intérêt humanitaire relevant des armées et des affaires relatives au service national, à la mobilisation, aux réserves et à la formation dans les écoles.

Sous l'autorité du ministre de la défense, M. Mellick aura des missions qui rappellent les attributions traditionnelles reconnues aux secrétaires d'Etat qui l'ont précédé. On notera toutefois une différence avec ses prédécesseurs : le secrétaire d'Etat auprès de M. Pierre Joxe n'a pas directement sous sa responsabilité quasi exclusive la gestion de la gendarmerie. De même, par rapport à son prédécesseur immédiat, qui était M. Gérard Renon, M. Mellick n'a pas directement en charge les problèmes importants liés aux ventes d'armes et au nucléaire.

Crédité de 4 millions de francs

Le compte en Suisse du docteur Peschard

MARSEILLE

de notre correspondant

Francine Traverso l'a toujours proclamé en toutes occasions : « Peschard a fait disparaître ma fille Christine parce qu'elle voulait le quitter et qu'elle avait renoncé de la « couler » politiquement en parlant de ses comptes en Suisse. » On ne sait toujours pas si le docteur Jean-Jacques Peschard, ancien maire du 7^e secteur de Marseille, adjoint à l'urbanisme de la municipalité Vigouroux, ébattu au volant de sa voiture comme un vulgaire truand, le 16 janvier 1990, est pour quelque chose dans la disparition de sa jeune femme, Christine Barras, dont on a perdu la trace depuis le 6 décembre 1984.

Mais les enquêteurs de la brigade financière du SRPJ de Marseille viennent d'apporter la preuve de ce qui n'était jusqu'alors qu'une des rumeurs majeures de cette ténébreuse affaire.

Le docteur Peschard avait bien un compte en Suisse, créateur d'une somme de 4 mil-

lions de francs. L'enquête a été longue et difficile puisqu'il a fallu déjouer le secret bancaire pour établir un lien entre le numéro du compte anonyme et le chirurgien marseillais. M^{me} Chantal Gaudino, magistrat instructeur marseillais chargé du dossier (qui est aussi le magistrat en charge de l'affaire Chiouragui), a bénéficié de l'aide de son collègue genevois, M. Dumarteret, pour établir cette relation.

Il semblerait que ce soit l'une des conquêtes du chirurgien - qui avait une vie sentimentale agitée - qui ait mis les enquêteurs sur la piste. Il restera à savoir à quoi servaient ces dépôts : étaient-ils le fruit des « économies » d'une longue carrière de chirurgien, avaient-ils un lien avec ses activités politiques, et surtout Christine Barras, dont on a dit qu'elle avait fait plusieurs fois des déplacements en Suisse, est-elle partie de sa vie ce qu'elle savait sur l'existence de ces comptes?

JEAN CONTRUCCI

EN BREF

Un appel des demandeurs d'asile déboutés. - Le « réseau d'information et de solidarité » avec les demandeurs d'asile déboutés, a publié, jeudi 4 juin, un « appel solennel aux pouvoirs publics pour qu'ils reconnaissent les responsabilités de l'administration dans le sort des déboutés entrés en France avant le 1^{er} janvier 1990, qu'ils doivent (...) rétablir dans leurs droits au séjour et au travail ». Le « réseau », qui regroupe une quinzaine d'associations humanitaires et d'aide aux immigrés, estime que la concertation engagée avec le gouvernement (le Monde du 25 avril), « a évolué négativement » et fait planer la menace d'une « multiplication d'actions dures et incontrôlables ».

Remise en liberté de M. Hubert Ballay. - M. Hubert Ballay, président délégué de l'association paracétalopéenne de l'association paracétalopéenne, qui avait été écroué, le 26 avril dernier, sous l'inculpation d'abus de confiance dans une affaire de fausses factures (le Monde du 27 avril), a été remis en liberté, le jeudi 4 juillet, par M^{me} Darodes-Boisseau, juge d'instruction chargée du dossier. La même mesure avait été prise, précédemment, en faveur de M. Tony Fighiera, gérant de la société Acropolis-Restaurant.

JUSTICE

Deux militants sionistes inculpés et écroués après l'attaque d'une réunion d'extrême droite

MM. David Hadjaj, vingt et un ans, et Alain Lisbona, dix-neuf ans, ont été inculpés de coups et blessures volontaires avec armes et préméditation par M^{me} Chantal Gaudino, juge d'instruction à Paris, chargée du dossier sur l'attaque d'une réunion d'extrême droite, le 20 avril (le Monde du 25 avril). Organisée à la Maison des Mines de Paris, ce colloque d'hommage posthume à l'écrivain d'extrême droite Marc Augier - connu sous le nom de Saint-Loup, ancien journaliste de Gringoire et de la Gerbe, ancien membre de la Légion des volontaires français contre le bolchévisme (LVF) - avait été attaqué par un commando. Une scaglietta, M^{me} Juliette Cavalier, avait alors été blessée et était tombée dans le coma.

Les deux jeunes gens ont été interpellés par la brigade criminelle, mercredi 26 juin, s'agissant de M. Hadjaj, et vendredi 28 juin, s'agissant de M. Lisbona. Ils ont reconnu être militants sionistes et avoir des sympathies pour le mouvement Tegar.

Le Monde

DOSSIERS & DOCUMENTS

Juillet/Août 1991

Numéro spécial LES RÉFUGIÉS

Face à la croissance irrésistible du nombre de réfugiés, le Haut-Commissariat, en pleine crise financière, reste désarmé. L'Occident, lassé de payer la facture, ferme ses portes. Les tragédies succèdent aux drames. Le Monde Dossiers et Documents fait le point sur une situation explosive.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

SOCIÉTÉ

La répression des atteintes à l'environnement

Le juge face au délit écologique

La commission Ecologie et Actions publiques, présidée par M. Jean-Louis Gallet, a remis le 3 juillet au gouvernement son rapport sur les moyens d'harmoniser la politique de répression du délit écologique par les trois ministères concernés (environnement, justice et intérieur). Des chercheurs, des universitaires et des juristes se sont réunis récemment à la faculté de droit de Nice pour comparer le sort fait au « dommage écologique » en France et à l'étranger. L'imbrication juridique-écologique émerge avec de plus en plus d'acuité dans l'actualité quotidienne.

NICE

de notre envoyé spécial

La notion de « dommage écologique », si elle est aujourd'hui familière du grand public, pose d'épineux problèmes de droit aux juristes. Comment mettre sur le même plan une marée noire qui fait d'immenses dégâts et la destruction d'une fraye à esturgeons par un exploitant de granulats peu scrupuleux ? Pourquoi réprimer la capture d'un écreuil, animal protégé par la loi, lorsqu'on ne s'en sert même pas contre un industriel qui a privé d'eau des milliers d'habitants pendant plusieurs jours ?

Ces contradictions, les juges les vivent quotidiennement sans pouvoir se référer à une jurisprudence qui, en la matière, n'est encore qu'embryonnaire. Il n'y a guère que les États-Unis où, depuis vingt ans, sont régulièrement réprimés des délits écologiques. Cela va d'une amende de 500 000 dollars pour la destruction, en Floride, du ruisseau d'un bec d'ivoire, jusqu'au milliard de dollars de dommages-intérêts infligés à Exxon pour la marée noire en Alaska (après les 2 milliards dépensés pour le nettoyage des côtes).

Le délit écologique se mesure à des aunes différentes selon que l'on se réfère aux victimes ou au patrimoine commun de l'humanité. Le juge pourra être plus sévère à l'égard d'un pollueur qui aura détruit la dernière parcelle de mangrove d'une côte, qu'à l'égard d'un autre qui aura davantage pollué, mais sans rien faire disparaître de manière irréversible, comme l'Amoco-Cadiz en Bretagne. On se réfère aussi beaucoup à la « remise en état initial d'un site », mais sans voir que lorsqu'un

chêne de trois cents ans a été abattu, il est rigoureusement impossible de le remplacer. Comme l'a souligné Cyrille de Klemm, expert de l'Union internationale de conservation de la nature (UICN), on n'a jamais entrepris le recensement des jugements prononcés à ce sujet ni contrôlé leur exécution.

Trop souvent aussi le juge est pris entre un expert, qui déclare le dommage écologique grave, et un prévenu qui estime la perte de patrimoine nulle et non avenue. Or les juges commencent tout juste à se lancer dans l'évaluation de « dommages écologiques purs », qui ne lèse personne dans ses intérêts privés, mais qui entraîne une « perte d'actifs » irréversible, comme disent les économistes. Ce que M. Gilles Martin, professeur de droit à l'université de Nice et nouveau président de la Société française de droit de l'environnement (SFDE) a appelé la « patrimonialisation de la nature ». Le patrimoine naturel comme la faune ou la flore sauvages n'est plus alors *res nullius* (qui n'appartient à personne), mais *res communis* (à tout le monde).

Le droit des associations

La difficulté consiste à définir qui est en droit de porter plainte pour dommage écologique. En France, à la différence de plusieurs pays d'Europe, les associations ont le droit de se porter partie civile et même de toucher des indemnités pour un préjudice qu'elles n'ont pas subi directement. Mais beaucoup de juristes préfèrent la condamnation à de fortes amendes plutôt que des dommages et intérêts qui font retomber le délit écologique dans la catégorie, banale et générale, des intérêts privés lésés.

Pour sa part, le représentant du ministère de l'environnement à ce colloque, M. Lucien Chabason, s'est félicité que les juges français, depuis quelque temps, manifestent un peu plus de vigueur dans leur décision, comme ils l'ont fait pour les barrages de La Borie (Gard), de Serre-de-la-Fare (Haute-Loire) ou du port de plaisance de Trébeurden (Côtes-d'Armor). Mais plusieurs participants ont fait remarquer que la justice se retranche encore trop souvent dans le vice de forme et refuse de trancher sur le fond. Comme si le dommage écologique était encore une notion trop nouvelle pour être clairement et solidement établie.

ROGER CANS

Un Fonds national pour la réparation des dommages

La commission écologie et actions publiques, créée le 14 mars 1990 par les ministres de la justice, de l'intérieur et de l'environnement, a publié, mercredi 3 juillet, la liste des 97 propositions qu'elle soumet au gouvernement pour améliorer le fonctionnement de l'action administrative et judiciaire en matière de protection de l'environnement.

Parmi ces propositions, on relève un Fonds national pour l'environnement, qui permettrait notamment de faire exécuter la réparation des dégâts avant d'en percevoir le remboursement par le contrevenant, et aussi de mieux rémunérer les commissaires-enquêteurs chargés d'étudier les dossiers soumis à enquête publique. Accroissement, ce budget, plafonné à 15 millions de francs, oblige à limiter la vacation du commissaire-enquêteur à 150 francs pour trois heures. Ce fonds, géré par un groupe *ad hoc*, aurait vocation à devenir une véritable force de frappe en matière de délit écologique.

La commission propose aussi que la procédure du référé soit

étendue au domaine de l'environnement. Elle serait ouverte aux associations, aux agents de l'Etat, au directeur du Fonds national de l'environnement, au ministre public et aux maires.

Quant à la notion d'infraction écologique, jusqu'à présent limitée au domaine de l'eau, elle serait étendue à l'air et au sol, mais pas aux nuisances sonores, toujours difficiles à établir. Il est proposé aussi de découpler la responsabilité pénale des personnes morales de celle du chef d'entreprise ou de son délégué, afin de permettre la réparation, même lorsque la faute personnelle a été écartée. Comme l'ont réclamé à plusieurs reprises les associations et, plus récemment, des personnalités de l'opposition, la commission suggère enfin que « le droit à l'intégrité de l'environnement » soit inscrit dans la Constitution.

L'ensemble des propositions de la commission fera l'objet, « avant la fin de 1991 », d'un conseil interministériel, qui établira la liste des mesures à prendre et un échéancier pour leur mise en œuvre.

Précision. — A propos de l'article sur les Français et la mort (le Monde du 4 juillet), M. Philippe de Margerie, PDG des Pompes funèbres, nous précise que le cas cité d'un employé des pompes funèbres se faisant passer pour un prêtre « ne s'est jamais produit dans (son) entre-

prise et qu'un tel comportement déviant est inadmissible ». Son propos, rapporté dans l'article, visait seulement à expliquer ce cas « par le contact permanent et difficile des employés des pompes funèbres avec des familles en quête de soutien ».

SPORTS

CYCLISME : le départ du 78^e Tour de France

Retrouvailles lyonnaises

Vingt-deux équipes de neuf coureurs devaient prendre, samedi 6 juillet, à Lyon, le départ de la soixante-dix-huitième édition du Tour de France cycliste. Une épreuve qui s'annonce très ouverte en l'absence de favori indiscutable. Après deux jours de course dans l'agglomération de Lyon, la caravane va prendre la direction du nord pour effectuer une Grande Boucle qui la ramènera dans la région lyonnaise le vendredi 28 juillet, au terme de dix-huit étapes, avant de rejoindre Paris pour la finale sur les Champs-Élysées. La course abordera la montagne le jeudi 18 juillet, lors d'une escapade à Jaca en terre espagnole. Après onze étapes de plaine, les rescapés découvriront les charmes des Pyrénées, avant leur rendez-vous annuel dans les vingt-et-un virages de l'Alpe d'Huez.

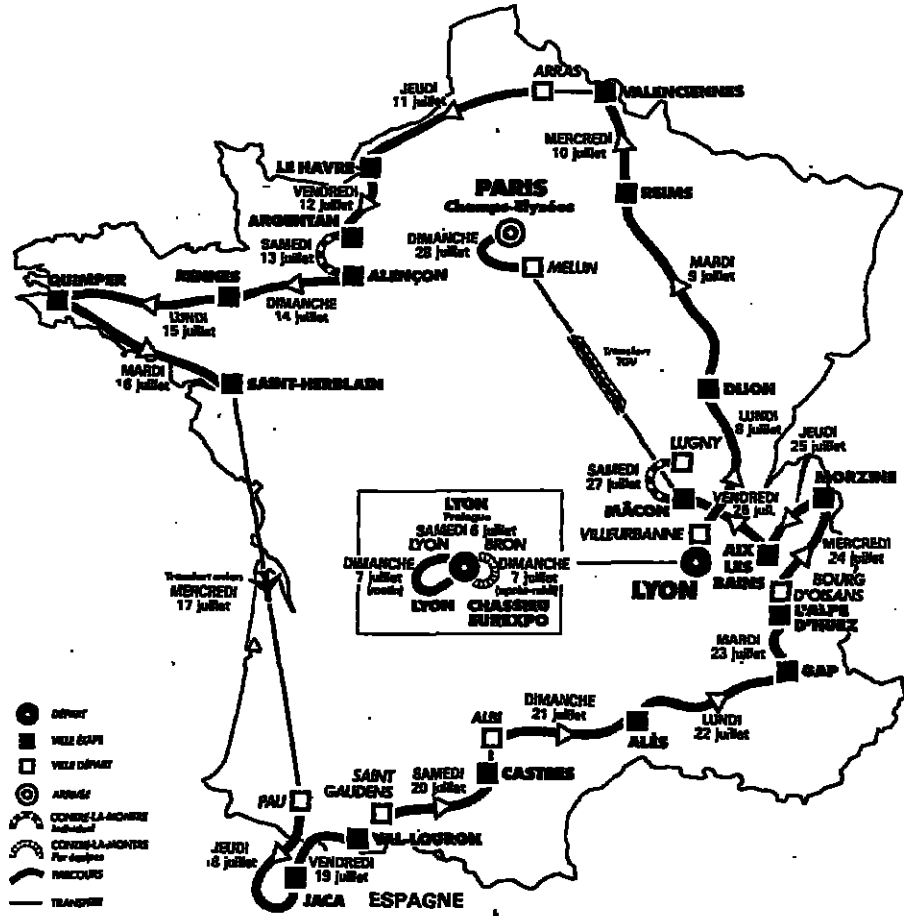
LYON

de notre bureau régional

A peine fait-il chaud que l'essaim multicolore s'envole sur les routes lyonnaises. Plus qu'une institution, mieux qu'un simple repère, le Tour de France est un calendrier. Raison de plus pour trouver le temps long lorsque cette « épopée moderne », cette grande boucle d'or se déroule loin de votre clocher ou vient vous narguer par de trop brèves ou de trop rares incursions. Ainsi, entre 1903 et aujourd'hui, le Tour n'a eu-il fait que trois départs par Lyon — avec, de surcroît, une inexplicable et béante parenthèse entre les deux guerres mondiales. Toutefois, la patience, faisant, par bonheur, partie de ses vertus cardinales, c'est sans rancune que la capitale des Gaules s'est apprêtée à donner l'hôte de la fête en célébrant, pour la première fois de son histoire, le départ du Tour de France.

Légitime séquestration

La ville, la communauté urbaine de Lyon (COURL) et le département du Rhône, qui n'ont pas hésité à verser, collectivement, un



« cachets » de 5 millions de francs aux organisateurs pour les attirer chez eux — et à déboursier sûrement beaucoup plus en frais de réception et d'indemnité — espèrent bien en avoir pour l'argent de leurs contribuables. Outre les 3 500 personnes de l'organisation qui séjourneront quatre à cinq jours entre les deux fleuves, près de 900 journalistes et 20 chaînes de télévision du monde entier, devraient diffuser de la deuxième agglomération française l'image « internationale » qu'elle n'en peut plus de revendiquer. En prime, quelque 500 000 spectateurs seraient attendus pour le bouquet prologue — tout juste une mise en jambes contre la montre de 5,4 kilomètres — qui se déroulera,

samedi 6 juillet, autour et dans les allées du part de la Tête-d'Or. Ce n'est pas moins d'une quarantaine de communes de la périphérie lyonnaise qui devraient être saisies par la fièvre de la course, lors des deux étapes du dimanche 7 juillet. Le matin, l'épreuve de 115 kilomètres en ligne, permettra aux coureurs de réaliser un rêve débouchonné d'automobiliste : contourner Lyon à bonne vitesse en évitant le tunnel de Fourvière et s'imprégner, du même coup, des charmes — tellement contrastés — des proches et moyennes banlieues, d'où est en est et du nord au sud. Le départ et l'arrivée se jouant quasi Achille-Lignon, le long d'un terre-plein vaguement lunaire, là où feu le palais de la Foire, rasé

de frais, doit laisser la place à la future « Cité internationale ». L'après-midi, autre décor, un contre la montre par équipes de 36,5 kilomètres, se déploiera plein est, de Bron à Chassieu, en passant par Vaulx-en-Velin.

Villeurbanne, sœur siamoise de Lyon, un peu snobée, comme souvent, dans « l'opération Tour », pourra se consoler en favorisant, lundi matin, aux pieds de ses gratte-ciel, la grande évasion du peloton vers d'autres horizons, après deux journées — sans compter la préface du prologue — de légitime séquestration. A défaut de retrouvailles, une aussi longue absence justifiait bien quelques représailles...

ROBERT BELLERET

TENNIS : les championnats de Wimbledon

Becker-Forget, les maîtres du suspense

Les Français Thierry Champion et Guy Forget ont été éliminés, jeudi 4 juillet, en quarts de finale des championnats de Wimbledon. Le premier a été battu séchement par le Suédois Stefan Edberg en trois sets (6-3, 6-2, 7-5). En revanche, l'Allemand Boris Becker a dû batailler pendant près de quatre heures pour vaincre Forget (6-7 [5-7], 7-6 [7-3], 6-2, 7-6 [9-7]). La surprise de la journée a été l'élimination de l'Américain André Agassi par son compatriote David Wheaton.

LONDRES

de notre envoyé spécial

Pendant près de quatre heures, le suspense a battu comme un météore au-dessus du filet. Régulièrement, implacablement, le balancier de la victoire est allé et venu. D'un bruit inaudible mais d'une mécanique absolument symétrique, il a distribué un jeu ici, un autre là, un tie-break à gauche, un tie-break à droite. Le météore a battu la cadence aux deux joueurs, comme une torture blanche, sous un soleil radieux. Et il s'est montré insupportable, épuisant, aliénant.

Le météore rend fou et il faut pourtant retrouver toute sa raison pour le dégriser. Le météore est éreintant et on doit alors brûler son dernier sucre pour en figer l'ultime mouvement. Quelles souffrances ! Regardez-le, ce Boris Becker, le dieu intouchable. Il est à terre, il pleure, il implore, les deux mains vers le ciel et il crie : « Combien de temps, combien de temps encore ! » Regardez-le ce Guy Forget qui se révèle comme un extra-ordinaire serveur, au sommet de son talent. Il gémit, trépigne et projette sa raquette sur sa chaise avec une telle violence que celle-ci rebondit sur l'arbitre de filet. Et on

naît Guy Forget. Cet homme de vingt-six ans qui a grandi dans l'ombre légendaire du duo Nord-Léonard, domine jusqu'à présent l'impression d'accomplir de ses victoires à Wimbledon avec la fragilité d'un perdant, une sorte de doute destructeur qui augurait mal de la suite. Un heure, car Forget n'a cessé pendant ce tournoi d'analyser son style au gré du point d'affirmer la veille de sa rencontre avec Becker, en toute simplicité : « Je trouve que je ne joue pas mal en ce moment. Je ne suis vraiment pas surpris d'être en quart de finale. »

Bon élève silencieux

Voilà donc le jeune homme, au physique de séminariste trop vite grandi, si vite enclin à l'autoflagellation, en train d'affronter sans complexe le tigre argenté, l'animal du tennis réduit pour gagner ses points en deux coups de puttes, ce double éclair qui lui vaut le surnom de « Boom-Boom ». Celui-ci va vite engerger, et s'apercevoir qu'en fait de tigre, il tourne en rond dans une cage, hurlant de colère et d'impuissance devant les sans-fautes d'un Forget, bon élève et étrangement silencieux, gagnant ses jeux de service, avec l'aisance d'un attaquant rapide et conscient.

Pas moyen d'y trouver la fissure, pas même dans ce tie-break de premier set, premier supplice de Becker, au bout d'une heure de jeu. Forget affûte des balles de service que Becker renvoie en touche en criant de colère. Le Français n'a pas peur de l'agressivité, ni de la vitesse, il est prêt et passe deux fois Becker sur son revers. Il serait presque guillotté maintenant, il sentille, il vient de décrocher son premier set à l'arraché, et Becker rugit de plus en plus fort, désarçonné par les passages-shots, ces balles qui défilent à quelques centimètres de lui pour aller poinçonner réguliè-

ment le coin gauche du fond de court. « Combien de temps, combien de temps encore ! » prie l'Allemand. Becker assure ses jeux, Forget se laisse frapper, il se parle comme un fou, se parle à lui-même, les yeux exorbités vers le ciel devant un public qui en rit, cruel ou incrédule. Ses services lui sont retournés comme des insultes, les balles le déportent sur sa gauche : Becker se reprend, mais à chaque fois au dernier moment. La menace du break est permanente et Boris prend l'une de ces balles maudites, la presse dans sa main et la secoue en criant, en allemand : « Mais ce type-là n'a pas fait une erreur depuis deux heures ! »

Déstabilisation psychologique

L'erreur se dessine pourtant, presque imperceptiblement. Car si « Boom-Boom » est atteint dans le nez par une balle de service de Forget, s'il se réfugie ensuite derrière un ramasseur de balles pour attendre la prochaine salve, la plaisanterie, l'humiliation, commencent à relayer de l'histoire. L'erreur de Guy Forget est en effet de laisser couler le temps, s'épuiser cet instant de domination qui, à force d'exister sans pour autant se réaliser, s'effrite. Forget semble au bout de ses limites et, lorsque survient le second tie-break, le tigre s'est calmé à force d'expurger autant de malheur. Becker retrouve sa force, cette fascinante capacité à marquer les points quand on est au plus mal, sortir la tête de l'eau, puis les épaules et finalement s'envoler comme un dauphin, surfant sur un score de tie-break de 7 à 3.

Cette pirouette est capitale pour Becker. Plus serein, il parvient à ravir un jeu de service à Forget qui ne décolle plus au troisième set. Le Français continue pourtant à bien jouer mais la déstabilisation psychologique le rend moins menaçant. Becker prend ses aises, il

gagne et insiste : 6 jeux à 2. Difficile de résister au météore. Enterré Guy Forget ? Le Français proteste calmement. Becker se plaint de la qualité des balles. Forget, lui, les renvoie, recréant la surprise des premières minutes, ressuscitant son talent de volleyeur. Le genou ensablé par une mauvaise chute, Becker explose lorsque son adversaire le passe sur son coup droit et renverse une nouvelle fois le cours du match, trois heures après le coup d'envoi (5-2 pour Forget) !

Becker s'enflamme à nouveau contre sa propre maladresse, s'agite et gémit. Le public l'accable : « Don't worry Boris », et lui, culbute, rétorque à ses supporters : « Ok, calmez-vous ! » Becker soigne sa plaie et repart à la conquête. Forget, menant 5 jeux à 2 se voit grignoter son avantage sans pour autant commettre d'erreurs grossières, gardant jusqu'au bout son brio d'attaquant, y compris dans le dernier tie-break qui pouvait l'emporter en demi-finale. Cette passe d'armes de quinze minutes n'a cessé d'osciller, d'hésiter, donnant l'avantage à l'un pour le reprendre aussitôt. Jamais le météore n'a battu aussi fort, aussi régulièrement, ni à finalement choisi. A la dernière minute.

DOMINIQUE LE GUILLEDOUX

Résultats du 4 juillet

MESSIEURS

Quarts de finale. — M. Stich (A.L., n° 6) b. J. Courier (E.U., n° 4), 8-3, 7-5 (7-2), 6-2. S. Edberg (Su., n° 1) b. T. Champion (Fra.), 6-3, 8-4, 7-5. E. Becker (A.L., n° 2) b. G. Forget (Fra., n° 7), 6-7 (5-7), 7-6 (7-3), 6-2, 7-6 (9-7). D. Wheaton (E.U.) b. A. Agassi (E.U., n° 5), 6-2, 0-6, 3-6, 7-6 (7-3), 6-2.

DAMES

Demi-finales. — S. Graf (A.L., n° 1) bat M. J. Fernandez (E.U., n° 5), 6-2, 6-4. G. Sabatini (Arg., n° 2) b. J. Courier (E.U., n° 9), 6-4, 6-4.

كتاب الأمل

CULTURE

MUSIQUES

Le métier du blues

John Mayall, père du blues britannique en tournée en France

JOHN MAYALL ET LES BLUESBREAKERS
à la Grande Halle de la Villette

Mercredi 3 juillet, Albert Collins et les Icebreakers viennent de terminer une prestation qui ne s'est réveillée qu'au dernier appel. Sur la scène dressée devant la Grande Halle de la Villette pour le Heineken Jazz Festival, John Mayall installe lui-même le matériel de son groupe. En débardeur orange et bermuda, il laisse le public absolument indifférent. Dans quelques instants, quand il aura troqué sa tenue de roadie pour celle de musicien, on lui fera une ovation.

John Mayall joue du blues depuis la fin des années 50. Chanteur, harmoniste, pianiste, guitariste et surtout chef d'orchestre, il s'est fait une place dans les dictionnaires historiques : celle du fondateur du blues britannique (même si Alexis Korner peut également y prétendre), celle aussi de découvreur de talents qui, depuis 1962, année de la fondation des Bluesbreakers, sont passés chez lui : Eric Clapton, Peter Green, Mick Taylor, Harvey Mandel (guitaristes); John McVie, Jack Bruce (bassistes); Ainsley Dunbar, Keef Hartley (batteries).

A soixante-deux ans, Mayall traîne de mauvaise grâce sa réputation de professeur. Il préférerait qu'on lui reconnaisse son audace créative. Après tout, l'idée d'un natif du Cheshire jouant du blues était, il y a trente ans, aussi absurde que celle d'un japonais se lançant dans le soukous aujourd'hui.

Les Bluesbreakers 1991 - Coco Montoya, guitariste; John Yeale, batteur; Rick Cortez, basse à cinq cordes - pourraient être les enfants de Mayall, mais le chef leur témoigne une réelle déférence, leur laisse un espace qui dément perpétuellement sa réputation de maître d'école tatillon. Sur scène, John Mayall s'amuse.



John Mayall, bluesman et découvreur de talents.

Il passe d'un instrument à l'autre, du blues vaudou de Sonny Landreth (*Congo Square*) au style chicagois de Jimmie Rodgers (*The Last Time*). Le premier morceau est extrait de *A Sense of Place*, le beau disque qu'il a enregistré l'année dernière pour Island, après un hiatus de huit ans. Excellent harmoniste, pianiste et chanteur compétent, Mayall arrive à pousser ses musiciens un peu au-dessus de leur niveau naturel.

Coco Montoya, gaucher qui joue les cordes sans dessus dessous, est rapide, fluide, le rythme ne s'écarte jamais du canon du blues tout en le renouvelant. Aucune mélancolie dans la musique des Bluesbreakers, de l'appétit, du désir, la volonté de retrouver la fièvre des *juke joints* de Chicago, les soirs où Muddy Waters faisait trembler les murs. « J'ai toujours fait vivre un groupe

qui tournait, dit fièrement ce chef de PME à douze mesures. De 1962 à 1989, nous sommes restés sans maison de disques, mais il n'y avait pas moins de monde à nos concerts. Le studio n'a jamais été prioritaire. C'était très bien d'avoir le soutien d'Island sur les deux derniers albums, mais Chris Blackwell (le patron « excentrique », selon les termes de Mayall, d'Island) vient de me virer en même temps qu'Etta James. » Avec ou sans contrat, John Mayall, impavide, continue sa route.

THOMAS SOTINEL

► Le 6 juillet, à Bagnols-sur-Cèze, dans le cadre du Festival Blues; le 16 à Beauville, Théâtre du Casino; le 17 à Manosque; le 18 à Lorient, dans le cadre du Heineken Jazz Festival.

CINÉMA

Ecrans à réactions

Cinaxe à Paris, Kinémax à Poitiers : salles obscures pour émotions fortes

Porte verrouillée. Cintre bouclé. Le haut-parleur égrène le compte à rebours sur fond de vibrations sourdes. La navette s'élance dans un tunnel de lumière. L'accélération est de plus en plus forte. Le corps est éjecté au fond du siège. Des milliers d'étoiles parsèment l'horizon du cockpit. Roulis, tangage, le vaisseau entame alors un vaste slalom interstellaire. Un coup de frein brutal, suivi d'un virage serré à soulever le cœur, saluent la rentrée dans l'atmosphère et le retour à la base. Le huchement des rétro-fusées et les cris des passagers se sont tus. Le chef de cabine recommande quelques instants de repos avant de s'extraire de son siège.

Montre en main, le voyage a duré quatre minutes trente. Quant à l'altitude atteinte, elle n'a jamais dépassé 3 mètres. Voilà toute la magie du simulateur et du spectacle « virtuel », un savant mélange d'images, de sons et de mouvements, capables de berner le cerveau et de transporter le public dans des aventures tridimensionnelles entre *Star War* et *Objectif Lune*.

Implanté à la mi-mai dans l'une des « folies » de l'architecte installé à Toronto, A la Cité des sciences et de la Cité de l'industrie, le Cinaxe est l'une des dernières attractions mises au point par la compagnie canadienne Interactive Entertainment, qui a déjà vendu une trentaine de salles-simulateurs dans le monde entier, dont quelques exemplaires chez Disney.

L'altitude d'un escabeau

Depuis cinq ans, plus de deux millions et demi de spectateurs se sont bousculés dans le simulateur installé à Toronto. A la Cité des sciences et de la Cité de l'industrie, le Cinaxe est l'une des dernières attractions mises au point par la compagnie canadienne Interactive Entertainment, qui a déjà vendu une trentaine de salles-simulateurs dans le monde entier, dont quelques exemplaires chez Disney.

De l'extérieur, le Cinaxe ressemble à un fuselage d'avion tronqué, monté sur trois paires de vérins. Le profil est dérivé d'un simulateur de Boeing-747 développé par la firme américaine Hush Aircraft. Inventé à la fin de la seconde guerre mondiale, il permet aux futurs pilotes civils et militaires de s'entraîner pendant des centaines d'heures et d'affronter des pannes en cascade. Simple d'installation, ne dépense jamais celle d'un escabeau... Une batterie d'ordinateurs reproduit sur écran toutes les données physiques du vol.

Une soixantaine de sièges attendent les amateurs d'émotions fortes. « Nous avons volontairement réglé le simulateur sur une accélération équivalente à ce que l'on peut endurer dans un avion de ligne au décollage, souligne le président de Dynacine, Armand Benatar. De plus, le dispositif de sécurité comprend vingt-cinq procédures avec détection automatique de toute anomalie, y compris une ceinture de sécurité détachée. En

cas d'urgence, la cabine s'immobilise immédiatement en position d'évacuation. »

Une fois mis en route, les vérins secouent les 1 600 kilos de la cabine comme un panier à saladier. Les mouvements sur les trois axes sont programmés en fonction du film. La pellicule double format 70 mm, projetée à grande vitesse sur un écran frontal, ajoute au réalisme, de même que la bande-son diffusée sur un système Dolby.

A l'évidence, l'engouement de la nouvelle génération pour ces attractions est grand. Les dix-sept premiers jours d'exploitation du Cinaxe ont vu défiler près de 15 000 spectateurs, malgré une série de ratés techniques, malgré la médiocrité artistique des productions et quelques réglages imparfaits. Avec près de 900 000 entrées en 1990, la fréquentation du Futuroscope de Poitiers confirme l'avidité du public pour les images sur écran géant (600 m² pour le Kinémax).

Sur un écran d'ordinateur

Dernière attraction en date, le cinéma circulaire présente un *Tour de France* en 360°, produit par le Futuroscope. L'écran de plusieurs centaines de mètres carrés entoure l'horizon du spectateur. Il s'agit d'une première européenne qui égratigne le quasi-monopole des Nord-Américains dans ce secteur de production très spécifique. Coproducteur du spectacle, Patrick Bézénal reste toutefois prudent. « La course en avant en termes de moyens techniques à laquelle on assiste actuellement se situe sur des limites. Les coûts financiers de tournage et de post-production deviennent prohibitifs. »

Le public ne suit pas toujours. D'où la déception affichée par les responsables du pavillon Mitsubishi lors de l'exposition internationale d'Osaka en 1990. L'écran hémisphérique, entourant totalement le spectateur, plancher et plafond compris, n'a soulevé qu'un intérêt mitigé, sans aucune mesure avec les moyens engagés (triple caméra montée sur hélicoptère, projecteurs spéciaux réalisés en quelques exemplaires, etc.). Face au spectacle collectif en

salles, les fabricants de jeux vidéo interactifs ne pouvaient que réagir. C'est chose faite aujourd'hui : le micro-cinaxe, à déguster chez soi, sur un écran d'ordinateur. L'environnement du jeu et son déroulement sont programmés par un logiciel interactif.

La société californienne VR Systems commercialise depuis peu le système de jeu interactif Superscape. Des accessoires spéciaux, gants et casque à visière, servent à projeter le joueur au cœur même de l'action et - c'est la vraie nouveauté - à s'y mouvoir de façon interactive avec les éléments du décor, les monstres, les dragons projetés sur l'écran. Les gants (Datagloves) sont équipés de cellules sensibles qui détectent les mouvements de la main dans l'espace. Le casque à visière (Eyesphone) repère les mouvements de la tête et la direction vers où se porte le regard. Le joueur se voit « incrusté » sur l'écran, au beau milieu des images de synthèse, et intervient en temps réel dans le déroulement de l'aventure.

Les chaînes de télévision à péage s'intéressent de près au procédé. Des émissions comme « Cyberzone » ou « Nightmare » permettent à l'enfant équipé d'un système interactif de participer directement à ce qu'il voit sur l'écran. Le marché est intéressant, surtout si l'on additionne l'abonnement au réseau et le prix de vente des équipements interactifs indispensables (de 100 à 500 dollars, selon le degré de sophistication).

Pour le concepteur du système Superscape, Ian Andrews, « l'environnement sonore joue un rôle-clé. Il rend les images concrètes et l'action crédible ». La banque de sons gérée par le micro-ordinateur est particulièrement fournie : cris, grognements, claquements, craquements, vrissements, etc. La planète virtuelle est encore plus bruyante que notre planète de sons.

DENIS FORTIER

► Cinaxe, à la Cité des sciences de la Villette. Tél. : 42-39-34-00.
► Kinémax, au Futuroscope de Poitiers. Tél. : 49-82-30-10.

Faire chanter la pierre

Une série de concerts pour montrer la restauration du patrimoine franc-comtois

SALINS

de notre envoyé spécial

Il y a bien des années que Notre-Dame, l'un des cinq lieux cultuels de la ville de Salins, dans le Jura, n'avait vu pareille affluence. Désaffectée avant d'être promise à la pioche des démolisseurs dans les années 60, elle est peu à peu restaurée après son inscription à l'inventaire des monuments historiques en 1970.

Et ce soir-là, mercredi 3 juillet, pour montrer son retour en grande partie Louis XIV enfin presque entièrement restauré dans sa polychromie originelle, ses stalles remontrées, le conseil général du Jura, la direction départementale des affaires culturelles, la caisse des monuments historiques, la mairie ont invité la population à assister à un grand concert.

Les chaises ont été prises d'assaut, de nombreuses personnes sont debout, dans le fond de l'église. De tout jeunes enfants sont assis par terre au premier rang, face au retable qui « en jette » comme au premier jour.

Le programme n'a rien de ces trompettes et orgues qui font recette. L'entrée est gratuite et les œuvres ambitieuses : en première partie, le *Lamento d'Ariane* de Monteverdi, un motet de Bernier, la *Première Leçon des téniers* de Couperin, le *Salve Regina* de Couperin et une *Suite pour viole de gambe* seule de Dubuisson, par

Catherine Lessalle (jolie voix de soprano, interprète autorisée), Michel Gentilhomme (à l'orgue positif) et Jean-Raymond Gélis (à la viole de gambe). Franc succès auprès d'un public sans doute peu accoutumé à la musique ancienne.

Un succès qui se mura en triomphe pour la troupe d'amateurs qui donne, en seconde partie, les *Fêtes vénitiennes* de Campra.

Amateurs ? Pas tout à fait, puisque plusieurs des membres du Centre de pratique musicale amateur de Franche-Comté (CPMA) vivent de la musique, mais rarement dans la discipline qu'ils pratiquent au centre.

Pour l'occasion, ils ont été rejoints par l'Ensemble muse et danse. Sous la direction de Catherine De Plas, cette troupe se consacre à retrouver les secrets de la danse telle qu'elle était pratiquée avant le vingtième siècle.

Rivés à l'énergie et enthousiasme Catherine Duval, qui les dirige de son clavecin, ces jeunes musiciens, choristes, chanteurs et danseurs, manifestent un enthousiasme, un engagement personnel qui font rapidement oublier leurs faiblesses techniques.

Ces artistes vivent leur passion pour la musique et sont heureux de présenter leur travail au public, comme ils l'ont fait, chaque mois, cet hiver, dans une petite salle de Saint-Claude devant un public de plus en plus nombreux. Ce concert s'inscrit dans le cadre d'une action qui vise à montrer l'état d'avance-

ment des chantiers de restauration des monuments historiques du Jura.

ALAIN LOMPECH

► « Chantez ! chantiers ». Besançon, le 6, à 15 heures, rencontre-débat sur la restauration des monuments historiques; 18 heures, concert de motets français à la chapelle du refuge; 20 h 45, les Fêtes vénitiennes au Musée des beaux-arts et de l'archéologie. Saint-Claude, le 7, de 10 heures à midi et de 15 heures à 17 heures, présentation du travail de reconstitution des stalles de la cathédrale brûlée dans l'incendie de 1983; 20 h 45, motets français à la cathédrale; 21 h 45, les Fêtes vénitiennes, salle de la Grenette.

EN BREF

► Les détenteurs de billets pour le concert de James Brown pourront se faire rembourser. - Après le report au 5 juillet des concerts de James Brown prévus les 1^{er} et 2^{er} juillet, les détenteurs de billets peuvent se rendre au concert du 5, quelle que soit la date mentionnée sur leur billet. S'ils veulent être remboursés, ils ne pourront pas l'être auprès des points de vente mais en adressant leur billet par la poste à JFD Productions, 12, rue de Courcelles, 75008 Paris avant

le 8 juillet. Enfin, les organisateurs annoncent que des places seront en vente à l'entrée du concert, le 5.

► Décès de la danseuse Irina Nijinska. - La danseuse américaine d'origine russe Irina Nijinska, qui avait tout au long de sa vie parcouru le monde pour faire connaître les ballets créés par sa mère, la chorégraphe Bronislava Nijinska, est morte le mardi 27 juillet à Los Angeles à l'âge de 77 ans. Elle était la nièce du danseur russe Vatslav Nijinsky.

Un scoop pour rien

La transformation d'une enquête choc en téléfilm insipide

L'AFFAIRE WALLRAFF
de Bobby Roth

Pour un gâchis, c'est un beau gâchis. Le personnage de Günter Wallraff, ce journaliste allemand grand pourfendeur d'injustices, constituait un alléchant personnage de cinéma. De ses révélations sur les trafics d'armes de l'extrême droite européenne, pour lesquelles il se déguisa en marchand de canons, à sa description « de l'intérieur » du sort des immigrés, publiée en France sous le titre *Tête de Turc* (1), la carrière de ce journaliste au service secret de l'information avait de quoi inspirer un thriller politique, une ému de *Hommes du président* ou une variante moderne de *Tintin*. Il n'aurait fallu qu'un minimum de scénario, de mise en scène, d'interprétation.

Bobby Roth a choisi l'une des plus célèbres enquêtes de Wallraff : à la fin des années 70, le journaliste indépendant s'était fait engager sous un faux nom par la rédaction du *Bild Zeitung*, fleuron de la presse à scandale d'Axel Springer. Wallraff mettra en lumière les pratiques peu ragoutantes de marchands de sang et de malheur à la une, et les liens du groupe de presse avec la police et les formations politiques les plus réactionnaires.

Mais, à l'écran, Jürgen Prochnow campe un Zorro naïf et assez naïf,

perpétuellement abasourdi par les vilénies des malfaiteurs qu'il est venu espionner : d'épouvantables méchants de mélodrame, ramassis de protonazis cyniques, alcooliques, tabagiques, menteurs et cupides en permanence, à l'occasion incendiaires et meurtriers. Il n'est pas dit que le réalisateur en chef du *Bild* (rebaptisé *Standard*, on est courageux ou on ne l'est pas !) martyrisait le chicon de sa concubine, mais c'est probable.

Sans éprouver grande sympathie pour la presse à scandale, la présentation qui en est faite est tellement caricaturale qu'elle inspire un vague sourire, juste avant le baïlement profond. Et, coincée entre ces marionnettes sans intérêt, Nathalie Baye en maîtresse-assistante-souffre-douleur des angoisses existentielles du justicier ne peut que faire regretter sa belle prestation de l'an dernier, dans *Un week-end sur deux*.

Que Günter Wallraff lui-même ait cautionné cette version ridicule de son histoire n'y change rien : Bobby Roth a réussi une gaffe peu commune, le mariage du téléfilm bas de gamme et du « film de dénonciation » taillé dans le bois dont étaient faites les langues millénaires d'un autre âge. Etait-ce bien nécessaire ?

JEAN-MICHEL FRODON

(1) Publié par La Découverte, également éditeur des Mémoires de Wallraff, la *Vérité comme une arme*.

<p>LUNDI 8 JUILLET - 20 H 30</p> <p>CHICK COREA ACOUSTIC BAND, JOHN MC LAUGHLIN TRIO, DAVE HOLLAND QUARTET, GARY BURTON QUINTET</p>	<p>LA GRANDE HALLE-LA VILLETTE</p> <p>MILLES DAVIS</p> <p>RESERVATIONS 40 03 39 03</p> <p>PARC VIRGIN MEGASTORE, 3615 FNAC, 3615 THEA A CÉDEX LA GRANDE HALLE</p> <p>JAZZ</p>	<p>MARDI 9 JUILLET</p> <p>20 H 30</p> <p>JOHN SCOTFIELD TRIO, QUARTET HERBIE HANCOCK, WAYNE SHORTER, STANLEY CLARKE, OMAR HAKIM</p> <p>22 H 30 PAT METHENY GROUP</p>
---	---	--

CULTURE

CINÉMA

Le calvaire d'une mère

Un mélo à la fois appuyé et ambigu sur l'enfer des jeunes drogués et celui de leurs parents

ACTE D'AMOUR
de Pasquale Squitieri

Les ravages de la drogue chez les adolescents sont devenus tellement effrayants qu'on y a même des campagnes destinées à produire sur l'opinion publique l'effet d'un électrochoc. Témoin *Acte d'amour*, film de Pasquale Squitieri, inspiré d'histoires réelles mais conçu et réalisé comme un mélodrame dont le but est de secouer les spectateurs.

Elena, une veuve, brocanteuse au marché aux puces de Milan, travaillant dur pour élever ses deux enfants, découvre que le plus jeune, son fils Sandro, est accroché à l'héroïne. Elle entreprend de le guérir, et dans cet espoir, l'aide un temps à se droguer; elle le repense en main, en lui manifestant tout son amour. Mais le garçon s'enfuit après lui avoir volé ses économies, sombre dans la délinquance. L'engrenage est amorcé. Elena, en quelque sorte, sacrifiée sa fille Martina, qu'elle juge solide, équilibrée, capable de se prendre en charge, et connaît un véritable enfer.

Acte d'amour — qui pourrait aussi bien être intitulé *Le Calvaire d'une mère* — ne mise ni sur l'espérance

ni sur la rédemption. Pasquale Squitieri démonte assez bien, dans ce cas individuel, le mécanisme qui peut rendre les parents d'adolescents drogués dépendants de la propre dépendance de leur enfant. Mais, après quelques éclaircies, le personnage de Sandro, voleur, menteur, bourreau de sa mère, devient tellement antipathique (il est vrai que le jeu outré de Karl Zinny y est pour quelque chose) qu'on a envie d'en être débarrassé.

Et cela ne va pas sans ambiguïtés puisque, passant du particulier au général, délivrant ici et là des informations — dramatisées — sur l'aspect social du problème de la drogue, le réalisateur nous enlève dans le plus noir pessimisme afin de faire accepter une séquence finale qui, même empruntée à une réalité vécue, ne devrait pas, pour de simples raisons de morale, être représentée.

Squitieri a tapé à tort et à travers. Mais Claudia Cardinale est aussi grande comédienne qu'elle a pu l'être dans les drames de Comencini. Et la musique du *Stabat mater* de Rossini semble avoir été écrite pour elle.

JACQUES SICLIER

PHOTO

Une femme sans ombre

Séduction et transgression sont les fils conducteurs d'une œuvre singulière

SOPHIE CALLE
au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris

Lorsqu'elle rentre à Paris en 1974 après avoir beaucoup voyagé, Sophie Calle est totalement perdue. Elle se sent étrangère dans cette ville où elle est née en 1953. Pour se retrouver, elle choisit de laisser les autres décider à sa place et commence à suivre au hasard les solitaires dans la rue. Un paquet trop lourd, un vêtement voyant, n'importe quel signe suffit à déclencher son envie. Au bout d'un an elle commence à prendre des notes et à photographier. Du plaisir grandissant qu'elle ressent naît l'idée de cette *Suite vénitienne*, parue en 1983 aux Editions de l'Étoile.

Dégoussée, portant perruque et lunettes noires, elle suit pas à pas dans Venise un inconnu croisé par hasard à Paris. Sans enjeu esthétique, la photo, furtive et souvent floue, constitue une preuve. Le texte accorde la fiction, il est à la fois carnet de notes, journal de bord ou de voyage et procès-verbal. Fondé sur l'idée que « la vie des gens est un parcours aléatoire », le rituel de la filature, « qui est la double vie de l'autre », est analysé comme un « processus de séduction » par Jean Baudrillard.

En janvier 1980, pour l'exposition « Autoportraits » à Beaubourg, Sophie Calle se fait suivre durant une journée par un détective. Dans son rapport, il la nomme « la surveillée ». Elle mène le jeu en ignorant ce qu'il voit, elle mène fait de lui ce qu'elle veut. « Très vite, j'ai oublié pourquoi il me suivait. J'étais seulement prise par le fait qu'il m'observait et voulait tout savoir de moi ».

L'exhibition de l'intime

Le 16 février 1981, Sophie Calle est engagée comme femme de chambre pour trois semaines dans un hôtel vénitien. Elle fait les lits, range, nettoie. Son appareil photo et son magnétophone cachés dans un sac, elle entre par effraction dans la vie des clients. La figure centrale, c'est le lit. Sophie Calle tire « son portrait » dans toutes les chambres. Comme pour un flagrant délit, elle relève les traces, les indices (linge sale, dentier, serviette hygiénique). Elle examine, fouille et note en détail tout ce qu'elle voit.

Le texte certifie le constat de la vue. Elle y ajoute des bribes de journaux privés. Ils sont comme le prolongement du sien, et forment un effrayant rapport qui met à nu

les manies, les tics, les vices des vies banales.

En août 1983 paraît dans *Libération* sous forme de feuilleton *L'Homme au carnet*. Sophie Calle trouve rue des Martyrs un cahier d'adresses appartenant à Pierre D. Elle reconstruit, jour après jour, le profil de son propriétaire grâce aux noms qui y figurent. Dans cette expérience, le voyeurisme et l'exhibition de l'intime sont poussés à l'extrême. Sophie Calle avoue s'être interrogée sur la moralité du projet. Mais elle ajoute : « J'ai vécu tout ce temps avec lui dans son quartier, avec ses amis. Plus j'avancis, plus je l'aimais. J'étais quasiment tombée amoureuse de l'homme qu'il était ».

En 1984, Sophie Calle embarque sur le Transsibérien, de Moscou à Vladivostok, en compartiment première classe pour deux personnes. Elle ne sait pas qui sera son compagnon de route. Il entre avec six valises pleines de nourriture. Il a soixante ans et s'appelle Anatoli Vorol Fidorovitch. « Nous nous sommes organisés. Je faisais les lits et lui les repas. Il décidait de l'heure du réveil et moi de celle du coucher. Nous avions dix mois en commun. Il savait dire : communiste, fasciste, Marchais, Mitterrand, Thorez, Humanité, de Gaulle. » Face à face, à découvert, ils mènent durant douze jours une vie commune sur 4 mètres carrés. Sophie Calle photographie Anatoli en train de manger, boire, dormir. « Tous les soirs, je lui chantais les Temps des cerises. Ce fut terrible de se quitter. On vivait comme un vieux couple ».

A la galerie de l'Arc du Musée d'art moderne de la Ville de Paris, on découvre ses derniers travaux intitulés en français *The Bronx* (1980), *The Blues* (1986), portraits de vingt-trois aveugles de naissance, mais aussi les *Anges* (1984), réalisés à Los Angeles, les *Tombes et Histoire autobiographique* (1988), où elle conte des moments de sa vie, comme sa première nuit d'amour et comme l'histoire de son lit brûlé qui rappelle sa première expérience, les *Dormeurs* (1979).

Sans nier la part de risques et de perversité de sa démarche, Sophie Calle ne donne aucune interprétation intellectuelle. Elle vit au premier degré ses désirs sans partage.

Sophie Calle voue une fervente admiration à Georges Perec. « J'aurais aimé avoir toutes ses idées. » Elle ne se veut pas photographe et ne se situe dans aucun courant artistique, mais elle qualifie son travail d'autobiographique. Le format de ses œuvres a beaucoup évolué en dix ans et elle soigne de plus en plus leur présentation. Elle est moins connue en France qu'aux États-Unis, et cette rétrospective offre l'occasion de faire le point sur l'œuvre d'une jeune femme de trente-huit ans qui mène sa vie comme une aventure secrète.

PATRICK ROEGERS

► Rétrospective au Musée d'art moderne de la Ville de Paris avec Patrick Roegers, jusqu'au 13 octobre. 11, avenue du Président-Wilson, 75016 Paris.

□ Mort de la photographe Margaret Monck. — La photographe britannique Margaret Monck est morte, le 2 juillet dernier à Newbury (Angleterre), à l'âge de quatre-vingts ans. C'est dans le Londres des années 30, au contact des jazzmen et de l'avant-garde artistique, que cette photographe a réalisé au Leica des essais lyriques et engagés : la communauté italienne de Clerkenwell, les Chinois de Limehouse et surtout la vie du quartier East-End.

COMMUNICATION

POINT DE VUE

La télévision publique n'est pas une fin en soi

par Hervé Bourges

Depuis cinq ans, la télévision publique est en perte constante d'équilibre. Pour la redresser, nous devons procéder à une véritable reconstruction. Sans repartir de zéro, mais en posant des questions-clés : à quoi sert la télévision publique ? Quels programmes ? Quels moyens ? Quelles ambitions ? Nos réponses constituent la trame du plan stratégique et aux comités d'entreprise des deux chaînes.

Notre premier devoir était de dire la vérité. Aux téléspectateurs, aux pouvoirs publics, et aux collaborateurs d'Antenne 2 et FR3. Pourquoi la situation était-elle aussi désastreuse ? Ce sont les responsabilités de ce qui peut apparaître comme un immense échec. Au lendemain de la privatisation de TF1, c'est l'audiovisuel français tout entier qui s'est engagé dans une spirale destructrice, que les auteurs de la réforme néfaste de 1986 n'avaient certainement pas souhaitée ni même envisagée. Chacun peut aujourd'hui en mesurer les effets : appauvrissement et standardisation des programmes, inflation des coûts (10 % par an), déséquilibre du marché publicitaire, fuite des talents, dictature des sondages, etc.

Le phénomène est sans frontières : les grands services publics de télévision sont entrés dans une période de turbulences graves. L'origine historique de la crise que nous traversons est à la fois économique et culturelle : à l'exception notable de la Grande-Bretagne, les télévisions nationales européennes ont ignoré la concurrence jusqu'aux années 80, car elles fonctionnaient à l'abri de monopoles d'État ; et la crise que nous traversons tous à des degrés divers est un contre-coup de l'introduction des mécanismes du marché dans le secteur de la communication. Les deux effets les plus spectaculaires sont la fin des monopoles publics et la séparation des métiers de producteur et de diffuseur.

Réorganiser à la veille de 1993

Le processus s'accélère à la veille du marché unique de 1993. Il est un peu tôt pour en mesurer toutes les implications, mais la démarche communautaire s'impose à tous, elle nous conduit à engager des réformes de structures en profondeur.

La situation de la télévision française est particulièrement préoccupante. Sans doute parce que les pertes d'Antenne 2 et FR3 voisinent avec les déficits de la Cinq et de M6, et les investissements sans retour du câble ; mais le bilan de notre télévision publique concerne aussi son audience et son prestige ; il affecte enfin la confiance des téléspectateurs et des personnels.

Que faire ? Les thèses les plus radicales ont pu être échauffées. Selon les uns, il faudrait sanctuariser la télévision publique, en maintenant l'intégralité de son financement à la charge de la collectivité, par la redevance et des subventions. Pour les autres, une seule chaîne publique suffirait : éducative et culturelle, elle serait une chaîne alibi, un service public « bonnet ». Il n'est pas difficile de démontrer les faiblesses de ces thèses. Mais il y a d'autres raisonnements, plus pernicieux, car certains les épousent de bonne foi. Ainsi l'on a pu entendre des responsables politiques, syndicaux ou professionnels affirmer que la télévision publique était sanctionnée, à tort ; que l'on voulait lui faire payer les erreurs de l'État ; que FR3 est en bonne santé financière ; voire qu'il n'y a sûrement pas trop de personnel dans les chaînes nationales ; ou bien que nous allions supprimer un des deux réseaux...

Tout cela est faux et traduit soit une méconnaissance des enjeux de la communication, soit une volonté de tromper les citoyens.

Revenons aux faits : Antenne 2 atteignait le milliard de francs de déficit cumulé fin 1990. A FR3, avec un peu de décalage, la perte était la même : l'audit a estimé à 430 millions son déficit prévisionnel pour 1991 ; la Cour des comptes avait même évalué ce risque à 500 millions.

Une trésorerie qui s'effondre, cela ne s'invente pas, tous les comptables le savent. Des recettes publicitaires inférieures aux prévisions, même révisées à la baisse, ce n'est pas seulement une erreur

de gestion ; c'est un effet de la perte d'audience d'Antenne 2. Aujourd'hui, c'est la valorisation des stocks de programmes des chaînes qui semble faire l'objet d'une polémique. Entendons-nous bien : il y a les pratiques comptables ; la valeur d'un stock peut être revue à la hausse ou à la baisse par un jeu d'écritures.

Et il y a les réalités économiques : les programmes déjà diffusés sont donc des richesses peu mobilisables, difficile à vendre, et la télévision publique ferait scandale si elle cessait de produire et d'acheter, pour se contenter de les reprogrammer.

C'est toute l'économie de la télévision publique qui doit être remise sur les rails. Son adaptation et sa modernisation impliquent de mettre en œuvre une politique des produits et une offre de diffusion compétitives, aussi bien en termes d'intérêt que d'efficacité, de coûts de fabrication que de potentiel commercial.

L'organisation interne des chaînes nationales a besoin de quelques remises à l'heure : il faut des journalistes qui informent, des administrateurs qui gèrent et des responsables qui font des choix. Trop de place est, trop d'émotions de complaisance à ; trop de programmes fabriqués parce que des moyens sont disponibles, alors qu'il n'y a ni audience ni marché pour des émissions réalisées sans étude et sans stratégie. Nous nous engageons à rendre chaque franc investi par la collectivité dans la télévision plus efficace.

Les données objectives tiennent en trois chiffres-clés : un tiers du temps passé par les téléspectateurs devant le petit écran est consacré aux émissions de la télévision publique ; 1 franc sur 2 investi par les diffuseurs (hors Canal Plus) dans les industries de programmes provient des sociétés nationales ; 1 franc sur 4 de l'investissement publicitaire global télévision est dépensé sur nos chaînes.

Un autre indicateur est préoccupant. Il y a six ans, TF1 et Antenne 2 avaient des audiences comparables, un budget et des effectifs équivalents. Aujourd'hui, la Une a presque deux fois plus de moyens que la Deux. Et la part d'audience de cette dernière ne cesse de diminuer. Pourquoi ? Parce que tout se tient. Parce qu'il faut mettre en accord les ambitions et les structures. J'ajouterais : parce que nous n'avons pas le choix.

Cinq objectifs prioritaires

Quels objectifs lui fixer ? Qu'est-ce qui la distinguera profondément de la télévision privée ? Voici cinq priorités que contient notre plan stratégique :

1. — Nous sommes convaincus que la légitimité de la télévision publique, c'est la télévision pour tous. L'existence de deux chaînes publiques n'est pas une fin en soi ; en revanche leur maintien est la pierre angulaire de notre plan stratégique : un bouquet de programmes qui s'adressent à l'ensemble des téléspectateurs et prend en compte la multiplicité de leurs attentes, car la télévision publique, c'est la seule télévision vraiment généraliste. A défaut d'une impossible harmonisation avec les chaînes commerciales, la seule garantie de la diversité des grilles et des émissions réside dans une offre complémentaire provenant des deux chaînes nationales. Le plus souvent possible, l'on doit pouvoir trouver sur Antenne 2 ou sur FR3 une émission qui diversifie et une occasion de découverte ou de réflexion. Une telle stratégie implique une souplesse qui interdit la spécialisation étroite de l'une ou l'autre chaîne, ainsi qu'une trop grande lourdeur d'organisation. Enfin, elle exige des moyens : les 430 millions d'économies de fonctionnement dans les deux sociétés seront totalement réinvestis dans les programmes.

2. — La télévision publique doit être le garant et surtout le partenaire privilégié de la création française. Nous ne nous contenterons pas d'être les seuls à satisfaire les quotas ; d'ailleurs, les téléspectateurs préfèrent les programmes français chaque fois qu'ils sont bons. Nous voulons des œuvres véritables et ambitieuses. Cela a un prix : produire mieux

signifie rarement produire davantage, et tant pis pour ceux qui pensent que la télévision publique est une dame d'œuvres chargée de répartir ses moyens entre tous les projets en pratiquant le saupoudrage ; nous devons avoir une politique de la production qui tonifie le marché ; nous voulons aussi être l'adresse à laquelle se rendent d'emblée les jeunes talents ; enfin, nous sommes plus attentifs que d'autres, peut-être, à l'innovation technologique, au rayonnement de la France et au dialogue des cultures.

3. — La télévision publique a une morale. Elle ne fait pas flicke de tout bois. Nous refusons les fictions violentes sur nos antennes ; nous refusons toutes les exclusions sociales ou culturelles ; comme nous refusons la coupure des émissions qui est une violence faite aux œuvres.

4. — La télévision publique, grâce à son financement par la redevance, peut mener une politique volontariste. Nous engageons des chartes tels que l'ouverture de décrochages de proximité ; nous voulons offrir des services de télévision plus adaptés aux attentes des téléspectateurs. Nous avons également fait le choix de la décentralisation de nos moyens, et la filière de production de FR3 vise à rassembler les moyens indispensables à la production d'émissions de stock (fiction, documentaires, programmes pour la jeunesse) plutôt qu'à continuer de disperser cet important potentiel sur des émissions de flux, destinées souvent à la seule diffusion régionale.

5. — La télévision publique doit offrir une information de référence. Elle a inventé le journal télévisé et « Cinq colonnes à la Une ». Elle doit aussi se donner les moyens de fournir au marché international les images françaises de l'actualité mondiale. L'indépendance des sources d'images locales, nationales et internationales, et l'approfondissement du traitement des nouvelles par des journalistes spécialisés seront la marque d'une information de qualité sur Antenne 2 et FR3.

Quel rapport entre ces objectifs d'intérêt public et la nécessité d'assainir la gestion d'Antenne 2 et de FR3, au prix toujours douloureux de suppressions d'emplois ? Parce que tout se tient. Parce qu'il faut mettre en accord les ambitions et les structures. J'ajouterais : parce que nous n'avons pas le choix.

Nous sommes désormais dans un secteur concurrentiel. Et cela nous oblige à la maîtrise de nos propres coûts, au risque sinon d'être accusés de dumping et autres pratiques anticoncurrentielles. Dans un secteur industriel, l'intervention de l'État doit pouvoir se mesurer et se justifier. En contrepartie de la redevance et des aides exceptionnelles, la télévision publique doit garantir notamment la continuité et l'impartialité du service rendu à ses usagers.

Nous y veillerons. Tout comme nous veillerons à ce qu'aucune mesure injuste ou susceptible de se traduire par une déqualification professionnelle ne puisse être prise dans le cadre de notre réorganisation.

Je suis convaincu que notre projet est fondé sur une analyse globale et pertinente. Il permettra à notre télévision publique de retrouver un à un ses équilibres, dans une démarche pragmatique.

Bien entendu, il y aura toujours de belles âmes pour vouloir que le service public ne diffuse que des programmes édités tout en réalisant les scores d'audience de TF1.

Mais ceux qui pensent ainsi regardent-ils vraiment la télévision ?

► M. Bourges est président commun d'A2 et FR3.

A Luxembourg

Les éditeurs de presse européens refusent toute ingérence de la Commission

A la veille de l'ouverture du marché unique européen de 1993, la presse écrite a tenu à poursuivre le dialogue commencé à Paris il y a deux ans entre éditeurs et « eurocrates » (le Monde du 17 octobre 1989) en réunissant 500 d'entre eux du 2 au 4 juillet à Luxembourg, pour les Assises européennes de la presse.

La presse écrite européenne constitue à la fois une puissance considérable et un véritable patchwork de différences nationales. Les membres de la Commission des associations d'éditeurs de journaux (CAE) représentant les douze pays publient en effet 1 800 journaux diffusant plus de 75 millions d'exemplaires chaque jour, sans compter 33 000 magazines. L'Europe devance donc largement le Japon et ses 68 millions d'exemplaires quotidiens ou les États-Unis et leurs 63 millions.

Mais cette puissance européenne ne peut faire oublier les différences nationales. Le cas de la TVA appliquée à la presse écrite ne constitue qu'un exemple parmi d'autres de cette mosaïque : en Irlande, le taux de TVA des quotidiens est de 10 %, alors qu'il atteint 7 % en Allemagne, 2,1 % en France et zéro au Royaume-Uni, en Belgique ou au Danemark.

L'ingérence des éditeurs devant une éventuelle législation européenne en matière de presse écrite, tant dans le domaine de la TVA que dans ceux de la concentration, de la réglementation publicitaire ou de la déontologie, planait lors de l'ouverture de ces assises. Certains éditeurs britanniques n'ont d'ailleurs pas fait mystère de leur méfiance. Ainsi, le *Times* du 2 juillet publiait une violente mise en garde, sous le titre « *Touche pas à la presse* », contre ces assises censées « généraliser les restrictions et non les libertés » de la presse. Et deux « barons » de la presse britannique et allemande, Lord Rothermere (*The Daily Mail*) et Hubert Burda (groupe Burda) créaient une association destinée à lutter contre la législation européenne mettant hors la loi la publicité pour l'alcool et les produits pharmaceutiques.

Les participants, éditeurs, représentants des syndicats de journalistes, experts européens, d'accord sur les missions de la presse écrite, « outil de la démocratie » ou « élément intellectuel de la société », ont en revanche divisés sur d'autres sujets.

Pour l'ensemble des éditeurs, la presse est un phénomène qui répond à des règles essentiellement nationales et spécifiques. L'idée largement répandue selon laquelle « les entreprises de presse doivent opérer dans un contexte juridique national » et le fait que « l'établissement de limites à la concurrence est du domaine national et ne peut être soumis à des règles uniformes ni faire l'objet d'une législation européenne » a pourtant suscité des réserves.

M. Enrique Baron Crespo, président du Parlement européen, suivant l'opinion de la Fédération internationale des journalistes, s'est prononcé pour une « réglementation spécifique » et a rappelé que « le Parlement européen s'est préoccupé du phénomène de concentration ». L'instauration d'un taux de TVA réduit, défendue par le conseil des ministres des Douze, mais refusée par les États membres, ou les aides à la presse, différentes d'un pays à l'autre, ne sont-elles pas des conditions d'accès à la profession de journaliste ou les conditions de travail des rédacteurs ont traduit d'autres désaccords. Les patrons de presse britannique jugeant, par exemple, injustes les conventions collectives des journalistes.

M. Jean Dondelinger, commissaire européen, avait expliqué d'entrée de jeu que « la Commission n'a aucune intention liberticide » concernant la presse écrite ni le projet d'un « livre vert sur la presse ». M. Jean Miot, directeur délégué du *Figaro* et président du Syndicat de la presse parisienne, lui a répondu en écho que « nous ne sommes pas là pour négocier ni pour rédiger des projets de directives ». Une manière pour les éditeurs, eux-mêmes divisés, de repousser toute ingérence de la Commission dans leurs affaires.

YVES-MARIE LABÉ

SAVTCHIEKO
EXPOSITION : PROJET DU TEMPLE DE LA PAIX
GALERIE DE NESLE
Samedi, 7h30 - 19h30

مكتبة الناصر

ÉCONOMIE

Le déficit de la balance des paiements courants en 1990

Les Français investissent beaucoup à l'étranger mais les étrangers boudent la France

BILLET

Europe : deux poids, deux mesures

En donnant son accord à une aide de 5,5 milliards de francs à Ford et Volkswagen pour la construction d'une usine au Portugal, la Commission européenne applique une logique difficile à suivre. D'un côté, au nom de la libre concurrence, elle bloque ou subordonne à de multiples justifications toute aide étatique. De nombreuses firmes françaises en ont fait l'expérience, qu'il s'agisse de Thomson, Bull ou Renault. Mais d'un autre côté, non seulement elle ne refuse pas que l'on aide mais elle aide elle-même une entreprise puisque la CEE participe au financement de l'usine portugaise de Ford et Volkswagen à hauteur de 1,8 milliard de francs, le reste étant apporté par l'Etat portugais.

Dès l'annonce de cet accord, Matra a décidé de saisir la Cour de justice européenne (nos dernières éditions du 5 juillet). La firme française est en effet directement intéressée dans l'affaire puisque l'usine portugaise doit construire des véhicules monocoques, concurrents de l'Espace, conçu et fabriqué par Matra. En outre, le montant de l'aide est près de quatre fois supérieur à l'investissement total réalisé — sans aucune aide — par Matra pour l'Espace (1,5 milliard de francs).

Certes, pourrait-on dire, rien n'empêcherait le constructeur français de jouer au plus fin et de délocaliser lui aussi sa production vers des pays européens jugés plus défavorisés, et qui bénéficieraient donc des largesses de la Commission.

Autant d'emplois auraient ainsi été perdus sur notre territoire. Une telle pratique aurait été éminemment regrettable, à une période où, comme le rappelle récemment M. Raymond Lévy, le PDG de Renault, les constructeurs automobiles européens vont devoir réduire massivement leurs effectifs pour devenir aussi compétitifs que les firmes japonaises.

En agissant de la sorte, la Commission de Bruxelles contribue aux surenchères sauvages auxquelles se livrent pays et régions pour attirer des investisseurs européens, américains ou japonais.

ANNIE KAHN

La balance des paiements courants de la France a été déficitaire de 45,6 milliards de francs en 1990. Ce chiffre est plus mauvais qu'on ne le pensait au vu des résultats provisoires qui annonçaient un déficit de 40,9 milliards de francs. Le déficit enregistré l'année dernière fait apparaître une dégradation assez impressionnante des paiements courants de la France : 28,8 milliards en 1988, 29,6 milliards en 1989, ce qui représentait seulement 0,5 % du PIB. Avec 45,6 milliards en 1990, nous en sommes à 0,7 % du PIB. Pour le premier trimestre 1991, le déficit atteint 20,6 milliards de francs en données brutes, au lieu de 7 milliards à la même époque l'an dernier, a annoncé le ministère de l'économie et des finances mardi 2 juillet.

L'insuffisance de nos exportations, incapables d'équilibrer nos achats à l'étranger, explique en grande partie le déficit des paiements courants de la France : la balance commerciale a été déficitaire de 70,3 milliards de francs l'année dernière (1) au lieu de 64,2 milliards de francs en 1989. Mais un autre poste de la balance des paiements courants s'est creusé fortement l'année dernière : celui dit des « intérêts, dividendes et revenus du capital », qui a été déficitaire de 10,1 milliards de francs et représente la rémunération des capitaux investis en France par les étrangers. Plus exactement, ce poste traduit le déséquilibre qui existe actuellement entre investissements français à l'étranger et investissements étrangers en France.

Une participation importante des entreprises publiques

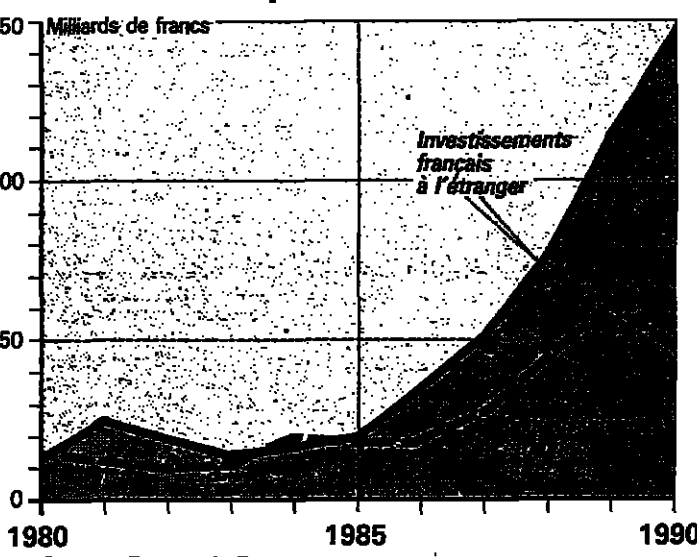
L'an dernier, les entreprises françaises ont énormément investi hors de nos frontières. Les chiffres sont édifiants : 147,6 milliards de francs d'investissements directs (2). Jusqu'en 1985, les chiffres enregistrés chaque année ne dépassaient pas 20 milliards de francs, se réduisant même à 14 milliards en 1983. Ce mouvement d'internationalisation du capital français a vraiment débuté en 1987 (voir graphique).

Depuis trois ans, les sociétés françaises viennent au troisième rang dans le monde pour l'importance des opérations de fusion-acquisition transfrontalières, derrière la Grande-Bretagne et les Etats-Unis.

Les grandes manœuvres du capital français à l'étranger ont évidemment entraîné d'importantes sorties de capitaux à long terme. L'année dernière, vingt-trois opérations ont atteint ou dépassé le milliard de francs, comme celles de Rhône-Poulenc sur Rorer (E.U.), d'Alcatel-Alsthom sur Telettra et Fiat Ferroviaria (Italie), de Renault sur Volvo (Suède), de Saint-Gobain sur Norton (E.U.), de LVMH sur Guiness (G.B.), d'Accor sur Motel 6 (E.U.), d'EDF sur CEPSA et Banco Central (Espagne), de Bernard Tapie Finances sur Adidas (Allemagne), de France Telecom sur Telmex (Allemagne), de Cap Gemini Sogeti sur Hoskyns (Grande-Bretagne), de Total CFP sur Uacal Norge (Norvège), d'Elf sur Bertram France sur Reptrop (Allemagne), de Matra sur Intecom (E.U.), de AGF sur la Compagnie de l'Escaut (UEBL).

Fait important : ce mouvement d'internationalisation n'a pas été fait du seul secteur privé. Les établissements publics y ont participé dans des proportions assez importantes : Total CFP, Pechiney, Rhône-Poulenc, Orkem, Usinor, Bull, Elf-Aquitaine, Thomson, les AGF, Renault, France Telecoms.

Un déséquilibre croissant



Source : Banque de France

Une nouvelle étape dans la bancassurance

La BNP et l'UAP s'associent pour vendre des contrats d'assurance-dommages

Au terme d'une période d'essai de quinze mois, la BNP et l'UAP ont créé, pour une durée de dix ans, une filiale commune, Natio-Assurances, pour distribuer des produits d'assurance-dommages auprès des clients de la banque. Cette filiale au capital de 5 millions de francs, qui aura le statut de courtier, vendra des contrats multirisques-habitation, des contrats-auto et des contrats-santé (maladie et risques divers en complément du régime obligatoire). Elle sera dirigée par deux directeurs généraux, MM. Jacques Bourruet-Lacouture, de la BNP, et Régis Voyron, de l'UAP.

Natio-assurances formera à l'assurance des collaborateurs de la BNP — deux cents à trois cents dans l'immédiat — et sera chargée de l'animation des actions commerciales qui impliqueront les agences de la banque, le marketing direct et la télématique.

Les nouveaux produits d'assurance ainsi commercialisés seront conçus par l'UAP qui encaissera les primes et mettra à la disposition de la filiale commune ses réserves techniques comme sa marge de solvabilité. Les produits seront simples, pour tenir compte des leçons de la période d'essai. En quinze mois, les douze conseillers assurance de la BNP, opérant sur cinq sites, ont fait signer 2 000 contrats dont 56 % en habitation, 37 % en auto et 7 % en santé : pas de produits complexes tels que les assurances pour les petites entreprises par exemple.

Elément capital, ce sont les

agents généraux de l'UAP qui se verront confier la gestion des sinistres et des contentieux. Enfin, les investissements initiaux seront supportés en commun, les résultats d'exploitation de Natio-assurances étant partagés à égalité.

« Pas de fusion ni de confusion »

Ainsi prend fin une période d'incertitude, qui avait fait courir bien des rumeurs sur les incompatibilités, réelles ou supposées, entre les structures commerciales des deux partenaires et leur « différence de culture ». La formule retenue de la filiale commune de courtage veut capitaliser les atouts des deux réseaux (des 2 000 guichets de la BNP et les 1 600 agents généraux de l'UAP) tout en séparant bien les tâches : c'est la compagnie d'assurance qui gère les risques et son contentieux éventuel avec les assurés n'est pas censé nuire à la banque. Cette dernière, en revanche, reste responsable des crédits que peuvent prescrire à leur tour les agents généraux de la compagnie d'assurance, qui n'en prendront pas la responsabilité. « Pas de fusion ni de confusion », affirme avec un bel ensemble MM. Jean Peyrelavade, PDG de l'UAP et René Thomas, PDG de la BNP : « Nous restons des maisons différentes. »

De fait, les deux établissements continueront à distribuer dans leurs propres réseaux leurs « produits maison » d'épargne et de retraite. Les deux présidents concluent : « Nous nous sommes lancés dans une opération qui prendra du temps ». Ils auraient pu ajouter : « Et qui nécessitera de la prudence. » Car, dans la bancassu-

rance, l'équilibre est difficile à respecter.

C'est la compagnie d'assurance qui accumule les capitaux dont a toujours besoin une banque, qui court donc un risque de subordination. Dans le cas du groupe d'assurances GAN, qui, désormais, détient 50 % du capital du groupe bancaire du CIC, cette subordination est acquise. « J'ai la majorité, donc je distribue mes produits d'assurance dans les guichets de ma banque. » Effectivement, en 1990 le GAN, a déjà collecté 4 milliards de francs de primes sur les contrats épargne et retraite diffusés par les établissements du CIC.

En revanche, un certain nombre de grandes banques, Crédit agricole, Crédit mutuel, Crédit lyonnais et Société générale, ont créé en leur sein des filiales d'assurances captives. C'est un mécanisme qui fonctionne bien, dont les résultats sont importants et qui permet, dans un délai relativement rapide, de saturer la clientèle de la banque en produits d'assurance, mais ne permet pas d'aller au-delà. En créant une société commune de courtage, la BNP et l'UAP, deux mastodontes déjà liés par des participations croisées en capital, ont voulu maintenir l'égalité des partenaires et, précisément, payer des parts de marché supplémentaires en dehors de leur clientèle.

Ce qui intéresse l'UAP, ce sont les clients de la BNP qui sont assurés ailleurs, et ce qui intéresse la BNP, ce sont les clients de l'UAP qui ont une autre banque. La stratégie est originale, tout à fait en dehors des horizons médiatiques habituels, souligne M. Thomas. Mais, effectivement, elle prendra du temps : c'est le prix du partenariat.

FRANÇOIS RENARD

En Ile-de-France

Un chômeur du bâtiment sur cent accepte l'emploi qu'on lui propose

Parmi les chômeurs inscrits comme demandeurs d'emploi dans le bâtiment en région parisienne, un sur cent seulement répond aux offres présentées par les entreprises du bâtiment. Cette constatation a été faite à l'issue d'une opération menée auprès de 10 000 inscrits à l'ANPE, qui a duré neuf mois.

Sur les 33 000 personnes figurant sur ses fichiers de la région parisienne pour les métiers du bâtiment, l'ANPE en avait sélectionné 10 000 jugés susceptibles de se réinsérer. Plusieurs réunions ont été organisées conjointement par l'ANPE et la Fédération parisienne du bâtiment (FPB) avec ces chômeurs.

M. Marchelli (CFE-CGC) propose une plate-forme commune à FO et à la CFDT

M. Paul Marchelli, président de la CFE-CGC, propose à ses homologues de FO et de la CFDT de réaliser une plate-forme commune « destinée à faire entendre haut et fort au gouvernement les aspirations des salariés ». Dans un entretien publié vendredi 5 juillet par les Echos, M. Marchelli indique qu'il écrit à MM. Jean Kaspar (CFDT) et Marc Blondel (FO) afin de « préparer des positions aussi communes que possible pour obliger le gouvernement à modifier sa politique ».

Cependant, alors que M. Marchelli se déclare partisan « de dis-

Selon une enquête de l'INSEE

L'emploi salarié a augmenté dans toutes les régions entre 1987 et 1989

Entre 1987 et 1989, l'emploi exclusivement salarié s'est accru dans toutes les régions, confirme l'INSEE dans un document publié le 5 juillet (INSEE première, n°151). Mais la situation est différente pour l'emploi total, salarié et non salarié, en raison du déclin de l'agriculture.

Pour 600 000 emplois créés, au total, il y a eu 700 000 emplois salariés supplémentaires et 100 000 emplois non-salariés de moins. Seules l'Ile-de-France et Provence-Côte d'Azur, avec le développement des activités tertiaires, ont enregistré une augmentation des effectifs non salariés. En chiffres globaux d'emploi total, le Limousin, l'Auvergne, Nord-Pas-de-Calais et la Lorraine ont été déficitaires.

A partir du début de 1987, et jusqu'à la fin de 1989, l'emploi salarié a augmenté dans toutes les

régions, avec une progression très forte (+1,8 % en moyenne annuelle) dans les régions du quart sud-est, opposée à une croissance plus faible (+0,8 %) dans la région nord-est et le Massif Central. Les Pays de la Loire, où l'industrialisation a été très vive, et l'Alsace, qui s'est essouffée, constituent des exceptions à ce partage.

Sept régions ont profité du retour de l'expansion pendant cette période : Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Languedoc-Roussillon, Corse, Pays de la Loire, Centre et Ile-de-France. Pour certaines, qui possèdent un secteur industriel développé, le mouvement s'est amplifié grâce à la reprise de l'emploi industriel, se cumulant avec l'accélération de l'emploi tertiaire. Toutefois, les suppressions d'emplois industriels ont été proportionnellement plus fréquentes en Ile-de-France et en Provence-Alpes-Côte d'Azur que dans l'ensemble du pays.

La Basse-Normandie, la Bretagne, Poitou-Charentes, la Bourgogne et la Franche-Comté se situent aux alentours de la moyenne nationale (de +1,3 % à +1,6 %). L'Aquitaine et Midi-Pyrénées sont dans le même cas, mais ne figurent pas parmi les régions les plus créatrices d'emploi, contrairement à la période 1982-1986. Les régions de vieille tradition industrielle sont moins performantes encore (Nord-Pas-de-Calais, Lorraine, Champagne-Ardenne, Picardie), ainsi que celles tournées vers l'agro-industrie (Auvergne) ou l'agriculture (Limousin). L'emploi salarié s'est peu développé en Haute-Normandie, où, à contre-courant de l'évolution nationale, l'industrie traverse une passe difficile.

A. La.

كتاب النحل

ÉCONOMIE

ETRANGER

La fin d'une longue négociation

Accord entre Pékin et Londres pour la construction d'un port et d'un aéroport à Hongkong

La Chine et la Grande-Bretagne ont annoncé jeudi 4 juillet qu'elles avaient réglé à leur satisfaction mutuelle l'un des principaux sujets de conflit qui assombrissaient l'avenir de Hongkong. Après des mois de négociations, les autorités britanniques et chinoises se sont en effet accordées au sujet du gigantesque projet d'aménagement de Hongkong qui prévoit la construction d'un nouveau aéroport, d'un port, de deux villes nouvelles, d'un nouveau métro et d'un réseau de tunnels entre les îles de la colonie.

Le projet représente une dépense de 15 milliards de dollars (90 milliards de francs), soit plus que le tunnel sous la Manche (le Monde du 6 septembre 1990).

Pékin redoutait que ces chantiers n'obèrent les finances de Hongkong dont il prendra le contrôle à partir de 1997. Les Britanniques plaident pour la colonie avait besoin de moderniser l'actuel aéroport de Kai Tak, parvenu à saturation, et que cette infrastructure signifiait pour les acteurs économiques que Hongkong conserverait son autonomie par rapport à la Chine populaire et qu'il serait toujours intéressant d'y investir.

L'épilogue de cette querelle représente un indéniable succès

pour Pékin. La Chine a obtenu que la mise en œuvre de ce projet prenne en compte certains de ses intérêts financiers. En outre, M. Major, premier ministre britannique, se rendra à Pékin pour signer l'accord avec le premier ministre chinois, M. Li Peng.

Total va construire une raffinerie en Chine

Total a signé, le 4 juillet à Pékin, le contrat qui lui permettra de participer à la construction en Chine d'une raffinerie ultra-moderne dont la production sera en très grande partie exportée. Cet accord, déjà annoncé (le Monde du 28 juin), permet au groupe français de s'implanter enfin dans le raffinage en Asie, région où jusqu'ici il était surtout producteur.

Total est le seul groupe étranger invité à participer (à hauteur de 20 % du capital) au projet chinois. La raffinerie située à Dalian, dans la province de Liaoning, aura une capacité de 5 millions de tonnes/an et devrait entrer en production au cours du second semestre de 1994. La première phase d'investissement s'élèvera à 280 millions de dollars (1,7 milliard de francs).

TRANSPORTS

Un contrat de 262 millions de francs

GEC-Alsthom équipera le futur tramway de Rouen

Un échec à Strasbourg, un succès à Rouen : le tramway fabriqué par GEC-Alsthom et de Dietrich s'impose, mais non sans difficultés. La décision de M. Laurent Fabius, président du syndicat à vocation multiple de l'agglomération rouennaise, de confier à un concessionnaire dont le chef de file est CEGELEC la construction et l'exploitation d'un réseau de 11 kilomètres de tramway baptisé métro en raison de la construction d'un tunnel - met du baume au cœur des responsables de GEC-Alsthom. Après le choix du maire de Strasbourg en faveur d'un tramway en cours de mise au point par l'italien SOGIM et ABB (le Monde du 4 juillet), la décision de la capitale normande devrait s'accompagner du choix du tramway mis au point en France et dont sont équipées les villes de Nantes et de Grenoble.

Le consortium choisi à Rouen commandera à GEC-Alsthom 20 rames avec une option possible sur 8 rames supplémentaires. Le matériel sera celui en service à Grenoble, c'est-à-dire à plancher bas. Le montant du contrat s'élève, pour le matériel roulant, à 262 millions de francs.

Malgré ses échecs à Lille, face à l'italien Breda, et à Strasbourg, GEC-Alsthom commence à mieux vendre son tramway. Conçu

comme un matériel haut de gamme pour séduire une clientèle française plutôt méfiante à l'égard de ce type de transport en commun, celui-ci coûtait cher, soit de 13 à 15 millions de francs pour une rame. Les 298 « caisses » (une rame comporte deux ou trois « caisses ») livrées ou en commande à Nantes, Grenoble, Saint-Etienne, Bruxelles et Bobigny (Seine-Saint-Denis) ont permis d'allonger les séries et d'abaisser le prix unitaire à un peu moins de 12 millions de francs.

La perspective de remporter le marché des 18 rames du futur tramway entre Issy-les-Moulineaux et la Défense, en Ile-de-France, devrait permettre d'améliorer encore la compétitivité du matériel de GEC-Alsthom, d'autant plus que la firme franco-britannique n'en a plus pour très longtemps à rembourser à l'Etat la cinquantaine de millions de francs d'avances qui lui avaient été versées, en 1981 et en 1988, pour la mise au point de son tramway. Il restera à concrétiser cette maturité industrielle et financière par un nouveau contrat à l'exportation, remporté, par exemple, sur les concurrents italiens, qui viennent de lui tailler des coupures dans deux villes françaises...

A. F.

LOGEMENT

Selon le secrétariat d'Etat

Les loyers augmentent moins vite à Paris et en province

Les hausses des loyers se ralentissent à Paris et en province, selon un rapport du secrétariat d'Etat au logement établi à partir d'enquêtes de l'INSEE, de l'Observatoire des loyers de l'agglomération parisienne (OLAP) et des données réunies par les directions départementales de l'équipement et des agences d'urbanisme.

L'indice général des loyers de l'INSEE traduit une décelération : il est passé d'une hausse annuelle en glissement de 6,3 % en avril 1988 à 4,6 % en avril 1991, même si les évolutions sont un peu différentes selon les agglomérations.

Dans les zones rurales et les agglomérations de moins de 100 000 habitants, il y a peu de tensions sur le marché, beaucoup de logements vacants, et peu de conflits, malgré l'apparition de « dysfonctionnements » (des excédents de petits logements et une certaine insuffisance de grands logements, notamment dans la Nièvre, l'Ariège, les Ardennes, le

Cantal, la Charente-Maritime, le Cher, l'Isère, sauf dans les villes où se sont récemment développés des établissements universitaires).

Dans les agglomérations de plus de 100 000 habitants, la hausse a été de 4,3 % en moyenne sur l'année 1990 (pour un logement de 66 mètres carrés : les hausses se sont ralenties, notamment, à Lyon, Toulouse, Aix-en-Provence, Nancy et Brest). En région parisienne, l'indice INSEE des loyers est revenu de 6 % (en glissement annuel) au début de 1990 à 5,5 % au début de 1991. L'OLAP relevant pour sa part une hausse de 6,2 % à Paris et de 6,1 % en proche banlieue en 1990 (le Monde du 19 juin) ; le nombre des conflits entre bailleurs et locataires traités par les commissions départementales de conciliation est revenu de 15 873 en 1989 à 13 243 en 1990. D'autre part, le rapport du secrétariat d'Etat au logement estime que la loi du 6 juillet 1989 (loi Mer-maz-Malandain), mieux connue par les propriétaires (au moins les institutionnels) et les administrateurs de biens, est « de mieux en mieux respectée ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Béghin-Say

Dans le cadre de la politique d'investissement du groupe dans les pays d'Europe centrale et orientale, BEGHIN-SAY vient de prendre une participation de 40 % dans les trois sociétés sucrières hongroises de SZERENCs, SZOLNOK et MATRAVIDEK.

Les quatre usines des sociétés concernées, qui forment un ensemble en totale continuité territoriale, ont produit plus de 200 000 tonnes de sucre en 1990, et représentent près de 40 % de la production totale hongroise.

Dès à présent BEGHIN-SAY, qui dispose d'une option pour porter à terme sa participation à 60 % dans chacune des trois sociétés, assume la responsabilité de la gestion des trois sociétés.

La libéralisation de l'économie

L'Inde allège les contrôles de son commerce extérieur

L'Inde veut rendre la roupie convertible à l'horizon de trois à cinq ans, a annoncé M. Chidambaram, le ministre du commerce. Pour préparer l'échéance et ouvrir l'économie, l'Inde a décidé de libéraliser ses échanges en levant nombre des contrôles qui entravaient les exportations et les importations. Le gouvernement espère ainsi séduire le FMI et obtenir de quoi combler un peu le déficit de sa balance des paiements. La roupie a été dévaluée deux fois cette semaine.

Le détail des mesures sera annoncé à la fin du mois. On sait que les aides versées à l'exportation seront réduites et que les complexes systèmes des licences d'importations qui imposent des sortes de quotas de réexportations seront complètement transformés.

Recul du chômage en Allemagne de l'Ouest, stabilisation à l'Est en juin

Le chômage a reculé en juin en Allemagne de l'Ouest à 5,3 % de la population active et s'est stabilisé à l'Est à 9,5 %, a annoncé, jeudi 4 juillet, l'Office du travail de Nuremberg. Fin juin, l'Ouest de l'Allemagne comptait 1 592 611 chômeurs, soit 11 065 de moins que fin mai. En Allemagne de l'Est, il n'y a eu que deux cents chômeurs de plus en un mois. Fin juin, leur nombre officiel était de 842 500, dont 57 % de femmes.

Le nombre de travailleurs partiels, à l'Est, a reculé à 1 908 700 personnes, soit 59 800 de moins que fin mai. L'Office note la forte progression des offres d'emploi : 74 100 offres en juin contre 55 300 en mai. Le nombre des chômeurs risque d'augmenter fortement dès juillet en Allemagne de l'Est, car de multiples garanties d'emploi pour les fonctionnaires et pour 400 000 ouvriers de la métallurgie ont pris fin le 30 juin. Cette vague de licenciements risque de porter du jour au lendemain le nombre de chômeurs à 1,4 million en Allemagne de l'Est.

Piper Aircraft en redressement judiciaire

Le principal constructeur américain d'avions légers, Piper Aircraft, a demandé la protection de la loi sur les faillites qui suspend le paiement de ses dettes pendant l'exécution d'un plan de redressement effectué sous contrôle judiciaire.

Bien qu'il puisse compter sur un carnet de commandes de 100 millions de dollars (620 millions de francs), Piper (1 000 salariés) n'a

pu trouver des bailleurs de fonds, effrayés qu'ils étaient par la décision de la firme d'assurer elle-même ses propres avions pour s'éviter des frais d'assurances. D'autre part, en mars dernier, les autorités fédérales ont interdit de vol, par mauvais temps, le Malibu, un appareil fabriqué par Piper et qui a connu des incidents graves. Piper a changé quatre fois de propriétaire depuis 1977. (AFP.)

INDUSTRIE

Robert Bosch : baisse des résultats et suppressions d'emplois

Selon le rapport d'activité publié jeudi 4 juillet à Stuttgart, le groupe électrotechnique allemand Robert Bosch a enregistré un bénéfice net consolidé en recul de 10,6 % en 1990 à 560 millions de deutschemarks (1,8 milliard de francs) pour un chiffre d'affaires consolidé de 31,8 milliards de deutschemarks (+4 %).

Afin de contrer une nouvelle baisse des résultats, la direction a pris des mesures de réduction de coûts, se traduisant par le départ de 2 100 personnes depuis le début de l'année, dont les deux tiers en Allemagne. Sur l'ensemble de l'année, Bosch va supprimer entre 3 500 et 4 000 emplois. Au total, les effectifs devraient se stabiliser à 180 000, les départs étant compensés par les nouvelles embauches en Allemagne de l'Est.

Les chantiers Bénéteau vont supprimer 190 emplois. Sur un effectif de 1 200 salariés, le chantier de bateaux de plaisance Bénéteau s'appuie à enregistrer 190 emplois. L'entreprise, installée à Saint-Hilaire-de-Riez (Vendée), a pris cette décision en raison d'une baisse d'activité due au conflit du Golfe et à la récession. Pour l'exercice en cours, le chiffre d'affaires du groupe devrait baisser de 30 %. Le marché mondial de la plaisance devrait reculer de 40 % cette année.

Le gouvernement choisira pour le groupe textile VEV un repreneur ayant une « capacité financière et industrielle ». Le ministre de l'Industrie, M. Dominique Strauss-Kahn, a affirmé mercredi 3 juillet que le candidat qui sera choisi pour la reprise globale du groupe textile VEV devra avoir « des capacités financières et industrielles pour mener le groupe ». Le gouvernement souhaite un repreneur qui « n'ait pas seulement des visées financières mais une véritable stratégie industrielle », a ajouté le ministre, en soulignant « la préoccupation de tous de ne pas se retrouver dans une situation analogue à celle de l'affaire Bouscass ». Il a confirmé que le gouvernement espérait avoir définitivement réglé le dossier « d'ici au 20 juillet ».

Après le désengagement de la Société générale de Belgique de son capital

La Compagnie maritime belge va être profondément réorganisée

BRUXELLES

de notre correspondant

Announced le 18 juin, pour être finalisée au début d'août, la vente par la Société générale de Belgique (SGB) de sa participation dans le capital de la Compagnie maritime belge (CMB) permet à l'acquéreur, le groupe anversois Almabo-Exmar, déjà principal armateur du royaume, de se positionner pour un rôle à l'échelle mondiale.

Avant de profiter de la politique de désinvestissement du principal holding belge, le groupe des familles Van Damme et Saverys possédait déjà 3 % du capital de la CMB. Son acquisition de 49,5 % supplémentaires pour 1,5 milliard de francs français, constituée, selon certaines sources, de fonds propres, lui donne le contrôle total du transporteur. Et deux autres actionnaires de la CMB-Gevaert et Ahlers - qui détiennent 25 % du capital restant, ont été approchés par les acquéreurs pour leur vendre leurs participations.

La CMB reste dans le giron national

Pour la presse de Bruxelles, le désengagement de la SGB ne s'est pas fait, cette fois, au détriment des intérêts nationaux et l'opération renforce l'ancrage belge de la CMB, constituée en 1895 sous la dénomination de Compagnie belge maritime du Congo. La Libre Belgique estime pourtant que M. Marc Saverys, administrateur délégué d'Almabo-Exmar, « prône

plutôt la création de groupes multinationaux plus puissants, plus compétitifs pour affronter le cri de dans le secteur de la navigation de ligne soumis à de perpétuelles turbulences ». Dans l'immédiat, M. Saverys a affirmé que « la stratégie à suivre consiste à révaloriser, d'un commun accord avec le management actuel de la CMB (dont son oncle Jacques Saverys était déjà le patron avant le retrait de la SGB), les activités phares de la compagnie ».

Si le chiffre d'affaires consolidé et le bénéfice de la CMB avaient baissé en 1990, c'est en partie à cause d'une politique aventureuse de prises de contrôle des concurrents. Il faut donc s'attendre à des « restructurations » au profit d'une « synergie » entre l'acquéreur et la CMB. Almabo ne consacrait en 1990 que 38 % de son activité aux transports et 9 % aux chantiers navals (contre 45 % au secteur financier).

La CMB exploite, directement ou par l'intermédiaire de ses filiales, une cinquantaine de navires. Après l'indépendance du Congo, en 1960, elle a beaucoup diversifié ses activités. Elle a investi dans le transport par conteneurs, celui du gaz naturel liquéfié et le transport à la demande en vrac. Selon l'Echo, quotidien belge de l'économie et de la finance, « la CMB, qui voguait désormais sous pavillon anversois, deviendra le leader mondial du transport en vrac ».

JEAN DE LA GUÉRIÈRE

REPRODUCTION INTERDITE

Le Monde

L'IMMOBILIER

appartements ventes

appartements ventes

1^{er} arrdt

M^{re} LOUVRE
Prest. 2 P., kitchen, bain, car, clim., 625 000 F.
MCCOT. 43-44-45-47

RIVOLI/TULERIES

Imm. luxueux
85 m², récept. + chbr, ent., grand living, 2 s.d.b., samedi de 14 h 30 à 18 h dimanche de 10 h à 19 h
43-55-55-04, poste 22

3^{er} arrdt

M^{re} ARTS-ET-MÉTIERs
Calm, beige, de sol, en duplex, gd living double + 1 chbr + s.d.b. bain, 43-55-55-04, poste 22

4^{er} arrdt

ILE-DE-LOUIS
RARE
Charme, caractère, imm. XVII^e, env. 150 m², 3^e et 4^e ét., gd hussar + 3 chbrs, + bureau, 2 s.d.b., cuisine à manger, 2 dressing, Prix : 7 000 000 F.
43-55-55-04, p. 22

5^{er} arrdt

EXCEPTIONNEL
Av. George-V, ex. déco, apt 100 m² env. Déco prestige, entrée, living dble + 2 chbrs, 2 s.d.b., + cuisine équip., état impeccable, prestations huss 43-55-55-04, p. 22

6^{er} arrdt

M^{re} ST-PLACIDE
Imm. récent pierre de t. 11 et 4^e ét., sol. h. dble, 3 chbrs, cuis., bain, 43-55-55-04, p. 22

7^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

8^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

9^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

10^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

11^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

12^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

13^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

IMM. CLASSE

3/4 P. rénové
samedi de 14 h 30 à 18 h 37 bis, rue Rodier, 2^e ét.

5^{er} arrdt

RARE
Prox. Châteaubert, neuf, jumeau habité, apt. 100 m² env. XVIII^e réhabilité, 115 m² de surface, env. 115 m², living 50 m² + 2 chbrs, s.d.b., s. d'eau 43-55-55-04, poste 22

6^{er} arrdt

M^{re} ST-PLACIDE
Imm. récent pierre de t. 11 et 4^e ét., sol. h. dble, 3 chbrs, cuis., bain, 43-55-55-04, p. 22

7^{er} arrdt

EXCEPTIONNEL
Av. George-V, ex. déco, apt 100 m² env. Déco prestige, entrée, living dble + 2 chbrs, 2 s.d.b., + cuisine équip., état impeccable, prestations huss 43-55-55-04, p. 22

8^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

9^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

10^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

11^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

12^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

13^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

14^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

15^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

16^{er} arrdt

PROX. CHATELAIN
Apt en duplex, env. 150 m² + 90 m² de terrasse, 1^{er} étage : 3 chbrs, grande réception en rotende + 1 chbr avec s.d.b. et dressing room + cuis. 2^e étage : 1 gde pièce bureau, entourée de terrasses. Prestations très hautes, conviendrait idéalement à couple ou personne seule. 43-55-55-04, p. 22

MALESHERBES

260 m² 6 P.
Studio de service Lux. imm. 1900, p. de table samedi de 14 h 30 à 18 h dimanche de 10 h à 18 h 17, rue du Général-Foy

14^{er} arrdt

DENFERT. Pierre de t. Vue sol. asc. par. 3 P. 57 m² + 41. 100 m² d'autres loc. libérables printemps 92 samedi 14/10 h - 12, rue Faidherbe - 43-55-55-04, p. 22

MONTPARNASSE

2 P. 35 et 45 m²
Refait et imm. 1900 p. de table samedi de 14 h 30 à 18 h dimanche de 10 h à 18 h 42, rue Raymond-Losserand

15^{er} arrdt

M^{re} LOURMEL
Imm. récent, t. ch. par. 34. 2 chbrs, cuis., bain, 7-17, rue Victor-Guérin, samedi, dimanche 14 h 30 à 1

MARCHÉS FINANCIERS

Avec 20 365 francs par habitant

Avignon est la ville de France la plus endettée

Selon une enquête du quotidien *Les Echos*, publiée le 4 juillet, sur l'endettement des villes françaises, les cent premières villes (13,3 millions d'habitants) ont un endettement total de 100 milliards de francs. Cette dette représente une charge comprise entre 2 000 francs et 20 000 francs par tête. C'est la capitale du Vaucluse, Avignon (20 365 francs), qui bat tous les records, atteignant le cas d'Angoulême.

Marseille est aussi dans une situation préoccupante, ainsi que Saint-Etienne, Brive, Nîmes, Ajaccio, Brest, l'ensemble Lille-Roubaix-Tourcoing, Nice, Arles, par exemple. En revanche, on relève, parmi les villes les moins endettées, plusieurs communes d'Ile-de-France, notamment Boulogne-Billancourt, Neuilly, Courbevoie, Paris, le « record » à la baisse étant détenu par Asnières (1 837 francs). Ces villes sont aussi celles qui disposent des ressources économiques, et donc fiscales, les plus importantes.

Un rapport « accablant » sur l'orientation de l'épargne. — Le quotidien *Les Echos* publie, dans son édition du 5 juillet, des extraits d'un rapport appelé *Equinox* sur l'orientation des flux d'épargne et ses conséquences sur l'état du marché français des actions. Cette étude confidentielle a été réalisée par des personnalités de la place, réunies dans un groupe de réflexion. Selon *Les Echos*, le constat est « accablant ». Il porte à la fois sur le tarissement des flux d'épargne vers le marché des actions au profit des produits

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCADIP

Les associés de SOCADIP, réunis en conseil d'administration le 3 juillet, ont décidé de convoquer pour le 22 juillet 1991 une assemblée générale extraordinaire à l'effet de se prononcer sur la poursuite de la société.

Le président, monsieur Jacques Petit, tient à préciser que quelle que soit la décision prise, chacun des associés entend respecter les contrats entre les industriels et SOCADIP conclus à ce jour ainsi que leur engagement pris dans l'exécution du contrat de garantie de paiement CODEC/CGL/SCAPA, restant ainsi totalement impliqué dans toutes les actions entreprises.

GFC GROUPEMENT POUR LE FINANCEMENT DE LA CONSTRUCTION

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire, tenue le 28 juin 1991, sous la présidence de M. Roger Papax, a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui font ressortir un bénéfice net de 136,5 millions de francs comprenant 29,5 millions de francs de plus-values de cessions. Le dividende unitaire a été fixé à 24 F et sera mis en paiement le 10 juillet 1991.

Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée extraordinaire, les actionnaires ont approuvé le traité de fusion par absorption de la société GFIL et l'augmentation de capital collective permettant de remettre aux porteurs cinq actions GFC contre sept actions GFIL. Le capital de la société a été porté à 875 046 200 F divisés en 8 750 462 actions de 100 F nominal.

Un patrimoine élargi

Le patrimoine de la société se composera, après arbitrages en cours, d'un ensemble de 7 100 logements représentant une surface habitable de 510 000 m² et 127 000 m² de surfaces commerciales réparties — en valeurs estimées — à hauteur de 75 % à Paris région parisienne et 25 % en province dont 17 % à Lyon et région lyonnaise.

Un titre attractif

Compte tenu de l'évaluation prudente du patrimoine immobilier réalisé récemment, la valeur intrinsèque du titre s'élève à près de 800 F par action. Les prévisions de résultat de l'exercice en cours permettent d'envisager une augmentation sensible du prochain dividende. Sur la base des cours actuels, l'action GFC est assurée d'un rendement proche de 7 % et enregistrera une décote de 50 %. Le titre fera l'objet d'une prochaine demande de cotation au règlement mensuel.

Une direction renforcée

Le conseil d'administration qui s'est tenu après les assemblées a confirmé M. Roger Papax dans ses fonctions de président-directeur général de la société. M. Georges du Breuil, directeur général de GFIL, a été nommé directeur général au côté de M. Roland Van Moere, également confirmé dans ses fonctions de directeur général. M. Jacques Russon a été nommé conseiller du président.

GFIL GROUPEMENT FRANÇAIS POUR L'INVESTISSEMENT IMMOBILIER

Assemblée générale ordinaire

L'assemblée générale ordinaire tenue le 28 juin 1991 sous la présidence de M. Jacques Russon a approuvé les comptes de l'exercice 1990 qui font ressortir un bénéfice net de 253,5 millions de francs comprenant 125,8 millions de francs de plus-values de cessions. Le dividende unitaire a été fixé à 21,50 F et sera mis en paiement le 23 juillet 1991.

Assemblée générale extraordinaire

Réunis en assemblée extraordinaire, les actionnaires ont approuvé le traité de fusion par absorption de la société par le GFC qui se traduira par la remise aux porteurs d'actions GFIL de cinq actions GFC contre sept actions GFIL. Les porteurs d'obligations qui demanderaient la conversion pourront le faire selon la parité nouvelle de 13,75 actions GFC pour 21 obligations GFIL.

NEW-YORK, 4 juillet

Clos

Tous les marchés financiers et commerciaux américains ont fermé le jeudi 4 juillet pour la célébration de l'Indépendance Day.

Wall Street va ouvrir une demi-heure plus tôt

Wall Street, la première place boursière américaine, a annoncé sa décision d'avancer d'une demi-heure l'ouverture de sa séance quotidienne pour la fixer à 9 heures locales.

Cette dernière extension, qui deviendra effective 8 septembre prochain, a été adoptée mercredi par le conseil d'administration du New-York Stock Exchange. Elle doit toutefois encore être approuvée par la Commission fédérale de contrôle des opérations boursières (SEC) et l'Exchange Commission. Cette décision intervient également trois semaines après l'adoption d'une heure et quart supplémentaire de transactions à Wall Street (16 heures à 17 h 15 locales) effectuées seulement par programmes informatiques (le 22 mai).

Cette demi-heure matinale supplémentaire sera consacrée à des transactions traditionnelles autour de la bourse et vise à capter un volume d'activité supplémentaire qui se fait actuellement sur les autres places étrangères, notamment à Londres, où les ouvertures avant du fait du décalage horaire.

A partir du 9 septembre prochain Wall Street, en conséquence, ouvrira pendant huit heures et quinze minutes, de 9 heures à 17 h 15, du lundi au vendredi.

Cet allongement de séance s'inscrit dans le cadre d'un plan visant à des séances de vingt-quatre heures sur vingt-quatre d'ici l'an 2000. Tout dépendra de la demande ainsi que du nombre de firmes et d'investisseurs qui se feront membres, a précisé la direction de Wall Street.

LONDRES, 4 juillet

Reprise

Les valeurs ont terminé la séance de jeudi en hausse au Stock Exchange. En clôture, l'indice Footsie a progressé de 22,2 points à 2 470,4, soit un gain de 0,9 %. Le volume d'échanges a été faible : 352,8 millions de titres ont changé de main contre 457,5 millions mercredi.

Cette reprise s'est effectuée grâce aux espoirs d'une prochaine réduction des taux d'intérêt et sur un marché où l'activité a, malgré tout, été réduite par la fermeture de Wall Street l'occasion de l'Indépendance Day.

Les prévisions de l'OCDE indiquant que l'économie britannique effectuera une reprise limitée au deuxième semestre ont contribué à l'optimisme.

FAITS ET RÉSULTATS

Ouverture d'une enquête pour fraude fiscale à la Deutsche Bank. — Le parquet de Francfort a annoncé le 4 juillet avoir ouvert une enquête pour fraude fiscale contre quatre personnes soupçonnées d'avoir utilisé leurs fonctions à la Deutsche Bank pour faire de fructueuses opérations boursières pour leur propre compte. Contrairement à la plupart des grands pays industrialisés, il n'existe pas de loi d'interdiction d'Allemagne.

1^{er} juillet, la Deutsche Bank a annoncé le rachat de son sous-directeur chargé du négoce des options (le Monde du 3 juillet).

Offre publique de retrait sur les actions de la société. — L'offre publique de retrait (OPR) a été déposée sur les actions de la société Hevillier par sa maison mère, Teint-Guispé, a annoncé la Société des Bourses françaises (SBF). La suspension de la cotation des actions Hevillier, décidée il y a plusieurs semaines, est maintenue, a précisé la SBF.

Cette OPR fait suite à la décision du groupe Hevillier de céder sa filiale Army Blatt (filiales à tricot) à son principal concurrent, l'entreprise familiale du Vaucluse Boutevin. En se déstachant d'Army Blatt, Hevillier cède en effet la majeure partie de son activité. Elle ne conserve plus que les filiales Berger du Nord. Spécialisées dans le fil à tricoter, le groupe de Tourcoing (Nord) devrait réaliser cette année un chiffre d'affaires de 10 millions de francs (contre 110 millions de francs en 1990).

Stratofacem : Mobilpar franchit le seuil de 20 % dans le capital. — La société Mobilpar, franchi en hausse le seuil de 20 % du groupe diversifié Stratofacem pour atteindre 20,4 % des titres et 24,7 % des droits de vote. A travers la fusion entre Stratofacem (aménagement de bureau) et Facom (outillage à main).

Corporation Banesto augmente sa participation dans Urbis. — Le groupe industriel espagnol Corporation Banesto a acquis la participation de 9 % que détenait l'homme d'affaires Jacques Hachuel dans la société immobilière Urbis, l'une des plus importantes en Espagne. La participation de la Corporation Banesto

PARIS, 5 juillet

Valse-hésitation

Après trois journées de baisse sévère, la Bourse de Paris a longtemps hésité vendredi sur l'orientation à prendre. D'abord en repli (-0,50 %), puis sur la voie du redressement (+0,21 %), le marché a ensuite encaissé un très joli ballet d'aller et retour dans le vert et dans le rouge et vice-versa. En milieu d'après-midi, quelques instants avant que Wall Street ouvre ses portes, l'indice CAC 40 se maintenait à -0,29 %. Les intervenants étaient plutôt sur la réserve, attendant de leurs vœux une baisse des taux d'intérêt et redoutant qu'en l'absence d'une telle initiative prochaine de la Banque de France, le marché ne s'enferme un peu plus dans la baisse. Les gestionnaires attendaient également la reprise des transactions à Wall Street, la Bourse américaine ayant été fermée la veille en raison de l'Indépendance Day.

Depuis le début de l'année la place française n'est approchée de 12,2 % certes, mais a perdu près de 9 % en l'espace de trois semaines.

En début de journée, le Conseil des Bourses de valeurs, organisme chargé de la réglementation boursière, prenait acte des engagements d'Altus (groupe Crédit lyonnais) de prendre à son compte les suspens de la société de Bourse Meunier, qui déposera son bilan. Cette ex-charge d'engagement de change n'exerce pratiquement plus d'activité depuis un an, ayant déjà transféré toute sa clientèle chez Altus.

TOKYO, 5 juillet

Recluse

Après avoir gardé le vif hors de l'eau deux jours durant, le Kabuto-Cho a reploqué à la veille du week-end. La journée avait pourtant commencé dans une optique de hausse (+1 %). Mais progressivement, tout le terrain gagné était repassé et, à la clôture, l'indice Nikkei avait subi une baisse de 237,27 points (-1,03 %) pour s'inscrire à la cote 22 895,34.

C'est la première fois depuis le 18 janvier dernier que l'indice félicite de la grande Bourse japonaise termine en dessous de la barre des 23 000 points.

Selon les professionnels, devant l'insistance des rumeurs sur l'extension du récent scandale boursier, les investisseurs ont jugé prudent de prendre leurs bénéfices avant même que le mouvement de reprise ne s'amplifie.

VALEURS	Cours de 4 juillet	Cours de 5 juillet
Alcatel	1 130	1 140
Bouygues	1 010	1 010
Canal	1 330	1 330
Elf	2 400	2 400
Honda Motor	1 480	1 480
Mitsubishi Electric	1 650	1 670
Nissan	1 000	1 000
Sony Corp.	6 200	6 250
Toyota Motor	1 850	1 840

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Citel	2400	3385	Idem	134	131
Alcatel Alcatel	257	257	Intech. Hitelec	830	830
B.C.C.	139	139	Intech. Compuser	162	162
Bouygues	790	810	LP.B.M.	102	102
Canal	355	345	Lois Invest	247	247
Canal (Ly.)	208	208	Locam	78	78 80
C.A.I.-P.F. (C.C.I.)	984	986	Merc. Comm.	121 50	118 50
Colson	351	351	Nobel	162 60	162 60
Canal	616	628	Par. Rénov.	375	375
CESEF	150 40	145 80	Renaud	708	708
CEP	254	230	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	330	332
CEP	912	906	S.A.M.	180	180
Codecom	283	291	Select Invest (Ly.)	102	103
Conforama	1100	1100	Serbo	400	403 50
Covis	210	210	S.M.T. Goupil	130	130
Daplan	399	388 10	Sopra	275	270
Delmas	1134	1134	TFI	328 50	328
Dernichy Worms Co.	499	499	Thomson H. (Ly.)	276	276
Dernichy	525	525	Unilog	200	198 90
Dette	335	335	Val et Co.	81	81
Dette	129	129	Y. St-Laurent Groupe	798	793
Editions Bédou	215	215 50			
Europ. Population	254	255 10			
Financ	126	126			
Frankoparis	126 50	129			
GFF (group. Ind.)	219 90	211 20			
Grand Live	389	389			
Groupe	216	216			
Groupe Origny	718	718			
Groupe	948	950			
L.C.C.	220	229			
RIA	335	330			

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15 TAPEZ
LE MONDE

MATIF

Notional 10 % - Cotation en pourcentage du 4 juillet 1991

Nombre de contrats : 72 741

COURS	ÉCHÉANCES		
	Sept. 91	Déc. 91	Mars 92
Dernier	184,62	184,98	184,96
Précédent	184,80	184,66	184,66

PRIX D'EXERCICE	OPTIONS D'ACHAT		OPTIONS DE VENTE	
	Sept. 91	Déc. 91	Sept. 91	Déc. 91
105	0,68	1,22	0,86	1,31

CAC 40 A TERME

COURS	MATIF		
	juillet	août	septembre
Dernier	1 718	1 731	1 735
Précédent	1 724	1 741	1 749

CHANGES

Dollar : 6,2285 F ↑

Le dollar poursuivait sa progression vendredi 5 juillet au matin, après une séance calme, la veille, en raison de la fermeture du marché américain. A Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 6,2285 francs contre 6,21 francs jeudi à la cotation officielle.

	4 juillet	5 juillet
FRANCOPORT	1 832	1 874
Dollar (en DM)	1 832	1 874
TOKYO	139,40	139,23
Dollar (en yen)	139,40	139,23

MARCHÉ MONÉTAIRE

Paris (5 juillet) : 9 916-11/16 %
New-York (4 juillet) : 9 916-11/16 %

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100 : 28-12-90)

	3 juillet	4 juillet
Valeurs françaises	111,80	111,50
Valeurs étrangères	122,60	123
(SBF, base 100 : 31-12-91)		
Indice général CAC	462,47	460,67
(SBF, base 1000 : 31-12-91)		
Indice CAC 40	1 718,82	1 708,65

NEW-YORK (indice Dow Jones)

	3 juillet	4 juillet
Industriel	2 934,70	2 934,70
Industriel (indice Financial Times)	1 440,00	1 440,00
100 valeurs	2 440,20	2 470,40
30 valeurs	1 884,90	1 904,70
Mines d'or	209,80	217,10
Fonds d'Etat	84,28	84,35

FRANCOPORT

	3 juillet	4 juillet
Dax	1 614,41	1 616,11

TOKYO

	4 juillet	5 juillet
Nikkei Dow Jones	23 125,61	22 895,34
Indice général	1 796,98	1 783,23

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

COURS DU JOUR	UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	à base	à base	à base	à base	à base	à base
\$ E.U.	6,2285	6,2305	+194	+204	+400	+1040
\$ can.	3,4853	3,4854	+53	+66	+116	+236
Yen (100)	4,4745	4,4792	+87	+97	+187	+486
DM	3,3951	3,3911	+15	+30	+28	+35
Florin	3,0997	3,0114	+14	+21	+24	+40
FB (100)	16,4640	16,4780	+80	+130	+230	+500
FS	3,3321	3,3359	+53	+67	+103	+313
L (1 000)	4,3530	4,3570	-71	-54	-144	-473
£	9,9824	9,9919	-145	-117	-263	-555

TAUX DES EUROMONNAIES

	6 1/8	5 1/16	6 1/16	6 1/8	6 1/8	6 3/8
\$ E.U.	7 3/8	7 1/2	7 7/8	7 7/8	7 7/8	7 9/16
DM	8 1/16	8 1/16	8 3/4	8 7/8	8 7/8	9 1/8
Yen	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2	9 1/2
FR (100)	9 3/4	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 3/8	9 1/4
FS	11 1/8	11 3/8	11 1/4	11 5/8	11 7/8	11 7/8
L (1 000)	11 1/2	11 3/4	11 5/8	11 7/8	11 1/2	11 1/2
£	9 1/16	9 1/16	9 5/8	9 3/4	9 5/8	9 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

Avec Le Monde sur Minitel

Admission :

POLYTECHNIQUE

36.15 LE MONDE

Tapez RES

هنا من الناحية

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 5 JUILLET

Cours relevés à 13 h 47

Réglement mensuel																									Comptes annuels									
VALEURS															VALEURS										VALEURS									
Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%	Compagnie	VALEURS	Cours précédent	Prémier cours	Dernier cours	%					
4000	CNE 3%	3985	3996	3985	80	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
888	R.N.P. T.P.	856	856	856	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1280	Clayton T.P.	856	856	856	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	Hamilton T.P.	1246	1246	1246	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1280	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46	1000	Compagnie	208	202	203	-1.46					
1140	St. John T.P.	1446	1446	1446	0	1000																												

COMPTANT (selection)**SICAV** (sélection)

4/7

VALEURS			% du total	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net	VALEURS			Emission	Frais incl.	Rachet net		
Obligations										Etrangères										Etrangères										Etrangères									
Emp.Ét. 8,95/77					122	1 03		C.I.M.	880	....	Meynet	760	....	A.E.G.	680	....	A.A.A.	1022	68	987 74	Profrance	828	38	806 25	Profrance	828	38	806 25	Profrance	828	38	806 25	Profrance	828	38	806 25
Emp.Ét. 8,95/78					100 30	9 67		C.I.T.A.M. (B)	2600	....	Mil. Delaport	653	655	Alcan Alumin.	130	....	Adriatic	227 25	228 55	785 18	Adriatic	227 25	228 55	785 18	Adriatic	227 25	228 55	785 18	Adriatic	227 25	228 55	785 18	Adriatic	227 25	228 55	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	268	....	Mine	109	109	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	345	328 50	Navigation Pél.	200	199	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18		
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	528	513	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18		
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	430	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	388 80	392 10	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18		
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	
10,80% 78/84					103 10	8 88		Calberg	103 10	....	Opting	230	238	Alcan Alumin.	130	....	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 28	758 28	785 18	Anglo-Am.	758 2											

Cote des Changes

Marché libre de l'

MARCHE OFFICIEL	COURS préc.	COURS 5/7	COURS DES BILLETS		MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.
			achat	vente		
Europe-Union (1 unit.)	6 210	6 228	5 960	6 460	Or fin (à la barre)	73050
Ecu	3 686	3 687	3 488	3 488	Or fin (en lingot)	73050
Allemagne (100 DM)	338 850	339 530	328	348	Napoléon (200)	7108
Belgique (100 fr.)	16 477	16 473	18	17	France Fr 100 fr.	380
France (100 fr.)	86 440	86 456	84	900	France Francs 200 fr.	417
Italie (1000 lire)	97 770	87 690	4 355	10 350	France Lira (200 fr.)	418
Grèce (100 dr.)	9 877	9 877	2 800	3 500	France 20 francs	531
Grèce (100 drachmes)	3 404	3 404	380	20	France 200 francs	2250
Suède (100 kr.)	39 410	39 410	98	91	France 10 dollars	1172 50
Suisse (100 fr.)	83 710	83	48 900	5 700	France 50 pesetas	2740
Norvège (100 kr.)	86 680	86 680	5 160	5 600	France 10 florins	436
Autriche (100 sch.)	48 185	48 185	3 600	4 300		
Espagne (100 pes.)	3 484	3 484	6 500	6 500		
Portugal (100 esc.)	2 336	2 336	6 300	6 300		

5/7	Jagor	120 20	.....	Francis Gen	5221 82	8055 94	Paribas Capitalisation	1384 30	1344 14	Univ. Obligat.	1837 68	1792 88
	Lacoste de Monco	310	.....	Francis Gervais	260 58	280 08	Paribas Cote	1941 11	19102 90	Univag	1305 94	1304 04
	Micron	775	.....	Francis Jodan	102 70	88 68	Paribas D'opérations	125 81	124 33	Vallois	4810 18	4800 77
500	Panama 100	1410	.....	Francis Jodan	243 21	241 21	Paribas D'opérations	588 64	588 64	Vallois	2559 76	2557 15
	Paribas Pacific	361	.....	Francis Obligat.	456 45	454 90	Paribas France	94 01	82 48			
	Quadrant	240	.....	Francis	437 59	422 70	Paribas Recette	208 00	201 89			
420	Rente 10-15	189 30	.....	Francis Parnis	105 30	104 76	Paribas	630 02	602 88			
	Soc. d'Ed. Ecologica	2300	.....	Francis Regions	1195 67	1181 14	Paribas A	1294 26	1288 88			
434	S.E.P.A.	1834	.....	Francis Regions	32 70	32 70	Paribas A	9556 49	9645 20			
	S.P.R. au 1. 8	340	.....	Francis Regions	30 67	30 67	Paribas A	6136 07	6134 03			
525	75 Minigaz 100	3330	.....	Francis Court	130 68 22	130 68 22	Paribas Nord	982 58	973 10			
	Univag	380	.....	Francis Court	236 34	235 85	Paribas Nord	1122 91	1085 52			
122 50	Western	1500	.....	Francis Court	31 48	30 72	Paribas Nord	124 65	121 31			

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

Renseignements : 48-62-72-67

c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix préférentiel - s : marché continu

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - ■ : marché continu

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

FINANCIERE
Renseignements :
46-62-72-67

Moscou et le sommet des Sept à Londres

M. Gorbatchev aura des « concepts » mais pas de programme

Après les propos aigres-doux échangés par les auteurs des deux programmes rivaux de réforme économique pour l'URSS - le premier ministre soviétique Valentin Pavlov et l'économiste radical Grigori Iavlinski - M. Gorbatchev avait annoncé qu'il ferait une synthèse des deux, et présenterait son propre « programme présidentiel » aux dirigeants du G7 à Londres, le 17 juillet.

Il semble que même cette ambition soit compromise, non pas tant à cause d'une incompatibilité des deux approches qu'en raison de la persistance du conflit entre Moscou et les Républiques, notamment la Russie et l'Ukraine.

MOSCOU

de notre envoyée spéciale
« Je n'ai pas d'informations au sujet d'un autre programme écono-

mique de M. Gorbatchev : il n'y a pas de programme spécial ou nouveau. M. Gorbatchev va faire un discours, mais ce n'est pas un nouveau programme économique », a déclaré mercredi 3 juillet devant la presse M. Pavlov.

« C'est M. Gorbatchev qui va à Londres, pas M. Pavlov (...). On verra bien qui est le chef », a aussitôt répliqué, lors d'une autre conférence de presse, le porte-parole du ministère des Affaires étrangères, M. Vitali Tchoukine. Illustration éloquent de la discordance entre le président et le premier ministre qu'il a nommé au creux de son hiver de repli sur les conservateurs, et qui renoue maintenant avec M. Eltsine et les Républiques.

Il semble pourtant que M. Pavlov ait raison. Certes, ce dernier, qui s'est illustré par ses propos sur le « complot des hommes occidentaux contre l'URSS », a tout de même été jugé indigne de se rendre à Londres pour plaider l'octroi d'une aide à son pays (il sera remplacé par son adjoint, M. Tchoukine). Mais c'est bien sur le « texte d'un discours de caractère conceptuel (...) exposant le fond de la pensée présidentielle sur les processus en cours en URSS et dans le monde » que travaille actuellement M. Gorbatchev pour l'exposer à Londres, a déclaré mercredi son proche conseiller, M. Evgeni Primakov, chargé maintenant des questions économiques. Ce texte s'inspire du programme Pavlov (« progressiste, malgré une phraséologie un peu dépassée »), du programme Iavlinski, d'un document reçu de la BERD de M. Attali, etc., a expliqué M. Primakov. Et il a précisé, que « si M. Gorbatchev a maintenant pris en main personnellement ce travail, la synthèse en a été au départ préparée par M.M. Abalkine, Aganbegian et Sitarian ».

Et c'est là que le bât blesse le plus : ces mêmes hommes avaient déjà conduit l'automne dernier la « synthèse » du « plan de 500 jours » et du plan de l'ex-premier ministre Rykov, synthèse dont le résultat avait été d'enterrer le premier. « J'ai peur d'un retour à la situation de l'automne dernier, qui nous a fait perdre un an », a d'ailleurs avoué mercredi le président du Kazakhstan, l'énergique Nursultan Nazarbaïev.

Ce dernier venait de participer à trois réunions « au sommet » qui se déroulent mardi et mercredi à Moscou sous la présidence de M. Gorbatchev. La première au niveau gouvernemental, la seconde entre les neuf présidents participant à la rédaction du projet de traité de l'Union, la troisième au bureau politique du PCUS.

A la première participaient les quinze Républiques, mais l'Ukraine et la Russie notamment ont refusé, selon M. Nazarbaïev, de signer le « plan d'action économique pour le second semestre 1991 et 1992 », développé par M. Pavlov. Ce dernier, a-t-il été constaté qu'un autre plan, signé par les quinze Républiques pour le premier semestre 1991, n'a pas été respecté. Son adjoint, M. Tchoukine, a estimé que si les Républiques continuaient « à mener une politique populiste avec hausse des salaires et baisse du temps de travail, et à ne pas verser

ÉTHIOPIE : avec l'aval de la Conférence nationale l'Erythrée sur la voie de l'indépendance

Le principe de l'indépendance de l'Erythrée est acquis. Reste, pour la bonne forme, à organiser d'ici à deux ans, sous contrôle international, un référendum d'autodétermination. Ainsi en a décidé, jeudi 4 juillet, à Addis-Abeba, à la quasi-unanimité, la Conférence nationale.

Le Front populaire de libération de l'Erythrée (FPLE), qui a combattu, pendant quelque trente ans, le pouvoir central, a déjà formé un gouvernement provisoire dans cette province, jadis plébé sous tutelle italienne. Ce gouvernement a reconnu « l'importance vitale du port d'Assab (sur la mer Rouge) pour l'économie de l'Erythrée » et a donc « jugé nécessaire » d'en faire un port franc. (AFP, Reuters).

les contributions promises au budget central. L'émission monétaire pourrait atteindre 150 milliards de roubles cette année. Les prix seraient alors multipliés « par dix ou quinze », selon une prévision du Comité d'Etat aux prix.

M. Pavlov s'est insurgé contre une telle prévision, affirmant qu'aucun gouvernement ne pourrait tolérer une telle situation, et qu'il était prêt quant à lui à user de méthodes « administratives » (répressives en langage soviétique) pour s'y opposer. Mais l'Ukraine et la Russie insistent toujours pour que les entreprises situées sur leur territoire et qui doivent toutes passer « sous juridiction républicaine » le 1^{er} juillet ne paient qu'un impôt local, républicain, mais non fédéral.

M. Nazarbaïev, tenu par son Parlement à soutenir les mêmes positions, semble cependant avoir plaidé en faveur d'un impôt fédéral des entreprises lors de la réunion des « 9 + 1 » qui s'est tenue le lendemain mercredi en présence de M. Pavlov. Le seul résultat en a été une simple confirmation de principe de la volonté des neuf présidents de République de signer un traité d'union, ainsi qu'une promesse de nouvelle rencontre avant le départ de M. Gorbatchev pour Londres.

La réunion du bureau politique du Parti communiste soviétique qui a suivi a constaté « avec préoccupation » une tendance à retarder la signature du traité de l'Union. L'Ukraine, où M. Gorbatchev doit rencontrer vendredi le chancelier Kohl en prévision de la réunion du G7, avait décidé de reporter sa décision à septembre, et le Parlement russe doit entamer cette semaine seulement ses débats - déjà annoncés comme longs - sur le sujet. Il est donc assez peu probable que M. Gorbatchev puisse présenter un texte dans deux semaines à Londres, même si le but de son voyage est seulement de « lancer un processus financier d'intégration de l'URSS à l'économie mondiale », comme l'a déclaré M. Primakov. M. Eltsine a d'ailleurs précisé jeudi que le président soviétique « emportera avec lui le programme qui conviendra aux neuf républiques et aucun autre ».

SOPHIE SHIHAB

Au palais de justice de Blois

Les propriétés de Bokassa vendues à la bougie

BLOIS

de notre correspondant

« Nous allons maintenant procéder à la vente de trois lots ayant appartenu à M. Bokassa » : M^{me} Ménard, juge d'instance au tribunal de Blois, prête son profil aux caméras. L'huissier, M. Hue, pose pour les photographes, allumettes et bougies en main. Après la vente d'un pavillon en Beauce pour les créances de la caisse locale du Crédit agricole, les choses sérieuses commencent, jeudi 4 juillet, à l'audience des criées du tribunal de grande instance de Blois.

A la requête de la First Curacao International Bank NV, dont le siège social est à Curacao (Antilles néerlandaises), sont mises en vente les trois propriétés que possédait Jean-Béd Bokassa, ex-empereur de Centrafrique, dans le département de Loir-et-Cher : le château de Villamontant à Neung-sur-Bevron, la ferme de la Cotellerie à Selles-Saint-Denis et l'ancien hôtel-restaurant le Montauger à Villefranche-sur-Cher.

Cette vente aux enchères est l'épilogue d'une longue procédure, puisqu'en septembre 1987 un jugement de la cour de Curacao avait ordonné la saisie et la vente de ces biens pour un prêt jamais remboursé de 5,5 millions de francs. Les avocats de Bokassa avaient fait appel, puis formé un pourvoi en cassation rejeté en avril dernier. A quelques jours de la vente encore, M. Housel, agissant pour le compte du prisonnier de Bangui, essayait de faire empêcher la vente. Mais jeudi, c'en était fait. L'huissier, M. Hue, inlassablement, allumait et annonçait ses feux. Débauche d'allumettes pour la forme, qui, mise à prix 550 000 francs, s'envole à

2 565 000 francs. L'acheteur a les reins solides : GIAT-Industrie, fabricant d'armements dont l'établissement dans la région, les Ateliers de chargement de Saubris, va pouvoir agrandir de plus de 60 hectares son périmètre de sécurité.

On passe au château de Villamontant. M. Seboux, représentant le requérant, annonce le lot. La salle vibre, les avocats s'entreprennent. Un homme d'affaires martèle nerveusement son attaché-case. Le représentant d'une banque privée lèche à son voisin. Un maire de Sologne venu en spectateur : « Une vente comme ça, on n'en voit pas tous les vingt ans ».

La mise à prix est à 600 000 francs. Mais les enchères s'effolent : 2, puis 3 millions. Tacite : on attend le dernier feu pour relancer de 10 000 ou 50 000 francs. A 3 520 000 francs, le château est vendu à une société de gestion immobilière qui reste anonyme.

M^{me} Ménard, le juge d'instance, se défend. Le plus dur est passé. Il ne reste plus que les ruines de l'hôtel Montauger. Mise à prix : 50 000 francs. L'affaire est vite bouclée. Les enchères montent tout de même à 262 000 francs. C'est M. Mohamed Hmou qui l'emporte. Il faisait partie du personnel de Bokassa au Prince de Galles à Paris. Il avait réuni ses économies et il compte construire aujourd'hui un restaurant au Montauger, à proximité de la future autoroute Tours-Vierzon.

M. Hue range ses bougies dans leur boîte de métal. La vente a rapporté 6 347 000 francs, qui ne suffiront pas à satisfaire les vingt-sept autres créanciers déclarés de son ex-majesté.

JACQUES BUGIER

(Publicité)

Le Français en retard d'une fenêtre

Nos voisins d'outre-Rhin les changent trois fois plus que nous. Pour lutter efficacement contre le bruit, le froid et les effractions, ISO-FRANCE-FENETRES vient poser dans la journée ces fenêtres qui sont la clé du confort. La technique exclusive du premier spécialiste parisien permet de gagner aussi en clarté. Garantie dix ans. Devis gratuit. Magasin d'exposition 111, rue la Fayette (10^e) - M^o Gare-du-Nord. Tél. 48-97-18-18.

SUR LE VIF

CLAUDE SARRAUTE

Direction crados

DANS ma série Je-prends-le-métro-ça-sent-mauvais-c'est-crado, voici l'épais cahier des doléances alimenté jour après jour par mes mauvais coucheurs de lecteurs. Ils sont d'un difficile, d'un gâté, c'est pas croyable ! J'en ai un, il est particulièrement gâté. Même qu'il a écrit au PDG de la RATP. Il habite un coin pourri dans le dix-neuvième arrondissement de Paris, sa station c'est Corbigny-Carou, et il la trouve sordide. Elle pue la cloche et le vinasse. Un vide-ordures, un trou à rats, il s'étonne, il comprend pas. A quoi ça tient ?

Enfin, voyons, chéri, au fait qu'on réserve les belles stations aux beaux quartiers. Faut que Franklin-Roosevelt soit digne des Champs-Élysées et qu'en descendant à Louvre on ait déjà un avant-goût du musée. Toi, où tu crèches ? Rue Barbanègre ? Pour de vrai ? Alors, tu n'es que ce que tu mérites. Non mais, où tu te crois ? A Neuilly ? A Opéra ? A Passy ? Ou est-ce que t'attends pour réclamer des ascenseurs ou des escaliers roulants, pendant

que tu y es ? Et viens pas te plaindre ! A défaut de ticket chic, t'as quand même droit, pour le même prix, au ticket choc... de ta vie !

Tiens, à propos, vous êtes nombreux à vous plaindre des heures de queue aux heures de pointe devant des guichets ou fermés ou occupés par des préposés perdus au téléphone, plongés dans leur courrier ou simplement occupés à se curer le nez. Autre grief souvent inexprimé, on ose pas trop : ne plus pouvoir lire le Monde, assis bien peinard sur son strapontin sans être continuellement harcelé, insulté par des chanteurs de rame à la sébile agressive et menaçante.

Pour en revenir à la station Corbigny-Carou, elle n'y mettrait plus les pieds, la fille de mon correspondant, une gamine de quatorze ans, c'est trop moche, trop dégueulasse. Elle allait prendre le métro à Crimée, ça faisait une trotte, mais bon, tant pis ! Et voilà qu'ils l'ont rattrapée, tous les paumés, tous les voyous du quartier. Du coup, elle sait plus où descendre. Essaie donc Mironneuil. Là, tu devrais être à peu près tranquille.

EN BREF

Plusieurs syndicats policiers défont le départ de M. Roussely. - La Fédération nationale autonome de la police (FNAP, majoritaire chez les policiers en civil) et l'Union des syndicats catégoriels (USC, 30 % des voix chez les policiers en tenue) « défont » le départ de M. François Roussely de la direction générale de la police nationale, en regrettant que le ministre de l'Intérieur ait cédé aux pressions de la FASP qui avait demandé la tête des « technocrates ». Rendant hommage à la « tâche accomplie » par M. Roussely, la FNAP « constate qu'en cédant à certaines sollicitations syndicales, le ministre de l'Intérieur s'est affaibli au moment où il est impérieux de faire évoluer les structures de la police nationale ». De son côté, l'USC a regretté qu'aujourd'hui, la nomination des hauts fonctionnaires de la police nationale se fasse dans la rue.

Fonction publique : les dépenses de formation représentent 2 % de la masse salariale. - L'objectif, fixé par l'accord-cadre de juin 1989, visant à porter à 2 % de la masse salariale les dépenses de formation dans la fonction publique, a été atteint et parfois dépassé, comme au ministère de la culture (4,4 %) ou à l'éducation nationale (3,35 %), a déclaré, jeudi 4 juillet, M. Jean-Pierre Soisson, ministre de la Fonction publique. M. Soisson, qui ouvrira la réunion de la commission du suivi de cet accord-cadre signé par les syndicats FEN, CFTD, CFTC, FOA, autonomes et CFE-CGC, entend aussi généraliser une « démarche de programmation pluriannuelle de la formation ».

La suppression prochaine de la première classe de métro parisien est confirmée. - Le Syndicat des transports parisiens a annoncé, jeudi 4 juillet, la suppression prochaine de la première classe dans le métro. La première classe devrait disparaître au cours de l'été, à l'occasion du relèvement annuel des tarifs des transports en commun parisiens (une hausse comprise entre 4,5 % et 5,8 % pourrait intervenir le 1^{er} août).

(Publicité)
Métros Saint-Sébastien et Duroc, aux Entrepôts du Marais :

pantalon au plus bas : 159F

En toile ainsi que d'autres pantalons légers, on les trouve chez ces champions du prêt-à-porter de luxe à prix de fabrique, ainsi que des vestes légères à 399 F, des costumes en tissu Dormeuil à 980 F, et un grand choix d'articles soignés. Egalement au rayon grande et forte (jusqu'à 62). Dans leurs deux boutiques : 3, rue du Pont-aux-Choux (9^e), et 112, rue du Cherche-Midi (6^e), de 10 h à 19 h, sauf lundi matin.

Sur décision de la Ligue nationale de football

Brest, Nice et Bordeaux rétrogradés, Rennes et Lens repêchés

Les clubs de football de Brest, Nice et Bordeaux ne prendront pas part au championnat de France de première division qui commencera le 20 juillet. Alors que le sort « sportif » de ces clubs en proie à de très graves difficultés financières faisait l'objet d'un interminable feuilleton (le Monde du 25 juin), le conseil d'administration de la Ligue nationale (LNF), réuni vendredi 5 juillet à Paris, a pris cette décision à l'unanimité, sans préjuger des suites judiciaires en cours (Bordeaux) ou à venir. En conséquence, il a également décidé de « repêcher » Rennes et Lens qui devaient évoluer en seconde division.

Cette mesure pour le moins « énergique » de la part de dirigeants souvent accusés de laxisme, devrait déclencher de nouvelles polémiques, les clubs concernés jurant sans doute à l'illégalité et à l'injustice. Le championnat de France de deuxième division commencera également le 20 juillet, les clubs d'Orléans, Lorient, Châteauneuf et Dunkerque, étant repêchés à la place de Niort, Chaumont et Reims, rétrogradés en troisième division.

Ph. Br.

Les représentants du personnel de l'Express ont démissionné de leurs mandats. - Les représentants du personnel du groupe Express ont démissionné collectivement de leurs mandats le 3 juillet pour protester contre le licenciement d'un des leurs, M^{me} Marine Vogel. Journaliste au supplément l'Express-Paris, dont la direction a décidé de cesser la parution, M^{me} Vogel ne s'est vu proposer aucun reclassement dans le groupe.

UNE FEMME : - "CHEZ RODIN, IL Y A UN MONDE FOU !"

SON AMIE : - "FORCÉMENT ILS OFFRENT LEURS TISSUS A DES PRIX "FOUS".

SOLDES-COUPONS (MODE ET DÉCORATION)

RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES PARIS

L'ESSENTIEL

SECTION A

Débats

Coopération : « Découvrir l'Amérique latine », par Régis Debray et Alain Touraine ; Europe : « La cherté et le papillon », par Alain Lamassoure ; Israël : « La culture au service du politique », par Michel Daron et Pierre Kahn... 2

Les combats

en Afghanistan
Un entretien avec le commandant Massoud, l'un des principaux chefs de la rébellion... 5

Le programme

du gouvernement de M. Ghazali
Le premier ministre algérien a dressé un sombre tableau de la situation économique... 6

Le débat sur l'immigration

Les propositions de M. Pasqua et la réponse de M^{me} Cresson... 7

Un point de vue

de Julien Dray
« Fracassons le franc »... 8

Troisième âge

Un rapport parlementaire sur la situation des personnes âgées dépendantes... 9

Tour de France

Pour sa 78^e édition, la course part de Lyon... 10

Le Cinéma

à la Cité des sciences
Salles obscures pour émotions fortes... 11

Le déficit de la balance

des paiements
Les Français investissent beaucoup à l'étranger, mais les étrangers boudent la France... 14

Accord à Hongkong

La Chine et la Grande-Bretagne s'entendent sur la construction d'un nouvel aéroport... 15

Hausse des loyers

Un certain ralentissement à Paris et en province... 15

SECTION B

SANS ♦ VISA

• Saint-Léonard • Coup d'œil : « La Provence de Mr Mayle » • Salin-de-Giraud, terre de sel au bord du Grand Rhône • Cherjou, entre la Corée et la mer • Grand Paris : Versailles primaires • Jeux • Table : Pommes soufflées ; vin : Châteauneuf volupé... 21 à 28

Services

Abonnements... 2
Annonces classées... 15
Carnet... 18
Jeux... 26
Loto et Tac-O-Tac... 18
Marchés financiers... 16-17
Météorologie... 18
Philatélie... 18
Radio-Télévision... 19
Spectacles... 13

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 5 juillet 1991 a été tiré à 497 889 exemplaires.

كتاب النحل

S A N S V I S A

Saint...

Surge des rivages hostiles de la Neva au tout début du dix-huitième siècle par la volonté d'un empereur, Pierre le Grand, qui tournait ses regards vers l'Occident, Leningrad, la deuxième ville de l'URSS, en est demeurée la capitale culturelle. En reprenant son nom de baptême (Saint-Petersbourg), elle espère aussi rétablir les courants d'échanges qui avaient assuré son rayonnement.

Leningrad



Le palais Beloselski-Bezoerski, siège du comité d'arrondissement du Parti communiste.

La nuit a vécu. Brève et brève : une éclipse de nuit. Il est 2 heures après minuit et l'on comprend soudain, en ce silence d'été, pourquoi les façades du Palais d'hiver, à Leningrad, qui semblaient toujours dans l'ombre, ont été dressées près du fleuve, face au nord. Pourquoi la ville tourne son front de colonnes, d'arcs et d'extravagances colorées vers le septentrion. Car là est le lieu du spectacle, le décor où un crépuscule au ralenti projette le vieil or du couchant. Dès que les rouges consentent à disparaître, un jour neuf se lève. Au même moment les ponts aussi se lèvent, ouvrent les bras, appelant les bateaux de haute mer : on croit rêver, les ponts saluent le jour nouveau. Le ciel blanchit très vite, un ciel de papier calque lumineux, translucide à l'infini, jouant alors son rôle en accélération, comme au théâtre le «cyclo», cette toile tendue en fond de scène où les machinistes font la pluie et le beau temps, la nuit et le jour.

Lumière diminuée sans transition entre le clair et l'obscur, sans ombres, mais où l'on croit pouvoir encore lire. Qualité du silence : « On entendrait une petite cuiller tomber en Finlande », disait Iossip Brodski, l'écrivain exilé aux États-Unis qui reçut le prix Nobel en 1957. — irréalité des silhouettes. Les voitures glissent sur le bitume, sans moteur peut-être, les paroles et les rires sont atténués, comme

le demi-jour; toute la nuit, tout le temps que devrait durer la nuit, et où il ne fait pas sombre, des gens circulent, en groupes, étonnés. Inutile de dormir, disent-ils, puisque le rêve circule en liberté dans les rues.

Alors, sur ce fleuve trop large qui est déjà un bras de mer, dans cette ville trop vaste où la volonté d'un visionnaire s'est inscrite dans la démesure, où les perspectives doivent lutter avec l'horizon, où une nature extrême et qui n'a jamais abdicé n'autorise guère la cité parfaite dans ses lignes à installer son propre naturel, chacun s'en remet à la littérature du soin de décrire le malaise, le flottement de l'homme pris dans cette abstraction.

Les gens de Leningrad aiment leur ville et voudraient habiter Saint-Petersbourg : en dépit de la mise en garde solennelle de Gorbatchev en personne, et contrairement aux sondages ultimes qui faisaient entendre que l'esprit de la «ville-héros» de l'Union soviétique et le souvenir des martyrs (de 600 000 à 1 million de morts durant les neuf cents jours de siège que la cité a subis pendant la dernière guerre) l'emporteraient et préserveraient l'appellation actuelle. Non, qu'ils habitent les grands ensembles de la périphérie où logent les deux tiers des 5 millions de Leningraders d'aujourd'hui ou les quartiers du centre historique (1,7 million de personnes), ils ont, à 55 %, préféré l'ancien nom de Saint-Petersbourg. En ce 12 juin, ils élaient aussi pour la première fois au suffrage universel leur maire, Anatoli Sobtchak, l'un des partisans actifs du changement de nom.

« Les gens de Leningrad aiment passionnément leur ville. Pourtant il y a peu de Leningraders de souche. La révolution, la guerre civile, l'exil, les déportations massives d'intellectuels et de familles en vue dans les années 30, ont décimé la population », note Mikhaïl Pavlovitch Berezine, chercheur et architecte. Dans son appartement de l'île Vassilievski qui sépare, au centre de la ville, la grande et la petite Neva, le piano, les portraits de parents, les photos anciennes et les livres disent comment, ici, chacun entendait le souvenir. Parmi les changements récents qu'il apprécie, il citera bien sûr les journaux, la liberté de parole, mais aussi, comme quelque chose qui lui tient à cœur, le meilleur entretien du cimetière voisin. Longue mémoire russe qui resurgit aujourd'hui dans la liberté d'expression restaurée. Et ce vieux monsieur qui s'exprime dans le français parfait qu'il apprit enfant

en écoutant lire Alexandre Dumas par une gouvernante venue du Caucase ne dit pas autre chose : sa famille fut contrainte de quitter la ville et de s'établir à Moscou.

Cosmopolite, libérale, ouverte sur l'Europe comme l'avait voulu Pierre le Grand, qui créait une ville et un port dans un delta marécageux que les glaces figent plusieurs mois par an, l'instaurait capitale, aux confins nord-occidentaux d'un empire sans limites, la métropole mettra un demi-siècle pour retrouver la population qu'elle avait en 1900. Et ne retrouvera jamais le rayonnement d'une ville que la révolution soviétique victorieuse priva de son rang au profit de Moscou. Ayant renoncé par patriotisme au début de la

des hommes-clés de la campagne visant à mobiliser la communauté mondiale autour du patrimoine de l'ancienne capitale, « comme celle-ci l'avait fait en faveur de Venise dans les années 70 ». A la tête de la fondation Renaissance Pétersbourg-Leningrad créée à l'automne dernier, « à l'initiative de M. Sobtchak », insiste-t-il, et composée de personnalités du monde scientifique, économique et culturel engagées en leur nom propre (« Nous avons pensé que les étrangers préféreraient ne pas avoir à traiter avec les structures gouvernementales »), Alexander Margolis fut l'un des animateurs de cette émission de télévision, un « Téléthon », qui le 7 janvier dernier mobilisa les écrans pendant vingt-

découvre des cours et des escaliers qui ressemblent plus au Bronx.

Les Leningraders sont facilement lyriques ou mystiques à propos de leur ville. « C'est miracle, dit Alexander Margolis, que cette cité faite pour être ouverte aux autres ait pu survivre vidée de ses habitants. Même à l'état de ruine. Comment tient-elle encore debout ? » Le programme de la fondation est chargé : de l'aide aux bibliothèques à la lutte contre la pollution de la Neva, de la relance des troupes de théâtre à la réouverture des églises — « A la veille de la révolution, il y avait plus de cinq cents églises, de toutes confessions. Dans les années 80, il n'en restait qu'une quinzaine ouvertes au culte. »

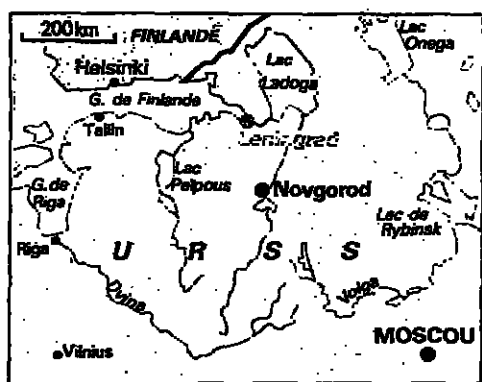
Echafaudages sur la mosquée (qui date de 1910), interminable chantier pour la restauration du Sauveur-sur-le-Sang (l'une des rares à afficher un style russe flamboyant) : on annonce des réouvertures prochaines. L'inscription « musée des religions et de l'athéisme » a été retirée de la façade de Notre-Dame de Kazan, dont la colonnade, qui rappelle celle du Bernin à Rome, est l'une des ponctuations de la perspective Nevski. Ira-t-on jusqu'à « déclasser » cette piscine installée dans une petite église du centre ?

Baptistes, luthériens, arméniens, avaient leurs temples dans cette Mecque de l'esprit de tolérance, et même les bouddhistes... « Les non-

croyants eux-mêmes ne sont pas opposés à un retour à la tradition chrétienne, à l'idée de sauvegarde, de salut et de renaissance qui s'y attache », affirme M. Margolis pour expliquer le symbole de l'ange choisi pour « logo » de la fondation et la présence du métropolitain parmi ses membres fondateurs. Nul doute pourtant que la dimension religieuse ne soit un des éléments marquants de la restauration morale de cette ville, qui n'a pas de « saint » que le nom...

« Le camarade Lénine mérite ses monuments dans cette ville, car il lui a épargné la honte de servir de résidence à son gouvernement en 1918 », ironisait Iossip Brodski. C'est largement exact : figée dans l'immobilisme du système soviétique et dans son statut de province, la ville n'a subi dans son centre que peu de transformations radicales. Les beautés baroques de Smolny et de Saint-Nicolas-des-Marins, les palais-musées, sont l'objet de soins jaloux, et la perspective Nevski a pratiquement tout conservé, sous la poussière du temps, de ses façades au kilomètre.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois
Lire la suite page 24



guerre de 1914 aux consonances germaniques de Saint-Petersburg ou Peterburgh en néerlandais, et russifié son nom en Petrograd, elle adopta celui de Lénine quelques jours après sa mort, en 1924. Officiellement. Mais elle ne perdra jamais, jusqu'à aujourd'hui, le nom familier que lui donnent ses habitants : « Piter ».

Le vote du 12 juin, un référendum, n'a évidemment pas force de loi, et on discute encore de savoir quelle procédure — vote du Parlement de Russie, ou celui de l'Union — peut l'entériner, mais il ne fait aucun doute, aux yeux des observateurs de la grande débâcle politico-administrative que vit l'URSS, que les jours de Leningrad sont comptés et que la municipalité de M. Sobtchak mènera à son terme l'opération politique et internationalément médiatique dont le retour à Saint-Petersbourg est l'un des éléments.

Petersbourg, ville ouverte, porte de l'Europe. C'est le leitmotiv de la municipalité. « Petersbourg était remarquable par son libéralisme, son esprit de tolérance », note Alexander Margolis, qui travaillait au musée d'histoire de la ville, un

quatre heures sur le thème du sauvetage de Leningrad. Témoignages, promesses d'aides diverses, étaient recueillis sur la scène du théâtre Kirov. Seule manqua la retransmission mondiale prévue au départ...

Classé en décembre 1990 sur la liste du patrimoine mondial de l'UNESCO, le trésor architectural que représente cette ville est à la fois fort bien entretenu si l'on s'en tient aux façades (cette « Laponie badigeonnée », disait méchamment Coutine), admirablement restauré pour les grands édifices (le palais de Petrodvorets, au bord de la Baltique, à l'ouest de la ville, a par exemple été totalement relevé des ruines de la guerre et est parfaitement entretenu), mais on sait quelle misère cachent parfois ces belles couleurs quand il s'agit de l'habitat : un tiers des familles de Leningrad vivent encore dans des appartements « communautaires » et la plupart des intérieurs du dix-neuvième siècle ont été morcelés. Derrière les belles ordonnances que déploie et magnifie la promenade sur les canaux (« Une ville bâtie sur l'eau doit être vue à partir de l'eau », on

AU SOMMAIRE

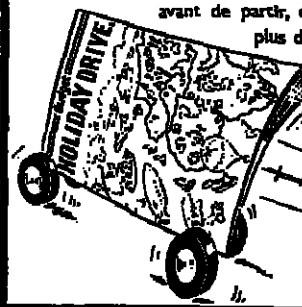


- L'île de Cheju, entre la Corée et la mer p. 24
- La Provence à succès de Mister Mayle p. 22
- Salin-de-Giraud, ouvrière de Camargue .. p. 23
- A Versailles, dans le potager du roi p. 25

Escapes (p. 22) • Téléx (p. 22)
Jeux (p. 26) • Table (p. 27)

TOUTES DIRECTIONS.

Budget Rent a Car vous offre tout ce qu'il y a de mieux dans le domaine de location de voitures pour les vacances. Avec Holiday Drive, la location est simple, avec un tarif « tout compris ». Vous pouvez réserver et payer avant de partir, et vos réservations sont assurées dans plus de 100 pays du monde. Il n'y aura aucun supplément caché, ni d'incertitude. Pour réserver votre voiture, ou pour obtenir gratuitement une brochure, priez d'appeler Toll Free 0504 0138 entre 8 heures et 18-30 heures, ou demandez de plus amples informations à votre agence de voyage.



Budget

La Provence de Mr Mayle

EMIGRÉ il y a quelques années dans le Vaucluse, un publicitaire britannique a si bien réussi sa reconversion que ses compatriotes ne voient plus la Provence que par ses yeux. Deux cent mille exemplaires de son livre, *A Year in Provence*, ont déjà trouvé acheteur et ce n'est pas fini. Un second ouvrage de la même eau, *Toujours Provence*, de Hamish Hamilton a vu le jour il y a quelques mois, auquel la presse d'outre-Manche consacre une large place, lui prédisant le même succès.

Aimablement troussés, les deux volumes de Peter Mayle ne sont peut-être pas de la grande littérature mais ils passent, en Grande-Bretagne, pour un événement. L'Angleterre francophile, celle qu'aimante le midi de la France, ne jure plus que par «*The English Ecrivain*», le surnom sous lequel l'éditeur de Mr Mayle mène, tambour battant, la promotion de son second livre.

Sur une pleine page, le quotidien *The Independent* présentait récemment cet auteur comblé comme le Britannique qui a fait le plus «*pour populariser la Provence*». Un compliment plutôt embarrassant pour l'intéressé, sommé, du fait de sa notoriété inattendue, de justifier sa vision de la France et des Français, cela des deux côtés du *Channel*, la mer de toutes les incompréhensions.

L'un des premiers, l'hebdomadaire *The Economist* a sonné la charge, avec la pointe de condescendance francophobe qui le caractérise parfois : «*Le message de M. Mayle est d'une simplicité messianique. La France, spéciale-*

ment là où il vit, est l'Arcadie du temps présent. (...) On y trouve partout du vin et de la nourriture de qualité à des prix défiant toute concurrence. Chaque restaurant, aussi modeste qu'il soit d'apparence, abrite un chef de génie dont l'imagination trouvera toujours le chemin de votre estomac, si rempli soit-il. » Et d'ajouter acide, que, si «*les gens qui peuplent cette cornue d'abondance vivent dans un état de gaieté permanente*», cela n'a rien de surprenant puisqu'ils «*sont rarement sobres*».

QUE Peter Mayle ait chausé, en acquérant un mas dans le Vaucluse, sa seconde patrie, des lunettes idylloquement roses ne fait aucun doute. Là réside la clé de son succès, dans cette feinte naïveté avec laquelle il dépeint le Lubéron et ses gens, un parti pris sur lequel *The Economist* a tort d'ironiser puisque la Provence de Mr Mayle est une Provence délibérément rêvée. Ses livres ne seraient pas des best-sellers s'ils ne donnaient pas si habilement consistance au besoin d'évasion de ses compatriotes, lors de leurs moroses soirées d'hiver à Birmingham ou à Glasgow.

Si l'on en juge par le précédent de *A Year in Provence*, la parution de *Toujours Provence* risque de déclencher un nouveau déferlement de touristes britanniques cet été dans le Lubéron. Les per-



sonnages que Peter Mayle campe avec une ironique tendresse – un couple de voisins, tel commerçant ou artisan de ses amis – ont dû se faire à la curiosité parfois envahissante des Anglais de passage. Certains, comme il le raconte dans son dernier livre, ne sont toujours pas revenus de leur soudaine célébrité, tel «*Monsieur*

Menicucci», le plombier, qui a eu un jour les honneurs du *Sunday Times*.

Les caboulots dont Peter Mayle loue la rustique abondance ne vont pas désemplir ni les hôtels des environs. S'il n'obtient pas la Légion d'honneur comme le lui prédit, sarcastique, *The Economist*, il aura malgré

tout bien mérité du tourisme local.

Les postiers du Vaucluse se sont mis, forcés, au diapason. Il arrive tant de lettres à Peter Mayle et à son épouse, de Londres, de Nouvelle-Zélande ou de Pékin, qu'une adresse approximative ne les déroute plus : «*Les Anglais, Bonlieux*» ou, plus hermétiquement encore : «*L'Ecrivain Anglais, Menerbes, Provence*».

En France, l'impact des livres de Peter Mayle n'a guère suscité de réactions. Ni sentiment d'orgueil d'habiter ce que nombre de Britanniques perçoivent dorénavant comme un petit paradis. Ni commentaires outrés de voir resurgir, malgré les bonnes intentions de Mr Mayle, un cliché ancestral : la France, pays de mangeurs de grenouilles. Apparemment, la langue anglaise reste un obstacle infranchissable au rayonnement de l'idée que Peter Mayle se fait des Méridionaux.

Le miroir qu'il tend aux Français mériterait pourtant qu'ils s'y regardent. Ce n'est pas Tocqueville en Amérique – il n'a pas cette ambition – ni Pierre Jakez Hélias racontant son pays bigouden – il n'en a pas le savoir –, mais le croquis parfois savoureux d'une France folklorique telle que doivent la vanter les agences de voyages de Dorchester (Dorset) ou de Bradford (Yorkshire),

version aliolesée du bérêt basque et de la baguette de pain.

Truffés d'expressions «*en français dans le texte*» à prononcer «*avec l'accent*», *démings* pour *demain*, *mesong* pour *maison*, les livres de Peter Mayle offrent à leurs lecteurs un dépaysement garanti, peuplé de Méridionaux forts en gueule mais grands cours, inextinguibles buveurs de pastis, un peu fraudeurs du fisc et amateurs de bonne chère. Du déjà vu.

SANS doute les livres de Mr Mayle charrient-ils plus de clichés que d'observations pénétrantes mais c'est pourquoi ils marchent. Ethnologue des places de village, du côté de l'île-sur-la-Sorgue ou de Gordes, il livre ses conclusions avec un humour amusé qui interdit de prendre ses ouvrages plus au sérieux qu'il ne le fait lui-même. Voici comment il décrit, par exemple, les règles du jeu de boules telles qu'il ne se lasse pas de les observer dans son Lubéron à lui : «*1) Quiconque joue sans boire est disqualifié. 2) Les tricheries à répétition sont recommandées. 3) Les disputes portant sur la distance séparant les boules du cochonnet sont obligatoires. Personne n'a le dernier mot*», etc.

Ah! ces Français! *Always the same. On ne les changera pas!*

Bertrand Le Gendre

► *A Year in Provence*, de Peter Mayle. Pan Books. 200 p., 5,99 livres. *Toujours Provence*, de Hamish Hamilton. 218 p., 13,99 livres.

ESCALES

TELEX

Esprit d'aventure

Après avoir marché pendant quinze ans, *Terres d'aventure* (3, rue Victor, 75005 Paris, tél. : 43-29-94-50) prend le train, sillonne les déserts en véhicule tout-terrain, circule en pirogue à travers l'archipel des Bijagos, en vapeur sur l'Irrawaddy, en traineau à chien au Groenland et roule en bus sur tous les continents. Ce passage à une autre vitesse, à un autre niveau, se contemple, se lit à chaque page du bel album (10 F) où le spécialiste du voyage à pied présente, comme autant de modèles de sa collection, quarante-cinq itinéraires sous la marque «*Esprit d'aventure*». Pour signifier que le voyage est aussi «*quête de valeurs*», moyen de «*retrouver, avant qu'il ne soit trop tard, tout ce que le modernisme fait disparaître, la richesse de nos différences, le rare, l'essentiel, le sens du mystère et du sacré*». Une démarche traduite dans le choix, la présentation et la répartition des voyages regroupés selon quatre axes : splendeur de la nature, grandeur des peuples, eaux fortes, montagnes sacrées. La mise en page est claire : pour chaque voyage, une présentation soignée qui donne «*l'esprit*» de la démarche, le déroulement du voyage, les dates, le prix. Rejeté en fin de cahier, un index pour les indications pratiques. Dans «*splendeur de la nature*», place importante est accordée à l'Algérie (notamment un classique Tamarassat-Djanet, 9 jours, 8 950 F) et au Niger (trois circuits). Ce qui n'exclut pas, notamment, Madagascar, l'Islande ou la Patagonie et un voyage à l'île de Pâques (17 jours, 35 000 F). La section «*grandeur des peuples*» part à la recherche de l'âme polonaise (8 jours, 8 300 F), s'attarde dans les Yémens réconciliés (15 jours, 16 700 F) ou découvre le «*Matin des hommes*» en Ethiopie (16 jours, 19 700 F). On trouve les «*eaux fortes*» en Egypte bien sûr, mais encore au Niger, au Laos et, plus inattendu, au Maroc. Ses «*montagnes sacrées*», *Terres d'aventure* les situe en Algérie (de l'herminette du Père de Foucauld à la montagne aux écritures, 10 jours, 9 300 F), au Ceylan (Pic Adam et merveilles de Sri-Lanka, 10 jours, 9 800 F), en Chine et, à tout seigneur tout honneur, au Tibet, avec plusieurs voyages vers les grands espaces de cette terre «*où tout ne s'achète pas encore*».

La lande des Rohan

Les premiers coups de pioche et de pinceau furent donnés au douzième siècle, sous l'impulsion, que l'on peut qualifier d'éclairée, de l'illustre famille des Rohan. La ville qui porte leur nom fut fondée en 1104 en Bretagne. Jean II, vicomte de Rohan, fit construire le gros œuvre du château actuel de Pontivy entre 1479 et 1485, les douves n'étant aménagées qu'après 1503. Un château qui illustre bien



Notre-Dame de Quélven.

l'architecture militaire de la fin du quinzième siècle, de plaisance et utilitaire en même temps. Méchènes, les Rohan le firent dans le vrai sens du terme, en concourant à l'édification d'églises et de chapelles qui comptent parmi les plus belles de l'époque gothique flamboyante en Morbihan : chapelle Notre-Dame de Quélven-en-Guern, Notre-Dame de Carmes, à Neuliac, Notre-Dame de Bonne Rencontre, à Rohan, chapelle Sainte-Noëlle et église de Noyat-Pontivy, chapelle Notre-Dame de La Houssaye-en-Pontivy, chapelle Sainte-Tréphine de Pontivy. Puis le temps, destructeur consciencieux, accomplit son œuvre d'usure. Une première tranche de restauration (*le Monde* daté 23-24 juin) vient d'être achevée : trente et une églises ou chapelles, douze fontaines sacrées, huit calvaires ou croix monumentales. Une énumération qui ne rend pas compte du charme de cette architecture à clochetons posée sur la lande, avec ses fresques et ses lambris peints, ses retables, ses

jubés, ses sculptures en bois polychromes. On découvrira le pays des Rohan selon son inclination et à son rythme. On peut aussi, en juillet-août, emprunter un minibus qui effectue, tous les jours sauf le jeudi, trois circuits différents, commentés (rendez-vous à 15 heures au pied du château de Pontivy). Renseignements auprès de l'office de tourisme (61, rue du Général-de-Gaulle, 56300 Pontivy, tél. : 97-25-04-10) ou auprès du syndicat du pays des Rohan (tél. : 97-25-01-70). Voir également

Monet, Renoir, Degas, Pissaro et Manet : le Musée d'art contemporain, célèbre pour ses toiles de Paul Klee, Picasso, Calder et de Francis Bacon ; le Musée d'histoire naturelle. Et, parmi les incommensurables édifices d'une cité où tout, ou presque, mérite d'être vu : le Loop, quartier des affaires orné par le métro aérien ; la sculpture monumentale de Picasso ; la mosaïque des Quatre Saisons de Chagall ; la Sears Tower, le gratte-ciel le plus élevé du monde ; North Michigan Avenue, surnommée le «*Magnificent Mile*» ; le quartier chinois et le Chicago universitaire avec les constructions de Frank Lloyd Wright et Mies Van der Rohe. Du 27 octobre au 2 novembre prochains, 8 900 F tout compris, en pension complète, avec hébergement en hôtel quatre étoiles.

La Scandinavie par bons

La Scandinavie ne sera pas chère cet été. Du 1^{er} juillet au 31 août et tous les week-ends de l'année, les bons Pro-Scandinavia font tomber le prix des hôtels de 1^{re} catégorie à 240 F par personne en chambre double, petit déjeuner scandinave (buffet copieux) inclus. Ces bons sont acceptés dans 400 hôtels, répartis dans 291 villes (130 en Suède, 100 en Norvège, 115 en Finlande et 55 au Danemark), mais aussi au bord des fjords, à la campagne, en montagne et en Laponie. Réservez la veille de l'arrivée. On peut également louer une petite maison pour deux à six personnes (2 bons la première nuit, 1 ensuite), une voiture (1 bon), prendre le bateau (1 ou 2 bons selon la distance) ou l'avion (vois intérieurs, de 4 à 7 bons). Un petit livret, en anglais, indique, par pays et par ville, les noms des hôtels, leur numéro de téléphone, celui de l'office de tourisme des localités importantes et recense toutes les possibilités, précisant, pour chacune, le nombre de bons requis. Pour profiter pleinement de cet avantage, il suffit de connaître la durée de son séjour et l'itinéraire envisagé, les bons s'achetant à l'avance auprès de Sept et demi Voyages, 22, rue Godot-de-Mauroy, 75009 Paris, tél. : 42-65-22-29.

Outil indispensable pour les départs en vacances, le service Minitel 3615 Michelin se présente comme la plus importante banque de données routières et touristiques, accessible 24 heures sur 24 et mise à jour en permanence. On indique ses points de départ et d'arrivée, on choisit son type d'itinéraire et l'on obtient un descriptif détaillé avec kilométrage, temps de parcours, coût des péages, villes traversées, ainsi que des indications sur les curiosités touristiques, hôtels, campings et restaurants sélectionnés dans les différents guides Michelin.

L'éventail touristique antillais : hôtels, gîtes ruraux, locations de bateaux ou de voitures, manifestations, sports, météo, change, balades en mer, visites de distilleries et fêtes patronales : une liste non exhaustive consultable sur Minitel, code 3615 INFOTOUR.

Monuments en musique, cet été à travers l'Hexagone. En ouverture, le 10 juillet, l'air de Papageno, extrait de *La Flûte enchantée*, de Mozart, sera interprété sur tous les sites. En clôture, le 25 août, *Voyelles*, le poème de Rimbaud. Entre ces deux dates, l'après-midi, lundis et mardis exceptés, tout sera possible : sérénades méditerranéennes au château d'Iff, musique de chambre à l'abbaye de Silvacane, non loin d'Aix-en-Provence, musique vocale médiévale à Carcassonne, trompettes au château de Pau, guitare classique et contemporaine, puis jazz, à la tour de la Lanterne, à La Rochelle, orgue à la cathédrale de Besançon, viole de gambe et clavecin au château de Maisons, à Maisons-Laffitte. Liste des 250 monuments concernés et programmes musicaux auprès de l'organisateur, la Caisse nationale des monuments historiques et des sites (hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine,

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard

75004 Paris, tél. : 44-61-21-41). **Chantiers en Sibérie**, pour étudiants de 17 à 30 ans : restauration du patrimoine de Novossibirsk (opéra, cathédrale Alexandre-Nevski, jardins publics), voyage en Transsibérien, visite d'Irkoutsk et de Moscou, rencontres avec des personnalités. Du 1^{er} août au 2 septembre, 7 250 F. Renseignements auprès d'Eve Ludot, Chantiers d'espoir, 54, rue Pierre-Larousse, 75014 Paris, tél. : 40-44-90-31.

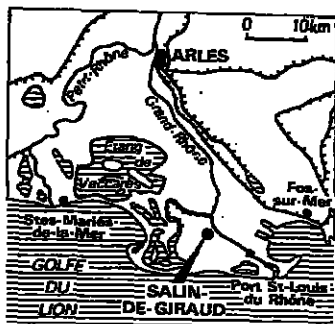
«Pierre le Grand et l'Europe», thème d'une exposition qui présente, jusqu'au 25 août prochain à Brème, en Allemagne, une partie des trésors des tsars : pièces d'argenterie, chefs-d'œuvre de la joaillerie du XVII^e, icônes et peintures, armes. Occasion pour l'Hôtel Marriott de Brème de proposer un billet d'entrée assorti d'une chambre double (430 F environ par personne et par nuit). Avec petit déjeuner-buffet : 580 F environ ; avec petit déjeuner et un repas : 780 F. En chambre simple : respectivement 400 F, 470 F et 570 F environ.

Le Petit Futé de New York City, premier guide outre-Atlantique d'une collection qui couvre trente-huit villes françaises et cinq villes belges. Au dire des connaisseurs, l'un des meilleurs guides pour explorer la mégapole américaine. Un état des lieux sélectif et pratique indiquant où se promener, se loger, se restaurer et se divertir. 89 F.

Trois festivals pour l'été. Le Festival Jean Marais (théâtre, danse, musique), dont la seconde édition aura lieu du 16 au 23 juillet au Théâtre de la Mer de Grou-Juan et au château-musée de Vallauris (tél. : 93-63-82-58), dans les Alpes-Maritimes ; le Festival Jacques Brel, du 17 au 21 juillet, avec les 14^{es} Rencontres de Saint-Pierre-de-Chartreuse (tél. : 76-88-62-08), dans l'Isère ; le VII^e Festival Gérard Philipe de Ramatuelle, dans le Var, du 2 au 13 août (tél. : 40-82-45-20 et 94-79-25-63).

هكمان النحل

SANS VISA
EN FRANCE



Des rangées de bâtisses à un étage, dix foyers modestes par bloc, dix portes identiques, c'est Salin l'ouvrière et ses camelles, montagnes grises de sel.

Terre de sel

Au bout de la grande route, au bord du Grand Rhône : Salin-de-Giraud, fantôme nordiste en plein Midi. Cité ouvrière perdue dans la Camargue depuis le siècle dernier, elle s'est installée là où se disputent la terre et la mer, sur le territoire du sel.

EST-CE encore là, la Camargue ? Quelque 5 kilomètres plus au nord, c'est toujours l'incongruité terminale d'un continent, une lassitude de la terre à serrer ses définitions, un oubli dans l'ancêtre bataille contre la mer. Une île d'herbe et de taureaux sur pilotis, une schizophrénie qu'en géographie on appelle delta, une aire de jeux où la Méditerranée, l'Hexagone et le plus fou de ses fleuves règlent leurs comptes depuis des lustres en épuisant les hommes, leur imposant mille détours et nourrissant leurs rêves de légendes détrempées. L'Arlesienne s'est peut-être perdue là, puisque Arles n'est qu'à quelques kilomètres, heureuse d'être de la terre ferme, hautaine protectrice de ces vases, de ces marais, de ces étangs que même l'horizon ne contient pas, et d'un fleuve, le Rhône, qui mit deux mille ans, en comptant au plus juste, à se trouver un lit dans ce dédale. La Camargue.

PRÉCISION Phénicien et Vénitien

Plusieurs erreurs de transmission se sont glissées dans le reportage de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz sur « La Thaïlande au temps du Siam » (« Le Monde sans visa » du 29 juin). L'agent de Louis XIV auprès du roi de Siam, M. Constance, n'était pas d'origine phénicienne mais vénitienne. L'ouvrage du Père d'Orléans, *Histoire de M. Constance*, a été réédité à Bangkok en 1985 (et non pas en 1685). Quant au *Boudha vivant*, de Paul Morand, récemment réédité en France, il y avait été publié pour la première fois en 1927 (et non pas en 1987). Enfin, pour obtenir des renseignements sur les liaisons fluviales entre la capitale thaïlandaise et le site historique d'Ayouthaya, les numéros que nous avons indiqués sont exacts mais ils se trouvent à Bangkok et non pas à Ayouthaya.

D'autre part, le spectacle *Meaux en marche vers l'Europe* débute les vendredis et samedis à 22 h 30 jusqu'au 13 juillet et à 21 h 30 du 30 août au 14 septembre et non aux heures indiquées dans l'article « Un roi sur la route » publié dans « Le Monde sans visa » du 22 juin.

Mais, là, à Salin-de-Giraud, est-ce encore de cela qu'il s'agit ? A la fin de la boucle de l'étang de Vaccaris, loin des Saintes-Maries-de-la-Mer, après 20 kilomètres qui en paraissent 100, tant le ciel, l'eau et la terre donnent le vertige, dans leurs bousculades au ras du sol, surgit, comme un village de Lorraine, une cité ouvrière avec ses idées de sœur et de réunions syndicales, ses grèves et ses lock-out. Une hérésie de brique rouge, payée au XIX^e siècle par un patronat éclairé et paternaliste. Le décor, hérétique en pays de gardians, en terre sacrée gitan, du monde des corons. Des rangées de bâtisses à un étage, dix foyers modestes par bloc, dix portes identiques, fixées dans leur ressemblance égalitaire du temps des conquêtes sociales. On dirait Longwy hier, ou les vallées industrielles des Vosges ou de la Savoie. Une vie pensée autour du travail, avec ses arènes de brique, les villas des cadres d'usine, le stade et les bistrot. Un quadrilatère à angles droits : la rue, les rangées d'arbres, les contre-allées ; un dessin futuriste pour l'époque, mais qui rappelle aussi la découpe du bagne de Saint-Laurent-du-Maroni, en Guyane.

C'est Salin, l'ouvrière de Camargue, sagement rangée à droite de la route qui longe le Grand Rhône. Plus distrait, on la manquerait, tant elle a protégé ses ombres au milieu de grands arbres qui ne sont pas du delta. Une banderole, rouge, barre la route, indiquant que, par là-bas, existe un centre-ville. Prudents Saliniens : ils savent que ce bord-ci des confins vit de ses souvenirs. Le train, qui s'aventurait jusqu'à la mer, a été remis dans les années 50, et tout le long du chemin vers Arles, des pêcheurs, des éclusiers, des vachers habitent les gares. Prudents, car ils passent leur vie à expliquer aux touristes que la Camargue n'est pas que d'eau, ou de terre approximative, mais aussi de sel. De sel et de chaux, pour la grande usine qui se dresse, incongrue, le long du

fleuve. De sel surtout. Les voyageurs n'en voient que les montagnes grises, les camelles, qu'ils escaladent en voiture, avant de retourner voir les oiseaux des marais, leur Camargue, ses chevaux et son folklore. Plus au sud, à perte de vue, s'étendent les salins et les bassins de cristallisation, 10 000 hectares paisiblement disputés aux rixes des éléments. Des étangs, celui de Salin, justement, de Faraman, de Beauduc et du Vaisseau, endigués, domestiqués à coups de pompe à eau, de soleil, et de savoir-faire.

Une industrie, horizontale comme son paysage, installée là où l'homme perdait pied, où les taureaux s'enlisaient, le plus au sud possible, même au-delà des dernières digues. Les machines grattant le sel nuit et jour, dans le silence du delta, une nique à la lune, sous le regard indifférent des flamants roses. Un million de tonnes de sel marin ramassées à l'année dans ce nomman's land propre à aiguiller tous les songes.

Est-ce pour cela que Salin-de-Giraud, la ville, s'est dotée de tout ce qui manquait à la Camargue ? D'églises, de restaurants, de crèches d'enfants ? Pour conjurer ces troubles sentiments d'espaces incertains ? Son territoire, à elle, a rosé l'eau des salins, par la présence d'algues et d'animalcules qui prospèrent sous le soleil de l'évaporation, et qui donnent, quelles que soient l'heure ou la saison, l'impression d'un crépuscule à ces berges.

A quelques centaines de mètres des maisons répétées du périmètre urbain, par-delà d'autres marais, le Rhône charrie ses dernières eaux, avant l'embouchure. Le bac de Barcarin, lui, transborde ses voitures pour le seul eldorado qu'on connaisse ici : Fos-sur-Mer. Patrie moderne du travail, que la Camargue n'a jamais comptée parmi les siens, malgré d'autres marais et une géologie très voisine de celle du delta. Ceux de Salin y vont désormais chercher du travail, car l'embauche, comme en Lorraine, vient souvent à manquer à la Solvay, l'usine de chaux, et à la Compagnie des salins du Midi. Le bac permet l'échappée, car la cité ouvrière tourne le dos à la Camargue, marquée par sa différence, épuisée par une inconstance millénaire de ses points de repère.

Cette ville-fantôme de près de trois mille âmes sait sa précarité. Longtemps, le fleuve négligea son lit. Les cartographes dénombrent jusqu'à sept graus, sept prétendants au nom de Rhône à l'embouchure, d'Aiguas-Mortes, à l'ouest,

jusqu'à Port-Saint-Louis, aujourd'hui sur l'autre rive du Grand Rhône. La terre et l'eau se livrèrent à des joutes sans fin, que du côté des Saintes on nomme encore les virolades, brusques tempêtes déchaînées par le vent qui emportent les patients et fragiles ouvrages de la logique humaine. Construite entre 1737 et 1741, la tour de Port-Saint-Louis est désormais distante de 7 kilomètres de la ligne des flots. Même plus près de Salin, sur son domaine de sel, le phare de Faraman, précautionneusement placé à 700 mètres de l'eau, se retrouva encerclé, puis inutile, sur la terre ferme.

A Salin même, ou sur son emplacement à l'époque de la gabelle, les eaux refusèrent de s'apaiser. Une première église fut emportée, et la Compagnie des salins la rebâtit plus en amont. Négligent le discret mépris de la Camargue pour ces rêves de productivité, l'administration, les industriels tinrent bon, multipliant les endiguements, renforçant les pieux plantés pour soutenir la terre et ralentir l'érosion marine, gorgant la rive, partout où l'eau reprenait force, entre mer et Rhône, de tonnes de galets.

Parce qu'il y avait moyen, au milieu de cette confusion, de préparer, de récolter le sel. Parce qu'en 1826 un chimiste de Montpellier, Antoine Jérôme Balard, s'intéressa au brome que cette terre pouvait fournir après traitement, et qu'il s'associa avec un industriel du sel. Ensemble ils achetèrent cette basse Camargue dont personne ne voulait. Avec Pechiney, ils firent de cette bande d'herbe cernée par les eaux un empire industriel. Et donc une ville de leur temps, qui tranchait avec l'éternité précaire des gitans et des éleveurs de taureaux. Puis la Solvay installa, sur la rive du fleuve maîtrisée, une unité de production de soude caustique.

Beaucoup de visiteurs voient en cette bourgade géométrique une autre folie du delta. Beaucoup la manquent, en leur périple. Ce décor déplacé du nord de la France, intact, parfaitement représentatif des préoccupations sociales du siècle passé, a le charme des villes de conquérants. Ville mansuète, ordonnée. Bardée d'amicales, car, de la naissance à la mort, la vie s'y écoulait sous la paroi des industries.

Le Bar des sports est aujourd'hui trop vaste, sans ses assemblées de boulistes ou ses réunions de comité de personnel, pour les hockeys désoeurés qui y boivent de la bière à la paille. Quelques restaurants,

quelques hôtels, au hasard des enfilades de rues, des places : la mairie et la vieille gendarmerie. Quelque chose du rythme de métronome du travail. Le coup de feu de la récolte avant les pluies de l'automne. Des inquiétudes qui rappellent celles du Nord. L'amour de Fos, détestée dans le delta. Des riverains qui entretiennent une autre culture, d'usines et de congés payés, la mêlent à celle de la Camargue. Des hommes des corons qui apprirent à aimer les taureaux, ou le cheval, qui se reliaient, hier, à l'arrière-pays par leurs chalandes de sel ou par le rail, et qui empruntent plus volontiers les voies de l'autre rive, vers Arles, vers le pays. Salin-de-Giraud, au bout de la route. Une dernière

balise, d'acier et d'huile, avant les étendues définitives. Une autre Camargue, plus dépayssante encore, seure des cités sans mer ni rive, qui durera, vaille que vaille, tant que dureront les étangs domptés. Les briques tomberont peut-être. Un siècle déjà, sans une ride. Des jardins ouvriers au pays des prés infinis. Absurdité ? Plutôt un abri. Une référence d'ailleurs, en ces confins méridionaux.

De notre envoyé spécial
Philippe Boggio

► A lire : le guide *la Camargue*, de Pierre Dupuy, aux Editions de la Manufacture. Ainsi que *les Chemins du sel*, par Gilbert Dunoyer de Segorzac, collection « Découvertes » chez Gallimard.

On y prend goût

NOUVELLES FRONTIÈRES

C'est pas compliqué surtout ne pas se presser le vin : le siroter, le soleil : CORSE 995F l'éviter, en particulier à l'heure de la sieste... parce que ça, c'est sacré

VOL ALLER RETOUR. DÉPART DE PARIS. PRIX MINIMUM TAPEZ 36 15 NF. TELEPHONEZ AU (1) 42 73 10 64

Cheju, entre la Corée et la mer

Vingt-cinq mille femmes se livrent encore à la cueillette sous-marine des coquillages dans l'île de Cheju, au large de la Corée, entre Chine et Japon. Farouchement indépendantes, elles sont à l'image d'une terre volcanique qui s'est longtemps et souvent rebellée contre un continent hostile. Mais les millions de visiteurs qu'il lui envoie devraient la conduire à rendre les armes.

Le front ceint d'un bandeau rouge, sa large robe formant une corolle autour d'elle, la chamane tournait sur elle-même, le visage perlé de sueur, faisant sonner les clochettes qu'elle tenait dans chaque main. Les rythmes des gongs et du tambour s'élevaient. L'autel formé de tables basses chargées de fruits, de galettes de riz, de coquillages, de poissons séchés, devant lequel elle dansait semblait avoir pour nef l'immensité de la mer et du ciel. Il avait été placé à quelques pas du rattachement, sur la plage de lave pétrifiée, sombre et revêche. Seul un paravent bas le séparait de la mer. Des nattes bordées de branches de

bambou entrelacées d'algues, plantées entre des pierres, menaient de l'autel au petit hangar où la chamane avait commencé ses incantations. A certaines branches de bambou avaient été attachés des billets de 10 000 wons (environ 100 francs) en guise d'offrandes, à d'autres des papiers blancs. Au-dessus de ce « chemin » qu'était censée emprunter la divinité de la mer avait été tendu entre de grands bambous ployant sous les banderoles de couleurs un long tissu blanc.

Depuis le matin, la chamane avait dansé et récité des prières, longues mélodies comme un sanglot sans fin. Après avoir abondamment aspergé le sol de *soju* (eau de vie de patates), elle priait maintenant, agenouillée, appuyée sur ses deux bras tendus devant l'autel face à la mer. Bientôt, l'assistance, composée uniquement de femmes, assises ou accroupies sur la plage de rochers ou dans le hangar, allait joindre ses incantations aux siennes pour demander à la divinité de la mer de les protéger.

Elles étaient plus d'une centaine, de tous âges, la plupart au teint bruni, aux mains puissantes. Certaines étaient en robe traditionnelle, d'autres vêtues simplement d'un pantalon de paysanne et d'un corsage. Au début de la cérémonie, elles avaient servi une collation aux quelques hommes qui étaient leurs invités : oursins, coquillages, soupe d'algues et *soju*. Dehors, certaines jouaient sur des nattes au jeu de *yu*, pratiqué avec quatre morceaux de bois, qui est généralement réservé aux hommes. Les mets

étaient fruits de leur pêche, et la cérémonie chamane leur fête : le huit du quatrième mois du calendrier lunaire (vers la fin avril), le jour où le vent du nord-est qui porte la divinité de la mer (le roi Dragon, *Yong Wang*) frappe l'île de Cheju, à l'extrémité sud de la péninsule coréenne, commence une série de cérémonies le long de la côte. La plus importante (*Chamsoo-tos*) a lieu dans le petit village de Dong-Kingnyong-ri, précisément à l'endroit de la côte nord-est de l'île touchée en premier par le vent. Celles qui nous accueillèrent parmi leurs invités étaient des plongeuses (*haenyo*). Elles sont encore près de 25 000 à Cheju à pratiquer cette pêche qui remonte à la nuit des temps et est réservée aux femmes.

Beaucoup de croyances et de superstitions sont attachées à leur métier, raconte l'une d'entre elles : si les plongeuses croisent une vieille femme en se rendant à la mer, c'est signe néfaste ; si elles rencontrent quelqu'un portant un sac vide, c'est que la pêche sera mauvaise ; si quelqu'un leur propose d'acheter leurs coquillages alors qu'elles sont en train de préparer leur équipement, c'est également un mauvais présage ; en revanche, la vision du Bouddha dans un rêve est bénéfique... Le chamanisme, très répandu en Corée, est profondément enraciné dans les coutumes de Cheju, et les plongeuses y sont particulièrement attachées. C'est à la suite de longues palabres qu'elles désignent celle qui sera leur chamane.

Les premières plongeuses dans l'histoire de la Corée remontent à



Jung Ju-pyong, soixante et onze ans, la doyenne des plongeuses : « Ma vie est là. »

l'époque Koryo (918-1392). Sans doute est-ce à Cheju que débuta cette pratique de pêche qui gagna le Japon, où, aujourd'hui, à l'exception d'îles comme Hekurajima, les plongeuses aux seins nus d'autrefois (*ama*) ne sont guère plus qu'une curiosité touristique. A Cheju, ce n'est pas le cas. Dans le petit village de Shinyang-ri, non loin du Songsan, volcan éteint au cratère effondré lui donnant l'aspect d'une montagne coupée en deux dont le sommet en dents de

scie paraît crénelé, vivent une trentaine de plongeuses.

Visage rude, dents éclatantes, Jung Ju-pyong a quarante-sept ans. C'est la meilleure plongeuse du village. Comme sa grand-mère, puis sa mère, elle a commencé à douze ans. Elle plonge chaque jour, hiver comme été. Son mari est paysan.

Généralement, elle reste de deux à trois minutes sous l'eau et descend parfois jusqu'à 20 mètres de profondeur. C'est sa mère qui

lui a appris. Le plus difficile, raconte-t-elle, c'est de détacher les coquillages (essentiellement des ormeaux). En moyenne, elle en rapporte une trentaine de kilos qu'il faut aller prendre parfois jusqu'à 400 mètres du rivage.

« Oui, c'est dangereux. Mais cela fait partie du cours des choses que l'une d'entre nous ne remonte pas », nous dit-elle, soudain grave. Lorsqu'il y a du vent et que la mer est forte, on risque d'être poussées sur les rochers. Parfois, il y a aussi les dauphins. Ils n'attaquent pas mais ils peuvent nous étourdir d'un coup de queue. Le pire, c'est quand on veut remonter et que le fond de la mer est mou : pour prendre notre élan, nous devons donner un coup de pied sur le fond ; parfois, le pied s'enfonce dans le sable et nous perdons de précieuses secondes à nous dégager. Autrefois, les plongeuses n'étaient vêtues que d'un léger maillot de coton blanc. Depuis le début des années 70, elles portent des combinaisons de caoutchouc.

Dans la modeste maison est inopinément arrivée une vieille dame au visage chiffonné comme une vieille pomme et aux yeux délavés. M^{me} Jung Ju-pyong a soixante et onze ans. C'est la doyenne des plongeuses : elle plonge chaque jour depuis cinquante-sept ans. « Et il n'est pas question qu'il en soit autrement », affirme-t-elle en riant. Elle reste encore deux minutes sous l'eau. Elle avait songé à arrêter il y a deux ans : « Je plongeais avec ma nièce qui avait dix-neuf ans », raconte-t-elle. A un moment, je ne l'ai plus vue remonter. J'ai replongé et je l'ai découverte. Le couteau dont nous nous servons pour détacher les coquillages est maintenu par une courroie autour du poignet : ma nièce avait coincé le sien sous un ormeau et n'avait pas pu se dégager. J'ai remonté son corps sans vie à la surface. Après les funérailles, j'ai replongé. Ma vie est là. »

De notre envoyé spécial
Philippe Pons
Lire la suite page 28

Saint... Leningrad

Suite de la page 21

« Les responsables de l'urbanisme et des monuments historiques », raconte Pierre Braslawski-Benois, architecte français qui travaille à Leningrad, viennent d'établir des plans et des inventaires qui prennent en compte non seulement les lieux de la vie artistique, mais jusqu'aux itinéraires décrits dans la littérature. On pourra ainsi suivre la Nastenka des Nuits blanches de Dostoïevski comme on peut déjà marcher sur les traces de Raskolnikov, ou, depuis 1989, visiter l'appartement de la poétesse Anna Akhmatova, sortie du purgatoire de la terreur.

Retours de manivelle de la mémoire : un jour, peut-être, on voudra déballonner les grandes statues de ce Lénine en marche, maintenant en mouvement, main tendue, qui sort de la brume d'hiver et surprend de sa hauteur le voyageur qui, débarquant du petit aéroport, entre dans la ville par le sud et traverse successivement les différentes époques de construction. Mais ce jour n'est pas venu : peut-être voudrait-on réserver à Lénine un fragment d'histoire ?

Pierre le Grand, en tout cas, la ville ne l'a jamais effacé ni de ses places ni de sa populaire dévotion. Chaque jour, le cavalier de bronze érigé par le sculpteur français Falconnet sur un rocher monumental place des Décembristes est salué par des bouquets de fleurs fraîches. Les curieux se rendent aussi auprès de la plus récente des statues du tsar, et, devant le traitement que lui a réservé Chemiakine, artiste léningrois exilé qui a reçu cette commande significative, se montrent intrigués, perplexes, sinon déçus : Peter est assis, grand certes, dans sa redingote, mais sur ses épaules légèrement voûtées la tête est petite : l'expressionnisme à l'occidentale prend à rebours les habitudes de la grandiloquence réaliste-socialiste, et, visiblement, les déçoit. Le changement d'époque, sinon de régime, est partout. A l'intérieur de la forteresse Pierre-et-Paul, cœur original et sym-

bolique de la cité d'où s'échappe la flèche de l'église qui répond à celle, autre symbole — de l'Amirauté, deux expositions : affiches des avant-gardes, de celles qu'on ne montrait pas jusqu'à l'exposition Paris-Moscou à Beaubourg et que recherchaient avidement les collectionneurs new-yorkais (elle est fermée ce jour-là), et, plus kitsch, des photos anciennes, conservées dans les familles, présentées comme des « souvenirs des Romanov ».

A deux pas de là (et c'est rare de compter en pas dans une ville qui ne se laisse pas facilement arpenter tant les distances réelles sont multiples de celles que l'œil annonce : telle flèche, tel monument qu'on croit toucher est à deux heures de marche), à deux pas donc, le Musée de la révolution : dans les salles pompeusement tendues de rouge et d'or, au lourd design années 50, devant le décor reconstitué de la prise du Palais d'Hiver ou les grandes fresques des meetings populaires, devant les portraits photographiques des héros anonymes alignés comme des ex-voto, il n'y a, ce matin-là, aucun visiteur. Ils préfèrent découvrir l'exposition qui, dans une autre aile de ce petit palais Art nouveau qui fut sa demeure avant d'être le siège du Parti bolchevique, présente, pour la première fois la danseuse Cecchiola.

Dans tous les secteurs on rencontre des hommes et des femmes mobilisés pour le changement, mais qui savent maintenant qu'ils le préparent pour la génération suivante et se savent sacrifiés. « C'était comme lorsqu'on marche avec des souliers trop serrés : on ne peut cesser d'y penser un seul instant », dit ce professeur pour illustrer les privations de liberté et l'état de silence forcé qui s'achève. Ils savent que ce sera long. « Les trois quarts des gens votent contre les communistes », dit Albert Baranov, sociologue, mais les trois quarts des institutions sont aux mains des communistes. Comment les leur reprendre ? Qui délogera par exemple de leur beau palais près

du pont Anichkov les mouvements de jeunesse communiste. Qui reprendra au comité d'arrondissement du parti le palais Belocelski-Belczerski, dont le baroque rougeâtre doublement dans le soleil couchant.

Avides d'échanges humains et culturels, les citoyens de Leningrad sont pourtant, individuellement et parfois collectivement, très méfiants à l'égard de l'emprise financière de l'Occident. La fièvre russe ne se voit pas en situation de pays sous-développé. Les interventions étrangères sont souvent mal ressenties : on se souvient des manifestations de rue pour réclamer la conservation de l'ancien Hôtel d'Angleterre (finalement reconstruit en style ancien) lorsqu'il allait être rénové, avec son voisin, l'Astoria, par des investisseurs scandinaves. Et la presse s'est largement fait l'écho des effondrements et des fissures dans les immeubles voisins quand un promoteur autrichien a fait trembler tout un quartier en creusant les fondations d'un nouvel hôtel.

« Je ne suis pas de ceux qui pensent qu'on ne doit toucher à aucune brique », dit Alexander Margolis, pour répondre à ceux qui ont protesté devant les débuts de la restauration de la Nouvelle Hollande, monumental ensemble d'arsenaux entouré de canaux que des investisseurs français sont prêts à transformer en hôtel et centre de congrès avec la bénédiction de la mairie. « Je veux me souvenir du temps où la société américaine Singer construisait au début du siècle son immeuble sur la perspective Nevski, juste en face de Notre-Dame de Kazan » (c'est aujourd'hui la Maison du livre). Mais on comprend mieux les réticences des Soviétiques, leurs réactions de patriotes, quand on lit dans le dossier de presse du Grand Hôtel Europe que les Suédois rouvriront (avec cinq étoiles, des salons Belle Époque et le luxe international) à la fin de l'année, ce programme : « Une révolutionnaire en compagnie de Nicolas II aux horizons d'Europe, et de Lénine au plat de résistance ». On bien quand on entend un conseiller ministériel français évoquer les « appartements de luxe façon petit palais » que le Club Méditerranée pourrait envisager de construire à Leningrad.

Travailler dans ce pays exige sans doute plus de doigté et de patience



N. RAKHMANOV/ANSA

que n'en sacrifient généralement les étrangers : il faut pratiquement s'installer sur place à mi-temps comme le fait Pierre Braslawski-Benois, l'un des descendants d'un cuisinier français venu au dix-huitième siècle servir un prince et qui fonda dans cette ville une famille (dix-sept enfants) dont les descendants, à nouveau dispersés de par le monde, ont été assez nombreux à se faire un nom dans les disciplines artistiques pour qu'on offre à cette exceptionnelle diaspora (qui compte notamment l'acteur Peter Ustinov et son fils Igor, sculpteur), il y a trois ans, un petit musée à côté du palais de Pierre le Grand, à Petrodvorets.

Riches d'un patrimoine architectural mondiallement connu, que l'URSS, même dans les années de ce qu'on appelle ici pudiquement « la stagnation », n'a jamais négligé de montrer aux visiteurs et aux touristes étrangers, riche aussi d'un potentiel industriel et militaire

qu'elle doit songer à convertir, Leningrad a surtout un capital humain et culturel que les pays d'Europe occidentale seraient capables de négliger, eux qui ont servi de modèle au créateur de cette capitale excentrée, ouverte vers l'ouest et qui aspire avidement à redevenir le lieu d'échanges et de rayonnement qu'elle fut jusqu'en 1914. Les visiteurs qui se pressent dans les salons du musée de l'Ermitage n'admirent pas seulement les effets de la puissance d'une impératrice, Catherine, mais aussi les choix de son conseiller, Diderot. Ceux qui préfèrent les Cézanne, les Matisse et les Picasso saluent le génie des artistes autant que la pertinence du goût des acheteurs, collectionneurs russes d'un début de siècle sans barbelés.

De notre envoyée spéciale
Michèle Champenois

« Les « vides » de la vie quotidienne n'ont pas encore été tous comblés par les progrès rapides du marché parallèle en URSS. Plusieurs systèmes coexistent, et on pourra par exemple aussi bien payer à un taxi la somme modique, en roubles, inscrite au compteur, que devoir faire des kilomètres à pied si on a refusé à tel autre le prix cinq fois supérieur qu'il demandait en dollars. L'usage est de monter à côté du chauffeur (taxi officiel ou taxi pirate), et les plus dédits d'entre eux transportent un véritable bazar : monnaie, chaises, caviar, qu'ils déballetent en roulant, ou sont les relais vers d'autres petits métiers (location de bateaux, 10 dollars l'heure, par exemple).

Le système soviétique actuel participe à la confusion : comment ne pas changer de l'argent dans la rue quand il n'y a ni banques ni bureaux de change ? Il ne s'agit même plus de

محضان الناحل

Versailles primeurs

Le potager de Louis XIV s'était fait oublier. Trois siècles après avoir été habillé par Mansart et habité par La Quintinie, qui lui cherchera et lui trouvera ce qui se fait de mieux pour l'époque en fruits et légumes, il s'est ouvert au public, tandis que se négocient des projets de grand toilettage. Toute une histoire.

versailles que ne l'était celui de Louis XIII, où il aurait disparu.

Sous le crayon de Mansart, s'édifie de 1678 à 1683, au long de la pièce d'eau des Suisses et pour la somme énorme de 1,2 million de livres (Versailles en a coûté 90 millions), le potager du roi. L'endroit de ses hauts murs protecteurs, qu'entourne une grille « royale », les terrasses qui le bordent et où veillent les Suisses et leurs chiens sont à la mesure des richesses qu'il recèle. Son architecture compte avec les perspectives de Le Nôtre, concentrée tout entière sur les objets de sa dévotion, culte autant que culture : les fruits et légumes.

« Une intense curiosité pour la nature s'était développée à l'époque », raconte Alain Durnerin, directeur adjoint de l'Ecole nationale supérieure d'horticulture, dont dépend le potager. En Grande-Bretagne, elle est formalisée par la création de la Royal Society en 1662. Colbert installe son homologue en France, l'Académie des sciences, en 1666. Les études faites à la Royal Academy sont prestement traduites en français. Les relations entre les deux pays sont bonnes, comme en témoigne le don d'un robinier au jardin des plantes de Paris (il est venu d'Amérique anglaise, même s'il porte le nom de Jean Robin). Les idées, les découvertes, comme les plantes circulent intensément entre l'Italie, la France et l'Angleterre. On dispose d'un véritable catalogue des fruits cultivés à la fin du siècle dans les jardins de Florence sous Cosme III de Médicis, grâce aux peintures précises de Bartolomeo Bimbi qui permettent d'identifier les espèces. Sous leurs noms (italiens, 40 % d'entre elles

« QUELLES espèces de plantes, d'arbres, d'oiseaux, d'animaux, d'édifices, de fontaines, de lacs, d'étangs, de canaux, de navires ne se rencontrent point dans cette demeure agréable ! », s'exclame Charles Perrault en 1673, lorsqu'il décrit Versailles comme un « petit monde » où se condensent les signes de tout ce qui se produit de plus beau et de plus rare (1). Mais la fête annoncée ne saurait être pleinement honorée sans table digne d'elle, où se trouveraient rassemblés au goût des saisons, les meilleurs des fruits et légumes que le siècle saurait réunir. La Quintinie (avec Le Brun, Le Nôtre et Le Vau, il est une des cartes maîtresses distrait à l'insolent Fouquet), qui vient d'être nommé directeur des jardins fruitiers et potagers des maisons royales, est chargé de créer un nouveau potager, mieux intégré à l'ensemble



Le potager du roi, dessiné par Mansart. Louis XIV le faisait visiter à ses invités.

cachent leur origine française, comme la fondante di Bresta (jardins de Brest).

Au demeurant, les poires voyagent depuis longtemps et ont connu des améliorations dès l'époque romaine, les greffes étant de pratique fort ancienne. Les variétés nouvelles de fruits repartaient alors vers la périphérie, portées par les militaires, les diplomates ou le clergé. Un fonds s'est développé dans les jardins des abbayes, qui ont pris le relais des villas romaines. A Paris, la pépinière des chartroux est devenue le principal centre d'Europe.

» Toute demeure se doit d'avoir un potager attenant. On a pu le vérifier à nouveau durant les travaux de la cour Napoléon, lorsque, au bout de l'ancienne rue Fromenteau (détruite dans la deuxième moitié du dix-septième siècle), on a retrouvé un lot d'étiquettes en plomb, chacune avec un nom de fruit : fenouillet (une pomme), pêche violette... il y avait là le jardin d'une famille qu'on a d'ailleurs pu identifier. Les amateurs sont fiers de laisser leur nom à un fruit (comme la pêche d'Arnaud d'Andilly, ce janséniste dont le père est ministre des affaires étrangères), ou à

une fleur (le bégonia vient de Bégon, l'un des bâtisseurs du Rochefort).

» Nombres sont les nouveautés qui apparaissent à l'époque. Non sans causer parfois quelque émoi : « Le chapitre des pois dure toujours ; l'importance d'en manger, le plaisir d'en avoir mangé et la joie d'en manger encore sont les trois points que nos princes traitent depuis quatre jours », témoigne ainsi M^{re} de Maintenon en mai 1696. Il y a un immense désir de nouveauté. On fait visiter, Louis XIV fait visiter son jardin potager à ses invités et quitte des cours de taille d'arbres fruitiers, comme Louis XIII préparait ses viandes ou faisait des confitures.

» Les salades sont très appréciées, on ne les accommode pas au vinaigre, mais au sel (d'où leur nom). Le sel, comme le sucre, est également utilisé pour confire certains produits et les conserver. Le goût pour les choux-fleurs vient de l'art culinaire italien, dont nous sommes héritiers, même si l'on y a fait rapidement le tri pour n'utiliser que ce qu'il proposait de mieux. L'italien et l'espagnol (que Louis XIV pratiquait) étaient les langues courantes de l'époque.

» Le melon est également venu d'Italie via la vallée de la Loire, où le cultivaient les religieux. On ne sait pas qui a eu cette idée extraordinaire de réaliser une serre miniaturée sous forme de cloche en verre pour le faire pousser. Mais les résultats demeurent médiocres. Il n'y en avait guère plus d'un sur trente qui était bon. Voici un domaine où l'INRA (Institut national de recherche agricole) a apporté des progrès considérables, ce on trouve d'excellents melons maintenant.

» Les poires à l'origine sont assemblées en pyramides pour décorer la table. C'est un ornement qui a été utilisé pour former un personnage de production. Une poire ne se déguste pas à la cueillette : à la différence de la pomme, il faut la « faire », et prendre en compte également la période de conservation, pour tenter de boucler les deux mois de l'année. Elle est considérée comme un fruit difficile, le plus noble peut-être. Au sommet de la hiérarchie, la bon-chrétien, qui pouvait peser jusqu'à deux livres, était réservée aux ambassadeurs.

» Il ne nous reste aujourd'hui qu'une cinquantaine de variétés de poiriers et une trentaine de pommiers. Les premiers sont taillés, mais les seconds gardent une forme libre. Il y a un conflit entre l'ornemental (là encore on voit l'influence italienne) des arbres fruitiers et la production. Arnaud d'Andilly le premier a abandonné la taille en forme de figure humaine qui faisait fureur alors, pour chercher des formes plus productives. Comme dans la construction d'un pont, l'on s'efforce de combiner finalité technique et finalité artistique.

» Une grande quantité de variétés ont disparu depuis – comme le sémur blanc que l'on consommait confit au vinaigre, ou l'alleluia qui était sucré – simplement parce qu'elles sont dépassées. Louis XIV, qui ne voulait que le meilleur, désignerait la bon-chrétien aujourd'hui. Il y a une éducation du goût. Nous avons fait des tests avec les élèves de l'Ecole nationale d'horticulture en mélangeant des variétés anciennes et actuelles. Tous se sont prononcés pour les nouvelles. Ils ne veulent plus des autres. Et pourtant, dans la sélection des variétés, le critère du goût vient loin derrière la capacité à supporter le transport.

» Contrairement à ce que certains s'imaginent, la golden a remporté la partie, le public s'y est habitué et les enfants ne veulent plus rien d'autre. Même le chapardage des fruits dans les jardins a disparu. On évoque les légumes oubliés, mais qui accepte aujourd'hui d'éplucher des crosnes du Japon, de préparer des asperges, ou simplement de peler une pomme ? Des pépiniéristes ont tenté de mettre en vente des variétés anciennes récemment, et cela a été un échec. Lorsque disparaît des étalages la pomme d'api, c'est un peu de patrimoine culturel qui meurt.

» Le potager du roi actuel est déphasé par rapport aux techniques modernes. Il n'a pourtant pas cessé d'évoluer depuis son origine. Les jardins de Villandry (Indre-et-Loire) et de Saint-Jean-de-Beauregard (Essonne) sont intéressants, mais le potager est le seul qui présente une continuité dans sa structure. En le classant, on n'a pas classé le jardin de La Quintinie, mais trois siècles d'évolution. On y trouve des formes aussi bien du dix-huitième que du dix-neuvième siècle. Mais on ne peut pas en faire un conservatoire des variétés, car la région ne convient pas : l'existence d'un feu bactérien interdit de replanter certaines variétés de poiriers par exemple. On peut en revanche mettre l'accent sur un

Guide

Une conférencière-jardinière fait visiter chaque jour le potager du roi.

» à 13 h 30 (rendez-vous à la grille de la cour d'honneur du château de Versailles, ou à 14 h au 6, rue Hardy, à la grille du potager) sur le thème : « Du jardin pour la table royale au jardin d'illusion ». Avec visite du parc Balbi attenant.

» à 17 h (rendez-vous à la grille de la cour d'honneur du château) : « Quand le roi rendait visite à son jardinier ». Visite par les cent marches et les parterres de l'orangère.

Les visites ont lieu tous les jours, sauf le mardi jusqu'au 15 novembre. Elles se terminent par une dégustation de fruits, de légumes et de confitures. Prix : de 20 F à 40 F. Groupes, sur rendez-vous, et renseignements au (1) 39-51-61-29.

Les écoles de la rue Hardy proposent également de nombreux cours de jardinage et d'histoire de l'art des jardins.

Le marché des produits du potager du roi est ouvert au 4, rue Hardy à Versailles, dans les bâtiments de l'Ecole nationale d'horticulture, les mardi et vendredi, de 9 h à 11 h 30. Actuellement : fraises, tomates, salades...

conservatoire de formes. Hélas, conclut Alain Durnerin, le patrimoine du potager du roi est fragile et en danger : il faut vingt-cinq ans pour développer des formes intéressantes et des années pour former un personnel compétent, et nous sommes bien au-dessous du niveau souhaitable.

Premier concerné, et premier observateur du problème, installé pour l'éternité à la loge centrale de la terrasse nord, La Quintinie, un rinceau d'une main, une serpette de l'autre, semble se décomposer, le regard nostalgique, de son œuvre. Les poiriers qui tendent leurs bras au long des murs et des allées ne relèvent sans doute plus la conviction, l'élan, et surtout l'esprit de découverte qu'il avait tenté de communiquer. Les petits espaces annexes, où se jouaient à guichets fermés, entre autres, la scène des prunes (la « prune-laye »), ou celle des figues (la « figuerie »), sont dans un état discutable, lorsqu'ils n'ont pas purement et simplement disparu. Le théâtre a conservé l'essentiel de son admirable architecture, mais comment redonner du cœur à la troupe ?

Les produits du jardin (50 à 60 tonnes par an) sont vendus pour un tiers à Rungis, un tiers à une SICA et le reste au détail au petit marché bihebdomadaire tenu dans les bâtiments de Mansart. Mais il est hors de saison d'espérer concurrencer sur son terrain un verger contemporain qui requiert deux personnes à l'hectare, alors qu'il en faut cinq ou six ici. Et lorsqu'on est convaincu que le comble de l'exotisme n'est plus de voir kiwis, mangues et avocats surgir spontanément chaque matin, quelle que soit la saison, sur les marchés du métro, mais de découvrir la terre fraîche sous de robustes fraises d'une espèce que La Quintinie aurait aimé ajouter à ses collections, on peut songer, comme Michel Racine (responsable de la formation continue à l'Ecole nationale du paysage), que la production réorientée pourrait « aussi bien être vendue chez Fauchon », mais surtout tenter de mieux mettre en valeur les potentialités du site.

En ouvrant le potager aux visiteurs (ce qu'il a commencé à faire) et en l'intégrant dans un conservatoire des saveurs (fruits et légumes) où se combinerait l'esprit de collection à l'esprit du lieu, débouchant sur des dégustations et des ventes de produits et de graines, Michel Racine souhaite donner un nouveau cours à ce tricentenaire jusqu'alors trop discret. Le centre du jardin serait retiré en espace scénique dans l'esprit du potager d'origine, les jardins latéraux dédiés à des thèmes, un « carré des curieux » rassemblerait des légumes oubliés, un musée de site enfin témoignerait des évolutions du lieu. La table du roi s'entrouvrirait enfin à tous, venus du plus loin, puisque des mécènes japonais, ou aucun épisode de la vie de Louis XIV n'indiffère, seraient prêts à participer à l'affaire.

Jean-Louis Perrier

(1) Cité par Jean-Marie Apostolides dans la revue L'Annuaire n° 54 (CCI, Centre Pompidou).

Guide

marché noir (les cours ont été alignés et les changeurs sauvages proposent à peine plus que les 27 roubles pour 1 dollar du change légal), mais de simple commodité.

Le beau décor art nouveau et les vitraux de l'ancien Eliseïev n'attirent plus grand monde avec leurs sempiternelles conserves de cornichons, tandis que les files d'attente s'allongent chaque matin sur la perspective Nevski devant le nouveau magasin Lancôme qui vend, en roubles, des produits de beauté et de maquillage.

Les restaurants d'hôtel, avec repas à heures fixes, présentent des menus abondants. Une quinzaine de restaurants coopératifs, parfois créés en association avec des capitaines belges ou allemands et l'ambiance assortie, servent des repas payables en roubles (boissons en devises). Quant aux « cafés » qui servent une boisson

chaude et pâle qu'on boit debout, ils valent surtout pour le quart d'heure d'expérience de vie à la soviétique qu'ils offrent au curieux de passage. Nulle part plus qu'en URSS l'on convertit de se faire rapidement des amis, de se faire repérer chez eux, interprètes et témoins d'une réalité mouvante, puis-que c'est chez eux qu'eux-mêmes se rencontrent.

Le guide Actuel (Seuil, 79 F) des pays de l'Est donne des pistes pour les découvertes personnelles. Pour le classique, le Guide bleu entièrement consacré à Leningrad (79 F) est complet, précis et à jour.

Outre la littérature russe, dont Pétersbourg fut le foyer, il est toujours savoureux de lire les Lettres de Russie du marquis de Custine (1839, « Folio », Gallimard) et le En Russie d'Olivier Rolin (Quai Voltaire, 1987) pour mesurer et le changement et la permanence

des mœurs. Les hôtels sont chers (l'Astoria, par exemple, qui vient de rouvrir, coûte 175 dollars la nuit). On peut théoriquement réserver directement de Paris. A condition de pouvoir téléphoner. Malheureusement la France, la communication est pratiquement impossible à obtenir depuis l'URSS, sachant qu'il faut d'abord passer beaucoup de temps à convaincre l'hôtesse d'essayer, puis accepter un rendez-vous dont l'horaire ne tient pas compte de vos propres obligations.

Des vols Paris-Leningrad sont assurés, via Helsinki, par Air France et Aeroflot le samedi et le dimanche. Le tarif « excursions » existe mais n'est appliqué que si on réserve en même temps des chambres d'hôtel. Des agences spécialisées (Transstours, Nouvelles Frontières, ou France-URSS) proposent des voyages à Leningrad.

Libre-échange

LENINGRAD est à la mode dans les milieux culturels français et occidentaux : étudiants en architecture de Paris-Belleville en voyage d'études en mai venus parler de « projet urbain » et découvrant que les Soviétiques en étaient surtout à se demander sur quelles bases « inventer » le prix des terrains. Mission du patrimoine du ministère de la culture, prêt à prendre en charge un monument, mais lequel ? Création à l'initiative du Quai d'Orsay d'un centre culturel français et d'une Alliance française, confiée à un jeune universitaire déjà passionné par cette ville d'où vient une partie de sa famille. Mais dans quel bâtiment ? Et pourquoi pas celui que restaurerait le ministère de la culture ?

Enfin, et non des moindres, l'aventure tentée par le centre régional de développement culturel et la ville de Nantes, qui invite peintres, sculpteurs, cinéastes, comédiens de Leningrad et le spectacle Radix (présenté à Paris, à la Villette récemment) à prendre possession, en octobre prochain, de son festival « Les Allumés ». L'an dernier, ils avaient reçu Barcelone. Leningrad fait ainsi son entrée sur la scène européenne.

A Leningrad même, l'inauguration d'une exposition des œuvres du sculpteur Henry Moore au Musée Benoît de Petrovskis, l'annonce de la création dans ce lieu d'un centre international pour le dialogue des cultures, l'adoption d'un « serment de l'Ermitage », pour que s'instaure, « en dehors des stéréotypes bureaucratiques et des discriminations idéologiques », un « réseau de libre-échange culturel et artistique », ont marqué la rencontre organisée en juin par l'UNESCO.

M. Ch.

Bridge

n° 1441

UNE DONNE DE PAMP
Voici une des donnees preparees
composées par Pietro Bernasconi et
sponsorisées par PAMP pour le
tournoi en donnees preparees des
Olympiades de Genève l'année der-
nière.

♠ V 74
♥ R 974
♦ D V 54
♣ 7656
Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

ne voyait que son jeu et celui du
mort en Sud.

♠ V 74
♥ R 974
♦ D V 54
♣ 7656
Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

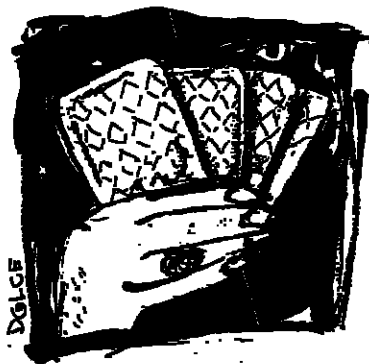
Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

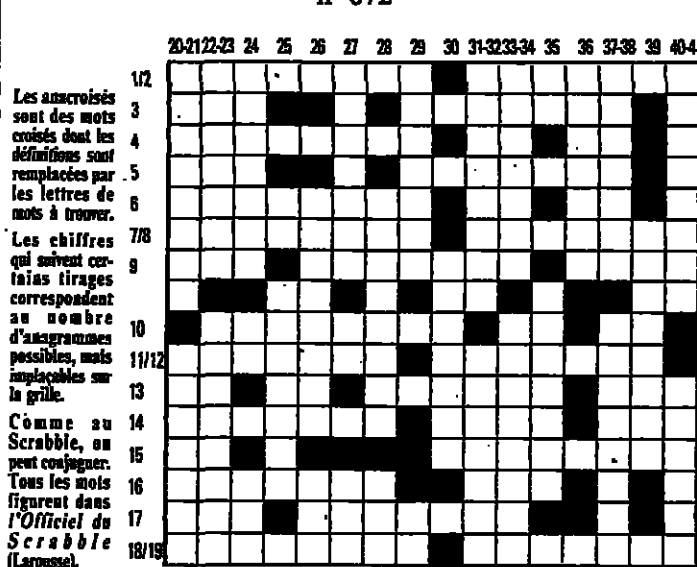
Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4

Ann. : S. don. N-S vuln.
Ouest Nord Est Sud
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4
1 2 3 4



Anacroisés

n° 672



Les anacroisés sont des mots
croisés dont les
définitions sont
remplacées par
des lettres de
mots à trouver.

Les chiffres
qui suivent
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Comme au
Scrabble, on
peut conjuguer.
Tous les mots
figurent dans
l'Officiel de
la grille.

Dames

n° 409

LES SIX JOURS
DE PARIS

Du 4 mai au 9 mai dernier, les tour-
nois internationaux, placés sous l'égide
de la Ville de Paris, du Paris Aéro-
nautique Club, de la Fédération mondiale
du jeu de dames et de la Fédération fran-
çaise du jeu de dames, ont réuni, à
l'Espace Jannapes, 247 participants de
12 nations. Le tournoi majeur
(74 concurrents) a été remporté par le
GMF soviétique Chouikov devant le
GMF français Luc Guinard, excellent
régulier de Guinard, dont voici une vic-
toire aisée, contre l'Allemand Strocha.

1. 32-28 19-23 12. 31-27 7-12
2. 28-19 14-23 13. 27-32 1-7
3. 37-32 10-14 14. 43-38 (k) 6-11
4. 41-37 (a) 5-10 (b) 15. 41-37 20-24
5. 46-41 17-21 (c) 16. 47-42 24-30
6. 35-30 (d) 20-25 17. 40-35 (f) 14-20
7. 33-29 21-26 18. 35-24 20-20
8. 40-35 14-19 19. 45-24 15-20
9. 44-40 10-14 30. 44-40 (m) 20-24
10. 30-24 19-30 31. 37-31 (e) 26-28
11. 35-24 11-17 32. 33-13 8-19 (o)
12. 50-41 (e) 4-10 33. 27-21 (p) 16-27
13. 38-33 14-20 34. 38-32 (q) 27-47
14. 42-38 17-21 35. 39-33 47-29
15. 33-28 (f) 9-14 36. 34-25 (r) 11-16
16. 20-19 14-23 37. 5-10 12-17
17. 38-33 (g) 21-27 (s) 38. 16-15 24-30
18. 31-22 18-38 39. 15-4 (t) 7-12
19. 29-9 30-29 (u) 40. 4-36 17-21
20. 24-33 31-14 (v) 41. 36-4 (t) abandon.
21. 36-31 12-18

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

Blancs : Guinard.
Noirs : Strocha.

peut se développer par 6. 32-28
(28-33); 7. 32-28 (21-20); 11. 8. 41-37
(16-21); 9. 37-32 (36-37); 10. 32-41.
Les Blancs perdent des temps après
avoir repris le contrôle de la case 28.

LEEUWEN-KRAJENBRINK
Le Monde du 5 avril 1986

d) Un jeu ouvert s'observe dans la
variante 7. (11-17); 8. 34-29 (14-19);
9. 28-23 (19-28); 10. 33-11 (6-17);
11. 35-30 (15-20); 12. 39-34 (21-26);
13. 41-37 (10-14); 14. 29-23 (18-29);
15. 34-23 (25-34); 16. 40-29.

DELMOTTE-VAN DER WAL
Le Monde du 10 février 1990

e) Joué très opportunément puisque
les Blancs demeurent assez longtemps
dans l'impossibilité de faire disparaître
le très bon pion adverse à 24.

f) Attaque qui place déjà les Blancs en
situation défensive avec une structure
quelque peu inquiétante sur leur aile
gauche.

g) Menace du gain de pion.
h) Le premier signe d'inquiétude.
i) Forcé sinon B-1.

j) L'inquiétude subsiste. Les Blancs
souffrent d'une structure mauvaise face à
un adversaire qui respire la force tran-
quille.

k) Interdit (12-17) et (14-19).
l) Affaiblira encore l'aile gauche des
Noirs.

m) Innocuité apparente si l'on
observe que, depuis plusieurs temps, les
Blancs mettent calmement en place un
dispositif basé sur l'utilisation du pion
adverse à 26 à des fins de combinaison.

n) Les Blancs savent la situation
qu'ils ont suscitée pour placer une com-
binaison de gain par une exploitation
optimale de la présence d'un pion à 26.

o) Après cette première et brève
phase de la combinaison, les Blancs
contiennent leur désespoir : le bivalet
pour d'arrêter à la case 24 à pris corps.

p) La deuxième phase de la com-
binaison.
q) Envoi à dame.
r) Raffe trois pièces et dame.
s) Une dame heureuse car à l'abri de
tout danger.

t) La victoire était bien sûr au bout
de la promenade de santé de la dame.

PROBLÈME
L. DALMAN
(1980)

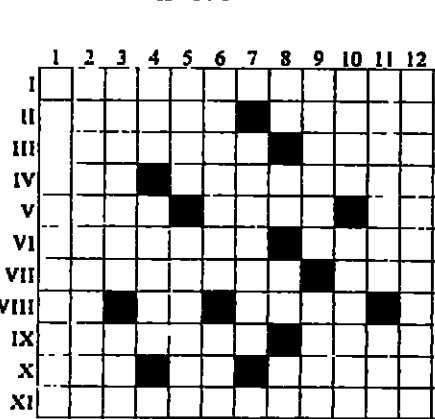
1 2 3 4 5
6 7 8 9 10
11 12 13 14 15
16 17 18 19 20
21 22 23 24 25
26 27 28 29 30
31 32 33 34 35
36 37 38 39 40
41 42 43 44 45
46 47 48 49 50

Les Blancs jouent et gagnent.
SOLUTION : 9-31 (32-37, forcé);
30-24 (37-48) 24-20 (48-30) 3-26
(25-14) 26-8... et rafle tout. Très élégant.

Jean Chaze

Mots croisés

n° 670



HORIZONTELEMENT
I. Elle vous dira tout. - II. Vous ren-
dra tout à fait lisse. Saint. - III. Mettent
à sec. Se parle loin d'ici. - IV. Mon-
naie. Va de l'avant. - V. Peut contenir
la vie et le mort. Mesure. Affirmation
enfantine. - VI. Se met à la fenêtre.
Vieillesse garantie. - VII. Il n'est pourtant
pas fou ! Roi de Judée. - VIII. Même
douté, il n'en reste que peu d'exem-
plaires. Voyelles. Pour le poète. - IX.
Du chef, généralement. Au septième
ciel ! - X. Après un long temps. Poème.
On doit, pour les dames. - XI. Met
tout en morceaux.

VERTICALEMENT
1. Certains s'en servent pour les
bébés. - 2. Veille à l'alimentation.
- 3. Pratique. Se rencontre dans le
désert. - 4. C'est elle. Ce n'est pas aller
droit. - 5. Fit preuve d'invention. Pour
une certaine alimentation. - 6. Celui des
fleurs a un petit parfum suranné. C'est
un stop. - 7. Gâche le plaisir. - 8. Gén-

teur à moitié, l'autre étant en bas. Pré-
position. Participe. L'autre moitié est en
haut. - 9. Sorties. Avance rapide, tout
de même. - 10. Préposition. Droma-
daire. - 11. Reste entier. Presque un
veto. - 12. Instruit et même parfois à la
vertu.

SOLUTION DU N° 669
Horizontalement
I. Carnegie Hall. - II. Eboulis. Insi-
- III. Noble. Adroit. - IV. Tulleries. Nt. -
V. Ena. Aérobie. - VI. Nieras. Anier.
VII. As. Drain. Sna. - VIII. Ise. Pèges.
IX. Reque. Révenr. - X. Enragé.
Remne. - XI. Stupéfiants.

Verticalement
1. Centenaires. - 2. Aboutissent. -
3. Robine. Ecu. - 4. Nulard. UAP. -
5. Elée. Arpège. - 6. Gl. Rami. Et. -
7. Isse. Ier. - 8. Dérangea. - 9. Hiron.
Eyen. - 10. Aro. Bissent. - 11. Laitier.
Eyen. - 12. Littératures.

François Doriet

François Doriet

François Doriet

François Doriet

François Doriet

François Doriet

Pommes soufflées

Il est vrai que l'on ne les trouve plus guère sur les cartes des restaurants et que les ménagères hésitent à s'y risquer. Quoi de meilleur, en légume, pourtant, que ces frites sublimes que sont les pommes soufflées. Elles naquirent d'un hasard, ou plus exactement d'un retard, on ne sait, en août 1837... Il y a plus de cent cinquante ans !

On inaugurerait la ligne de chemin de fer Paris-Saint-Germain. Et notons, entre parenthèses, que ce ne fut point la première en France, comme on l'a souvent écrit. Dès l'an 1833, il y avait une gare à Beaucourt, terminus d'une ligne Alès-Beaucourt, puis il y eut Lyon-Saint-Etienne. Passons. Nous sommes donc le 26 août 1837, et l'ingénieur Flachet vient de construire la ligne Paris-Saint-Germain. Louis-Philippe et la

reine Amélie l'inaugurent et doivent, arrivés à Saint-Germain, participer à un banquet. La fanfare locale est à pied d'œuvre et le chef a plongé ses pommes de terre dans l'huile : les frites feront escorte au filet de bœuf.

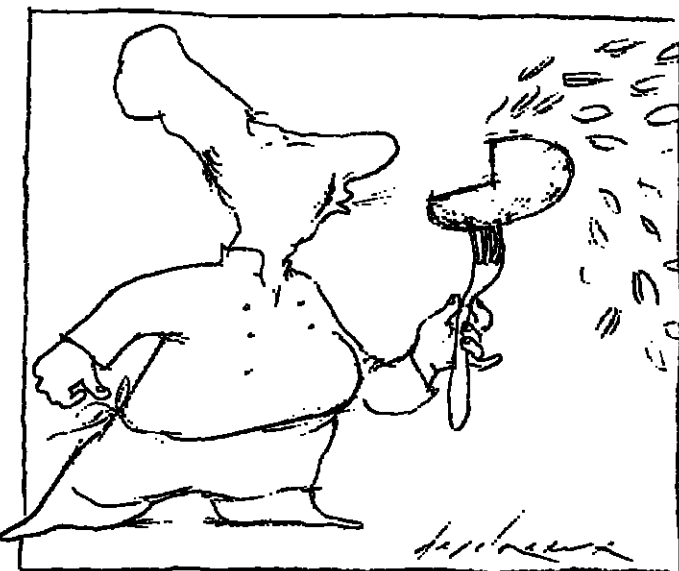
Las ! le train a (déjà) du retard. Le chef songe-t-il à Vatel, qui se trucidait pour guère plus que des frites ratées ? En attendant, il les retire de leur bain bouillant, puis, plus tard et tant pis, les y replonge. Que va-t-il se passer ? Un désastre ? Un miracle ? C'est le miracle, les pommes de terre se gonflent « comme des bulles d'or fines », nous dit Gaston Derys rapportant l'anecdote.

La recette ? Avoir d'abord des pommes de terre à pulpe très ferme (BF 15 par exemple). Les éplucher, laver, éponger, tailler en

tranches de 3 mm d'épaisseur et à nouveau les laver et éponger. Les plonger dans de l'huile bouillante chauffée à 150°C pas plus et les cuire sept à huit minutes. Les égoutter sur un papier absorbant et laisser refroidir. Refaire chauffer l'huile à 175°C, y plonger à nouveau les pommes de terre, qui dorent et gonflent. Les égoutter alors sur du papier absorbant avant de les poudrer de sel fin.

Instructions à respecter au dixième de seconde et à la lettre, sans quoi les pommes soufflées ne sont que des autres gonflées, huileuses à l'extérieur comme à l'intérieur. Affreux !

Cela me fait souvenir d'une anecdote. C'était il y a longtemps, chez l'ami Fulbert, alors propriétaire bon-vivant du Dagorno, un soir d'été m'ayant permis d'arborer un tout neuf costume d'un joli vert



amande. On sert avec la côte de bœuf classique les pommes soufflées. L'en prend une entre pouce et index (c'est, croyez-m'en, nullement mal élevé et la vraie façon de se régaler des pommes soufflées !) et crac ! l'outre d'huile qu'elle était crève et voilà mon beau costume neuf décoré de ce

qu'Albert Simonin appelait une médaille de cantine.

L'appelle le garçon et montre les dégâts. « Je vais vous chercher de l'eau bouillante », me dit-il. Je hurle qu'il est stupide, que l'eau bouillante cuit la graisse, qu'il me faut de la terre de Sommières, voire de la farine s'il n'a rien d'au-

tre. Et, me laissant aller à la fureur, j'exagère peut-être un peu, ce qui fait qu'il va trouver son patron, lequel arrive : « Qu'y a-t-il, Robert ? » Je lui montre les taches, lui raconte qu'on m'a proposé de l'eau, il m'apaise : « Je vais arranger ça, mon cher ! »

Et le voilà qui revient avec deux grands verres pleins à ras bord de calvados : « Allez ! cul sec, ça arrange tout ! »

Hélas ! trop souvent les pommes soufflées sont ainsi ou presque. Laissons gicler l'huile médiocre où elles ont trop traîné. Encore un retard, direz-vous... C'est peut-être également pour cela : la difficulté de maîtriser leur cuisson, leur service, qu'elles disparaissent des restaurants.

Les meilleures que l'on puisse déguster, à Paris, sont celles de Lasserre. Elles accompagnent rituellement le canard à l'orange, un des meilleurs aussi qui soit. Quel dommage seulement que ce ne soit point un canard à la bigarrade. Je ne parle pas de la sauce de ce nom, mais des vraies bigarrades, ces oranges amères de la Côte d'Azur. Elles aussi disparaissent, hélas !

C'est peut-être cela la « nouvelle cuisine », la disparition des bonnes choses !

La Reynière

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

06400 CANNES
HÔTEL LIGURE ***
5, rue Jean-Jaures - 06400 CANNES
Tél. : 93-39-03-11 - Tél. 970275
FAX 93-39-19-48
A 300 m de la célèbre Croisette et des plages.
Climatisé, insonorisé, chambres
TV couleur. Tél. direct, minibar.

MANDELIU - LA NAPOULE

ROCHER SOLEIL
RÉSIDENCE HÔTELIÈRE

STUDIOS, 2 et 3 PIÈCES
de très grand confort, climatisés.
Bar, restaurant, salon, tennis privés,
piscine, sauna, salle de gym,
jeux d'enfants.
Face au golf, à 800 m de la plage.
INFORMATIONS - RÉSERVATIONS :
(16-1) 44-01-60-48.

NICE

HÔTEL LA MALMAISON
Best Western ***
Hôtel de charme près mer,
calme, grand confort.
9 CHAMBRES, 10 CLIMATISÉES
TV COULEUR PAR SATELLITE
Restaurant de qualité.
48, boulevard Victor-Hugo, 06000 NICE
Tél. : 93-57-62-56 - Tél. 474110
Télécopie 93-16-47-99.

HÔTEL VICTORIA

33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.
Plein centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin,
chambres TV couleur, câble.
Téléphone direct, minibar.

Montagne

05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
HTES-ALPES - STATION VILLAGE
à 5 km de St-VÉLAN

HÔTEL LE CHAMOIS ***
LOGES DE FRANCE
Soleil, calme, randonnées
Demi-pension, pension
Tél. : 92-45-83-71.

05350 SAINT-VÉLAN
(Hautes-Alpes, parc rég. du Queyras)
2 040 m, site classé du XVIII^e siècle
Ete-Hiver, plus haute comm. d'Europe
2 hôtels 2 étoiles
Logis de France
Piscine, tennis, billard, salon de repos.
Meublé, chambres studios, chambres,
1/2 pens., pens. complète, séj. libres
LE VILLARD, tél. : 92-45-82-08
LE BEAUREGARD, tél. : 92-45-82-62
FAX : 92-45-80-10.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA **
73, rue Saint-Jacques
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 280 F à 420 F.
FAX : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Provence

VIVRE UN MOMENT D'EXCEPTION
AUX BAUX-DE-PROVENCE
LE MAS DE L'OLIVIER ***
Un nouvel hôtel grand confort,
avec 20 chambres climatisées, au cœur
d'une oliveraie. Magnifique piscine
payagée. Tennis. Parking fermé.
A proximité : golf 9 et 18 trous,
équitation, vol à voile...
Et, tout autour, le site prestigieux et
idyllique des BAUX-DE-PROVENCE.
Tél. : 90-54-35-78. Fax : 90-54-44-31.

Île Maurice

HÔTEL BELLE MARE
Page magnifique
Chambres superbes
Cuisine internationale raffinée.
Spas nautiques gratuits.
Golf à proximité. Animations.
Renseignements et réservations :
PARIS, tél. : (33-1) 45-61-92-58.
Fax : (33-1) 45-25-66-40.

Italie

VENISE

OFFRE SPÉCIALE
JUSQU'AU 31 DÉCEMBRE 1991
RAMADA HÔTEL VENISE
Seulement 750 FF
par personne pour 3 nuits
avec le petit déjeuner compris
Pour réserver, téléphoner :
1939-41-5310500
Fax : 1939-41-411484
Tél. : 435294 RAMVE

Suisse

LUGANO

L'HÔTEL WASHINGTON ***
Situation calme près gare et
centre-ville - Grand parc et parking
1/2 pension : FS. 73 à 85 par pers.
Tél. : (1941) 9156-41-36.

SILS-MARIA (Engadine)
HÔTEL EDELWEISS ****
L'hôtel aux 4 étoiles.
Pour vos vacances d'été ou d'hiver.
Tous les sports.
Tél. : 1941-82-4 52 22 Fax. 4-55-22
Hôtel et maison d'appartements
Edelweiss/Alvetera CH-7514 Sils-Maria

St-MORITZ (Engadine)
Kulm - Hôtel
L'hôtel 5 étoiles
dans la grande tradition.
Centre mondain et sportif.
CH 7200 St-MORITZ - Tél. 1941 832 11 51
FAX 3 27 38

TOURISME

"VOSGES EN MARCHÉ"
vous invite à découvrir les Hautes-
Vosges à pied cet été, en séjour détente
ou itinérant, sur une semaine.
Possibilité également de stage randonnée/
aquarelle, musique ou botanique.
Ambiance conviviale, petits groupes.
Séjours à partir de 1 170 F par semaine
tout compris.
Renseignements :
Association "VOSGES EN MARCHÉ"
85120 BASSE-LE RUPT.
Tél. : 29-24-99-40 (matin de prêt.)

Semaine gourmande

Aux Gourmets landais à La Garenne-Colombes

Les chroniqueurs, les guides plus encore, et surtout les habitants ignorent par trop les bonnes adresses bantiques faisant dans la simplicité et la sincérité honnêtes. Ici, dans une salle heureusement rajoutée (boiseries claires et tables espacées), devant un jardin abrité de vingt-quatre places, on se sent bien, loin du Paris tapageur, et tout prêt à conjuguer la cuisine landaise annoncée ou les plats plus classiques d'Alain Velazco : du gratin de fruits de mer aux rillettes de canard, du saumon fumé « maison » (au bois de hêtre) au foie gras avec son verre de jura, du cassoulet aux cinq viandes au ris de veau pané aux asperges, de la tourtière pommes-armagnac au nougat glacé à la menthe.

A noter aussi, chose rarissime, une carte des whiskies de malt (qui n'a permis de découvrir un « Islay » de dix ans d'âge, le Bruichladdich, délicatement tourbé et bien agréable sur le saumon fumé). Avec une honorable cave à prix honnêtes. Et, surtout, un accueil « affectif » et effectif de M^{me} Velazco et de son jeune personnel. Pain « maison ». Un menu-déjeuner à 120 F et un menu à 180 F ; à la carte compter 350 - 400 F.

► Aux Gourmets landais, 5, avenue du Maréchal-Joffre, 92250 La Garenne-Colombes. Tél. : 42-42-22-88. Fermé dimanche soir et lundi. Salon : 25 couverts. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

Les Trois Marmites à Courbevoie

Quasi ignoré du Michelin, traité de « bistro » ailleurs, ce jeune étoilé du Bottin gourmand qu'est Marc Fauchoux fut longtemps le chef chez Pierre Traïcourt. On retrouvera ici un mélange de la cuisine « rurale » de la rue de Richelieu et des dans habiles du cuisinier « chez lui » : des maque-

reaux frais au cidre à la fricassée de volaille aux morilles sèches, de l'effeuillée de morue aux oignons au petit homard grillé basilic, de la galette de boudin aux oignons au rognon de veau (servi entier, enfin !), avec aussi le bœuf ficelle « ménagère », bien rare de nos jours sur les cartes. Mais ces plats revigorants autant que délicats (je pense, par exemple, à la salade de foie gras, au pigeon rôti à l'ail doux, à la glace réglisse-Grande Chartreuse) paraissent meilleurs encore depuis la transformation de la salle avec sa décoration délicate, ses tables espacées et l'accueil de Liliane Fauchoux. Un menu à 200 F (choix de deux plats, fromage ET dessert) à la carte ; compter 300-350 F).

► Les Trois Marmites, 215, boulevard Saint-Denis, 92400 Courbevoie. Tél. : 43-33-25-35. Fermé samedi et dimanche. Parking facile. AE-DC-CB. Chiens acceptés.

MIETTES

14 Juillet ! Au Régence-Plaza, le 14 Juillet sera fêté par un dîner dansant débutant par un consommé madrilène aux pétales de saint-jacques pour se terminer par un... phrygien sauté aux fruits rouges !!!

Au Bourdonnais, (113, avenue de la Bourdonnais, 75007 Paris. Tél. 45-05-47-96). Micheline Coat et son chef, Philippe Bardeau, proposent désormais, tous les soirs, de 22 h 30 à minuit, les « Petits soupers de la Cantine » (250 F).

Les Vignerons de Buzet lancent la cuvée « Lys de Buzet », gamme de blancs, rouges et rosés 1990, bien agréables à boire en cette saison, notamment le rouge, au nez de cerise et prune chaude typique. Le Restaurant du Pont de Surannes (58, rue Pasteur, 75015 Paris. Tél. 45-06-66-56) ouvre désormais tous les jours et vient de s'enrichir d'une superbe terrasse.

Aux quatre coins de France

CHAMPAGNE J.B. MICHEL
B.P. n° 5
MOUSSY 51200 EPERNAY
Propriétaire-viticulteur
Doc. et tarifs sur demande
Etiquettes personnalisées
* « l'abus d'alcool est dangereux pour la santé ».

L'ORT VERT
CAVE VITICOLE
DE CLEEBOURG
Vente par correspondance. Tarif sur demande
Livraison rapide dans toute la France et à l'étranger
67160 Wissembourg - Tél. : 88-94-50-33

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

CHAMPS-ÉLYSÉES
RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc.-I., 47-23-54-42. Jusq. 22 h 30. Cadre élég. F. samedi, dimanche.

COPENHAGUE, FLORA DANICA, 1^{er} étage, sur un jardin SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ. 142, av. des Champs-Élysées, 43-59-20-41

GOBELINS
ENTOTTO 45-48-51 - F. dim. 143, r. L.-M. Pasteur, 13^e Spécialités éthiopiennes.

REUILLY-DIDEROT
SAPNA 160, r. de Charenton, 12^e F. lundi 43-46-73-33 Musique, danse indienne. Cuisine raffinée

PARC MONTSOURIS
AUBERGE DE L'ARGOAT, 27, avenue Reille (14^e). 45-89-17-05. Spécialité poissons. F. sam. et dim.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS
LA FOUX, 2, rue Clément (6^e) F/dim 43-25-77-66 Alex aux fourneaux.

Jean-Yves Nax

► Château Haut-Marbuzet Saint-Estèphe 33395 Pauillac. Tél. (18) 58-59-32-94. Compteur environ 110 francs, la bouteille, pour un millésime 1989.

► Parmi les autres belles anomalies médicinales, on se doit de citer le Château Sociando Mallet, de M. Jean Gautreau, à Saint-Seurin-de-Cadourne.

Cheju, entre la Corée et la mer

Suite de la page 24

Sa vie. Mais pas celle de sa fille ou de sa petite-fille : elle ne veut pas qu'elles deviennent plongeuses. « Jamais », dit laconiquement la vieille femme, tournant son regard au loin vers la mer rouilant ses vagues sur les rochers.

Autrefois, la plongée était pour les habitants de Cheju une question de survie. Aujourd'hui, les plongeurs gagnent bien leur vie et elles peuvent envoyer leurs filles à l'école. La plus jeune plongeuse de Cheju a trente-trois ans. Bientôt, les haenyo coréennes ne seront plus qu'une note au bas d'une page d'histoire.

Les plongeurs de Cheju sont à l'image de cette île : elles possèdent la beauté parfois rude de cette terre volcanique dont elles paraissent tirer une force intérieure peu commune. Elles ont dans les veines cette volonté d'indépendance farouche d'une terre qui tient une place à part dans l'imaginaire coréen. Elles livrent leurs combats quotidiens, pied à pied, sans emphase mais avec fierté dans une société de matrice confucéenne où l'homme, censé dominer, se dérobe souvent à ses responsabilités. Elles dégagent une impression de force dans leur constance, comme ces vieilles maisons de l'île au toit de chaume arrivé au sol par des cordages. Cheju, « île des femmes, des rochers et du vent », dit-on.

Cheju, qui fut au millénaire précédent une principauté indépendante payant tribut à la Chine et aux rois de Corée, puis devint au temps de la dynastie des Yi (1392-1910) un lieu d'exil pour les lettrés fondeurs, a cultivé ses particularismes. Le chamanisme et les croyances populaires ont leurs spécificités, et le dialecte local présente de nombreuses différences avec le coréen parlé sur le continent, avec lequel d'ailleurs l'île entretient des rapports de méfiance. Les fameuses statues en basalte de Grand-Père (Tolharubang), aux gros yeux et aux grandes oreilles, les mains sur l'estomac, sont les gardiens de l'île. On en trouve un peu partout. On dit que ces Tolharubang étaient chargés de tromper les mauvais esprits. Malgré leur air renfrogné sous leur chapeau rond et leur regard vide, les Grands-Pères de pierre sont amicaux.

Lorsque l'aviation arrive à l'extrémité méridionale de la péninsule coréenne, la terre semble s'éparpiller en milliers d'îles et d'îlots, comme si elle cédait à regret la place à la mer. Puis, à une centaine de kilomètres des côtes, c'est Cheju, parfois perdue dans les nuages et dont seul émerge alors le sommet du volcan Halla, le plus haut de la Corée, au centre de l'île, comme s'il flottait sur une corolle nébuleuse.

Terre de lave pétrifiée, dont sont faits les murs délimitant les champs sans vraies fermes, tant les grosses pierres noires sont disjointes, contrastant avec l'or des champs de colza, la rose pâle des bosquets d'azalées ou le vert tendre des mandariniers : Cheju évoque davantage un paysage méditerranéen que coréen. La rizière, par exemple, est absente (la terre volcanique poreuse ne permet pas l'irrigation). Aux cultures tirées au cordeau sur les basses terres font place les pâturages des contreforts du mont Halla : on y élève notamment de petits chevaux, descendant sans doute des montures des Mongols qui, à la fin du douzième siècle, s'implantèrent sur l'île et devaient y rester près de cent ans, espérant de là envahir le Japon.

Par son environnement (plages, côtes escarpées, cascades, montagnes), Cheju est devenue l'un des grands lieux touristiques de la Corée. L'île était d'ailleurs depuis des années, à l'époque où les voyages étaient pratiquement impossibles aux Coréens : du temps de Park et de Chun Doo-hwan (entre 1960 et 1987), elle était la seule destination possible pour quitter le continent. C'est aujourd'hui, par excellence, la terre des voyages de noces. Mais c'est aussi l'île du deuil, de la mémoire blessée.

Il y a une quarantaine d'années, toutes les familles de Cheju pleuraient leurs morts : un père, un frère, un mari massacré au cours de l'insurrection quasi générale qui précéda la guerre de Corée (1950-1953). Les autorités n'ont jamais voulu faire la lumière sur ce dramatique épisode, mais on estime entre 30 000 et 40 000 le nombre des morts, victimes des partisans (guérilla communiste) et surtout de l'armée.

Shusan : le quatre du troisième mois (le 4 mars) de 1948 reste en particulier dans toutes les mémoires : des milliers et des milliers de paysans, des hommes, des femmes comme des enfants furent exécutés sommairement, des centaines de villages mis à sac et brûlés par les miliciens de Syngman Rhee, alors maître de la partie sud de la péninsule occupée jusqu'au 38^e parallèle par les Américains et au-delà par les communistes, épaulés par leurs alliés chinois et soviétiques.

« On ne peut rien saisir de la mentalité de Cheju sans remonter à

fut élevée dans l'horreur des communistes. Lee était un véritable patriote. Il incarne la volonté de liberté des habitants de l'île ».

Née à Cheju, Han Rim-wha cache derrière une infinie douceur la force intérieure des femmes de l'île. Parce que, enfant, elle a risqué de devenir aveugle, elle apprit fébrilement à taper à la machine et commença à écrire. Des contes, de petits récits, des reportages sur les coutumes de Cheju. Depuis son enfance, elle est hantée par le massacre : « Je l'avais appris lorsque j'avais sept ans lors d'un des anniversaires du décès de ma tante, mon père me raconta comment cette mort était survenue ».

L'histoire de l'insurrection de Cheju est complexe comme toute la période tourmentée qui suivit la libération du Japon japonais. S'il y avait effectivement des bases de guérilla communistes dans le sud et que s'étaient créés une branche du Parti communiste et des comités populaires, pour certains nationalistes, l'insurrection, certes n'aurait pas été par les « partisans », n'était pas

dien public notamment des documents américains dont certains montrent clairement le caractère indiscriminé de la répression menée contre une population « qui se bat pour ce qu'elle croit juste » peut-on lire dans un compte-rendu de 1947.

Pukchon-ri est un petit village de pêcheurs de la côte est, aux maisons au toit plat comme ramassées sur elles-mêmes pour mieux lutter contre le vent. Il y a quarante ans, il n'y avait plus que des femmes. Dans sa maison neuve, au milieu des champs de colza montant à l'assaut des collines, M. Hong Song-shi vit entouré de livres. Il avait dix-sept ans en 1949. Son village avait été mystérieusement épargné par le massacre du 4 mars, « mais, depuis 1947, en raison de la répression, les hommes vivaient dans les montagnes », raconte-t-il, et les femmes restées au village assumaient leurs tâches. Au début de janvier 1949, j'avais été arrêté. Le 17, sans doute par représailles à la suite de la mort de deux soldats tués sur la route à quelques kilomètres, les miliciens arrivèrent. Ils rassemblèrent les villageois par groupes de cinquante, surtout des vieux, des femmes et des enfants dans la cour de l'école. Puis commença le massacre à la mitrailleuse : six cents habitants furent tués en quelques heures. En fin de journée, un officier est arrivé et a

ordonné d'arrêter la tuerie : ainsi, quatre cents habitants en réchappèrent. Lorsque, une semaine plus tard, je suis revenu, tout avait été rasé, brûlé ».

Et les survivants ? « Ce sont surtout des femmes. Elles sont restées au village, pour la plupart seules. Elles ne parlent jamais de ce qui est arrivé. La peur d'être punies reste très forte dans la population. Après votre visite, d'ailleurs, peut-être que la police me téléphonera pour demander ce que j'ai dit ».

Dans la cour de l'école, aucun monument ne rappelle le massacre des villageois. Dans les champs avoisinants où ils ont été exécutés, les hautes herbes ondulent comme une chevelure sous le vent. Tout a été effacé. Chaque 17 janvier, chez eux, certains habitants célèbrent discrètement la mémoire de leurs morts. La démocratisation de la Corée entreprise depuis 1988 n'a rien changé : on feint d'ignorer la blessure pourtant encore ouverte de Cheju.

« Les habitants n'ont pas confiance. Surtout dans les gens du continent. Alors tout le monde se tait », estime le Père irlandais Patrick McGlinchey. Lorsqu'il arriva à Cheju en 1954, un an après la fin de la guerre de Corée, il y avait encore des foyers de guérilla dans les montagnes, et les villages étaient entourés de murs comme des places fortes du Moyen

Age, raconte-t-il. Son histoire, par la persévérance dont elle témoigne, est digne de Cheju.

En quarante ans de présence sur l'île, le Père a réalisé une œuvre missionnaire extraordinaire en une terre pourtant rétive à l'évangélisation. Il a démontré en outre un esprit d'entrepreneur peu commun. « Nous vivions, les habitants et moi, dans le dénuement complet. Un jour, un cargo américain qui avait livré des armes au Vietnam où se livraient les Français a été droché sur la côte par la tempête. Le capitaine autorisa à faire décharger le bois de charpente qui servait à caler les caisses. Quatre cents volontaires sont venus, et pendant trois jours ils ont déchargé le bois pour rien, pas même un verre de makoli (alcool bon marché). Avec ce bois, nous avons construit la première église à Hallim. Il n'y avait alors que vingt-cinq chrétiens... C'était un premier pas mais insuffisant : autour de moi, les paysans endormis se suicidaient par familles entières. Avec un vieux fusil donné par des soldats américains, je chassais le faisan sur les contreforts du mont Halla : c'était la seule viande que je pouvais me procurer. Le paysage me rappelait l'Irlande, et plus particulièrement le Donegal, où l'on élève des moutons. J'ai commencé avec une truie achetée à Mokpo et ramène par le train. Ce fut un désastre. Puis, avec des moutons que j'élevais avec un groupe de jeunes dans ce qui restait d'un camp militaire désaffecté. Avec l'aide de ma congrégation, j'ai acheté un hectare l'équivalent de 1 500 wons d'aujourd'hui (15 francs). On m'a pris pour un fou. Puis j'en ai acheté deux, trois. En 1963, la ferme coopérative Isidore était née. Aujourd'hui, elle s'étend sur 1 000 hectares où nous élevons 12 000 cochons, 700 vaches, 1 500 moutons ».

Cette immense coopérative dont on aperçoit les pâturages de la route qui serpente à l'ouest du mont Halla consacre 60 % de ses profits à des œuvres charitables : un hospice pour vieillards et un hôpital, géré par des Sœurs, qui reçoit 25 000 patients par an.

Une réussite qui contraste avec le saccage progressif de Cheju par le tourisme. Si l'environnement a, jusqu'à présent, été préservé, la spéculation foncière, les passe-droits des grands groupes industriels qui construisent leurs hôtels sur le littoral (alors que ce privilège est refusé aux petits entrepreneurs locaux), sont en train de faire de Cheju une sorte d'Hawaï au petit pied (lire l'encadré ci-contre).

Certains villageois ont entouré leur hameaux de murs de pierre pour se protéger contre cette « invasion étrangère ». Beaucoup de paysans qui ont vendu leurs terres pour quelques millions de wons constatent aujourd'hui qu'ils ont été spoliés : le terrain vaut dix à vingt fois plus cher. Pour une population fière, dont certaines grandes familles ont pour ancêtres les lettrés exilés par la dynastie Yi, le commercialisme qui gagne progressivement tous les aspects de la vie de Cheju est détestable.

Comme Bali, Cheju avait sa culture, ses légendes, ses blessures (ici, le massacre de 1948 à Bali ; celui des communistes en 1965, sous Sukarno). En trente ans, ce qui était authentique à Bali s'est rétréci comme peau de chagrin. Bientôt, ce sera le tour de Cheju.

Autrefois, les habitants de Cheju s'étaient inventés une île, l'île Bleue, belle comme l'avenir, sur laquelle ils projetaient leurs espoirs, comme le conte Yi Chong-jun dans un très beau court récit, *l'île d'Io* (1). Une île de nirvana, une île de la consolation « jaillissant, blanche, comme un rêve, des vagues de la mer du Sud ». Personne ne l'avait jamais vue, mais l'imaginaire de cette île ensorcelante aidait à vivre, donnait espoir aux marins naufragés apeurés, éperduement vers le salut. Il faudra beaucoup d'« îles bleues » aux habitants de Cheju pour supporter la réalité de demain. Seules peut-être, au fond de la mer, répétant des gestes immémoriaux, les dernières plongeuses croiront encore en elle.

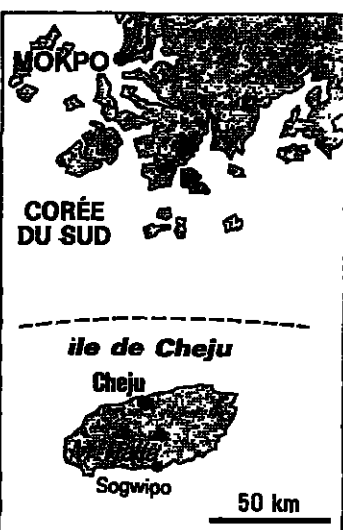
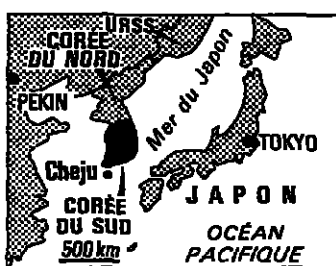
De notre envoyé spécial

Philippe Pons

(1) Traduit du coréen par Ch'yeon Yun et Patrick Maurus, Actes Sud.



Sur la plage de Dong-Kingmyong-ri, la chamane au front ceint d'un bandeau rouge danse devant l'autel chargé de fruits, de galettes, de riz, de coquillages, de poissons séchés.



Shusan », explique Han Rim-wha. Elle vient de publier un très beau roman historique en trois volumes sur cette époque sous le titre *« Crépescule sur le mont Halla »*. Han Rim-wha a travaillé plus de dix ans sur les archives, les journaux des familles des victimes, interrogeant les rescapés, au point, nous dit-elle, que « submergée par l'émotion, j'ai parfois pensé à renoncer à ce livre. Et puis je m'y suis mise sans pratiquement m'arrêter pendant un an. A la fin, j'avais écrit trois mille pages. L'histoire est celle de Lee Duk-gu, chef des partisans qui fut arrêté, torturé, exécuté, et dont le corps fut exposé crucifié sur la place de Cheju. Selon moi, qui

idéologique : il s'agissait de révoltes paysannes. C'est notamment la thèse que s'efforce d'établir le journal local, *Chemin l'île*, fondé il y a deux ans par des journalistes contestataires avec des fonds recueillis auprès de la population.

Pour rompre le mur de silence qui entoure encore cet événement, quarante ans plus tard, le journal a entrepris la publication quotidienne d'articles sur les massacres de la fin des années 40. La plupart des morts sont des paysans qui ne participaient pas au mouvement, affirme M. Song, rédacteur en chef, car les militants étaient réfugiés dans les montagnes. Le quoti-

Résistances

Au cours des derniers mois, la police anti-émeute s'est heurtée à plusieurs reprises aux habitants de Cheju. Le développement touristique effréné dont l'île est le théâtre a en effet soulevé des mouvements de protestation de la population locale : trois complexes touristiques gigantesques et vingt-sept plus petits sont en construction.

La plupart des grands conglomerats industriels coréens (Samsung, Han Il, etc.) ont jeté leur dévolu sur l'île. En 1990, trois millions de touristes dont 290 000 étrangers se sont rendus à Cheju (550 000 habitants) et y ont dépensé 600 millions de dollars. Mais seule une infime portion de la manne touristique revient aux habitants, dont pourtant 45 % travaillent désormais dans les services.

Le plus grand complexe est celui de Chungmun, sur la côte sud. Il comprendra cinq hôtels, un golf, un jardin botanique, un aquarium géant pour des dauphins. Les travaux d'un autre golf, à Kumal, sur les contreforts du mont Halla, ont été suspendus pendant trois mois à la suite de l'opposition des habitants, qui, en décembre, se sont violemment heurtés à la police. Une centaine de contesta-

naires ont été arrêtés. Le gouvernement ignore les pétitions des habitants qui, un beau jour, sont mis devant le fait accompli lorsque se présentent bulldozers et excavatrices.

Avec le développement du tourisme sont arrivés les prostituées (40 000 femmes du continent travaillent à Cheju) et les gangsters (ceux de Pusan et bientôt sans doute les yakuza japonais, attirés par l'ouverture prochaine de cinq casinos).

Les tensions sociales créées par le tourisme se doublent d'une détérioration certaine de la mentalité locale : le racket des taxis qui ignorent les compteurs et imposent leur prix dès qu'on sort de Cheju-City en est un exemple. Le laxisme des autorités pour tout ce qui est indirectement lié au tourisme (agence de voyages, guide, taxis) peut à terme desservir l'image de Cheju.

Des grands hôtels de la côte sud, le Hyatt Regency, qui fut le premier à ouvrir en 1985, demeure le plus agréable, perché sur un promontoire à l'écart du maelström touristique au cœur duquel se trouve l'Hôtel Silla, à la décoration pompeuse.

Ph. P.